

Faculté des bioingénieurs

MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES

Sur les paradigmes contemporains concernant
l'aide au développement et son efficacité -
Synthèse et perspectives

Auteur : Melvyn Kuetgens
Promoteurs : Frédéric Gaspart (UCLouvain, ELIA)
Lecteurs : Goedele Van den Broeck (UCLouvain, ELIA)
Marie-Paule Kestemont (UCLouvain, LRIM)
Année Académique : 2021 - 2022
Bioingénieur : Sciences agronomiques,
Agricultural and Ressource Economics

REMERCIEMENTS

Merci à mon promoteur M. Frédéric Gaspart pour ses remarques, ses conseils, sa rapidité de réponse et sa bienveillance tout au long de la rédaction, ainsi que pour avoir cru en moi-même alors que moi-même je n'y croyais plus.

Merci à mes lectrices Goedele Van den Broeck et Marie-Paule Kestemont pour leur patience et leur collaboration.

Merci à ma famille et à mes amis pour m'avoir soutenu durant toutes ces années d'études.

Merci à ces courageux oiseaux de nuit qui étudiaient à mes côtés dans les salles informatiques. C'était réconfortant de ne pas me sentir seul pendant les longs moments de rédaction à des heures indues...

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AAC : Aide au Commerce

ABF : Approche des Besoins Fondamentaux de l'homme = BNA - Basic Needs Approach

AC : Approche des Capacités humaines

AF : Assistance Financière

AIIB : Asian Infrastructure Investment Bank

APD : Aide Publique au Développement = ODA – Official Development Assistance

APP : Aide Programmable par Pays

ARCH : Hétéroscédasticité Conditionnelle Autorégressive

ARDL : Autorégressif à Retards échelonnés

AT : Assistance technique

BM : Banque Mondiale

BoP : Base of Pyramid (Market) = Marché à la Base de la Pyramide

BRD : Banque Régionale de Développement

BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

CABEI : Central American Bank for Economic Integration

CAD : Comité d'Aide au Développement

CarDB : Caribbean Development Bank

CBD : Community-Based Development = Programme de développement basé sur les communautés

CDC : Committee for Development Cooperation

CE : Consommation d'Énergie

CEB : Council of Europe Development Bank

CFP : Cadre Financier Pluriannuel

CSS : Coopération Sud-Sud

CV : Coefficient de Variation

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CGIAR : Consultative Group on International Agricultural Research

DFID : Department for International Development

DSRP : Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté

EBRD : European Bank for Reconstruction and Development

FIDA : Fonds International de Développement Agricole

FMI : Fonds Monétaire International

FMO : Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden

FOD : Financement Officiel du Développement

GAVI : Global Alliance for Vaccines and Immunization

GEG : Global Economic Governance (Programme)

GMM : Gaussian Mixture Model

ICRISAT : Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides

IDE : Investissements Directs Étrangers

IFD : Institutions Financières de Développement

IFPRI : International Food Policy Research Institute

ILRI : International Livestock Research Institute

IsDB : Islamic Development Bank

KFW : Kreditanstalt für Wiederaufbau

LARS : Least Angle Regression = Régression des Moindres Angles

MCA : Millenium Challenge Account

MENA : Middle East and North Africa = Moyen-Orient et Afrique du Nord

MDBS: Multi-Donor Budget Support

NADB : North American Development Bank

Norad : Norwegian Agency for Development Cooperation

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OMD : Objectifs du Millénaire du Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OSC : Organisation de la Société Civile

PCSE : Panel-Corrected Standard Errors = procédure économétrique de Panel à Erreur Standard Corrigée

PEPFAR : President's Emergency Plan for AIDS Relief

PFR : Pays à Faibles Revenus

PGAD : Program-Aid Disbursements

PIB : Produit Intérieur Brut

PJAD : Project-Aid Disbursements

PMA : Pays les Moins Avancés

PMG : Pooled Mean Group (Estimator)

PPE : Pro-Poor Public Expenditure

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PRI : Pays à Revenu Intermédiaire

PRS : Poverty Reduction Strategies

ReCom : Research and Communication on Foreign Aid

RTCN : République Turque de Chypre du Nord

SAfT : Sector-wise disaggregated Aid-for-Trade = Aide au commerce désagrégée sectorielle

SBG : Soutien Budgétaire Général

SLS : Stage Least Square

SSCAF : (Chinese) South-South Cooperation Assistance Fund

SUR : Seemingly Unrelated Regression

TC : Transferts de Cash

TI : Technologie de l'Information

TOSSD : Total Official Support for Sustainable Development

TTLs : Task Team Leaders = les chefs d'équipe de la Banque mondiale

UNICEF : United Nations International Children's Emergency Fund

UNU-WIDER : United Nations University World Institute for Development Economics Research

USAID : United States Agency for International Development

WDI : World Development Indicators

TABLE DES MATIÈRES

1 ^{ère} de couverture.....	0
REMERCIEMENTS.....	I
LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS.....	II
TABLE DES MATIÈRES.....	V
SECTION 1 : INTRODUCTION.....	1
SECTION 2 : DÉFINITIONS.....	3
2.1. Définition et mesure de la pauvreté.....	3
2.1.1 Méthode des revenus ou des dépenses - Approche des besoins fondamentaux (ABF).....	3
2.1.2 Méthode de mesure de la prévalence de la pauvreté - Approche des capacités humaines (AC).....	4
2.1.3 Approche hybride.....	4
2.2 Définition de l'aide étrangère et des formes qu'elle peut revêtir.....	5
2.2.1 Aide bilatérale vs multilatérale.....	7
2.2.2 Assistance technique vs assistance économique.....	7
2.2.3 Aide humanitaire vs aide au développement.....	9
2.2.4 Aide au projet vs aide au programme.....	10
A. Définition.....	10
B. Comparaison de l'aide au projet et de l'aide au programme.....	10
B.1 Suppositions théoriques.....	10
B.2 Observations pratiques.....	11
B.3 Évolution de l'importance de l'aide au programme & de l'aide au projet au fil du temps.....	11
2.2.5 Quelques précisions supplémentaires.....	13
SECTION 3 – MÉTHODOLOGIE ET DONNÉES.....	16
3.1 Classification des visions économiques présentes dans la littérature.....	18
3.2 Des informations et des bases de données faibles et difficilement accessibles.....	18
3.2.1 Inexplicabilité d'une partie significative de la croissance.....	18
3.2.2 Catégories de carences dans la littérature de l'aide.....	18
3.3 Sur les articles examinés au sein de ce mémoire.....	20
3.3.1 Études microéconométriques.....	20
3.3.2 Études macroéconométriques.....	21

3.3.2.1 Articles généralistes.....	21
3.3.2.2 Études portant sur les caractéristiques des donateurs.....	21
3.3.2.3 Études portant sur la coordination entre donateurs.....	22
3.3.2.4 Études portant sur l'allocation de l'aide.....	23
3.3.2.5 Études portant sur l'efficacité de l'aide.....	26
SECTION 4 – PARTIES PRENANTES.....	31
4.1 Un nouveau paysage international.....	31
4.2 Catégories des principaux donateurs.....	33
4.2.1 Donateurs du secteur privé.....	33
4.2.1.1 Les fondations d'entreprise.....	34
A. Implication de départ du secteur privé dans l'octroi de l'aide.....	34
B. Évolution récente des contributions financières.....	34
C. Nouvelles priorités, culture organisationnelle et méthodes de travail.....	34
4.2.1.2 Les ONG.....	35
A. Vue d'ensemble.....	35
B. Services proposés par les ONG.....	36
C. Avantages apportés par les ONG.....	37
D. Impacts sur le terrain des ONG.....	37
E. Insuffisances des ONG dans l'éradication de la pauvreté.....	38
4.2.1.3 Institutions financières bilatérales.....	38
4.2.2 Pays donateurs.....	39
4.2.2.1 Pays donateurs traditionnels.....	39
4.2.2.2 Pays donateurs émergents.....	41
4.2.2.2.1 BRICS.....	42
A. Caractéristiques des BRICS.....	42
B. Avantages de l'aide des BRICS.....	43
C. Problèmes avec l'aide des BRICS.....	43
D. Différences entre les donateurs du BRICS et ceux des pays de l'OCDE.....	43
4.2.2.2.2 Précisions concernant certains pays du BRICS.....	46
A. Sur la Chine.....	46
A.1 Historique.....	47
A.2 Différences entre l'aide de la Chine et celle du CAD.....	47

A.3 Bénéficiaires de l'aide chinoise.....	48
A.4 Instruments de l'aide chinoise.....	48
A.5 . Projets dans lesquels investit la Chine.....	49
A.6 Évaluation des effets de l'aide chinoise.....	49
B. Sur la Russie.....	51
B.1 Aperçu.....	51
B.2 Formes d'interventions de la Russie.....	53
C. Sur le Brésil.....	53
D. Sur l'Inde.....	53
E. Sur l'Afrique du Sud.....	53
4.2.3 Donateurs multilatéraux.....	53
4.2.3.1 Donateurs multilatéraux traditionnels	53
4.2.3.1.1 Comité d'aide au développement.....	53
4.2.3.1.2 Fond Monétaire International.....	54
A. Vue d'ensemble.....	54
B. Conditions d'intervention du FMI.....	54
C. Politique de prêt.....	54
D. Conséquences positives de ces prêts.....	55
E. Conséquences négatives de ces prêts.....	55
4.2.3.1.3 Banque Mondiale.....	55
4.2.3.1.4 Banques régionales de développement.....	55
4.2.3.1.5 Organisation des Nations unies.....	55
A. Vue d'ensemble.....	55
B. Sous-branches de l'ONU.....	56
C. Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU (2000).....	56
D. Objectifs du Développement Durable de l'ONU (2015).....	57
4.2.3.1.6 Exemples non exhaustifs d'autres institutions internationales.....	57
4.2.3.2 Donateurs multilatéraux émergents.....	59
4.2.3.3 Comparaison des avantages et inconvénients entre aide privée, bilatérale et multilatérale.....	59
4.3 Bénéficiaires.....	60
4.4 Les initiatives locales.....	60
4.4.1 Exemple du NEPAD.....	60

A. Historique.....	61
B. Un nouvel engagement pour l’Afrique.....	61
C. Incapacité du NEPAD à atteindre ses objectifs.....	62
4.4.2 Exemple des transferts de cash (TC) en Amérique latine.....	62
SECTION 5 – COORDINATION ENTRE DONATEURS.....	63
5.1 Paysage actuel : manquements en matière de coordination.....	63
5.2 Avantages de la coordination.....	64
5.3 Influence des donateurs entre eux.....	64
5.4 Raisons du manque de coordination dans l’allocation de l’aide.....	64
5.5 Problèmes causés par le manque de coordination.....	65
5.6 Exemple d’une coordination imparfaite : l’Union européenne.....	66
SECTION 6 – ALLOCATION DE L’AIDE.....	67
6.1 Conditionnalités.....	67
6.1.1 Justification de la conditionnalité.....	67
6.1.2 Conditionnalités ex-ante.....	67
6.1.3 Conditionnalités ex-post.....	68
A. Vue d’ensemble.....	68
B. Ces conditionnalités auront différents niveaux d’efficacité selon le type de communauté.....	68
6.1.4 Comparaison des avantages des conditionnalités ex-ante et ex-post.....	69
6.2 Ciblage par les donateurs.....	70
6.2.1 Quels sont les critères sur lesquels se basent le ciblage ?.....	70
6.2.2 Dilemme entre efficacité de l’aide au développement et subvention des populations les plus défavorisées.....	71
A. Premier choix des donateurs : privilégier l’efficacité au détriment de l’atteinte des populations nécessiteuses.....	71
B. Second choix des donateurs : atteindre les populations nécessiteuses, quitte à perdre en efficacité.....	72
6.2.3 Modalités de l’aide.....	72
A. Déboursements politisés.....	73
B. Déboursements « paternalistes ».....	73
C. Déboursements « Projets du donateur ».....	74
D. Déboursement avec co-construction.....	75
6.2.4 Volatilité de l’aide.....	76

A. Facteurs d'attrition de l'aide.....	76
B. Niveau de réduction de l'aide.....	77
C. Problèmes liés à la volatilité de l'aide.....	77
SECTION 7 – ANALYSE DES COMPORTEMENTS DES BÉNÉFICIAIRES DEVANT L'AIDE.....	79
7.1 Financement indirect par les bénéficiaires de projets non soutenus par les donateurs.....	79
7.2 Corruption – capture par les élites locales.....	79
A. Vue d'ensemble.....	79
B. Classification des différents coûts de la corruption.....	80
C. Quand la corruption fait plus de bien que le programme officiel.....	81
D. À quel point les aides au développement influenceraient-elles la corruption ?.....	81
E. Propositions de solutions pour lutter contre la capture par les élites.....	82
7.3 Appropriation par les bénéficiaires des projets de l'aide.....	84
A Importance de l'appropriation.....	84
B. Manque d'appropriation.....	84
C. Conditions préalables à la poursuite de l'appropriation.....	85
7.4 Effets de l'aide sur la gouvernance des pays bénéficiaires.....	85
SECTION 8 – EFFICACITÉ DE L'AIDE.....	87
8.0 Canaux macroéconomiques de l'efficacité de l'aide.....	87
8.1 Premier canal – croissance économique.....	87
8.1.1 Aide étrangère et croissance.....	87
A. Situation en matière de recherche sur le lien entre l'aide et la croissance.....	87
B. Synthèse des relations de causalité reprises dans les études.....	88
B.1 Liens positifs entre aide - flux économiques – croissance - réduction de la pauvreté.....	88
B.2 Liens négatifs entre aide - flux économiques – croissance - réduction de la pauvreté.....	94
B.3 Absence de liens entre aide - flux économiques – croissance - réduction de la pauvreté.....	95
B.4 Critique du postulat de départ des études B1, B2 & B3 : insuffisance du lien entre l'aide et la croissance pour expliquer toute la réduction de la pauvreté.....	96
B.5 Liens entre d'autres paramètres distincts de l'axe aide - croissance - réduction de la pauvreté.....	96
B.6 Résumé.....	97
C. Raisons avancées du manque d'efficacité de l'aide sur la croissance.....	98
8.1.2 Aide étrangère et revenus.....	99
8.1.3 Aide étrangère et emploi.....	99

A. Introduction.....	99
B. Causes du niveau élevé d'emplois vulnérables.....	100
8.1.4 Aide étrangère et commerce.....	100
8.2 Deuxième canal – dépenses publiques en faveur des pauvres (éducation, santé et autres programmes sociaux).....	102
A. Vue d'ensemble.....	102
B. Problèmes critiques en matière de politique sociale.....	102
C. Effet de l'aide en matière de politique sociale.....	103
8.2.1 Éducation.....	105
8.2.2 Autonomie des femmes.....	105
8.2.3 Autres thématiques à aborder au sein de politique sociale.....	106
8.3 Troisième canal - Effet de stabilisation macroéconomique.....	106
8.4 Quatrième canal - Financement des infrastructures et d'autres initiatives de développement.....	106
8.4.1 Infrastructures.....	107
A. Vue d'ensemble.....	107
B. Effets positifs du financement des infrastructures.....	107
8.4.2 Promotion de l'innovation et de la coopération dans les domaines de la science et de la technologie.....	108
8.5 Cinquième canal : financement de la protection de l'environnement.....	109
SECTION 9 – PERSPECTIVES.....	110
9.1 Lacunes au sein de ce mémoire.....	110
9.2 Lacunes dans la recherche.....	111
9.2.1 De manière générale.....	111
9.2.2 En matière d'indicateurs de la pauvreté.....	111
9.2.3 En matière de lutte contre la corruption.....	112
9.2.4 En matière de croissance.....	112
9.2.5 En matière de BRICS.....	112
9.2.6 Autres inconnues.....	113
9.2.7 Domaines d'intérêt où la recherche évolue.....	113
9.3 Recommandations pour la recherche scientifique.....	114
9.4 Recommandations pour une distribution efficace de l'aide.....	115
9.4.1 Contexte.....	115

9.4.2 Propositions pour améliorer la distribution de l'aide.....	116
SECTION 10 – CONCLUSIONS.....	120
10.1 Sur les initiatives locales des PVD.....	120
10.2 Constats sur les donateurs.....	120
10.2.1 ONG.....	120
10.2.2 Les BRICS.....	120
10.2.3 Le FMI.....	121
10.3 Coordination des donateurs.....	121
10.4 Formats de décaissement d'aide à privilégier.....	122
10.5 Critères sur lesquels se basent le ciblage de l'aide.....	123
10.6 Capture par les élites.....	123
10.6.1 Principal impact de la capture par les élites.....	123
10.6.2 Comment limiter les effets néfastes de la capture par les élites.....	123
10.7 Conditionnalités.....	124
10.7.1 Conditionnalités ex-ante vs ex-post.....	124
10.7.2 Impact du montant de l'aide.....	124
10.8 Volatilité de l'aide.....	124
10.9 Appropriation des projets d'aide.....	125
10.10 Efficacité de l'aide.....	125
A Facteurs impactant l'efficacité de l'aide.....	125
B Impacts de l'aide.....	125
C. Propositions pour renforcer l'efficacité de l'aide.....	126
BIBLIOGRAPHIE.....	i
Figures.....	i
Articles.....	ii
ANNEXES.....	viii
4 ^e de couverture - Résumé et mots-clés	

SECTION 1 : INTRODUCTION

La question de l'efficacité de l'aide internationale a toujours été un sujet particulièrement sensible et à forts enjeux depuis son apparition avec le Plan Marshall de 1948.

Initialement, pendant la guerre froide, la philosophie de l'aide au développement suivait une logique d'un monde bipolaire. Il s'agissait, pour le bloc soviétique comme le bloc capitaliste, de construire des nations du Sud afin de gagner leur soutien (Bermeo, 2017). Cela menait à des projets de développement de plutôt grande taille, centralisés, portés par un État fort et consolidant l'emprise de celui-ci sur l'économie. Certains de ces projets étaient plus profitables au donateur qu'au bénéficiaire (les usines "clef sur porte" construites dans des pays où il n'y avait pas de main d'œuvre locale assez qualifiée pour l'entretien des machines en sont des exemples typiques).

Dans les années 90, après la chute de l'URSS, le paradigme de l'aide s'était aligné sur des "plans d'ajustement structurel" néolibéraux (Niyonkuru, 2016). Il s'agissait de réduire la taille des États, de favoriser l'émergence des économies de marché, de diviser le salaire des fonctionnaires par trois ou plus pour orienter la main d'œuvre locale vers l'entrepreneuriat ou le secteur privé dans son ensemble.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'aide au développement a développé une nouvelle philosophie, plus proche de la guerre froide en s'axant sur la logique sécuritaire. L'aide est utilisée pour obtenir l'allégiance des bénéficiaires dans la lutte contre le terrorisme (Bandyopadhyay & Vermann, 2013). Il ne s'agit plus cette fois de construire des usines que seuls des ingénieurs du pays donateur pourront maintenir en état de fonctionner, mais plutôt de construire des écoles où l'on enseignera toutes les vertus du pays donateur. Ceci dit, contrairement à la période de la guerre froide, les donateurs tiennent désormais davantage compte de la capacité des pays bénéficiaires à se développer (Bermeo, 2017).

Ces dernières années, cette philosophie s'est glissée vers une logique multipolaire de plus en plus marquée. Les pays de l'Ouest ayant été frappés par une série de crises économiques et ayant détourné le centre de leur politique économique vers les problèmes dans leurs économies domestiques, un large espace a été ouvert au niveau des infrastructures, du financement et de l'expertise technique pour de nouveaux intervenants tels que les BRICS (en particulier la Chine) issus du Mouvement des Non-Alignés (sauf la Russie). Nous assistons suite à cela à une guerre de surenchères de l'offre d'aide, pour des questions d'influence géopolitique, surtout entre la Chine (« Nouvelle Route de la Soie » lancée en 2013, renommée « La Ceinture et la Route » en 2017) et les États-Unis et ses alliés (Build Back Better World, lancé en 2022).

C'est dans ce dernier cadre que s'inscrivent les analyses & recommandations de ce mémoire :

L'arrivée de « nouveaux » contributeurs de l'aide a tant été une opportunité qu'une source de complexification pour l'ensemble du système de la coopération au développement. Si la littérature existante sur l'aide semble abondante, ce changement de contexte a été l'occasion de souligner à quel point elle est divergente et profondément lacunaire sur un certain nombre de sujets pourtant cruciaux, à l'instar de l'appropriation des projets d'aide par les populations bénéficiaires, des questions de gouvernance et des questions de capture par les élites locales, ou ne serait-ce que pour l'efficacité réelle de ces aides au développement.

Il convient dès lors de faire la part des choses sur des bases objectives, entre les rapports optimistes des donateurs, les publications scientifiques contradictoires et les plaidoyers militants de certaines ONG, sur quelles seraient les meilleures manières de venir en aide aux populations des pays récipiendaires de l'aide.

Nous entreprendrons une approche holistique et critique au sein de ce mémoire pour clarifier autant que possible cette thématique et tenter d'y faire avancer la réflexion.

Nous organiserons ce mémoire comme suit :

- Dans la Section 2, nous présenterons quelques définitions élémentaires nécessaires à la compréhension de notre article.
- Dans la Section 3, nous réaliserons tout d'abord une classification et description, selon 6 sous-domaines de recherche, de la littérature en matière d'aide étrangère. Nous présenterons ensuite un bilan général sur la disponibilité et l'accessibilité des données et informations liées à celle-ci. Nous effectuerons pour terminer une présentation succincte par rubriques des articles que nous avons utilisés dans la rédaction de ce mémoire, avec critiques de ceux-ci quand nécessaire.
- Dans la Section 4, nous ferons un récapitulatif des changements ayant eu lieu depuis le début du XXIe s. dans les interactions au sein du milieu de l'aide au développement, puis nous détaillerons les caractéristiques des différentes catégories de donateurs et de bénéficiaires et terminerons par la présentation des initiatives locales.
- Dans la Section 5, nous décrirons pourquoi les donateurs ne parviennent pas à bien se coordonner entre eux et les conséquences que cela amène. Nous présenterons aussi un exemple de coordination imparfaite, à savoir, l'Union européenne.
- Dans la Section 6, nous décrirons en long et en large les mécanismes d'allocation de l'aide et leurs implications, en analysant le côté des donateurs.
- Dans la Section 7, nous examinerons les effets de l'allocation de l'aide, du côté des récipiendaires cette fois.
- Dans la Section 8, nous passerons en revue les impacts concrets de l'aide sur le développement.
- Dans la Section 9, nous présenterons les différentes possibilités pour améliorer ce mémoire et fournirons des recommandations pour poursuivre la recherche sur l'aide au développement ainsi que des recommandations pour une distribution efficace de l'aide.
- Dans la Section 10, nous concluons en présentant les points essentiels de ce mémoire.

SECTION 2 : DÉFINITIONS

Dans cette section, nous tâcherons de clarifier quelques notions élémentaires qu'il nous apparaît préférable de connaître avant de se lancer plus amplement dans la lecture de ce mémoire.

2.1. Définition et mesure de la pauvreté

L'ensemble des éléments de ce point 2.1 se base sur l'article de Mahembe & Odhiambo (2019). Selon eux, de manière générale, il existe trois approches fondamentales pour mesurer la prévalence de la pauvreté dans une communauté, un pays ou une région :

2.1.1 Méthode des revenus ou des dépenses - Approche des besoins fondamentaux (ABF)

Cette méthode repose principalement sur l'approche des besoins fondamentaux de l'homme pour une vie décente, à savoir la santé, la nutrition et l'alphabétisation. Cette approche de la mesure de la pauvreté suppose que les individus sont pauvres si leur revenu ou leur consommation est inférieur à un "seuil de pauvreté" (Banque mondiale, 1992, p. 5).

L'ABF aboutit à plusieurs indicateurs de pauvreté, souvent appelés **mesures monétaire de la pauvreté**, tels que :

- Le produit national brut (PNB) par habitant.
- L'indice de dénombrement ou taux de pauvreté, qui mesure la proportion de ménages dans une population dont le revenu par personne est inférieur au seuil de pauvreté. Ainsi, il mesure la prévalence de la pauvreté, en termes de propagation de la pauvreté au sein de la population. Bien que l'indice de dénombrement soit la mesure la plus populaire utilisée par les chercheurs, son principal inconvénient est qu'il ne donne pas d'indication sur la profondeur de la pauvreté (Schaffner, 2014).
- L'indice d'écart de pauvreté qui mesure la profondeur de la pauvreté et il tient compte de la dispersion des pauvres. Il calcule la moyenne des écarts de revenus proportionnels de tous les membres de la population par rapport au seuil de pauvreté. D'après Schaffner (2014, p. 88), l'indice d'écart de pauvreté peut être interprété comme le coût par personne de l'élimination de la pauvreté dans l'ensemble du pays.
- L'écart de pauvreté au carré qui est sensible à la prévalence globale et à la profondeur moyenne de la pauvreté, ainsi qu'à l'occurrence de la grande pauvreté chez les pauvres. L'indice est également appelé indice de gravité de la pauvreté en raison de sa portée plus large. L'argument est que la quadrature du cercle de l'écart ou du manque à gagner amplifie l'état des personnes les plus pauvres (Alvi & Senbeta, 2012 ; Schaffner, 2014)

2.1.2 Méthode de mesure de la prévalence de la pauvreté - Approche des capacités humaines (AC)

Cette méthode s'appuie sur les travaux pionniers d'Amartya Sen dans les années 1980 et 1990. C'est une approche **basée sur des mesures monétaires, mais aussi des mesures non-monétaires et des indicateurs sociaux de la pauvreté**. Cette intégration d'un contexte plus large de développement humain la rend plus complète que l'ABF pour mesurer la pauvreté.

L'AC cherche à mesurer les "capacités" des gens à s'occuper de soi-même (par ex., être alphabétisés) et le "bien-être" que ces capacités amènent (par ex., l'opportunité pour les individus de vivre une vie longue, saine et agréable, la liberté de poursuivre ce qu'ils apprécient). Cette approche définit la pauvreté comme l'absence de capacités humaines de base permettant de fonctionner à un **seuil minimal acceptable de bien-être** dans une société (Lok-Dessallien, 1999, p. 11 ; Deaton, 2006, p. 10 ; Wagle, 2005, p. 302).

2.1.3 Approche hybride

Perry, López et Maloney (2006) et Deaton (2013) affirment que la pauvreté est un concept multidimensionnel et qu'elle couvre un large éventail d'aspects tels que la santé, la mortalité, la sécurité, la consommation et la pauvreté monétaire. D'après cette définition élargie, le seuil de pauvreté peut être multidimensionnel, intégrant à la fois :

- **Un seuil de pauvreté monétaire** pour les besoins pouvant être monétaires ;
- **Des seuils non monétaires** pour d'autres besoins (Bourguignon, 2004 ; Deaton, 2006).

Ces indicateurs peuvent être appelés indicateurs de pauvreté multidimensionnelle, indices ou mesures composites de la pauvreté. Parmi les exemples de ces indicateurs, on peut citer :

- **L'indice de développement humain (IDH)** du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui est une mesure mixte de trois dimensions du développement humain, à savoir
 - o Une vie longue et saine, mesurée par l'espérance de vie à la naissance ;
 - o L'éducation ou le savoir, mesuré par l'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation dans les établissements primaires, secondaires et tertiaires ;
 - o Un niveau de vie décent, qui est représenté par le produit intérieur brut (PIB) par habitant en PPA en dollars américains (PNUD, 2005, p. 214).
- **L'indice de pauvreté humaine (IPH)**, qui a été développé par le PNUD comme une mesure complémentaire à l'IDH (PNUD, 1997). L'IPH combine les dimensions de base de la pauvreté, et les variables utilisées sont
 - o La longévité (pourcentage de la population susceptible de mourir avant l'âge de 40 ans),
 - o L'analphabétisme des adultes,
 - o L'accès aux services de santé et à l'eau potable,
 - o Les taux de malnutrition des enfants de moins de cinq ans (PNUD, 1997, p. 14 ; Lok-Dessallien, 1999, p. 8).

- **L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM)** (nous reprenons ici la définition d'Alkire & Santos, 2010), qui remplace en 2010 au sein du PNUD l'IPH, utilise une série d'indicateurs qui sont considérés comme d'importants indicateurs directs de privation des ménages, à savoir :
 - o Les sanitaires (s'il n'y en a pas ou bien partagés avec d'autres) ;
 - o La mortalité infantile (si un enfant est mort dans la famille) ;
 - o La nutrition (si un membre de la famille est en malnutrition) ;
 - o Les biens mobiliers (s'il n'est pas plus d'un bien parmi les radio, télévision, téléphone, vélo ou moto).
 - o Les années de scolarité (si aucun membre n'a fait cinq ans à école) ;
 - o L'électricité (si le foyer n'a pas l'électricité) ;
 - o L'eau potable (s'il n'y en a pas à moins de 30 minutes de marche) ;
 - o La sortie de l'école (si un des enfants a quitté l'école avant 8 ans) ;
 - o Le sol de l'habitat (si le sol est couvert par de la boue, du sable ou du fumier) ;
 - o Le combustible utilisé pour cuisiner (si c'est du bois, du charbon de bois ou de la bouse) ;

L'indice s'intéresse aux foyers, comptabilisant les privations qui les touchent dans les domaines de la santé, de la scolarité et du niveau de vie, et est calculé selon la formule suivante :

$$IPM = H \times A$$

« H » désigne le pourcentage de personnes qui sont pauvres selon la définition de l'IPM, tandis que « A » désigne l'intensité de cette pauvreté (soit le pourcentage d'indicateurs de l'IPM qui sont concernés en moyenne).

Une personne vivant dans une pauvreté multidimensionnelle vit « avec au moins 33 pour cent des indicateurs reflétant une privation aiguë dans les domaines de la santé, de l'éducation et du niveau de vie »

- **L'indice global de pauvreté multidimensionnelle (IPM-1)**, développé récemment par Alkire et Foster (2011) ainsi que Alkire et Santos (2014), qui agrège 10 indicateurs de pauvreté dans les dimensions :
 - o De la santé (sous-nutrition et mortalité infantile) ;
 - o De l'éducation (années de scolarité achevées et fréquentation scolaire) ;
 - o Des "niveaux de vie" (qui comprennent l'accès aux infrastructures telles que l'électricité, l'assainissement, l'eau, le logement et l'utilisation de combustibles de cuisson améliorés, ainsi que la possession d'actifs par les ménages).

2.2 Définition de l'aide étrangère et des formes qu'elle peut revêtir

Les aides au développement consistent en des actions extérieures visant à impulser le développement d'un pays tiers sous différentes formes (Figure 1), notamment, en nous basant sur Ouattara (2005) :

- Infrastructures sociales et services
 - o Éducation & formation
 - o Santé & fourniture de médicaments
 - o Approvisionnement en eau & installations sanitaires
 - o Emploi & logement
 - o Autres (p. ex. police, législation)
- Infrastructures économiques et services
 - o Transport & stockage
 - o Communications
 - o Énergie
 - o Services bancaires & financiers
 - o Affaires (ex. développement d'entreprise) & autres services (hôpitaux, écoles)
- Secteur de la production
 - o Agriculture, foresterie & pêche (approvisionnement en intrants, production, transformation, accès aux marchés)
 - o Industrie, extraction minière & construction
 - o Commerce & tourisme
- Politique
 - o Appui des politiques de l'État récipiendaire
 - o Restauration de l'État de droit
- Questions transversales/intersectorielles
 - o Questions de genre
 - o Renforcement du tissu associatif (ex. organisations paysannes)
 - o Environnement
 - o Autres

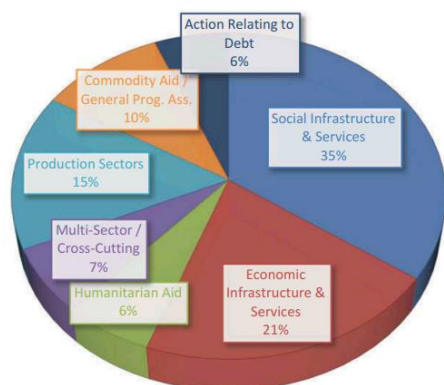


Figure 1. Composition sectorielle de l'aide étrangère, déboursement net total (1967-2016), prix constants de 2016. Source : OECD (2017), DAC statistics

Sur l'ensemble de l'aide décaissée entre 1967 et 2016, 35 % ont été consacrés aux infrastructures et services sociaux, qui comprennent l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, et le soutien à la gouvernance. La deuxième composante la plus importante (21 %) a été attribuée aux infrastructures et services économiques (par exemple, les transports, les communications, l'énergie et les services bancaires). Le troisième montant le plus élevé (15%) a été alloué aux secteurs de la production (tels que l'agriculture, l'exploitation minière, la construction et le tourisme) et le dernier, à 6% chacun, comprend les allocations liées à la dette et à l'aide humanitaire. Les études empiriques examinées ici incluent tous les types d'aide étrangère provenant de différentes sources.

Selon Niyonkuru (2016), ces aides peuvent provenir de ces différentes catégories de donateurs (Figure 2) que nous reviendrons plus amplement dessus au CH4) :

- D'institutions multilatérales (par ex. Nations unies, du FMI, de la Banque mondiale ou des banques régionales) ;
- De gouvernements (issus de pays dits « Occidentaux » et de pays émergents) ;
- De donateurs privés (dont des fondations d'entreprise) et ONG.

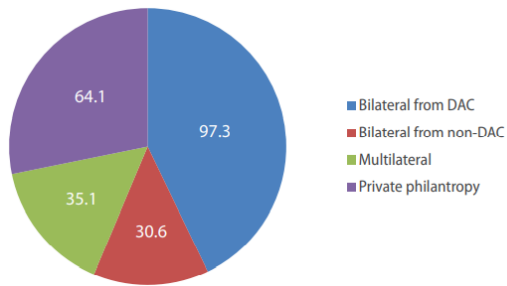


Figure 2 : La nouvelle composition de la coopération au développement (en milliards de dollars) ; réalisation de l'auteur basée sur l'Institut Hudson et le CAD (OCDE). Source : Alonso (2018)

2.2.1 Aide bilatérale vs multilatérale

Selon Mahembe & Odhiambo (2019), l'aide étrangère peut être classée en deux grands groupes,

- L'aide bilatérale où l'aide est accordée par un gouvernement donateur directement à un gouvernement bénéficiaire. L'aide bilatérale est administrée par des agences des gouvernements donateurs.
- L'aide multilatérale où l'aide est accordée par une institution internationale représentant un certain nombre de gouvernements donateurs. Les institutions internationales qui gèrent l'aide multilatérale comprennent le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale (BM).
- L'aide Bi/Multi où un donateur peut passer un contrat avec une agence multilatérale pour qu'elle exécute un programme ou un projet en son nom dans un pays bénéficiaire tout en étant généralement comptabilisés comme des flux bilatéraux (OCDE, 2018).

2.2.2 Assistance technique vs assistance économique :

- L'assistance technique (AT), selon (Riddell, 2014), consiste en une aide sous forme de personnel formé qui déploie ses compétences pour accomplir des tâches spécifiques et, de plus en plus, partage ses compétences en formant des ressortissants de pays pauvres pour les remplacer, ainsi que d'activités visant à aider à renforcer les institutions et à améliorer les capacités locales. Les évaluations de l'impact de ces formes d'assistance suggèrent deux résultats principaux :
 - o Premièrement, et de manière positive, la plupart des activités d'assistance technique ont permis de combler les lacunes en matière de connaissances, de former du personnel local et de transmettre des connaissances, même si les coûts ont généralement été élevés.
 - o Deuxièmement, cependant, les évaluations successives suggèrent que, même s'il y a eu des exceptions, l'aide n'a généralement pas du tout réussi dans ses efforts pour renforcer les capacités, encourager la rétention des compétences de haut niveau et renforcer les institutions publiques de manière durable. Entre autres, la Banque mondiale a eu l'honnêteté de reconnaître que ses efforts dans ce domaine, notamment en Afrique, ont été extrêmement décevants.

- L'assistance financière (AF), selon [Niyonkuru \(2016\)](#), est une forme d'aide permettant à des pays d'accéder à des marchés financiers auxquels ils n'auraient pas eu accès sans l'intervention d'un tiers, se constituant de différents instruments d'accès au marché financier ([Figure 3 et 4](#)) :
 - o Les prêts commerciaux, qui sont les plus courants, avec de hauts taux d'intérêt conformes à ce que l'on obtiendrait auprès d'une banque privée typique ;
 - o Les prêts concessionnels, avec un taux d'intérêt plus faible, souvent destinés à des projets d'infrastructure de grande amplitude ;
 - o Les prêts avec 0% d'intérêts offerts en guise d'aide ;
 - o L'échelonnage de la dette ;
 - o L'annulation de dette ;
 - o Divers autres instruments facilitant l'épargne et le crédit (investissement en quasi-fonds propres, véhicules d'investissement collectif, garanties et le financement mixte etc.)
 - o Etc.

L'aide au développement peut prendre la forme de ces prêts à 0%, prêts d'argent à taux préférentiels, échelonnage et annulation de la dette. **Dans le cadre de ce mémoire, nous ne nous intéresserons pas aux autres mécanismes de financement que cette « aide au développement » = « aide étrangère » = « aide internationale ».**

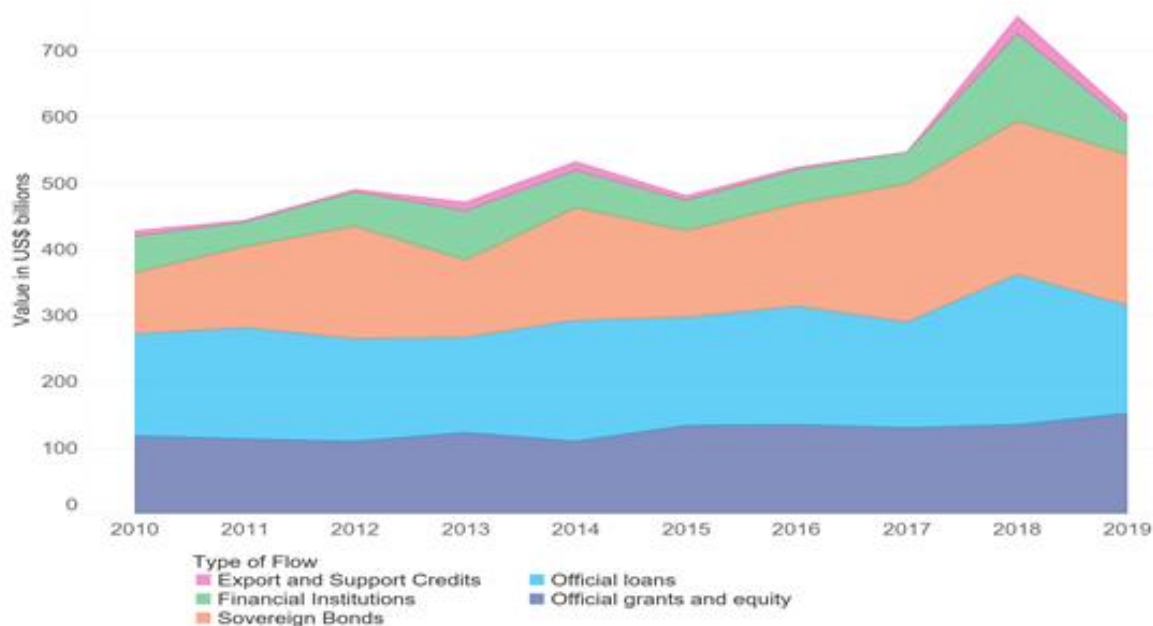


Figure 3. Financement externe total du secteur public dans les pays en voie de développement (Engagements, en milliards de \$, prix de 2019). Source : [OECD/DAC – CRS and World Bank DRS](#).

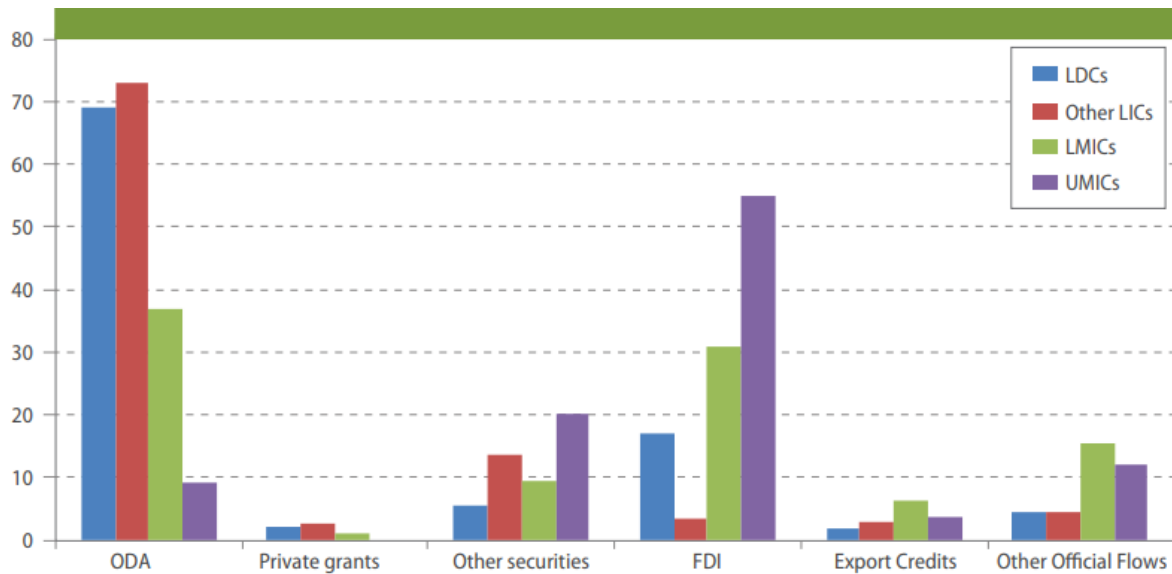


Figure 4. Composition des flux financiers par groupes de revenu (2015). Source : Alonso (2018) qui lui-même la reprend du CAD (OCDE)

2.2.3 Aide humanitaire vs aide au développement

Le domaine de l'aide au développement étant extrêmement large, avec des sous-domaines d'un fonctionnement d'une différence plutôt marquée, il convient d'apporter cette distinction supplémentaire, en nous basant sur Riddell (2014) :

- L'aide au développement consiste en la contribution de l'aide au soutien des processus de développement à plus long terme.
- L'aide humanitaire ou aide d'urgence consiste en une réponse aux situations d'urgence et de courte durée. Historiquement, l'élément humanitaire n'a représenté qu'une petite partie de l'aide, entre 5 et 10 % du total, bien qu'au cours des 30 dernières années, l'aide humanitaire ait augmenté à un rythme annuel beaucoup plus rapide que l'aide officielle totale.

La distinction nette entre l'aide d'urgence ou humanitaire et l'aide au développement pose toutefois un problème croissant. En effet, ces dernières années :

- D'une part, une part croissante de l'aide d'urgence a été régulièrement déployée non pas pour sauver des vies et répondre aux conséquences immédiates d'une catastrophe, mais pour aider à reconstruire la vie et à rétablir les moyens de subsistance des personnes touchées par les urgences et, ce faisant, elle a été utilisée pour financer des projets identiques à ceux soutenus par les fonds d'aide au développement. Par exemple, les agences humanitaires britanniques ne prévoyaient de dépenser que 50 % des fonds publics qu'elles ont collectés au cours de la première année suivant le tsunami asiatique, s'engageant à dépenser la totalité des fonds sur une période de cinq ans pour des projets à plus long terme.
- D'autre part, un nombre croissant de projets d' « aide au développement » ont été canalisés vers des initiatives visant à sauver des vies immédiates ; des milliards de dollars de « l'aide au développement » sont désormais quotidiennement dépensés pour l'immunisation des enfants contre des maladies mortelles, pour la fourniture de médicaments antirétroviraux pour maintenir en vie les séropositifs, et pour la fourniture de moustiquaires pour réduire la malaria. En 2013, les États-Unis ont à eux seuls à dépensé 8 milliards de dollars pour les programmes de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous intéresserons qu'à l'analyse de l'aide au développement et de ses répercussions, l'aide d'urgence étant un tout autre sujet.

2.2.4 Aide au projet vs aide au programme

A. Définition

Selon Mahembe & Odhiambo (2019), nous pouvons également faire cette dernière distinction :

- L'aide au projet est accordée uniquement pour financer un projet précis, comme la construction d'un barrage ou d'une route. Selon Janjua et al. (2018), elle est mise en œuvre par un système de gestion parallèle avec une intégration très limitée des agences ministérielles nationales.
- L'aide au programme est moins restrictive. Le gouvernement bénéficiaire dispose d'une certaine marge de manœuvre quant à l'utilisation de l'aide au programme dans un secteur (aide sectorielle) ou pour le soutien général du gouvernement (Clunies-Ross et al., 2009).

B. Comparaison de l'aide au projet et de l'aide au programme

En nous basant sur Janjua et al. (2018), nous pouvons répertorier ces différences entre ces deux types d'aide :

B.1 Suppositions théoriques :

Depuis les années 1980, les agences de développement ont transféré des fonds de l'aide-projet vers l'aide-programme, et les raisons de ce transfert sont résumées ci-dessous :

Caractéristiques	Aide au projet	Aide au programme	Références
Nature des instruments de l'aide	Incapable d'induire un environnement favorable à la croissance économique	Capable d'induire un environnement favorable à la croissance économique	Chakravarti (2005)
Implication dans le projet	Grande implication du donateur dans le projet	Grande implication du bénéficiaire	Anwar & Michaelowa (2006), Bokhari (2011), Koeberle & Stavreski (2006)
Planification	Planification entravée	Planification améliorée	Camara (2004)
Coordination	Manque de coordination dû à de multiples projets	Moins de fragmentation et plus de coordination	Van de Walle (2005), Lorentzon (2011)
Coût de transaction	Coût de transaction significatif	Coût de transaction réduit	Van de Walle (2005), Koeberle & Stavreski (2006), Acharya et al. (2003)
Prédictibilité	Contourne le système local, ce qui rend le processus de financement imprévisible	Utilisé à travers un système budgétaire local, ce qui rend le processus de financement prévisible	Van de Walle (2005)

Fongibilité	Les récipiendaires peuvent ajuster leurs propres dépenses, ce qui pourrait compenser les préférences du donateur	Autorise le plan de dépenses général, par conséquent, moins de fongibilité	Camara (2004)
Effets institutionnels	Prive le récipiendaire en matière de capacité gouvernementale	Encourage le récipiendaire en matière de capacité gouvernementale	Wilkes (2001), Camara (2004), Van de Walle (2005)

B.2 Observations pratiques :

Caractéristiques	Aide au projet	Aide au programme	Références
Transparence	Plus transparente	Vulnérable à la corruption	Camara (2004)
Détournement des subsides de l'aide	Modalité préférable en présence d'un système de gestion financière faible, d'un environnement politique faible et d'un manque de consensus entre les donateurs et le gouvernement bénéficiaire sur les priorités	Une plus grande appropriation de l'utilisation des fonds peut inciter les politiciens à transférer davantage de ressources financières vers leurs circonscriptions électorales, plutôt que de considérer les besoins économiques de l'ensemble du pays	Camara (2004), Koeberle et Stavreski (2006)
Type de dirigeants attirés par ces aides	Dirigeants sachant communiquer avec l'Occident et attirer de l'aide. Ces dirigeants sont plus soucieux de l'image que les donateurs ont d'eux que de celle qu'ont d'eux leur population	Profiteurs qui veulent faire ce qu'ils veulent de cet argent	Gaspart & Platteau (2013) , Bourguignon & Platteau (2015)
Conclusion succincte	Modalité non idéale	C'est pire	

B.3 Évolution de l'importance de l'aide au programme & de l'aide au projet au fil du temps :

Dans le cadre de ce mémoire, nous n'avons trouvé des données pour les décaissements d'aide-projet (« PJAD » dans les annexes) et d'aide-programme (« PGAD » dans les annexes) pour la plupart des pays bénéficiaires de l'aide que pour la période de 1973 à 2001, auprès de [Ouattara \(2005\)](#). Toutes ces données seront mises en annexe (Annexes 1 à 4). Pour toute année en dehors de cette période, toute recherche d'informations complémentaires sera la bienvenue.

Nous pouvons retirer de ces données ces remarques :

- Certains pays en développement, comme le Brésil (Figure 5), se montrent certaines années (1991 à 1993 et 1999) davantage des fournisseurs d'aide au projet que des récipiendaires d'aide au projet.
- En sélectionnant les pays d'Afrique, Asie, Amérique du Sud pour lesquels les données que Ouattara (2005) fournit sont complètes, on peut constater que les aides au programme sont pour l'essentiel des pays et l'essentiel des années entre 1973 et 2001 très nettement plus faibles que les aides au projet (Figures 5, 6, 7, 8 et autres graphes réalisés d'après les données de Ouattara non représentés ici).
- Ces données semblent en totale contradiction avec les affirmations de Janjua et al. (2018) affirmant que :
 - o Le montant des prêts-programme du FMI a augmenté spectaculairement suite aux crises pétrolières des années 1970 et des crises de la dette depuis les années 1980
 - o L'aide-projet est passée à l'aide-programme en 1980.

Cette controverse ne saurait être démêlée avec les informations disponibles.

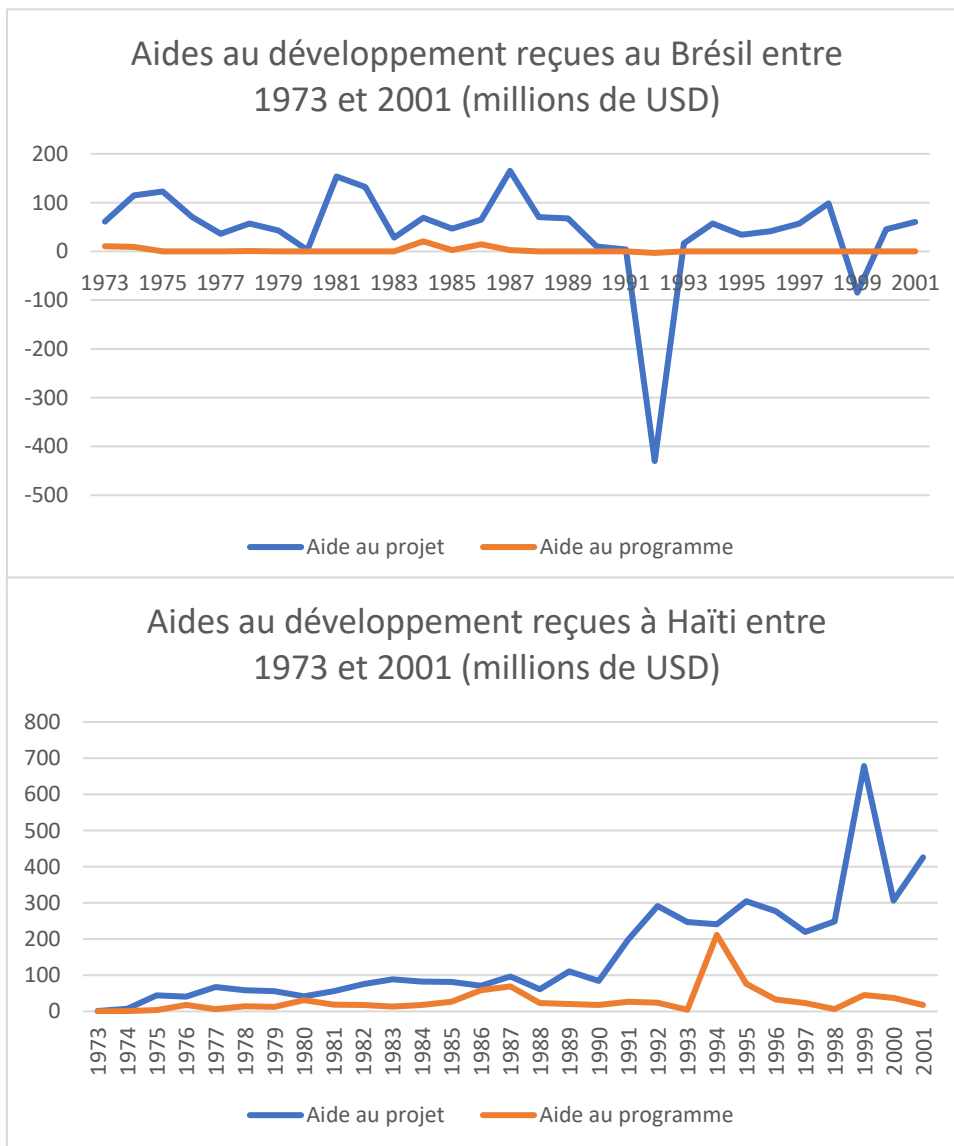


Figure 5. Aides au développement reçues au Brésil entre 1973 et 2001 (millions de USD). Source : réalisation personnelle sur EXCEL, à partir des données fournies pour Ouattara (2005).

Figure 6. Aides au développement reçues à Haïti entre 1973 et 2001 (millions de USD). Source : réalisation personnelle sur EXCEL, à partir des données fournies pour Ouattara (2005).

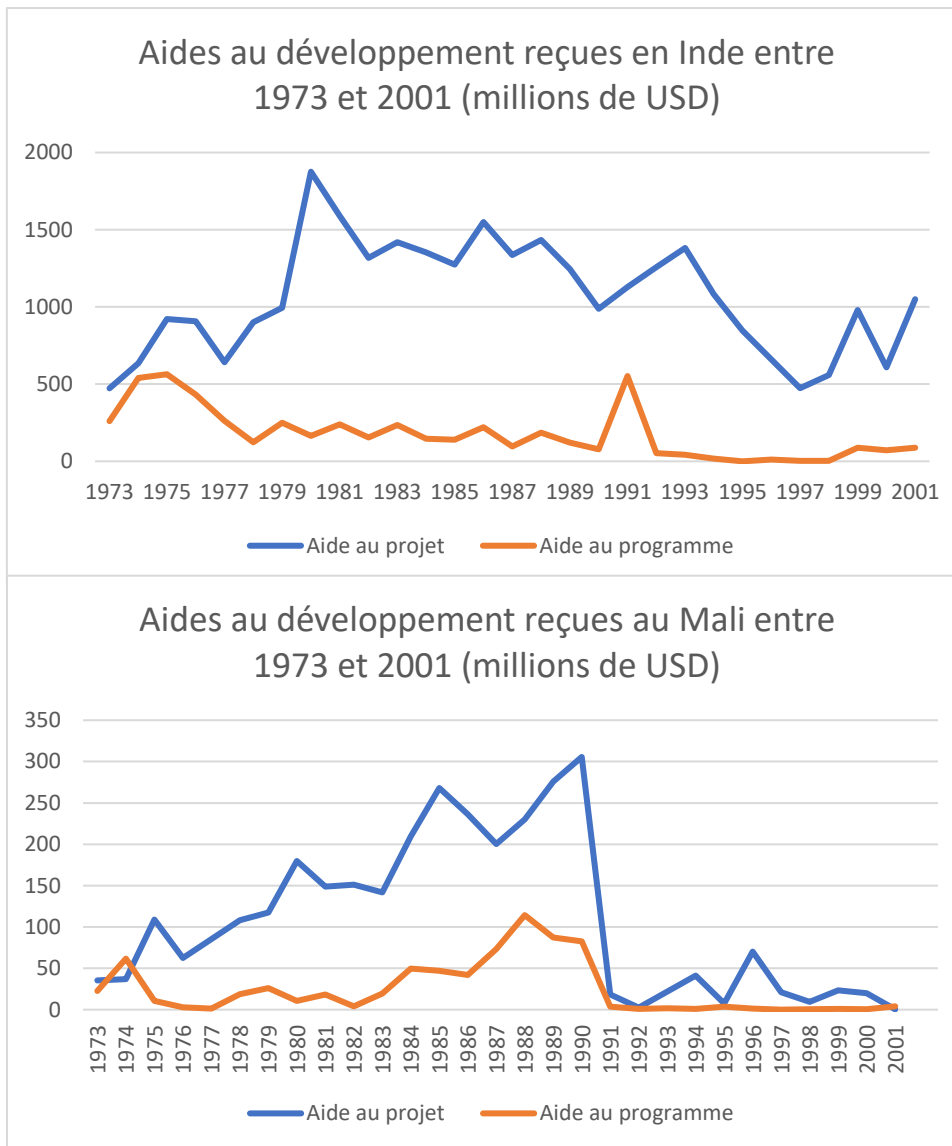


Figure 7. Aides au développement reçues en Inde entre 1973 et 2001 (millions de USD).
Source : réalisation personnelle sur EXCEL, à partir des données fournies pour Ouattara (2005).

Figure 8. Aides au développement reçues au Mali entre 1973 et 2001 (millions de USD).
Source : réalisation personnelle sur EXCEL, à partir des données fournies pour Ouattara (2005).

2.2.5 Quelques précisions supplémentaires

Anciens indicateurs : APD, AO et FOD

Dans la littérature, nous trouvons souvent les notions d'APD, AO et de FOD. Autant les clarifier. Selon Mahembe & Odhiambo (2019), ces notions se distinguent de la sorte (Figure 9) :

- Si les prêts (multilatéraux et bilatéraux) sont non concessionnels et que l'élément don est < à 25%, nous avons un **FOD – Financement officiel du développement** (OCDE, 2006) ;
- Si les subventions et prêts sont concessionnels et que l'élément don est > à 25% ;
 - o Et que le versement est effectué vers des « pays en transition » ou vers certains pays en développement « avancés », nous avons une **AO -Aide Officielle** ;
 - o Et que le versement couvre le reste des pays en développement, nous avons une **APD – Aide Publique au Développement** (Figure 10).

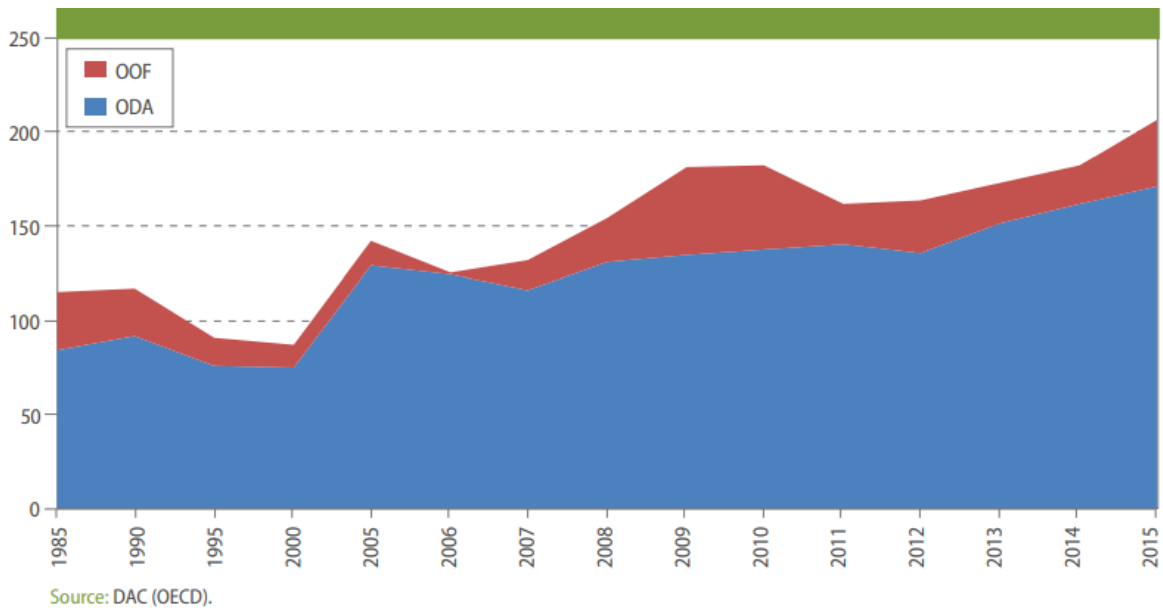


Figure 9. Evolution de l'APD (ODA sur le graphe) et autres sources officielles de financement. Source : Alonso (2018)

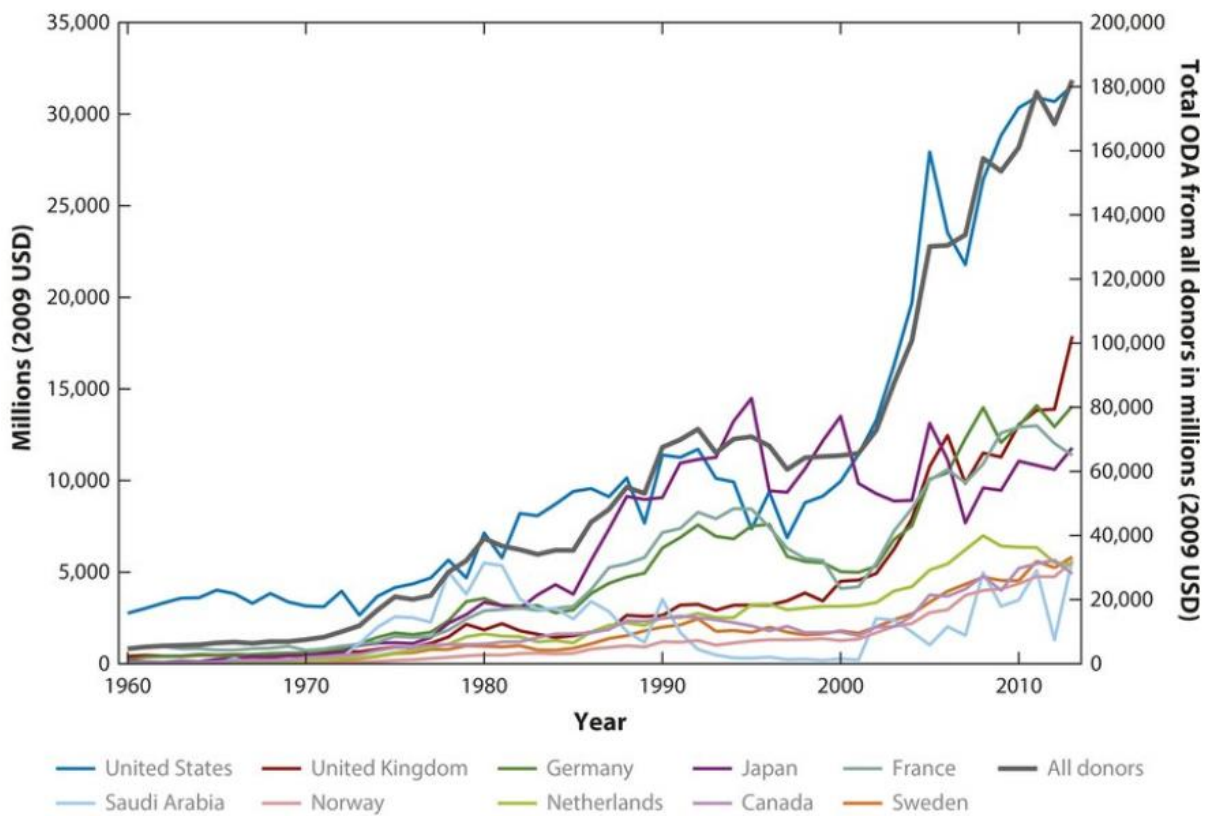


Figure 10. APD totale et APD des principaux donateurs entre 1960 et 2013. Source : Prieto Valero (2020)

Nouvel indicateur : TOSSD

Selon Alonso (2018), depuis peu, l'OCDE propose une nouvelle mesure, plus large et complémentaire de l'APD, qui comprend tous les flux de ressources bénéficiant d'un soutien public : le **TOSSD - Total Official Support for Sustainable Development**.

Celui-ci est destiné :

- À promouvoir le développement durable dans les pays en développement
- À soutenir les catalyseurs du développement
- À relever les défis mondiaux aux niveaux régional ou mondial.

Différence entre APD et TOSSD

- **L'APD** n'enregistre que les fonds officiels qui ont un caractère concessionnel ;
- **Le TOSSD** inclut :
 - o Les flux officiels concessionnels ;
 - o Les flux officiels non concessionnels ;
 - o Les ressources privées mobilisées avec un soutien officiel (incluant probablement les crédits à l'exportation).

Différence entre concept de coopération au développement et TOSSD

- **Le concept de coopération au développement** ne considère que les ressources privées (soutenues ou non par des fonds officiels) en dehors du marché (c'est-à-dire les subventions privées des fondations, ou les programmes de RSE) ;
- **Le TOSSD** inclut les ressources privées aux conditions du marché si elles sont mobilisées par des fonds officiels.

Attention, notez que ces définitions du TOSSD faisaient encore l'objet de discussions au moment où Alonso rédigeait son article (soit en 2018). Il n'est pas exclu qu'elles aient changé depuis !

Remarque supplémentaire : l'idée d'additionner des montants prêtés à des montants donnés manque fortement de pertinence.

SECTION 3 – MÉTHODOLOGIE ET DONNÉES

Dans cette section, nous proposerons tout d'abord une classification et description, selon 6 sous-domaines de recherche, de la littérature en matière d'aide au développement. Nous dresserons ensuite un constat général sur la disponibilité et accessibilité des données et informations liées à ce domaine de recherche. Nous ferons ensuite une présentation générale par rubriques des articles que nous avons utilisés dans la rédaction de ce mémoire, avec critiques de ceux-ci quand nécessaire.

3.1 Classification des visions économiques présentes dans la littérature

Le débat sur l'efficacité de l'aide étrangère est aussi vieux que l'histoire de l'aide étrangère elle-même et a été l'objet de nombreuses études.

En nous basant sur les travaux de [Pedrosa-Garcia \(2017\)](#) et [Mahembe & Odhiambo \(2019\)](#), nous pouvons classer les positions défendues et leurs partisans en trois camps distincts. Ces différences de visions peut s'expliquer par le fait que, malgré la meilleure compréhension que nous avons acquise ces dernières années, nous ignorons encore beaucoup de choses sur les mécanismes par lesquels l'aide fonctionne, ce qui favorise une simplification excessive.

- Le premier camp est celui des partisans de l'aide, qui considèrent que l'aide contribue à un cercle vertueux de croissance économique et de réduction de la pauvreté et peut sauver des vies, notamment, selon [Riddell \(2014\)](#), dans les pays qui ont appliqué un ensemble particulier de politiques. Il est par exemple défendu par des économistes comme Sachs (2005), Stiglitz (2007) et Arndt, Jones, & Tarp, (2010, 2015).
- Le deuxième camp est celui des opposants de l'aide, qui considèrent que l'aide conduit à un cercle vicieux responsable de la pauvreté et du retard de développement, et qui ont tendance à mettre en avant les mécanismes ou les incitations que l'aide fournit. Les exemples les plus notables de critiques qu'ils font vis-à-vis de l'aide sont liés à l'aléa moral (ex. que les bénéficiaires savent que les donateurs seront là pour eux, ils font moins d'efforts pour entreprendre les nécessaires, de mobiliser des ressources internes, etc.) ou à la sélection adverse (par exemple, si les gouvernements corrompus sont plus susceptibles de recevoir de l'aide, ce qui aide leurs dirigeants à rester au pouvoir). Ce camp peut ceci dit reconnaître certains des résultats positifs de l'aide, en particulier en matière de santé publique. Parmi ses représentants, nous pouvons compter Burnside et Dollar, 2000, 2004 ; Mosley, Hudson, & Verschoor, 2004 ; Gomanee, Morrissey, Mosley, & Verschoor, 2005 ; Gomanee, Girma, & Morrissey, 2005).
- Le troisième camp est celui, entre ces deux groupes, de ceux qui pensent que l'aide peut être efficace dans certaines conditions. Ce groupe affirme que l'impact et l'efficacité de l'aide dépendent de la méthode employée par les donateurs pour allouer l'aide et des caractéristiques du pays bénéficiaire telles que la gouvernance, l'engagement, l'appropriation des projets et la capacité institutionnelle (Riddell, 2008). Il est notamment représenté par Riddell (1987) ; Krueger et al. (1989) ; Collier et Dollar, 2002 ; Collier, 2007 ; Mosley, Hudson, & Verschoor, 2004 ; Gomanee, Morrissey, Mosley, & Verschoor, 2005 ; Gomanee, Girma, & Morrissey, 2005.

En nous basant sur les travaux d'[Hickey et al. \(2014\)](#), nous pouvons déceler 3 autres pans de la littérature en matière d'aide au développement :

- Les études sur le fonctionnement interne des agences d'aide, souvent dans une perspective critique. Une grande partie de la littérature dans ce genre d'analyse critique met l'accent sur les pratiques des donateurs (dont fortement sur l'estimation des coûts financiers et de développement des pays donateurs qui ne coordonnent pas leur aide internationale ([Olivé & Pérez \(2016\)](#)) et les critique, mais ne s'étend pas à une analyse de l'impact que les projets ont sur les stagiaires ou les institutions qu'ils soutenaient.
 - Mosse et Lewis (2006, p. 8), dans une "ethnographie de l'aide et des agences", affirment que la politique de développement est caractérisée par une incongruité entre un mélange séduisant de "mots à la mode sur le développement" et un "manque frappant de progrès par rapport à un large éventail d'indicateurs de développement (p.267)".
 - Curtis (2004), s'appuyant sur la théorie culturelle et soulignant les différents modes de pensée au sein des organismes donateurs, met en évidence les divergences entre les objectifs des donateurs et les besoins ou priorités des bénéficiaires dans les programmes de formation de la fonction publique financés par les donateurs.
 - Eyben (2008) insiste sur l'importance des relations personnelles au sein des agences d'aide, face aux pressions de plus en plus fortes pour se concentrer sur les résultats.
 - Hilhorst et Jansen (2010) soulignent comment "l'espace humanitaire" sépare les pratiques d'aide (dans ce cas, les opérations humanitaires) de son environnement politique.
- L'ensemble des perspectives critiques se concentrant sur le rôle que joue l'aide dans le maintien des relations de pouvoir mondiales. Une grande partie de la critique populaire, en particulier contre la Banque mondiale et en faveur des programmes des subalternes et des groupes sociaux du Sud, obtient ces formes d'expression, mais les organisations des Nations Unies comme le FIDA n'échappent pas aux critiques selon lesquelles les institutions d'aide sont à l'origine des problèmes de développement. Les processus des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ont été interprétés comme un moyen de maintenir le néolibéralisme (Porter et Craig 2004 ; Craig et Porter 2006). Le soutien à la démocratie et aux réformes de la gouvernance est considéré, par certains auteurs, comme compatible avec ce paradigme, par exemple en ce qui concerne la diffusion d'une forme spécifique (néolibérale) de pratiques de gouvernance.
- La série d'arguments qui relativisent l'aide, en soulignant que d'autres politiques et intérêts sont plus importants. Comme le reflètent fortement les écrits provenant des États-Unis, l'aide est un instrument de politique étrangère ou à des fins diplomatiques. L'aide a été fournie comme un outil dans la compétition de la guerre froide, l'aide française a servi à maintenir une sphère d'influence, et l'aide japonaise était fortement motivée par des considérations commerciales (Hook 1995). La récente réapparition de l'aide chinoise peut être interprétée de la même manière comme l'un de ses outils diplomatiques utilisés pour répondre à des considérations de développement économique et commercial national, ainsi qu'à des objectifs politiques et géostratégiques mondiaux.

3.2 Des informations et des bases de données faibles et difficilement accessibles

3.2.1 Inexplicabilité d'une partie significative de la croissance

Du grand nombre d'études économétriques transnationales sur l'efficacité de l'aide réalisées, la plupart s'est concentrée sur la croissance économique. En effet, la croissance du revenu par habitant est, sur une base transversale, l'indicateur synthétique le plus facilement disponible et mesurable des résultats économiques.

Malheureusement, les théoriciens de la croissance reconnaissent, même lorsqu'ils utilisent des modèles très sophistiqués, qu'une proportion élevée de la croissance reste inexpliquée, ce qui suggère que l'influence relativement faible que l'aide pourrait avoir sur la croissance d'un pays, positive ou négative, pourrait facilement être éclipsée par d'autres influences (plus importantes) (Riddell, 2014). Lorsque dans la littérature, l'aide ne semble pas corrélée à la croissance des pays mais fonctionne au niveau des projets, les économistes appellent cela un « **paradoxe micro-macro** » (Riddell (2014) & Mosley (1986), cité par Tosun et al., 2020).

3.2.2 Catégories de carences dans la littérature de l'aide

Il est possible de discerner plusieurs défauts rencontrés par les études macroéconomiques et transversales de la contribution de l'aide à la réduction de la pauvreté :

- Le manque d'accessibilité des informations existantes sur l'impact de l'aide. Malgré les améliorations apportées à la transparence de la plupart des organismes donateurs ces dernières années, il reste difficile de localiser et d'accéder aux données et informations sur l'impact de l'aide dont disposent les organismes d'aide officiels, en particulier les évaluations de l'aide qui sont particulièrement critiques. Même les agences considérées comme progressistes ont été critiquées pour leur attitude défensive vis-à-vis de l'évaluation. Au-delà du secteur de l'aide officielle, seule une poignée d'ONG (presque certainement les plus importantes) accordent une place importante aux évaluations sur les sites Internet ; et rares sont celles qui publient des évaluations critiques dans le domaine public (Riddell, 2014).
- Le manque voire l'inexistence d'évaluation des projets et programmes d'aide, en dépit d'une augmentation constante du nombre de projets évalués et d'une plus grande rigueur analytique. Dans la plupart des pays, l'aide au développement est encore principalement fournie sous la forme de projets distincts, et seule une petite proportion de projets (nettement moins de 1%) fait l'objet d'une évaluation approfondie. Peu d'agences officielles et aucune ONG n'entreprennent une évaluation de l'impact de l'aide de manière systématique. Pour la plupart, seule une sélection de projets et de programmes est évaluée et le choix de ce qui doit être évalué n'est pas basé sur la sélection d'un échantillon représentatif de tous les projets mis en œuvre (Riddell, 2014). Le manque d'évaluation des données est nettement plus flagrant pour les pays hors CAD que pour les pays CAD (cf. partie 4.2.1.2.1 D de ce mémoire pour davantage de précisions).

- Le manque d'exploration de certaines sous-thématiques liées à l'efficacité de l'aide :
 - o [Guillaumont & Wagner \(2014\)](#) soulignent que les indices traditionnels de pauvreté monétaire tels que l'indice de dénombrement ou l'écart de pauvreté n'ont quasiment jamais été utilisés pour mesurer l'impact de l'aide sur le niveau de pauvreté. ;
 - o [Quibria \(2014\)](#) invite à s'intéresser aux indices des questions d'allocation, de conception et fourniture de l'aide étrangère.
 - o [Pedrosa-Garcia \(2017\)](#) déplore, quant à lui, le manque d'informations sur :
 - Les types de biens publics améliorant le niveau de vie des ménages,
 - L'interaction des donateurs avec le gouvernement bénéficiaire
 - La coordination des donateurs.,
 - Les décisions des pays bénéficiaires concernant la fongibilité de l'aide
 - Les incitations par les nouveaux types d'aide (notamment celle de la Chine).
 - o [Le ReCom \(2014\)](#) signale que la question de l'aide à l'emploi a reçu beaucoup moins d'attention de la part des donateurs, et que par conséquent, l'aide ne maximise pas son potentiel de contribution aux défis énoncés dans le rapport de 2013 du Groupe de haut niveau des Nations unies sur l'agenda de programme de développement.

- Les failles méthodologiques de ces évaluations d'impact des projets et programme d'aide. Il s'agit notamment, [selon Riddell \(2014\)](#) :
 - o De la robustesse dans les méthodes utilisées pour tirer les (différentes) conclusions sur la relation causale entre l'aide et la croissance globale.
 - o De l'insuffisance des données (données de base et de suivi insuffisantes ou inexistantes) ;
 - o Des problèmes de contrefactuel (ne pas savoir ce qui serait arrivé aux personnes aidées par l'aide si les apports de l'aide n'avaient pas été fournis) ;
 - o Des problèmes d'attribution (ne pas savoir quelle contribution spécifique les apports de l'aide apportent aux réalisations et surtout aux résultats plus larges). Une question assez critique ici est celle de l'endogénéité de l'aide ([Guillaumont & Wagner, 2014](#)). [Selon Dzhumashev & Hailemariam \(2021\)](#), cette endogénéité pourrait se manifester, par exemple, par rapport au développement des institutions, ce qui a rendu difficile, dans la littérature, toute identification de l'effet causal de l'aide étrangère sur la qualité des institutions des pays bénéficiaires, puisque les institutions ont-elles aussi un impact sur si l'aide va être affectée ou non.

- Les difficultés d'évaluer suscitées par le système d'allocation de l'aide lui-même :
 - o [Selon Nijam \(2013\)](#), quand les opérateurs de l'aide ne sont pas adéquatement harmonisés et alignés au niveau de la mise en œuvre, nous avons typiquement des conditions à même d'amener un paradoxe micro-macro.
 - o [Selon Riddell \(2014\)](#), vu qu'il n'est pas rare que certains grands donateurs accordent davantage d'aide lorsque les pays traversent des problèmes économiques tant à court terme qu'à long terme, une association entre l'augmentation des niveaux d'aide et la stagnation ou même une baisse des taux de croissance ne "prouve" en aucun cas que l'aide entrave ou freine la croissance.
 - o [Selon Riddell \(2014\)](#), un autre problème avec la plupart des études qui ont été menées est que la relation entre l'aide et la croissance généralement analysée a examiné l'interaction entre l'aide publique au développement (APD) et la croissance économique ; mais il s'agit d'une approximation grossière (et souvent très imprécise) des types et des quantités d'aide qui doivent être mesurés.

- Par exemple, une part importante de l'aide officielle - en particulier dans les pays en conflit et post-conflit et dans ceux qui sont vulnérables aux catastrophes naturelles - est fournie sous forme d'aide humanitaire et non d'aide au développement.
- De même, une part importante de l'APD totale (probablement plus de 20 %) est dépensée en biens et services qui n'atteignent jamais le pays bénéficiaire, et une part croissante de l'aide est fournie par des ONG et d'autres donateurs non officiels.

3.3 Sur les articles examinés au sein de ce mémoire :

Dans ce point 3.3, nous nous sommes efforcés de classer les articles que nous avons consultés pour la rédaction de ce mémoire selon une logique micro-macro, avec des sous-rubriques quand nécessaire.

La plupart des articles utilisés pour l'élaboration de ce mémoire avaient des données, modes opératoires et conclusions (que nous développerons dans les sections suivantes de ce mémoire) plutôt clairs, mais il n'en allait pas de même pour chacun d'entre eux. Pour les articles qui, à nos yeux, présentaient des failles, et dans l'intérêt des lecteurs qui voudraient également les consulter, nous nous sommes permis de faire des critiques directement dans le corps du texte ci-dessous.

3.3.1 Études microéconométriques

Beath et al. (2013) réalise une expérience de terrain aléatoire à travers 500 villages afghans pour examiner les effets d'un programme de développement qui requiert la participation des femmes.

Isaksson & Kotsadam (2018) cherchent à savoir si les projets d'aide chinois alimentent la corruption au niveau local en Afrique. À cette fin, ils appartiennent géographiquement un nouvel ensemble de données géoréférencées sur l'attribution infranationale des projets chinois de financement du développement en Afrique au cours de la période 2000-2012 avec 98 449 répondants de quatre vagues d'enquêtes Afrobaromètre dans 29 pays africains. Ils comparent les expériences de corruption des individus qui vivent près d'un site où un projet chinois est en cours de mise en œuvre au moment de l'entretien à celles des individus qui vivent près d'un site où un projet chinois va être lancé mais où la mise en œuvre n'a pas encore eu lieu.

Olivié & Pérez (2016) font une revue de la littérature des économistes avant de faire une étude de cas au Maroc, pour explorer les obstacles à la coordination de l'aide dans un pays partenaire du développement de l'UE.

Voors et al. (2018) effectuent une expérience de terrain en Sierra Leone pour examiner comment l'identité du gestionnaire influence la recherche de rente et la performance dans les projets de développement participatifs. Plus précisément, ils font varier la composition d'un comité responsable de la mise en œuvre d'un projet de développement - élites locales ou villageois choisis au hasard. Cette conception est unique, car elle leur permet d'explorer l'efficacité de deux modalités alternatives de gouvernance locale et l'étendue de la capture des élites dans les projets communautaires.

3.3.2 Études macroéconométriques

3.3.2.1 Articles généralistes

Niyonkuru (2016) fait une revue de la littérature des dernières années des économistes

Oxfam (2016) est un rapport évaluant le rôle et l'efficacité de l'aide au développement ces dernières années.

Pedrosa-Garcia (2017) passe en revue la littérature économique sur l'aide étrangère.

Prieto (2020) passe en revue la littérature portant sur l'efficacité de l'aide étrangère.

3.3.2.2 Études portant sur les caractéristiques des donateurs

Donateurs traditionnels

Bandyopadhyay et al. (2013) se concentrent principalement sur la motivation des donateurs, mais ils abordent également les conséquences de la réception de l'aide pour les nations en développement. Ils considèrent à la fois les aspects développementaux et stratégiques de l'aide.

Jeffrey (2015) examine également l'aide étrangère en fonction des caractéristiques des donateurs, plus précisément des donateurs bilatéraux et multilatéraux.

Critique de cet article :

- En ne choisissant pas un ensemble de données permettant de distinguer l'aide liée de l'aide non liée, l'auteur passe à côté d'une partie de l'explication sur la façon avec laquelle les pratiques des donateurs changent l'efficacité de l'aide.
- De plus, l'aide non essentielle, qui est financée par des donateurs bilatéraux et dispersée par des organisations multilatérales, pourrait fausser les résultats en fonction de la part de l'aide non essentielle qui est calculée dans ces ensembles de données.
- En outre, la quantité d'aide liée et la capacité de ces lieux d'aide liée à créer de la croissance sont essentielles pour analyser l'impact réel de l'aide.
- Dans cette étude, étant donné que l'auteur ne peut pas faire de distinction entre les capacités de création de croissance des entreprises ou des secteurs qui reçoivent une aide liée, il se dit obligé de supposer qu'elle est similaire à celle des lieux qui reçoivent une aide non liée.

Avis personnel : le contenu de cet article est assez mauvais. Outre les points de méthodologie qui devraient être revus, l'auteur produit des résultats assez contradictoires pour ce qui est d'évaluer l'efficacité de l'aide au développement multilatérale en fonction de la qualité institutionnelle. Je n'exclus pas qu'il va falloir trouver de nouveaux articles pour clarifier ce sujet.

Nouveaux donateurs

Asmus et al. (2017) examinent la littérature, peu nombreuse mais croissante, sur les activités d'aide étrangère bilatérale menées par les cinq pays BRICS.

Mueller (2022) exploite la variation de l'aide de l'aide reçue par les pays, causée par la variation temporelle et spatiale de l'instabilité des conflits sociaux locaux en Chine, ainsi que ces liens, pour développer un nouvel instrument permettant d'identifier les effets causaux de l'aide chinoise sur les bénéficiaires.

United Nations Development Program (2021) étudie l'influence d'un nouveau donateur comme la Chine dans le système de la coopération au développement.

Zaytsev (2021) examine l'approche évolutive de la Russie en matière de mise en œuvre de la politique d'APD. Il met l'accent sur le contexte, les modes d'engagement établis par les secteurs et canaux clés, ainsi que sur les nouveaux défis concernant la mise en œuvre des ODD, tels que le système de contrôle et évaluation de la Russie et son engagement auprès des entreprises, qui constitue également un défi pour le système actuel d'APD.

Zeitz (2015) évalue la façon dont les gouvernements bénéficiaires réagissent à la montée en puissance des nouveaux donateurs, en utilisant une étude de cas des négociations d'aide au Ghana (2001-2012). S'appuyant sur la théorie du marchandage et de la négociation, l'article identifie trois variables clés qui affectent la capacité du gouvernement bénéficiaire à obtenir des résultats de négociation conformes à ses objectifs. Il s'agit : (1) de l'arrivée de donateurs non traditionnels en tant que tierce partie dans le cadre des négociations ; (2) du déclin du besoin d'aide étrangère, d'autres sources de revenus offrant des options extérieures ; et (3) de l'évolution du discours sur les relations entre donateurs et bénéficiaires.

3.3.2.3 Études portant sur la coordination entre donateurs

Bourguignon & Platteau (2013) font un passage en revue de la littérature des économistes.

Dans la section 2, ils passent en revue le peu de littérature économique qui aborde la question de la coordination de l'aide à un niveau théorique, que ce soit directement ou indirectement.

Dans la section 3, ils analysent la question de la coordination de l'aide comme un jeu de coordination à n joueurs dans lequel il existe de multiples équilibres. Ils mettent également en évidence le compromis entre le motif de réduction de la pauvreté et la souveraineté politique des donateurs et posent les bases d'une analyse en ces termes.

Dans la section 4, ils examinent le cas de pays donateurs homogènes en supposant que leur nombre est prédéterminé et qu'ils sont libres de choisir l'intensité de leurs efforts de coordination.

Dans la section 5, ils se tournent vers le cas plus intéressant des pays hétérogènes et leur attention se porte sur le rôle de leur taille et de leurs préférences, et sur la manière dont ces facteurs affectent la faisabilité et l'efficacité des programmes de coordination de l'aide.

Dans la section 6, ils abordent le cas du Mali, qui a été choisi par le Comité d'aide au développement de l'OCDE comme pays pilote pour initier une revue de l'efficacité de l'aide en 1996. Cette étude de cas met en lumière un certain nombre d'obstacles à une coordination efficace de l'aide qui n'ont pas été abordés dans l'analyse précédente.

Nijam (2013) étudie l'efficacité de la coordination de l'aide pour la mise en œuvre efficace et efficiente des programmes d'aide par les opérateurs de l'aide. Vingt et une organisations sélectionnées au hasard ont été étudiées et il a été constaté qu'une organisation opérant dans le domaine de l'aide atteindra d'efficacité de l'aide si elle met en œuvre l'aide avec un degré plus élevé d'harmonisation et d'alignement.

Scoones et al. (2016) font une revue de la littérature des économistes pour évaluer les nouvelles tendances en matière de coopération entre pays donateurs.

Sraieb (2016) explore les raisons de l'échec de l'aide. Il commence par une enquête sur les motivations des donateurs pour l'allocation de l'aide et examine leurs implications potentielles sur les politiques d'allocation de l'aide. Il examine ensuite des stratégies visant à atténuer cette incohérence temporelle, notamment la visibilisation de la réputation et la modification des modalités de l'aide.

3.3.2.4 Études portant sur l'allocation de l'aide

Modalités de l'aide

Addison et al. (2015) examinent les stratégies de politique sociale passées et actuelles dans l'architecture de l'aide internationale. Au début des années 1990, la stratégie et la politique d'aide ont évolué pour mettre davantage l'accent sur le développement humain. Cette évolution s'est accélérée avec les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et se poursuivra avec les Objectifs de développement durable (ODD), dont les objectifs sont encore plus ambitieux. Leur article évalue également certaines des préoccupations liées aux modalités de l'aide selon la Déclaration de Paris, et examine les principaux défis du futur programme de mondial de développement.

Apodaca (2022) fait un passage en revue de la littérature concernant l'allocation de l'aide.

Bermeo (2017) étudie, via une revue de la littérature des économistes, puis via une analyse empirique, l'évolution des politiques d'allocation de l'aide de 1973 à 2012.

Briggs (2021) teste cinq explications pour le ciblage pro-riche à l'aide d'une expérience conjointe préenregistrée sur les chefs d'équipe de la Banque mondiale (TTL). Dans la première analyse de son article, il examine la distribution infranationale de l'aide aux projets de la BM. Dans sa deuxième analyse, il utilise une expérience conjointe réalisée sur les TTL de la BM pour tester cinq explications sur les raisons pour lesquelles l'aide va aux parties les plus riches des pays.

- Les gouvernements clients veulent cibler l'aide sur les villes, ou d'autres endroits relativement aisés, parce que les troubles y sont particulièrement menaçants ;
- L'aide fonctionnerait mieux dans les régions riches des pays ;
- Les TTL se sentent obligés de produire de nombreux projets et sélectionnent par conséquent des projets qu'ils pensent être à faible risque et faciles à mettre en œuvre ;
- Les TTL se heurtent à des obstacles bureaucratiques pour accéder aux régions éloignées ;
- La géographie difficile : les projets se trouvent dans des régions trop éloignées/trop peu accessibles.

Gaspart & Platteau (2013) étudient, à l'aide d'un modèle théorique à 3 agents (donateurs, élites locales, bénéficiaires visés), les conditions selon lesquelles les versements d'aides au développement pourraient atteindre au maximum les pauvres en dépit de la capture par les élites.

Langan (2014) évalue à quel point l'utilisation stratégique par l'UE de l'aide budgétaire comme moyen de pression pour une réforme du marché libre (qui est une mesure néolibérale) est préjudiciable aux besoins des citoyens les plus pauvres.

Scarlato & d'Agostino (2016) comparent l'expérience consolidée des transferts monétaires conditionnels en Amérique latine avec une variété de modèles de transferts monétaires dans les pays à revenu moyen et faible en Amérique latine avec une variété de modèles de transferts monétaires dans les pays à revenu moyen et faible en l'Afrique sub-saharienne. Ils passent en revue la littérature récente dans le but de mettre en évidence les facteurs d'économie politique sous-jacents à l'émergence et à l'intensification de différents types de stratégies de protection sociale dans ces deux régions.

Facteurs de volatilité en matière de versement de l'aide par les donateurs

Aldashev & Verardi (2012) étudient l'effet causal de la volatilité de l'aide sur les performances économiques des pays en développement au cours de la période 2000-2009. Pour ce faire, ils construisent une mesure de la volatilité de l'aide qui varie dans le temps en utilisant l'hétéroscédasticité conditionnelle autorégressive (ARCH). Ils contrôlent ensuite l'endogénéité des flux d'aide en utilisant ces trois caractéristiques des pays donateurs en guise d'instruments de la volatilité de l'aide :

1. Leurs déficits budgétaires ;
2. Leurs systèmes électoraux (majoritaire ou proportionnel) ;
3. Leurs cycles électoraux.

Mises en garde vis-à-vis de l'article :

- Tout d'abord, la dimension des séries temporelles dans leurs données est assez courte, pour exploiter pleinement le potentiel de l'approche ARCH. Malheureusement, les limites des données ne permettent pas de construire des séries plus longues d'APC, alors que l'utilisation d'une mesure plus standard de l'aide (APD) risquerait d'aboutir à des conclusions potentiellement incorrectes. Les auteurs ont opté pour une solution qui donne une estimation moins précise mais aussi potentiellement moins biaisée.
- Deuxièmement, les auteurs ne sont pas en mesure d'étudier la réallocation de l'investissement public vers la consommation publique, qui a été soulignée comme un mécanisme clé derrière l'effet néfaste de la volatilité de l'aide.
- Enfin, bien qu'ils aient trouvé des preuves de l'existence de plusieurs mécanismes, ils ne procèdent pas à une comparaison hors-course de leur importance relative.

Dang et al. (2013) estime comment les crises bancaires des pays donateurs ont affecté les flux d'aide dans le passé, en utilisant des données de panel de 24 pays donateurs entre 1977 et 2010. Les conclusions auxquelles ils aboutissent sont robustes à l'estimation utilisant des méthodes de données de panel statiques ou dynamiques pour tenir compte des biais possibles.

Fiodendji & Evlo (2013) étudient le rôle de l'environnement de la politique macroéconomique, de la politique institutionnelle et d'une combinaison de ces deux variables précédentes dans la relation aide-croissance. Ils basent leur analyse empirique sur un ensemble de données de panel incluant 13 pays de la CEDEAO au cours de la période allant de 1984 à 2010. Ils utilisent ensuite un modèle de seuil de panel modifié pour évaluer la relation entre l'aide et la croissance économique.

Galvez (2012) fait dans son rapport une revue, dans le cadre des finances publiques européennes, de ce qui est dépensé aux niveaux européen, national et infranational, ainsi que de la manière dont ces différents niveaux de dépenses interagissent entre eux, afin de déterminer comment l'allocation de l'aide pourrait devenir plus efficace.

Svedberg (2018) vise, en se penchant spécifiquement sur le cas de la Suède, à éclairer la recherche et les politiques concernant la volatilité de l'aide et à générer des estimations comparables de la volatilité de l'aide étrangère. Le document utilise le coefficient de variation (CV) pour estimer la volatilité de l'aide publique au développement (APD) et de l'aide programmable par pays (APP) de la Suède à six pays partenaires différents (Cambodge, Palestine, Mozambique, Rwanda, Tanzanie et Ouganda). Les valeurs sont ensuite comparées à la volatilité correspondante des flux d'aide totaux (de tous les donateurs) vers les six mêmes bénéficiaires.

Défaut de cet article :

Pour la seule aide suédoise, l'étude ne constate pas qu'une mesure soit systématiquement plus volatile que l'autre.

Gouvernance des pays bénéficiaires

Alonso (2018) étudie, à travers un passage en revue de la littérature scientifique, le lien entre les donateurs et les institutions des pays bénéficiaires.

Boateng et al. (2021) cherchent à savoir si la volatilité de l'aide étrangère affecte la croissance économique dans les pays dotés d'une institution efficace. Plus précisément, ils examinent le rôle de la qualité des institutions dans le lien entre la volatilité de l'aide et la croissance en utilisant les données de 45 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1980-2017. Ils tiennent compte de différents types d'aide, à savoir l'engagement et le décaissement de l'aide.

Bourguignon & Platteau (2015) traitent de l'impact de l'offre d'aide sur l'efficacité de l'aide. Tout d'abord, ils passent en revue la littérature théorique qui traite du problème de la gouvernance dans les relations donateur-bénéficiaire et qui est susceptible de mettre en évidence les effets de la disponibilité globale de l'aide. Deuxièmement, ils fournissent un cadre conceptuel qui incorpore explicitement un compromis entre les considérations de besoins et de gouvernance. Ils examinent l'impact de l'offre d'aide sur la manière dont un organisme donateur répartit l'argent disponible entre des pays qui diffèrent à la fois en termes de besoins et de gouvernance nationale.

Hickey et al. (2015) examinent de façon systématique les impacts de l'aide sur la capacité de l'État, et l'engagement des élites en faveur du développement durable.

In'Airat (2014) explore si la sélectivité de l'aide sur la base de la qualité de la gouvernance est employée comme critère dans l'allocation de l'aide étrangère. L'article utilise différentes variables instrumentales comme estimateurs pour analyser les déterminants de l'allocation de l'aide sur la période 2001-2010. Ces estimateurs sont les PIB, exports d'un donateur j à un récipiendaire i , distance en km entre la capitale d'un donateur j et le récipiendaire i , indice bayésien de corruption d'un récipiendaire i , niveau de démocratie d'un récipiendaire i , indice de perception de la corruption et vecteur X de contrôle des variables. Ce vecteur X inclut plusieurs paramètres comme la taille de population du pays récipiendaire, le $PIB_{\text{donneur } j} / PIB_{\text{récipiendaire } i}$, une variable muette dénotant de la présence ou non de guerre civile dans le pays i et une autre variable muette dénotant de la présence ou non de terrorisme au sein du pays i .

Jones & Tarp (2015) combinent de nouvelles données désagrégées sur l'aide et diverses mesures des institutions politiques pour examiner si l'aide étrangère nuit aux institutions des gouvernements bénéficiaires.

Kenny & Savedoff (2013) commencent par classer les différents coûts de la corruption et distinguent spécifiquement le problème des fonds détournés des coûts associés à l'absence de bénéfices. Ils caractérisent ensuite les différences essentielles entre les programmes traditionnels de suivi des intrants et les approches axées sur les résultats en termes de leur fonctionnement supposé, des risques implicites

qui préoccupent leurs concepteurs, de leur fonctionnement dans la pratique, et ce que cela signifie à la fois pour l'ampleur de la corruption et la réalisation des bénéficiaires. Ils examinent ensuite les conditions dans lesquelles une approche ou une autre pourrait être plus appropriée.

Rabehajaina et al. (2022) proposent une analyse comparative des principaux déterminants des changements importants l'allocation de l'aide par les principaux donateurs, à savoir la Chine, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, en utilisant une version de la régression quantile pour tenir compte de l'hétérogénéité des caractéristiques des bénéficiaires de l'aide.

Participation

Rabinowitz (2015) passe en revue la littérature sur les concepts d'appropriation nationale et de participation locale, tels qu'ils ont été appliqués à l'aide internationale et aux relations entre les donateurs et les acteurs des pays en développement. Il a couvert ces deux concepts en reconnaissance du fait qu'ils font partie d'un programme commun traitant du rôle, de la valeur et des impacts des acteurs des pays en développement dans leur engagement dans le développement. Ce faisant, il vise aussi à fournir une base conceptuelle et empirique large et diversifiée permettant d'identifier les principes et les pratiques-clés qui sont les plus essentiels à la promotion d'une telle implication et garantir qu'il puisse soutenir de meilleures pratiques de développement.

Corruption

Andersen et al. (2020) montrent que les versements d'aide aux pays fortement dépendants de l'aide coïncident avec une forte augmentation des dépôts bancaires dans les centres financiers offshore connus pour le secret bancaire et la gestion des richesses privées, mais pas dans les autres centres financiers. Les estimations ne sont pas confondues par des chocs contemporains tels que les conflits civils, les catastrophes naturelles et les crises financières, et sont robustes à l'instrumentation avec des engagements d'aide redéterminés.

Rocha Menocal et al. (2015) étudient les causes, effets et manière de faire face à la corruption.

Svensson (2000) évalue l'impact macroéconomique de l'aide étrangère ainsi que le lien entre le niveau généralisé de corruption et d'autres types d'activités de recherche de rente et l'aide concessionnelle. Il propose pour ce faire un modèle simple de recherche de rente basé sur la théorie des jeux. Il fournit également quelques preuves empiriques préliminaires à l'appui de l'hypothèse selon laquelle l'aide étrangère et les mannes sont en moyenne associées à une corruption plus élevée dans les pays plus susceptibles de souffrir de groupes sociaux concurrents.

3.3.2.5 Études portant sur l'efficacité de l'aide

Aide au projet & aide au programme

Ouattara (2005) a fourni une nouvelle base de données pour les décaissements d'aide-projet et d'aide-programme pour la plupart des pays bénéficiaires de l'aide pour la période de 1973 à 2001. Deuxièmement, il explore empiriquement comment le fait de ne pas prendre en compte la classification fonctionnelle de l'aide au développement peut conduire à des recommandations politiques trompeuses, en utilisant l'hypothèse de déplacement de l'épargne comme exemple.

Commerce

(Ghimire et al., 2013) examinent l'efficacité de l'aide étrangère dans l'amélioration du commerce international dans les pays en développement. Dans cette optique, elle présente trois essais qui se concentrent sur l'aide étrangère visant à améliorer la capacité commerciale des pays en développement (aide au commerce ou AAC) et analysent son impact sur les performances à l'exportation de 121 pays bénéficiaires de l'AAC sur une période de 16 ans (1995-2010).

- Le premier essai examine si l'aide au commerce agrégée aide les bénéficiaires de l'aide à améliorer leurs performances globales à l'exportation. Cette analyse utilise le système GMM.
- Le deuxième essai se concentre sur la compilation par secteur des données de l'aide au commerce désagrégée (sector-wise disaggregated aid-for-trade - SAfT) pour l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services et examine l'impact de l'aide au commerce sur les niveaux d'exportation sectoriels correspondants. Puisque les exportations d'un secteur peuvent être corrélées avec les exportations d'autres secteurs dans un pays donné, un cadre de régression apparemment non lié (Seemingly Unrelated Regression - SUR) est utilisé pour capturer l'interdépendance entre les différents secteurs de manière explicite, produisant ainsi des estimations empiriques efficaces.
- Le troisième essai examine le rôle de l'aide au commerce dans la réduction de la variabilité des exportations. Les données sont purement transversales avec seulement 121 observations disponibles, mais il existe de nombreux régresseurs susceptibles d'avoir un impact sur la variabilité des exportations, ce qui crée un intéressant de sélection de modèle. Cette étude utilise la régression des moindres angles (LARS) comme méthode de sélection de modèles pour évaluer l'efficacité de l'aide au commerce et identifier l'ensemble des prédicteurs qui sont statistiquement robustes et ont un fort pouvoir prédictif.

Ghimire et al. (2016) utilisent la technique du système-GMM pour examiner si l'aide étrangère spécifiquement destinée à la promotion du commerce (aide au commerce ou AAC) aide les pays bénéficiaires à améliorer leurs performances à l'exportation, mesurées par le niveau des exportations, la croissance des exportations et l'évolution du ratio exportations/PIB. Le système GMM est utilisé pour contrôler le problème d'endogénéité sous-jacent et pour capturer le comportement dynamique de la relation dans le temps.

Hühne et al. (2014)

Méthode 1 : les auteurs considèrent un modèle de gravité asymétrique et agrégé pour tester l'hypothèse selon laquelle l'AAC est autant dans l'intérêt des pays donateurs qu'elle a pu promouvoir les exportations des pays bénéficiaires. Ils estiment et comparent simultanément les effets de l'aide au commerce dans les deux sens sur la période 1990-2010. Ils testent les effets significativement différents à l'aide d'un test de Wald.

Méthode 2 : les auteurs décomposent l'aide au commerce en trois sous-catégories : "infrastructure économique", "capacité de production" et "politique et réglementation commerciales".

Ils prennent également en compte des décalages plus longs de la variable d'aide au commerce pour atténuer les risques d'endogénéité, étant donné qu'il est presque impossible de trouver des instruments suffisamment forts.

Tekin (2012) examine les relations causales entre l'aide au développement, l'ouverture au commerce et la croissance économique dans les pays les moins avancés (PMA), pour la période entre 1970 et 2010. Les variables examinées sont le PIB réel par habitant, le ratio d'ouverture au commerce et l'aide publique

au développement nette totale en tant que part de l'aide nationale. En utilisant une nouvelle approche de test de causalité Granger qui tient compte de la dépendance transversale et des problèmes d'hétérogénéité.

Croissance

[Khan et al. \(2022\)](#) examinent la relation entre la croissance économique, la pauvreté, les inégalités, les transferts de fonds et l'aide étrangère dans les pays du l'aide étrangère dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) en utilisant des méthodes de données de panel de 1991 à 2019. L'étude se concentre sur la région MENA en raison de l'augmentation de l'immigration de travail et de l'importance de l'aide étrangère.

Critique de cette étude :

L'étude ici est limitée dans sa portée et ne révèle pas les aspects futurs des relations entre pauvreté, inégalité et croissance pour la région MENA.

[Janjua et al. \(2018\)](#) examinent l'impact des instruments d'aide étrangère, à savoir l'aide-projet et l'aide-programme, sur la croissance économique de 27 pays bénéficiaires de l'aide. Leur étude construit un système de trois équations, à savoir la croissance, l'investissement et le capital humain, en utilisant la technique d'estimation de la méthode généralisée des moments.

[Nwaogu & Ryan \(2015\)](#) étudient, en utilisant un cadre spatial dynamique, comment l'investissement direct étranger (IDE), et l'aide étrangère et les transferts de fonds ont un impact sur la croissance économique de 53 pays d'Afrique et de 34 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

[Quibria \(2014\)](#) effectue un examen critique des recherches récentes sur l'efficacité de l'aide vis-à-vis de la croissance.

[Ravallion \(2014\)](#) fait une critique du livre « The Great Escape » d'Angus Deaton et fait une contre-évaluation de l'efficacité de l'aide en matière de facteur de croissance.

[ReCom \(2014\)](#) fait l'examen d'une série d'études et d'études de synthèse entre 1960 et 2007 à travers 36 pays d'Afrique subsaharienne sur le lien entre aide étrangère et croissance, et le lien entre aide étrangère et emploi.

[Riddell RC \(2014\)](#) fait une revue de la littérature des économistes pour évaluer l'efficacité réelle des aides au développement.

[Riddell A & Niño-Zarazúa \(2015\)](#) passent en revue les enseignements tirés de plusieurs décennies d'aide étrangère à l'éducation et examinent ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

[Tefera & Odhiambo \(2020\)](#) réalisent un examen détaillé de la littérature théorique et empiriques sur le lien entre l'aide et la croissance et recherche pourquoi les données portant sur ce lien sont incohérentes.

Économie

[Bibi et al. \(2021\)](#) évaluent l'impact macroéconomique de l'aide étrangère sur l'économie pakistanaise en utilisant des données secondaires. L'analyse empirique est basée sur l'approche de cointégration ARDL après avoir testé la racine unitaire, en utilisant les données de la période 1972-2014.

[Dzhumashev & Hailemariam \(2021\)](#) examinent l'impact de l'aide étrangère sur la liberté économique dans les pays bénéficiaires à un niveau désagrégé en utilisant une stratégie d'identification innovante.

Pour ce faire, ils utilisent des instruments d'aide récemment développés, en exploitant les longs délais entre l'approbation des prêts et les décaissements par les créanciers officiels aux pays en développement. Les auteurs utilisent aussi des variations exogènes plausibles dans les déboursments de prêts prévus comme instruments pour l'aide réelle.

[Guillaumont et al. \(2014\)](#) s'appuient sur les études économétriques qui semblent les plus pertinentes et les plus robustes, pour évaluer comment l'aide pourrait permettre de réduire la pauvreté, en particulier dans les pays vulnérables. Il examine les principaux défis méthodologiques rencontrés par les études liées à la définition de l'aide, à son endogénéité, à l'hétérogénéité des caractéristiques des pays conditionnant son efficacité, à ses rendements variables, à la dynamique temporelle de cette efficacité. Trois canaux principaux par lesquels l'aide peut influencer les niveaux de pauvreté sont considérés : la croissance économique, les dépenses sociales publiques et l'impact stabilisateur macroéconomique, en corrélation avec les deux autres canaux.

[Zakari & Khan \(2021\)](#) cherchent à déterminer si la qualité institutionnelle et des investissements chinois en Afrique sur la consommation d'énergie (CE) a un impact sur la croissance économique. Leur étude applique une procédure économétrique de panel à erreur standard corrigée (PCSE) pour une sélection de 21 pays d'Afrique sub-saharienne et des données annuelles de 2002 à 2019. Elle a appliqué les méthodologies économétriques PCSE et PMG.

Émancipation des femmes

[Balioune-Lutz \(2013\)](#) examinent si l'aide publique au développement favorise l'égalité des sexes dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en examinant les effets de l'aide aux organisations et institutions pour l'égalité des femmes sur l'autonomisation politique des femmes, mesurée par la proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux. Ils utilisent des données de panel (couvrant la période 2002-10) provenant de 13 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord et contrôlent plusieurs variables pertinentes, notamment les inscriptions dans l'enseignement secondaire, les taux de fécondité des adultes, l'autocratie et l'aide publique au développement ciblant le planning familial et la santé reproductive.

Infrastructures

[Bluhm et al. \(2020\)](#) étudient l'effet causal des infrastructures de transport sur la concentration spatiale de l'activité économique. En s'appuyant sur un nouvel ensemble de données mondiales de projets géolocalisés financés par le gouvernement chinois sur la période 2000-2014, ainsi que sur des mesures d'inégalité spatiale basées sur des données de télédétection, ils analysent les effets des projets de transport sur la distribution spatiale de l'activité économique au sein des régions et entre elles dans un grand nombre de pays en développement.

[Donaubauer et al. \(2016\)](#) tiennent explicitement compte, en effectuant des estimations 3SLS, des dépendances entre trois équations structurelles sur l'allocation de l'aide sectorielle, les déterminants de l'infrastructure, et les déterminants des IDE.

Pauvreté

[Alkire & Santos \(2010\)](#) font un recensement des indicateurs de la pauvreté.

[Mahembe & Odhiambo \(2017\)](#) explorent le lien théorique et le mécanisme de transmission par lesquels l'aide publique au développement (APD) ou l'aide étrangère affecte la pauvreté. Leur étude présente également quelques débats majeurs sur l'efficacité de l'aide étrangère sur le développement en général et la réduction de la pauvreté en particulier.

[Mahembe & Odhiambo \(2019\)](#) présentent une synthèse de la littérature empirique sur l'efficacité de l'aide étrangère sur la réduction de la pauvreté. Cela se fait par le biais d'une revue des études empiriques sur l'impact et l'efficacité de l'aide publique au développement (APD) ou l'aide étrangère sur la réduction de la pauvreté. L'étude divise la littérature empirique examinée en deux grands groupes : les études qui ont utilisé des mesures non monétaires de la pauvreté et celles qui ont utilisé des mesures monétaires de la pauvreté.

[Ravallion \(2014\)](#) fait une critique, en se basant sur la littérature des économistes, des affirmations que « l'aide est inutile voire nuisible pour les pauvres » du livre « The Great Escape » d'Angus Deaton (2013).

[Tosun et al. \(2020\)](#) cherchent à déterminer, après examen de la littérature des économistes, quels sont les obstacles diminuant l'efficacité des aides au développement dans la République turque de Chypre du Nord (RTCN). Ils complètent leur analyse documentaire avec des enquêtes sur le terrain et d'autres enquêtes.

Critique de cette étude :

La littérature ne fournit pas assez de descriptions éparses, contradictoires et concises des causes expliquant cette inefficacité des aides au développement. Des recherches complémentaires devraient être menées.

SECTION 4 – PARTIES PRENANTES

Dans cette section, nous décrirons les changements ayant eu lieu depuis le début de ce siècle dans le fonctionnement du système d'aide au développement et puis ferons une description plus détaillée des différents types de donateurs et bénéficiaires que nous pouvons trouver dans les relations d'allocation de l'aide. Nous terminerons en ébauchant le thème des initiatives de développement locales.

4.1 Un nouveau paysage international

Ce point 4.1 est entièrement tiré d'Alonso (2018), en raison de son caractère synthétique et de sa qualité rédactionnelle :

Selon Alonso (2018) :

« Ces quinze dernières années, les pays ont fait de sérieux efforts pour réformer le système d'aide au développement. Ils ont établi un programme commun de normes sociales minimales (OMD et ODD) ; ils ont révisé leurs pratiques pour améliorer l'efficacité de l'aide (l'Agenda de Paris) ; ils ont apporté des innovations à l'architecture de gouvernance du système (le Partenariat mondial et le Forum pour la coopération en matière de développement) ; et ils ont lancé un processus de révision de l'APD et de création d'un nouveau concept complémentaire plus large : L'appui total au développement durable (Total Official Support for Sustainable Development - TOSSD). Bien que la plupart de ces changements aillent dans la bonne direction, dans l'ensemble, ils ne sont toujours pas à la hauteur de ce qui est nécessaire pour relever les défis du développement au XXI^e siècle. En un mot, la réalité internationale change plus profondément et plus rapidement que l'aide au développement n'a pu le faire.

Conçue comme une politique exclusive des pays riches, l'aide est née en réponse à un monde caractérisé par un profond clivage Nord-Sud. La pauvreté nationale était considérée comme un phénomène qui s'auto-perpétuait, les pays à faible revenu étant pris dans le cercle vicieux de la pauvreté et devant faire l'objet d'un effort d'investissement massif (une grande poussée) pour sortir du "piège de l'équilibre de bas niveau" et atteindre une croissance autonome. Le financement international (principalement par le biais de canaux financiers) était considéré comme un ingrédient essentiel pour financer les investissements nécessaires pour permettre aux pays les plus pauvres du monde d'échapper à la pauvreté. De plus, les transferts d'aide étaient laissés à la discrétion des donateurs et n'étaient conditionnés que par des normes volontaires convenues au sein d'un comité de l'OCDE (le Comité d'aide au développement, CAD). Enfin, l'aide était conçue principalement comme une politique bilatérale, conformément à l'idée que, dans un monde quelque peu fragmenté, le développement était le résultat de stratégies nationales (voir l'annexe pour une description de ces caractéristiques). »

Selon Alonso (2018) :

« Une majorité de ces hypothèses ont été ébranlées par les changements intervenus dans le paysage international. Cinq changements méritent d'être soulignés ici.

1. Le niveau d'hétérogénéité dans le monde en développement a augmenté de manière significative. Le fossé Nord-Sud a laissé place à un monde plus diversifié et hétérogène où les inégalités internationales subsistent, mais le long d'un spectre plus gradué de niveaux de développement (Alonso, 2014). Par conséquent, les problèmes et les capacités de développement sont divers en fonction des conditions des pays ; et, en conséquence, tout programme de développement inclusif doit être plus complexe et plus complet que jamais.
2. Les pôles de la croissance économique internationale se sont déplacés en raison du dynamisme des nouvelles puissances du monde en développement, créant un monde plus multipolaire (Spence 2011 ; Subramanian, 2011, entre autres). Ce processus remet en question les structures de gouvernance mondiale existantes et exige une répartition plus équitable des voix et des responsabilités entre les pays au niveau international. L'émergence de la coopération Sud-Sud fait partie de ce rééquilibrage de la répartition du pouvoir politique et économique dans le monde (Mawdsley, 2012).
3. Les marchés internationaux de capitaux s'élargissent de façon notable, dans un contexte de forte dérégulation des flux. Cela a augmenté les risques d'épisodes d'instabilité financière et, dans un contexte de faible coopération fiscale internationale, a rendu plus difficile la lutte contre l'évasion fiscale, la fraude fiscale et les flux illicites. D'autre part, le processus a également diversifié les sources de financement du développement. De nombreux pays en développement (pas tous) ont désormais un accès plus facile au financement privé. En conséquence, le poids de l'APD parmi les ressources internationales reçues par les pays en développement s'est considérablement réduit (OCDE, 2014).
4. L'extrême pauvreté a été nettement réduite à l'échelle mondiale (Figure 11, non issue d'Alonso (2018)), et sa localisation a changé, la majeure partie des plus démunis du monde se trouvant désormais dans des PRI - pays à revenu intermédiaire (Sumner, 2017) (Figure 12, non issue d'Alonso 2018). En conséquence, la pauvreté est devenue une responsabilité de plus en plus nationale, puisque certains (pas tous) de ces pays touchés peuvent disposer d'une marge de manœuvre politique et d'un pouvoir fiscal suffisants pour redistribuer les richesses. Ce fait renforce le rôle que la lutte contre les inégalités nationales devrait jouer dans les stratégies de réduction de la pauvreté (pas seulement dans les pays en développement). D'autre part, les tendances actuelles suggèrent que les intensités de pauvreté les plus élevées seront de plus en plus localisées dans les États fragiles, où le soutien international est confronté à des contextes plus difficiles (Kharas et Rogerson, 2012 et 2017).
5. La mondialisation a étendu la portée des biens publics internationaux, dont certains sont étroitement liés aux objectifs de développement. Cela signifie que les programmes de développement nationaux doivent tenir compte de l'action collective internationale nécessaire pour définir de nouvelles règles et une nouvelle gouvernance mondiale. De tous les biens publics, ceux qui sont liés à la durabilité de l'environnement sont peut-être ceux qui posent le plus de problèmes, car ils remettent en question, dans une large mesure, l'idée même de convergence qui a inspiré la théorie du développement. Il ne s'agit plus pour les pays en développement de "rattraper" les pays développés, mais plutôt pour les pays en développement et les pays développés d'emprunter des voies différentes (et mal définies) vers un modèle de développement inclusif et durable. »

L'extrême pauvreté dans le monde

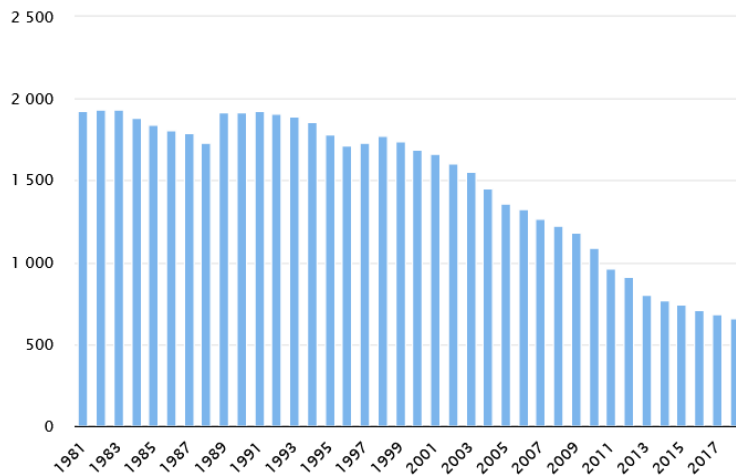


Figure 11. L'extrême pauvreté dans le monde.

● Nombre de personnes en millions vivant avec moins de 1,9\$/jour (en parité de pouvoir d'achat 2011). Lecture : en 2018, 659 millions de personnes sont extrêmement pauvres, soit 9% de la population mondiale.

Source : estimations Banque mondiale – © Observatoire des inégalités

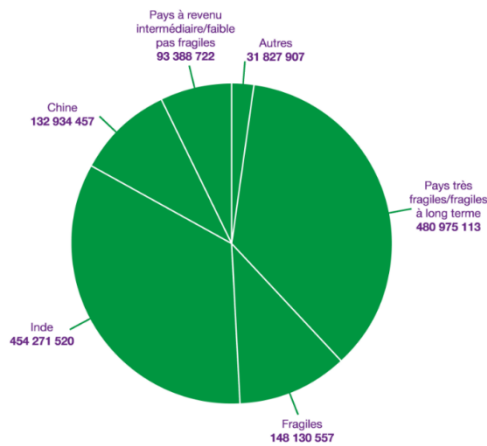


Figure 12. Où vivent les 20% les plus pauvres ?

Source : analyse d'Oxfam à partir de données compilées par Development Initiatives (DI), s'appuyant sur des données de PovcalNet (Banque mondiale) et de Fund for Peace. Pour plus d'informations sur les calculs DI, voir <http://data.devinit.org/#!/data/methodology/>

4.2 Catégories des principaux donateurs

« La manière dont l'aide est allouée n'est que la première étape d'un processus plus large de fourniture d'aide officielle qui s'est développé au cours des 60 dernières années. Bien que l'on parle couramment d'un "système" d'octroi de l'aide, la manière dont l'aide officielle est accordée n'a jamais été déterminée de manière formelle ni délibérément conçue. Elle a plutôt évolué à la suite d'une succession de décisions discrètes et fragmentaires prises au fil du temps par les gouvernements et les organismes donateurs officiels sur la façon dont ils entendent fournir leur aide, bien qu'au cours des dernières décennies, ces décisions aient été de plus en plus éclairées par des discussions avec d'autres donateurs et par la connaissance de la façon dont les autres donateurs agissaient » (Riddell 2014).

4.2.1 Donateurs du secteur privé

Le financement des Objectifs de Développement Durable (ODD) requiert davantage que les montants de l'aide publique au développement (APD) seule. C'est la raison pour laquelle le financement par des donateurs du secteur privé se voit de plus en plus considéré dans le système de coopération au développement.

4.2.1.1 Les fondations d'entreprise

Ce point 4.2.1.1 repose sur l'article d'Alonso (2018) :

A. Implication de départ du secteur privé dans l'octroi de l'aide

« Traditionnellement, le secteur privé a été directement impliqué dans la fourniture de biens et de services pour les investissements de développement et plus indirectement dans le financement de projets de développement à travers l'activité de fondations d'entreprise (telles que la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Rockefeller, et bien d'autres). »

B. Évolution récente des contributions financières

« Les ressources mobilisées pour ces fondations ont suivi une nette tendance à la hausse ces dernières années. Les dernières données confirment que la philanthropie privée a représenté près de 64 milliards de dollars en 2015, soit près de la moitié de ce que les donateurs du CAD ont canalisé comme APD nette (137 milliards de dollars) (Hudson Institute, 2016). »

C. Nouvelles priorités, culture organisationnelle et méthodes de travail

« Particulièrement soucieux de résultats concrets, les fondations d'entreprise opèrent selon des critères de gestion plus proches de ceux appliqués par les entreprises privées, et les instruments et procédures qu'ils emploient sont plus flexibles et résolus que ceux utilisés par les acteurs traditionnels du développement.

En outre, au cours des dernières décennies, les entreprises ont soutenu directement des initiatives de développement par différents moyens, tels que des programmes de responsabilité sociale des entreprises, des investissements dans des biens et services adaptés aux besoins des pauvres (marchés de la base de la pyramide, BoP) et d'autres activités ayant un impact social ou environnemental (investissement d'impact).

Par ailleurs, certaines entreprises placent de plus en plus les objectifs de développement au cœur de leurs stratégies commerciales, sont plus disposées à utiliser des financements mixtes dans leurs activités commerciales et considèrent les partenariats public-privé comme des opportunités. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne l'investissement dans des domaines (tels que les technologies vertes, les infrastructures ou la fourniture d'énergie) où de tels partenariats semblent être basés sur des approches gagnant-gagnant.

En conséquence, un nombre croissant de PDG ont adopté les ODD comme cadre utile pour leurs activités. Le rapport de la Business and Sustainable Development Commission présente les arguments et les expériences de ce segment du secteur des affaires. Si beaucoup voient ce processus d'un œil positif, comme un moyen de surmonter les limites traditionnelles des agences publiques de développement, d'autres soulignent les risques que ce processus peut comporter, en termes de subordination des ressources et des objectifs publics aux intérêts privés. »

4.2.1.2 Les ONG

Ce point 4.2.1.2 repose sur l'article de Niyonkuru (2016), qui décrit ce qui se passe dans de nombreux pays africains. Certains de ses constats peuvent néanmoins être repris de façon plus généraliste pour l'ensemble des pays bénéficiaires de l'aide au développement. **Par souci de simplicité, et parce que leur contributions totales sont faibles les petits donateurs individuels seront comptabilisés parmi les ONG en tant que financeurs de celles-ci.**

A. Vue d'ensemble

Il existe un afflux d'entités et d'agences de développement non contrôlées par l'État qui complètent les efforts du gouvernement pour fournir des biens et des services à la population. La plupart d'entre elles sont des organisations à but non lucratif fonctionnant comme des organismes indépendants impliqués dans la fourniture de services sociaux. Selon Niyonkuru (2016), certains pays permettent à des ONG de participer directement à la formulation, à la conception et à la mise en œuvre de projets de développement.

Les ONG sont de natures diverses potentiellement complémentaires l'une avec l'autre :

- ONG locales & ONG étrangères ;
- ONG de grande taille pourvues d'organismes institutionnalisés et bien organisés, dotées d'un personnel administratif professionnel travaillant dans plusieurs pays & ONG de terrain (souvent des organismes confessionnels) travaillant comme de simples organisations éphémères basées sur une thématique particulière (ex. : les droits de l'homme) et cessant de fonctionner lorsque les problèmes qu'elles étaient censées résoudre prennent fin.

Selon Niyonkuru (2016) :

« Au début des années 70, les ONG n'étaient pas encore connues dans la sphère du développement de projets. Elles étaient perçues comme des prestataires de services de secours à court terme, dont l'impact réel se manifestait dans les interventions d'urgence.

À la fin des années 70, leur visibilité s'est révélée avec l'adoption et la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel, où l'État a abandonné et retiré son intervention directe dans la prestation des services de base, ce qui a accru la vulnérabilité et la pauvreté, surtout dans les pays en développement. L'État a été jugé incapable d'aider son peuple et les donateurs ont préféré canaliser leur aide dans les mains de ces ONG (Lewis, 2005).

Depuis les années 1980, les ONG sont considérées comme le dernier recours en matière de développement et comblent le fossé creusé par l'incapacité de l'État à atteindre les citoyens dans le besoin. Fonctionnant en tant qu'entités non étatiques, ces organisations humanitaires ont été fondées sur une base philanthropique pour aider l'État à remplir ses obligations envers la population. Elles sont connues pour leur utilisation d'approches innovantes et expérimentales centrées sur la participation de la communauté (Bebbington et al., 2008). »

B. Services proposés par les ONG

Les ONG fonctionnent principalement autour d'une mission à deux volets : la prestation de services et le plaidoyer politique.

Rôle de prestation de services sociaux et de renforcement des capacités

Là où l'État n'était pas en mesure d'offrir toute une gamme de services d'aide sociale (quand il est fragile ou sujet à des conflits comme le diraient [Addison et al. \(2015\)](#)), en particulier dans les zones rurales et éloignées, les ONG servent d'évaluatrices, d'auditrices et ont été conçues pour résoudre les questions d'intérêt public. Il peut s'agir de programmes de développement communautaire visant à assurer la réduction de la pauvreté, l'autonomisation et le renforcement des capacités des populations locales en améliorant :

- Les services de santé ;
- L'éducation en tant que soutiens et partenaires du système éducatif local ;
- L'assainissement ;
- Le logement.

Rôle de plaidoyer

Dans le sud, les ONG peuvent être une source de changement car elles jouent un rôle de plaidoyer et agissent parfois comme une partie de la société civile pour exercer une pression externe :

- Vis-à-vis des gouvernements :
Elles font respecter et influencent les politiques publiques et font campagne pour les droits des personnes en protestant contre la violation des droits de l'homme par les citoyens et les élites gouvernementales.
 - o Elles jouent un rôle dans la protection de l'environnement
 - o Elles ont soutenu les mouvements de coalition et contraint les gouvernements à opter pour des politiques saines en contribuant à l'accélération de la démocratisation des institutions et à l'application de l'État de droit :
 - Au Pakistan, au Bangladesh et en Inde, selon Nair (cité par [Niyonkuru \(2016\)](#)), la situation politique du pays est déterminée par le niveau des ONG, qui ont encouragé et demandé une représentation égale dans la gouvernance.
 - En Indonésie et au Viêtnam, Clark (cité par [Niyonkuru \(2016\)](#)) a découvert que les ONG ont émergé face à l'hégémonie de l'Etat pour étendre l'espace politique limité disponible pour la société civile.
 - En Ouganda, elles étaient utilisées comme des réseaux de patronage des dirigeants politiques.
 - En Amérique latine, selon Drabek (cité par [Niyonkuru \(2016\)](#)), elles se sont ralliées à l'opposition pour renforcer le rôle de la société civile et peuvent être utilisées pour mobiliser et sensibiliser les pauvres à leurs conditions, en faisant appel au nom des marginalisés pour un changement possible.
 - Dans la plupart des pays d'Amérique latine, ils ont été considérés comme des démocratisateurs et des déclencheurs de changement social et ont joué un rôle majeur dans les réformes politiques et sont restés actifs dans les relations entre l'État et la société.

- Vis-à-vis des donateurs :
Elles peuvent, via leurs travaux de recherche indépendants, témoignages et couverture internationale plus large :
 - o Contraindre les donateurs à honorer leurs promesses
 - o Être le vecteur et le pont entre le gouvernement et leurs donateurs, car les bailleurs de fonds étrangers peuvent renoncer à verser des fonds par le biais d'institutions gouvernementales peu crédibles par manque de confiance, mais préfèrent soutenir les initiatives des ONG.
 - o Faire de la sensibilisation et l'éducation de masse (par exemple en matière de prévention, contrôle et gestion des maladies transmissibles) en partenariat avec des ONG confessionnelles telles que Christian Relief Services et certaines organisations musulmanes ;
 - o Défendre la protection de l'environnement, etc. ;

C. Avantages apportés par les ONG

À l'ère de l'économie néo-libérale, l'intérêt premier du gouvernement est la maximisation des profits, la concurrence avec les économies mondiales et chaque fois qu'il contracte une aide étrangère, il est tenu d'adhérer à l'idée de réduire les dépenses du gouvernement en privatisant les institutions fournissant l'aide sociale. [Selon Niyonkuru \(2016\)](#), l'utilité des ONG se fait surtout sentir à ce moment-là :

- Elles sont bien informées des besoins sur le terrain et atteignent des zones rurales et régions éloignées où elles peuvent compenser le manque de présence du gouvernement et participer à la création d'emplois ;
- Elles ont tendance à être adaptables et flexibles, innovantes, bien équipées, financées et dotées en personnel ;
- La plupart de leurs activités sont rentables car elles engagent des stagiaires et des volontaires qui n'ont pas besoin de beaucoup d'argent.

D. Impacts sur le terrain des ONG

[Selon Riddell \(2014\)](#), les évaluations sur les ONG sont plus rares que celles sur l'aide officielle, et celles sur les OSC encore plus rares. L'un des rares exemples d'évaluation de l'impact des ONG et OSC est celle de l'agence d'aide norvégienne (Norad) en 2012 sur le Malawi, le Népal, l'Éthiopie et le Vietnam, où les résultats sont sans équivoque :

« Dans les quatre pays, l'aide canalisée vers et par les OSC/ONG fonctionne : elle contribue de manière significative au développement de différentes manières, la plus importante étant la contribution combinée de différentes OSC à la fourniture nationale de services d'éducation et de santé. Même dans des contextes inhospitaliers, où les États imposent des limites sévères aux organisations de la société civile, les OSC ont joué un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Cela s'est produit non seulement directement, en travaillant avec les groupes pauvres et marginalisés, mais aussi indirectement, en les aidant à s'autonomiser et à se faire entendre, ainsi que par le biais des activités de plaidoyer, de lobbying et de "campagne", dont certaines ont été jugées fructueuses, même s'il est difficile d'évaluer la contribution des activités des ONG aux résultats positifs obtenus.

Il est intéressant de noter que l'étude a fait valoir que l'impact plus large et à plus long terme des OSC sur le développement et la réduction de la pauvreté pourrait être beaucoup plus important si les agences abordent leur travail de manière plus stratégique au lieu de se concentrer, comme la plupart le font, sur le simple fait de s'assurer que leurs projets ponctuels "fonctionnent". »

E. Insuffisances des ONG dans l'éradication de la pauvreté :

Selon Niyonkuru (2016), si les ONG ont des projets louables de grande ampleur, et que leur présence peut être fort condensée par endroits, elles ne parviennent pas à éradiquer la pauvreté pour les raisons suivantes :

- La durée de vie des ONG dépend de la capacité des donateurs à fournir des fonds, car la plupart d'entre elles sont des entités à but non lucratif, et de la prévalence des conditions menant à leur présence dans la région. Leur intervention tend donc à s'aligner sur l'agenda politique, économique et social des donateurs (choix du lieu, des plans d'activités, de la durée et de la portée des opérations).
 - ➔ Le financement des donateurs étant imprévisible, les ONG manquent de planification stratégique et font des actions spontanées quand les fonds sont disponibles.
 - ➔ Si les donateurs mettent en œuvre des projets à court terme visant à résoudre un problème existant plutôt qu'à s'attaquer aux véritables causes des problèmes, les ONG sont obligées d'abonder dans le sens des donateurs, afin de répondre à l'évaluation positive des donateurs et des bénéficiaires et aux exigences de leur propre survie.
 - ➔ Par conséquent, les ONG sont incapables de combattre de façon proactive ces problèmes et par-là d'avoir un impact significatif sur ceux-ci. Pire, les mêmes problèmes sont susceptibles de se reproduire plus tard après leur départ.
 - ➔ Ironiquement, l'existence de la pauvreté permet le maintien en vie des ONG.
- Il est un manque de synchronisation des services, au niveau des organisations locales, certaines ayant tendance à offrir les mêmes services aux mêmes bénéficiaires.
- Leur mauvais suivi et manque de supervision peut parfois rendre la visibilité de leurs activités inaccessible car elles ont leurs propres modules d'évaluation interne.
- Les ONG ont parfois un accès limité à certaines zones clés car elles travaillent à l'intérieur de frontières politiques.

4.2.1.3 Institutions financières bilatérales

Il existe parmi les donateurs un intérêt à promouvoir un engagement plus fort du secteur privé dans la politique de développement (Benn et al., 2016, [mentionné par Alonso \(2018\)](#)). Certains des efforts dans ce domaine ont été réalisés par le biais de mécanismes de financement (tels que le crédit, l'investissement en quasi-fonds propres, les véhicules d'investissement collectif, les garanties et le financement mixte) qui ne sont que partiellement reconnus par le cadre de l'APD. Ce type d'action peut être promu par des institutions financières de développement (IFD), dont la CDC (Committee for Development Cooperation), la Proparco (une filiale de l'AFD – Agence Française de Développement), la FMO (Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden) et la KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau).

4.2.2 Pays donateurs

4.2.2.1 Pays donateurs traditionnels

Toute cette section 4.2.2.1 se base sur [Bermeo \(2017\)](#)

Depuis des décennies, les chercheurs analysent les schémas d'attribution de l'aide bilatérale pour tenter de déterminer les motivations des donateurs. À l'instar de Fleck et Kilby, mentionné par [Bermeo \(2017\)](#), il est logique de classer l'aide étrangère moderne en trois périodes, qu'ils appellent la guerre froide, l'entre-deux-guerres (1990-2001) et la guerre contre le terrorisme (après 2001), lorsqu'on examine la possibilité de changements importants dans la politique d'aide au fil du temps.

Première période : la guerre froide.

D'après [Bermeo \(2017\)](#) : « Peu d'universitaires ont mis en doute les motivations géopolitiques sous-jacentes de l'aide pendant la guerre froide. McGuire, a soutenu que l'aide dans les années 1950 était "un instrument destiné à renforcer la position de force des États-Unis dans la lutte mondiale contre le communisme soviétique". Friedman a observé que " le rôle assigné à l'aide est d'aider à gagner à notre cause les nations non engagées qui sont également sous-développées et pauvres". Les études empiriques sur l'attribution de l'aide qui incluent la période de la guerre froide confirment le point de vue selon lequel l'aide était principalement un outil permettant de promouvoir les intérêts politiques et économiques des États donateurs. Ce point de vue a été renforcé par le déclin de l'aide à la fin de la guerre froide. »

Deuxième période : les années 1990.

D'après [Bermeo \(2017\)](#) : « Au lendemain de la guerre froide, l'importance relative de l'utilisation de l'aide à des fins géopolitiques a diminué. Brautigam et Knack notent la chute de l'aide aux régimes autoritaires qui avaient été stratégiquement importants pendant la guerre froide. Lancaster note à propos de l'aide américaine dans les années 1990 que "sans la logique de la guerre froide, la priorité de l'aide a considérablement diminué dans la communauté de la politique étrangère". Woods affirme que la priorité de l'aide est passée des objectifs géostratégiques de la Guerre froide à la promotion de la sécurité humaine dans les années 1990. Bearce et Tirone, évoque aussi, montrent que l'aide des années 1990 différait de celle de la Guerre froide en ce sens qu'elle était plus susceptible d'induire des réformes économiques chez les bénéficiaires et de conduire à la croissance économique. D'autres démontrent que l'aide est moins susceptible de consolider les régimes autoritaires dans la période de l'après-Guerre froide. »

Selon [Gaspard & Platteau \(2013\)](#), la période des années '90 correspond aussi à la mise en place des "plans d'ajustement structurel" ; l'aide n'en était pas tout à fait une, étant souvent liée à l'adoption d'un tel plan par le pays bénéficiaire.

Troisième période : après 2001.

D'après Bermeo (2017) : « Les activistes et les universitaires ont suggéré qu'avec l'émergence de la guerre mondiale contre le terrorisme, l'aide reviendra à son modèle de la guerre froide. Un rapport d'Action Aid sur l'aide étrangère affirme que "la guerre contre le terrorisme est comme une nouvelle guerre froide où tout est subordonné à un objectif unique". Christian Aid a publié "The Politics of Poverty : Aid in the New Cold War" en 2004. Après avoir constaté que l'aide était davantage axée sur le développement dans les années 1990 que pendant la guerre froide, Bearce et Tirone, dont l'analyse se termine en 2001, proposent une prédiction hors échantillon pour la guerre contre le terrorisme, à savoir que "l'aide étrangère devenant à nouveau plus utile à des fins militaro-stratégiques, elle devient moins efficace pour promouvoir la croissance économique et le développement". Woods note qu'en raison de la guerre contre le terrorisme, on craint que "les donateurs détournent l'aide étrangère pour poursuivre leurs propres objectifs de sécurité". Un rapport d'Oxfam (Royaume-Uni) affirme que la guerre contre le terrorisme "affaiblira l'engagement des donateurs envers la réduction de la pauvreté". Stone écrit à propos de l'aide que "dans la foulée du 11 septembre 2001, le développement a une fois de plus été subordonné aux priorités de la stratégie de sécurité".

Il y a toutefois des raisons de soupçonner que l'aide, dans un monde post-2001, ne néglige pas le développement au profit d'objectifs principalement géopolitiques associés à la guerre contre le terrorisme. Les initiatives et déclarations politiques suggèrent une préoccupation croissante pour le développement, même en dehors des liens avec le terrorisme. Aux États-Unis, l'administration de George W. Bush a lancé deux nouveaux programmes d'aide substantiels - le Millennium Challenge Account (MCA) et le President's Emergency Plan for AIDS Relief (PEPFAR) - dont les critères d'admissibilité excluaient effectivement les États en première ligne dans la lutte contre le terrorisme. Lancaster note que le président Bush a élevé le développement au "premier rang des priorités de la politique étrangère américaine, avec la défense et la diplomatie". Lancaster note que le président Bush a élevé le développement au "premier niveau des priorités de la politique étrangère des États-Unis, avec la défense et la diplomatie", affirmant que c'était "la première fois depuis des décennies qu'un président américain déclarait que la promotion du développement à l'étranger était une priorité essentielle de la politique étrangère américaine". Le président Barack Obama a poursuivi dans cette voie, en signant en 2010 une directive sur le développement mondial, qui a fait du développement l'un des objectifs clés de la politique étrangère des États-Unis et établit un examen quadriennal de la diplomatie et du développement, qui relie le développement à des objectifs politiques plus larges. Pour justifier une forte augmentation de l'aide au développement tout en prônant l'austérité au niveau national, le vice-premier ministre britannique Nicholas Clegg a déclaré : "Si vous voulez lutter contre le terrorisme et l'extrémisme, si vous voulez empêcher les gens de traverser les continents et de venir s'installer en Europe et ici, vous devez vous assurer que les conditions sont meilleures pour eux." La Charte d'aide officielle au développement du Japon affirme que "les problèmes humanitaires, comme l'extrême pauvreté, la famine, les crises de réfugiés et les catastrophes naturelles, ainsi que les problèmes mondiaux tels que ceux liés à l'environnement et à l'eau ... sont des problèmes transfrontaliers qui représentent une menace grave pour chaque être humain".

L'accent mis sur la réduction des retombées du sous-développement n'implique pas que les donateurs renoncent à utiliser l'aide à des fins géostratégiques. Les donateurs peuvent s'engager dans d'autres priorités stratégiques sans mettre le développement sur la touche en augmentant les flux d'aide globaux. Les données suggèrent que cela s'est produit. Les engagements d'aide des pays de l'OCDE ont considérablement augmenté après 2001. » (Figure 13)

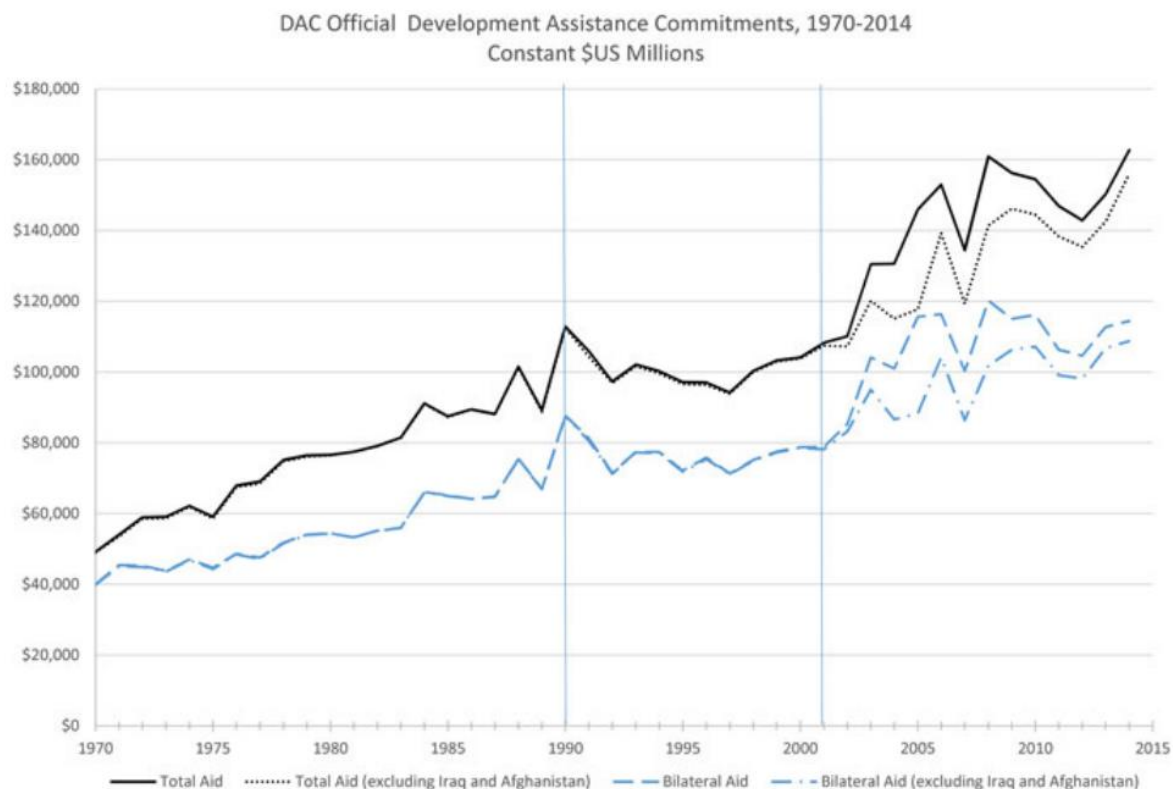


Figure 13. Engagements officiels en matière d'aide au développement du CAD, 1970-2014. Source : Bermeo (2017)

Description : la Figure 13 montre les engagements d'aide des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE entre 1970 et 2014, tant pour l'aide totale (y compris les contributions aux institutions multilatérales) que pour la partie bilatérale de leur aide, les lignes en pointillé indiquant les engagements à l'exclusion de ceux destinés à l'Irak et à l'Afghanistan. Même en excluant les augmentations de l'aide résultant des engagements importants en faveur de ces deux pays, les engagements d'aide totale ont augmenté de 50 % entre 2000 et 2014, passant de 104 milliards à 156 milliards de dollars, malgré une volatilité importante à la suite de la crise financière mondiale. L'Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis ont tous enregistré une augmentation de l'aide de plus de 50 % entre 2001 et 2006.

4.2.2.2 Pays donateurs émergents

Selon Addison et al. (2015) : « Les donateurs ont fait des progrès considérables dans le soutien aux secteurs sociaux des pays bénéficiaires. La politique sociale n'est plus considérée comme la face cachée de la politique d'aide. L'arrivée des nouveaux donateurs, en particulier des nouveaux philanthropes, a contribué à l'innovation politique considérable que l'on observe actuellement tant dans les PFR que dans les PRI. La coopération Sud-Sud est un élément de plus en plus présente dans le paysage de l'aide et permet d'apporter une expertise précieuse sur les politique sociale, en s'inspirant des réussites, notamment dans les domaines de la protection sociale et de la prestation de soins de santé de base »

Selon Alonso (2018) : « Autrefois l'instrument de politique étrangère exclusif des États riches et puissants, le système de coopération au développement a connu, avec l'arrivée de nouveaux acteurs, de d'importantes mutations. Trois acteurs émergents sont particulièrement pertinents ici. Tout d'abord, le nombre de fournisseurs commerciaux a augmenté, élargissant le spectre des modèles et pratiques de coopération adoptés. »

1. Certains de ces fournisseurs sont de nouveaux membres de l'Union européenne et de l'OCDE (par exemple, certains pays d'Europe de l'Est) qui ont adhéré au CAD (dont le nombre de membres a augmenté d'un tiers, passant de 22 à 30, au cours des dix dernières années).
2. D'autres fournisseurs (au nombre d'une vingtaine) ne font pas partie du CAD mais font régulièrement rapport à cette institution : beaucoup apportent une longue expérience en tant que donateurs (comme certains pays arabes) et certains d'entre eux assument les catégories et les normes définies par le CAD.
3. Mais le groupe le plus innovant est formé par un ensemble hétérogène de fournisseurs du Sud (de la coopération Sud-Sud, CSS) qui réclament de nouveaux principes, priorités et procédures, différents de ceux adoptés dans la coopération Nord-Sud.

Dans le cadre de ce mémoire, pour ce qui est de la CSS, nous nous focaliserons surtout sur les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

4.2.2.2.1 BRICS

D'après [Asmus et al. \(2017\)](#) :

« Les cinq pays du BRICS ont une longue histoire dans le domaine de la coopération au développement. Depuis le tournant du millénaire, leurs engagements sont devenus importants et, par conséquent, l'aide des BRICS s'est retrouvée au centre du débat académique sur l'aide étrangère. Ils sont importants en termes de population et de taille de leur économie, mais ils sont encore nettement en dessous du niveau de développement économique des donateurs du CAD, ce qui peut affecter leurs motivations en matière d'aide. »

A. Caractéristiques des BRICS

Les BRICS diffèrent des donateurs du CAD (typiquement occidentaux) car leur philosophie de l'aide - à l'exception de la Russie - est ancrée dans le Mouvement des non-alignés et, plus précisément, dans le cadre de la coopération Sud-Sud ([Asmus et al., 2017](#)).

Selon [Alonso \(2018\)](#), s'appuyant vaguement sur la déclaration de la conférence de Bandung de 1955 et sur le plan d'action de Buenos Aires de 1978, ces prestataires défendent des relations plus équilibrées et horizontales entre les partenaires :

- Ils rejettent l'application de conditionnalités politiques ;
- Ils exigent le respect de la souveraineté nationale des partenaires ;
- Ils insistent pour que l'action soit basée sur le principe des "bénéfices mutuels" (par opposition à la charité).

Par ailleurs :

- Ils ont intégré des innovations intéressantes dans leurs procédures, opérant de manière plus résolue et avec des bureaucraties plus légères que les donateurs traditionnels ;
- Ils sont enclins à partager leurs expériences et leurs capacités techniques, et à employer un large éventail de moyens qui dépassent le périmètre étroit de l'APD.

B. Avantages de l'aide des BRICS

Selon Waltz et Ramachandran, 2011 ; Zimmerman et Smith, 2011 ; Chaturverdy et al., [mentionnés par Alonso \(2018\)](#), les revendications et les activités de ce groupe de pays remettent en question le monopole dont les donateurs de l'OCDE ont joui jusqu'à présent en matière de politique de coopération au développement :

- En améliorant le pouvoir de négociation des pays bénéficiaires ;
- En élargissant les options dont ils disposent en matière d'aide internationale.

C. Problèmes avec l'aide des BRICS

Selon Asmus et al. (2017), il convient de mentionner qu'à côté de leurs contributions, ces nouveaux fournisseurs ont également soulevé quelques critiques. En effet, selon Kragelund (2010) et Sato et al. (2011 : 2097), [mentionnés par Asmus et al. \(2017\)](#), l'absence d'"institutions collectives d'autolimitation" donne aux donateurs non membres du CAD un certain niveau de liberté pour poursuivre leurs propres intérêts nationaux à court terme à travers leurs activités d'aide, ce qui mène à :

- Leur manque de transparence ;
- Leur préoccupation limitée (en termes de budget) de l'appropriation par les bénéficiaires ;
- Leur tendance à utiliser différents types d'"aide liée", en contradiction avec leurs discours de « relations plus équilibrées et horizontales entre les partenaires » (Waltz et Ramachandran, 2011 ; Zimmerman et Smith, 2011 ; Chaturverdy et al., [mentionnés par Alonso \(2018\)](#)).

Selon Asmus et al. (2017), cette situation est préoccupante car du point de vue du développement, l'aide liée réduit généralement sa valeur pour le bénéficiaire (Knack et Smets, 2012),

Du point de vue des entreprises des pays de l'OCDE, elle procure aux donateurs des BRICS des avantages commerciaux par rapport aux donateurs du CAD. **Ce dernier point va à l'encontre des affirmations de Hühne et al. (2014) selon qui les donateurs n'accordent pas l'aide au commerce principalement pour promouvoir leurs propres intérêts en matière d'exportation !**

D. Différences entre les donateurs du BRICS et ceux des pays de l'OCDE

En nous basant sur Asmus et al. (2017) et sur Scoones et al. (2016), nous pouvons établir ce tableau :

BRICS	Donateurs occidentaux (CAD de l'OCDE)
Principes fondamentaux	
Principe de non-ingérence (où les aides ne seraient assorties d'aucune conditionnalité) & accent mis sur les avantages mutuels.	L'aide liée non pas aux biens et services du donateur mais à la démocratie et aux droits de l'homme dans les pays bénéficiaires.

<p>Les donateurs des BRICS ne sont pas liés par le cadre réglementaire du CAD ou par des règles similaires.</p> <p>La position d'"État développeur" est évidente, avec des caractéristiques chinoises et brésiliennes très particulières, que les donateurs occidentaux observent avec un grand intérêt. Ici, les États sont considérés comme des participants actifs aux processus de développement : ils encadrent, facilitent et dirigent très activement le développement. De solides alliances entre l'État et les entreprises sont essentielles à cet égard et sont devenues un élément central de la stratégie de développement, dans l'agriculture comme dans d'autres domaines.</p>	<p>Au vu du cadre néolibéral du consensus de Washington, les États n'étaient pas censés s'engager ; les marchés régnaient.</p>
<p>Avantages pour l'agriculture</p>	
<p>Ce mélange complexe d'aide, d'investissement, de commerce et de diplomatie qui caractérise la nouvelle politique de coopération au développement crée une nouvelle dynamique dans l'agriculture en Afrique.</p> <p>Les interventions chinoises et brésiliennes montrent un large éventail d'engagements, allant des "fermes de l'amitié" à grande échelle au soutien de l'agriculture contractuelle, en passant par la démonstration de technologies, la formation d'experts et le soutien aux petites exploitations agricoles.</p>	<p>Les secteurs productifs tels que l'agriculture ont longtemps été privés du soutien des donateurs occidentaux. L'expertise s'est réduite et les investissements commerciaux ont été limités. Bien qu'il y ait eu une récente galvanisation de l'intérêt pour les investissements agro-industriels par le biais de l'initiative de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition du G8, celle-ci s'est largement concentrée sur les investissements commerciaux à grande échelle, et non sur des efforts de développement agricole plus larges.</p>
<p>Désavantages de leur aide</p>	
<p>On soupçonne que l'aide des BRICS est en général plus fortement motivée par leurs propres intérêts géopolitiques et commerciaux que l'aide fournie par les donateurs établis.</p> <p>Il est toutefois important de noter que les études quantitatives existantes ne montrent aucune preuve solide qu'ils suivent leurs intérêts personnels dans une plus grande mesure que les donateurs du CAD.</p>	<p>Aide souvent perçue comme paternaliste</p>
<p>Quantité d'aide fournie</p>	
<p>Aide encore faible (Figure 14)</p> <p>La part des subventions est généralement plus faible et il est peu probable qu'elle devienne une alternative autonome au système du CAD.</p>	<p>Aide relativement plus élevée (Figure 14)</p>

<p>Dans l'ensemble, l'aide des BRICS semble être un complément plutôt qu'un substitut à l'aide du CAD. En définitive, les bénéficiaires devraient profiter de cette diversité croissante de l'aide internationale.</p> <p>Néanmoins, les activités d'aide des donateurs des BRICS à l'exception de l'Afrique du Sud, ont acquis une portée mondiale.</p>	
<p>Bases de données dans la littérature</p>	
<p>On sait peu de choses sur les effets de l'aide des BRICS sur le développement. La littérature sur cette question reste largement anecdotique, principalement en raison du manque de données complètes et bien structurées.</p> <p>Toutefois, dans le cas de la Chine et de l'Inde, certaines initiatives de recherche ont été lancées pour suivre et géoréférencer les projets d'aide individuels. Rendre ces données compatibles avec les normes de l'OCDE facilitera les études comparatives sur l'allocation et les effets de l'aide des BRICS ainsi que sur la coordination et la concurrence entre les pays des BRICS avec d'autres activités d'aide bilatérale et multilatérale.</p>	<p>Contrairement aux BRICS, les donateurs du CAD disposent d'une base de données officielle complète permettant de suivre les contributions d'aide des donateurs du CAD au niveau des projets.</p>

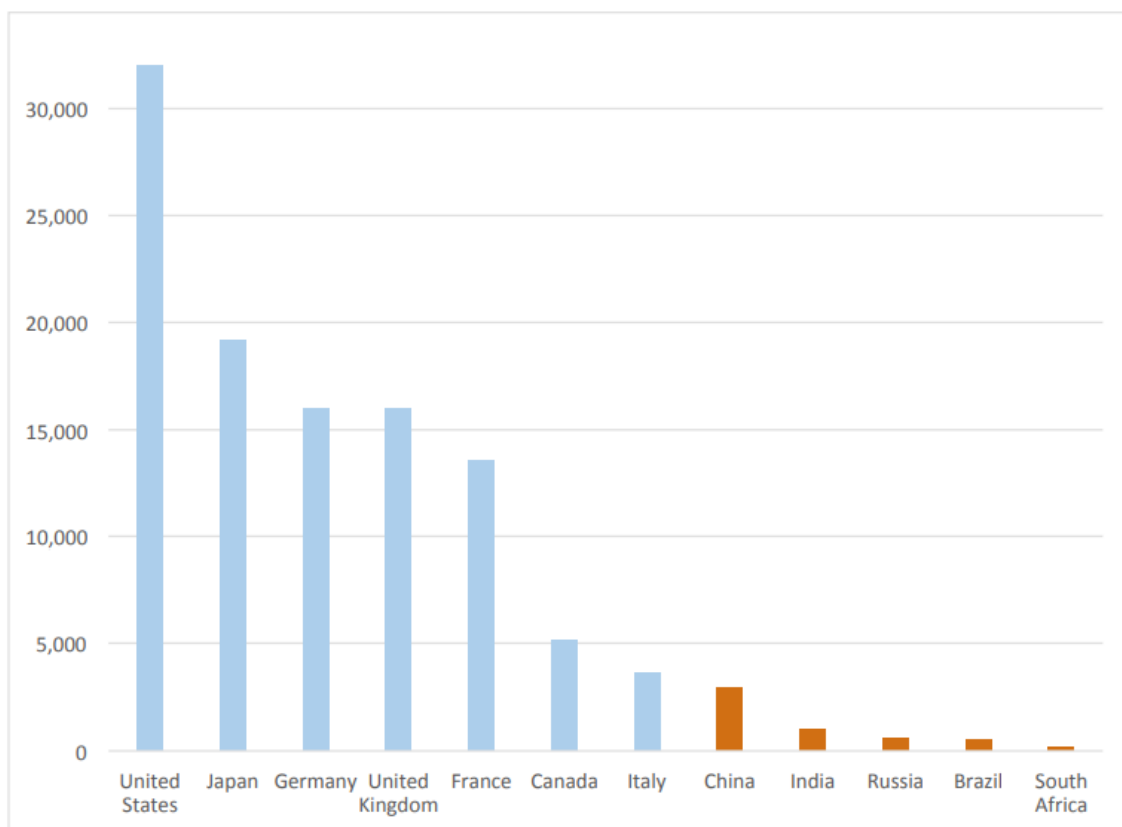


Figure 14. Décaissements bruts annuels moyens d'aide publique au développement (APD) de l'ensemble des pays du G7 et des BRICS sur la période 2010-2014, en millions de dollars américains. Source : Asmus et al. (2017), qui lui-même se base sur les données 2017 de l'OCDE.

Remarque 1 : l'estimation pour le Brésil se base sur les données de 2020, en raison d'un manque de données pour les autres années.

Remarque 2 : les États-Unis sont le premier fournisseur mondial d'APD, suivis par le Japon et l'Allemagne. Si l'on suit les définitions strictes de l'OCDE, l'aide des BRICS semble faible par rapport à celle du G7, **mais ces statistiques cachent les montants considérables de financements officiels hors APD que les puissances émergentes fournissent aux pays en développement**. Les engagements d'aide de l'Inde, par exemple, passeraient d'une moyenne annuelle de 588 millions de dollars US à 1,56 milliard de dollars US si les prêts de l'Export-Import Bank du pays étaient ajoutés aux projets d'aide fournis par le ministère des Affaires étrangères (Asmus et al., 2017). De même, seul un tiers des 94,31 milliards de dollars US d'engagements financiers officiels de la Chine envers l'Afrique entre 2000 et 2013 est classé comme APD selon la base de données Tracking Chinese Development Finance d'AidData (Strange et al., 2017).

Remarque 3 : il serait pertinent d'observer les décaissements bruts annuels moyens d'APD pour des années plus proches de 2022 au vu des nouveaux investissements de la Chine et des pays occidentaux.

4.2.2.2 Précisions concernant certains pays du BRICS

A. Sur la Chine

Devant le peu d'informations en la matière provenant des autres articles que nous avons consultés, nous citerons beaucoup [Asmus \(2017\)](#) dont l'article avait d'ailleurs le mérite d'être plutôt clair, structuré et exhaustif :

A.1 Historique

D'après Asmus (2017) : « Bien qu'elle soit considéré comme une " nouvelle donatrice ", le programme d'aide étrangère de la Chine est presque aussi ancien que la République populaire elle-même. L'Égypte a été le premier bénéficiaire de l'aide de Pékin en Afrique en 1956, lorsqu'elle a reçu sa première tranche d'aide d'une valeur de 4,7 millions de dollars américains [Bartke, 1989]. À l'aide de données historiques sur l'aide, Dreher et Fuchs [2015] analysent les principaux moteurs de l'attribution des projets chinois au cours de l'histoire du programme d'aide de la Chine. Ils constatent que les considérations politiques, telles que la demande de reconnaissance internationale de Pékin, étaient dominantes pendant la phase initiale de l'octroi de l'aide par la Chine. Après 1978, avec les réformes économiques de Deng Xiaoping, la Chine s'est ouverte à l'Occident et les considérations économiques ont pris un poids significatif dans la politique d'aide de la Chine. Après les manifestations de la place Tiananmen en 1989, la Chine a activement recherché un soutien diplomatique dans le monde en développement, ce qui a de nouveau placé les motifs politiques au centre de ses considérations en matière d'aide. Enfin, les résultats de Dreher et Fuchs [2015] montrent qu'après la réforme de l'aide de 1995, qui a introduit les principes du marché dans le système d'aide, la politique et les pratiques d'aide de la Chine ont été de plus en plus guidées par des intérêts commerciaux. »

A.2 Différences entre l'aide de la Chine et celle du CAD

D'après Asmus (2017) : « L'aide de la Chine diffère de celle du CAD à bien des égards :

- Tout d'abord, elle est largement liée à des biens et services en provenance de Chine. Si les projets d'aide fournis par l'intermédiaire du ministère chinois du Commerce sont principalement liés aux entreprises et produits chinois, tout projet peut bénéficier d'une exception à cette règle s'il est jugé nécessaire [Bräutigam, 2009]. En ce qui concerne le statut lié des prêts de l'Exim Bank, ses directives officielles stipulent qu'au moins 50 % de tous les achats doivent provenir de Chine.
- Deuxièmement, la Chine fournit rarement une aide sous la forme d'un soutien budgétaire et la plupart des activités bilatérales prennent la forme d'une aide aux projets.
- Troisièmement, l'aide de la Chine est similaire au système basé sur les demandes des débuts de l'aide au développement du Japon [Bräutigam, 2009 ; Kragelund, 2010] et, contrairement aux donateurs du CAD, elle ne comportait pas de stratégies de développement par pays jusqu'à très récemment. Selon Bräutigam [2009 : 308], la Chine préfère l'expérimentation pour explorer ce qui fonctionne. »

D'après Asmus (2017), de façon similaire aux autres BRICS : « Contrairement aux donateurs occidentaux et aux grandes institutions financières internationales, la Chine ne lie pas son aide à des conditions liées au système politique des bénéficiaires ou à leur situation en matière de droits de l'homme. Le gouvernement chinois insiste sur le fait qu'il "n'utilise jamais l'aide étrangère comme un moyen d'interférer dans les affaires intérieures des pays bénéficiaires" [Conseil d'État, 2011]. Bräutigam [2009 : 285] note que "l'essor de la Chine a clairement donné aux dictateurs des options de financement supplémentaires", mais souligne également les dispositions d'aide des donateurs occidentaux aux régimes autoritaires. Même si l'allocation d'aide de la Chine n'était pas biaisée en faveur des pays bénéficiaires autocratiques, les pays bénéficiaires pourraient se tourner vers des donateurs émergents comme la Chine pour contourner les conditions liées à leur mise en place institutionnelle et à leur bilan en matière de droits humains. »

A.3 Bénéficiaires de l'aide chinoise

D'après [Asmus \(2017\)](#) : « Presque tous les pays en développement du monde bénéficient d'une forme d'aide chinoise ([Figure 15, non issue de l'article d'Asmus](#)). Seuls les pays qui entretiennent des relations diplomatiques avec le gouvernement de Taipei (Taïwan) plutôt qu'avec celui de Pékin sont généralement exclus. Les chiffres publiés par le Conseil d'État [2014] pour 2009 suggèrent que la majeure partie de l'aide chinoise va à l'Afrique (45,7 %), suivie de l'Asie (32,8 %) et de l'Amérique latine (12,7 %). Sur le continent africain, AidData a pu suivre les plus gros montants de financement chinois du développement en République démocratique du Congo, au Soudan et en Éthiopie sur la période 2000-2013 [Strange et al., 2017]. Les estimations du volume de l'aide allouée par la Chine à travers les pays bénéficiaires suggèrent que l'APD de la Chine est principalement motivée par les intérêts de politique étrangère de Pékin [Dreher et al., à paraître]. Elle ne montre aucun lien robuste avec les dotations en ressources naturelles [Dreher et Fuchs, 2015]. Au contraire, les flux moins concessionnels, tels que les crédits à l'exportation, sont corrélés avec des variables économiques telles que le fardeau de la dette des bénéficiaires, l'accès au pétrole et le volume du commerce bilatéral avec la Chine [Dreher et al., à paraître]. »

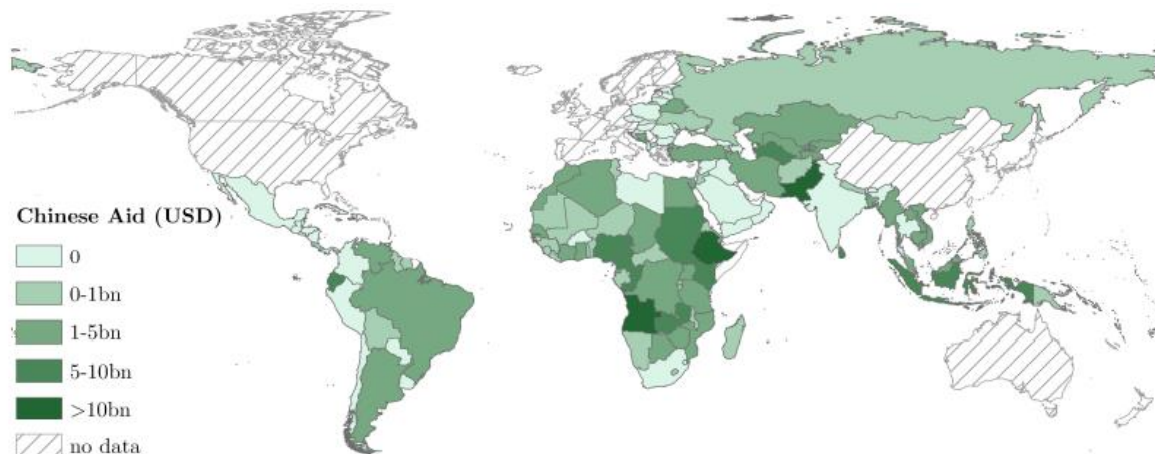


Figure 15. Carte de l'aide étrangère chinoise dans les PVD entre 2005 et 2015. [Source : Mueller \(2022\)](#)

Remarque : cette illustration montre la valeur financière totale des projets d'aide chinois engagés dans les pays à faibles revenus, les pays non-OCDE et contractés par les firmes chinoises dans un échantillon de temps de 2005 à 2015. Les montants financiers sont en \$ de 2014 constants.

A.4 Instruments de l'aide chinoise

Selon le [United Nations' White Paper \(2021\)](#), depuis les années 1990, l'aide étrangère de la Chine l'aide étrangère de la Chine repose sur trois modalités de financement (dons, prêts sans intérêt et prêts concessionnels) et huit modèles (les trois principaux sont les projets complets clés en main, l'assistance technique, les biens et les matériaux).

A.5 . Projets dans lesquels investit la Chine

D'après Asmus (2017) : « Si l'attention du public se concentre sur les grands projets d'infrastructure et les projets de prestige, tels que la construction de stades et de bâtiments gouvernementaux, la Chine est active dans pratiquement tous les secteurs. Si les projets d'infrastructures sociales, comme la fourniture d'hôpitaux et de bâtiments gouvernementaux, dominent en termes de nombre de projets, les projets d'infrastructures économiques, principalement dans les domaines des transports et de l'énergie, sont les poids lourds en termes de valeurs financières [Strange et al., 2017]. Bien qu'AidData n'ait pas été en mesure de suivre un seul projet de protection de l'environnement au moment de leur première étude en 2013 [Strange et al., 2013], la Chine a récemment lancé des activités dans ce domaine et a commencé à inscrire le " renforcement de la protection de l'environnement " comme l'un de ses objectifs dans un récent livre blanc [Conseil d'État, 2014]. »

D'après Zakari & Khan (2021), en 2019, les investissements chinois ont atteint 110 milliards de dollars, tous secteurs confondus, en Afrique.

A.6 Évaluation des effets de l'aide chinoise

Appropriation par les locaux des projets de développement

Selon Alonso (2018), dans certains d'entre eux, les intrants, les gestionnaires et parfois les travailleurs viennent de Chine, ce qui limite les effets d'entraînement des initiatives de coopération au développement sur le pays bénéficiaire.

Détournement des fonds d'aide par les élites locales

D'après Bluhm et al. (2020) : « Cependant, les lecteurs ne doivent pas non plus se faire d'illusions sur le fait que le financement chinois des infrastructures est une panacée pour le développement. Dreher et al. (2016) fournissent des preuves que l'approche de l'"aide à la demande" de la Chine est vulnérable à la manipulation politique intérieure, dans la mesure où les dirigeants gouvernementaux des pays bénéficiaires orientent l'aide chinoise vers leurs régions d'origine et ethniques. »

Gouvernance

D'après Asmus (2017) : « Bader [2015], ne trouve pas que l'aide chinoise stabilise les autocraties, mais un tel effet suit les flux commerciaux chinois. Concernant la corruption, dans sa réponse à la critique selon laquelle la Chine favorise les pays aux régimes corrompus, Bräutigam [2009] souligne que la Chine est très active dans les pays les mieux gouvernés d'Afrique comme le Botswana, l'île Maurice et l'Afrique du Sud. Cependant, les premières études montrent que l'aide chinoise aggrave la corruption au sein des pays. En utilisant des données d'enquête tanzaniennes, Kelly et al. [2016] fournissent des preuves suggérant que les activités d'aide chinoise sapent un effet de réduction de la corruption des projets d'aide de la Banque mondiale. De même, Isaksson et Kotsadamm [2016] constatent une augmentation des niveaux de corruption autour des sites de projets chinois actifs, mais aucun lien de ce type pour les sites de projets de la Banque mondiale. »

Participation syndicale

D'après Bluhm et al. (2020), les projets de développement chinois réduiraient la participation syndicale.

Protection de l'environnement

D'après Asmus (2017) : « Les normes environnementales et de travail supposément laxistes du financement du développement de la Chine font l'objet de critiques [voir Bräutigam, 2009 pour une discussion]. Kurlantzick [2006 : 5], par exemple, s'inquiète du fait que "les investissements chinois pourraient contribuer à une destruction incontrôlée de l'environnement et à de mauvaises normes de travail, étant donné que les entreprises chinoises ont peu d'expérience en matière de politiques vertes et de syndicats chez elles, et que certaines nations africaines ont de puissants mouvements syndicaux." Strange et al. [2013] énumèrent plusieurs cas de répression des activités chinoises en raison de préoccupations environnementales au Gabon et en Sierra Leone. Ils font également référence à un rapport de Human Rights Watch [2011] sur les abus en matière de travail, notamment les mauvaises normes de santé et de sécurité dans les mines de cuivre appartenant à l'État chinois en Zambie. Si, à ce jour, il n'existe pas d'étude systématique sur les effets des activités d'aide de la Chine sur les normes du travail, deux études quantitatives analysent leur impact environnemental. Dans la première, BenYishay et al. [2016] montrent que l'exposition à des projets d'infrastructure financés par la Chine ralentit la perte de forêts au Cambodge, mais l'accélère en Tanzanie. Ils concluent que "les activités de développement de la Chine n'entraînent pas nécessairement des dommages environnementaux généralisés lorsque les écosystèmes voisins sont protégés de manière appropriée, mais la gouvernance environnementale nationale joue un rôle crucial dans l'élaboration de ces résultats" [p. 24]. Dans le second, Hsiang et Sekar [2016] n'ont pas pu établir de lien entre une augmentation soudaine de la production d'ivoire illégal par le braconnage des éléphants et une plus grande influence chinoise par le biais de l'aide. Ces deux articles constituent une exception et il reste beaucoup de place pour des recherches supplémentaires sur les conséquences environnementales des activités de développement de la Chine... »

Croissance économique

D'après Asmus (2017), « la question de savoir si l'aide chinoise a été efficace pour promouvoir la croissance économique et d'autres résultats de développement dans les pays bénéficiaires est largement inexplorée. Les critiques doutent que l'aide chinoise soit orientée vers le développement économique, étant donné que la Chine est engagée dans de nombreux projets de prestige, tels que des bâtiments gouvernementaux et des stades, qui ne sont pas directement liés à la croissance économique ou à la réduction de la pauvreté [Lum et al., 2009 ; Will, 2012]. D'autres louent la Chine pour l'importance qu'elle accorde aux infrastructures [Bräutigam, 2009]. Selon les résultats des régressions de croissance en panel de Busse et al. [2016] pour la période 1991-2010, l'aide et les investissements étrangers chinois n'ont pas d'effet robuste sur la croissance économique des pays africains. En utilisant des données d'aide géoréférencées, Dreher et al. [2016] examinent les effets des projets de développement chinois sur le développement au niveau infranational. Leurs résultats suggèrent que l'aide chinoise réussit à promouvoir le développement régional, mesuré par les émissions lumineuses nocturnes. »

Fardeaux de la dette

D'après Bluhm et al. (2020) : « Certains éléments indiquent également que le financement conjonctif chinois peut attrister les gouvernements bénéficiaires - et leurs contribuables - avec des fardeaux de dette insoutenables (Hurley, Morris et Purtelance 2018). »

Corruption locale

D'après Bluhm et al. (2020), les projets de développement chinois (y compris les projets d'infrastructure) produisent un certain nombre d'externalités négatives, dont la corruption locale.

B. Sur la Russie

B.1 Aperçu

Selon Zaytsev (2021) : « En dépit du déclin de l'économie russe et l'instabilité des relations internationales avec les États-Unis et l'UE depuis 2014, le gouvernement continue de développer ses pratiques dans le domaine de l'aide au développement. Par conséquent, il est impressionnant de constater que l'engagement de la Russie envers les accords internationaux reste solide, même si des actions politiques, telles que les sanctions occidentales, poussent la Russie dans une position plus isolée. En outre, le gouvernement tente de relever les défis actuels associés à la fois à l'échelle et au changement, tels que les volumes de l'offre d'APD, l'efficacité de l'aide, la réalisation des ODD et la participation des entreprises. Ainsi, la contribution de la Russie au changement systémique et son ampleur peuvent être associées aux facteurs permettant d'évaluer l'efficacité et l'efficience de sa politique d'APD.

La Russie a augmenté progressivement le volume de son APD depuis qu'elle a accepté d'élargir l'"échelle" des programmes et le nombre de régions couvertes par sa politique d'APD (Figure 16) dans son concept d'APD 2014 (Figure 17).

La mise en œuvre d'une nouvelle approche de la politique étrangère de la Russie depuis 2014 (Concept de politique étrangère) implique souvent l'établissement d'une nouvelle institution internationale comme moyen de remettre en cause le système existant. Ainsi, la forme contestée de la coopération au développement russe contribue à la prolifération des institutions internationales avec la création de la Nouvelle banque de développement et de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, ainsi qu'au développement de nouvelles pratiques institutionnelles nationales qui pourraient contribuer à l'efficacité de l'aide. »

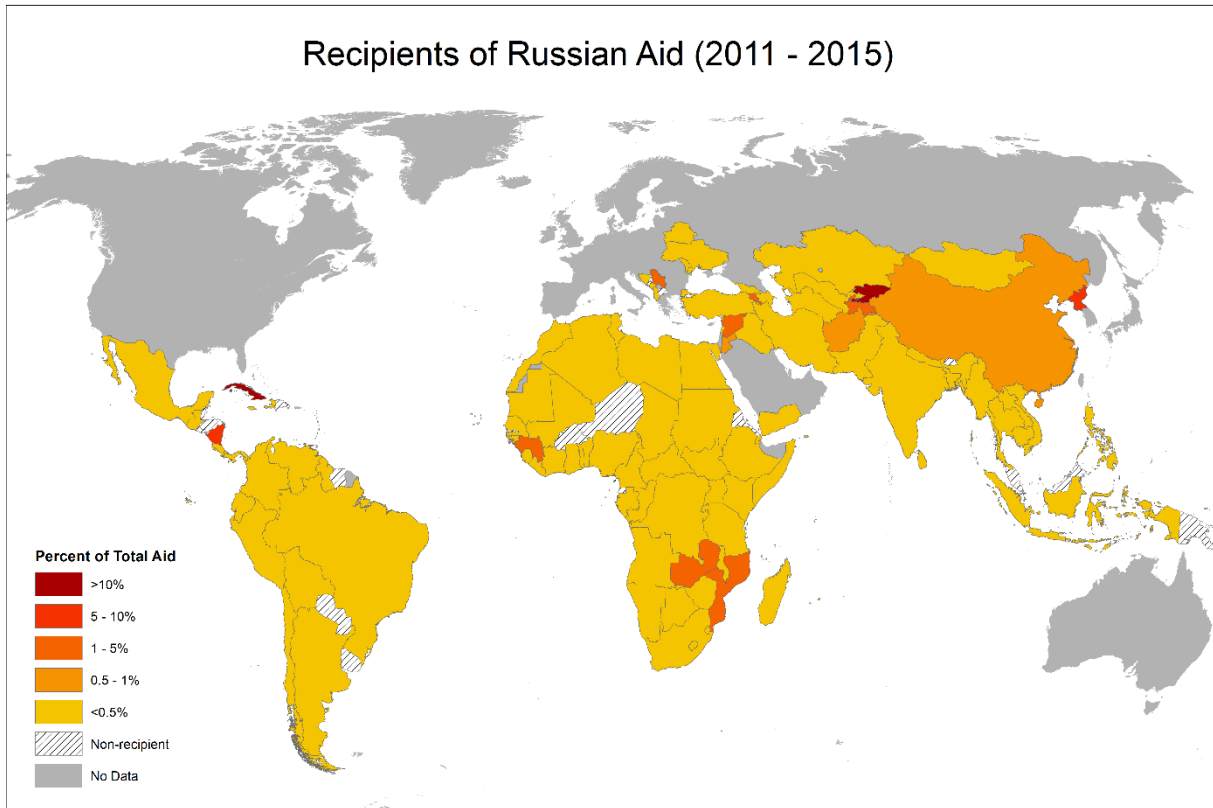


Figure 16. Les cartes ci-dessus montrent la répartition de l'aide russe (2011-2015) par pays bénéficiaire. Sources : Asmus et al. (2018). Données de la CIA et du CAD-OCDE.

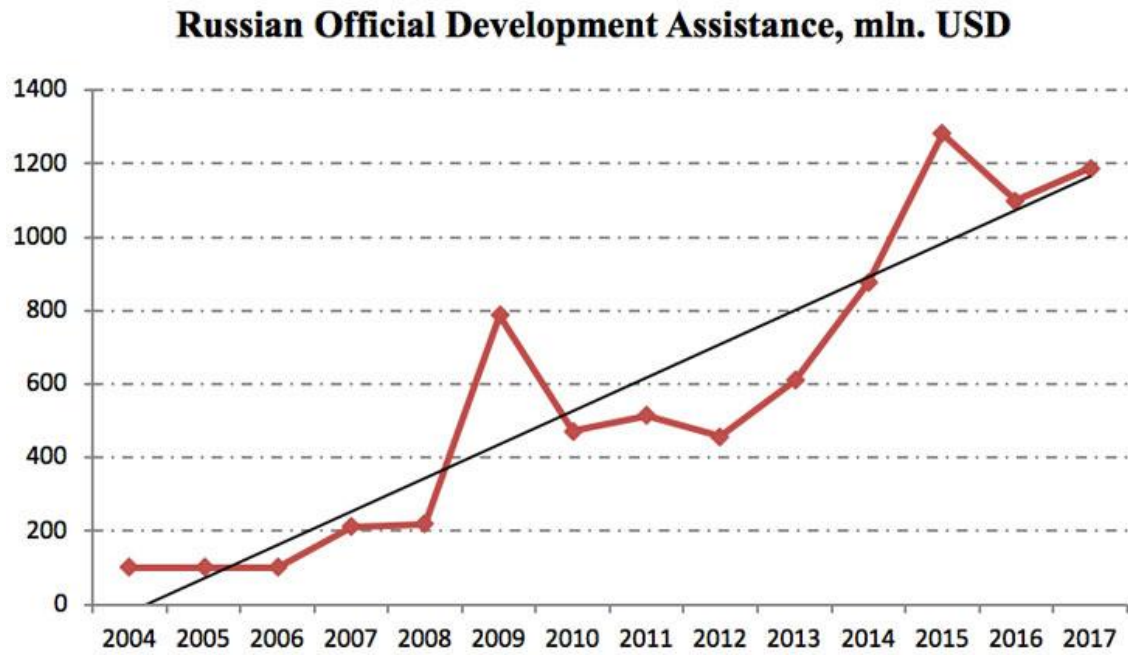


Figure 17. APD russe, en millions de US\$. Source : Banque Mondiale (2022)

B.2 Formes d'interventions de la Russie

Selon Asmus et al. (2017), la Russie est très engagée dans des projets d'éducation et de santé et demande à ses bénéficiaires de l'aide de mettre en place des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté et de développement économique, et de manifester un réel intérêt pour le développement de relations bilatérales avec la Russie. Elle s'ingère même activement dans la gouvernance des pays bénéficiaires, notamment dans les conflits et les crises démocratiques. Ces interventions contrastent fortement avec son adhésion de pure forme au principe de non-ingérence.

C. Sur le Brésil

Selon Asmus et al. (2017), son aide se concentre sur les domaines de l'agriculture, de l'enseignement et de la santé

D. Sur l'Inde

Selon Asmus et al. (2017), elle travaille dans les secteurs de l'énergie et des TI et se montre un soutien substantiel pour le développement de l'exportation.

E. Sur l'Afrique du Sud

Selon Asmus et al. (2017), elle s'engage très activement dans des activités de maintien de la paix. Cette orientation contraste avec l'aide de l'OCDE, qui évite généralement les contextes conflictuels.

4.2.3 Donateurs multilatéraux

4.2.3.1 Donateurs multilatéraux traditionnels

4.2.3.1.1 Comité d'aide au développement

Selon Niyonkuru (2016), après le plan Marshal, qui visait à soutenir les pays européens après la Seconde Guerre mondiale, le Comité d'aide au développement (CAD) est né le 13 janvier 1960, regroupant les pays donateurs pour offrir une plate-forme de consultation en matière d'aide. Il a ensuite fusionné avec d'autres agences de développement pour former l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En 1969, le CAD a adopté l'aide publique au développement (APD) afin de normaliser la mesure de l'aide fournie par les gouvernements donateurs du CAD aux pays en développement ciblés. Outre ces organismes donateurs bien structurés, nous avons des contributeurs privés qui accordent des prêts dans le cadre de la coopération bilatérale. La sélection des bénéficiaires est principalement basée sur des indicateurs définis, tels que :

- Le niveau de pauvreté ;
- La situation politique ;
- Le niveau de respect des droits de l'homme.

4.2.3.1.2 Fond Monétaire International

Cette section se basera entièrement sur l'article de Niyonkuru (2016) :

A. Vue d'ensemble

« Les prêts du FMI sont une aide financière contractée par un pays qui connaît des difficultés économiques qu'il n'est pas en mesure de gérer. Ils se présentent sous la forme de prêts à court terme destinés à résorber les déficits financiers. Les parties contractantes conviennent d'une certaine conditionnalité à la réception des fonds, dont le but principal est de garantir son utilité et la capacité du pays contractant à rembourser. Il s'agit de mesures imposées aux pays qui définissent des politiques économiques destinées à redresser la situation qui a conduit à la nécessité d'emprunter. Les politiques budgétaires sont imposées en contraignant le gouvernement à réduire les dépenses publiques et les emprunts : dans la plupart des cas, il s'agit de réduire le nombre de subventions, de privatiser les institutions fournissant des services sociaux, etc. » (Niyonkuru, 2016)

B. Conditions d'intervention du FMI

Les prêts du FMI sont considérés comme des programmes de financement qui interviennent en cas :

- D'énorme déficit des comptes ;
- De déséquilibre grave de l'économie ;
- De forte inflation causée par un dysfonctionnement du système économique ;
- De déficit du budget national.

C. Politique de prêt

Les prêts du FMI sont contractés pour corriger ces déséquilibres et trois types de politiques sont imposés pour en sortir victorieux :

- Les politiques de restriction de la demande (restriction des dépenses publiques, privatisation d'institutions fournissant des services sociaux clés et d'entreprises publiques, limitation de la création de crédit, augmentation des méthodes d'imposition et de collecte des recettes, gel des embauches nettes dans les secteurs non prioritaires, etc.) ;
- Les politiques visant à réorienter les ressources vers les biens échangeables (travail sur la dévaluation du taux de change, réforme des prix) ;
- Les politiques visant à réajuster les performances économiques (réforme financière susceptible de réduire l'inflation et de reconstituer les réserves de change, libéralisation des importations et des exportations).

D. Conséquences positives de ces prêts

Si les fonds sont injectés dans des projets d'investissement à long terme qui renforçaient la création d'emplois et l'emploi dans les secteurs informels, il est démontré que de petits succès peuvent être remportés.

E. Conséquences négatives de ces prêts

« L'historique des prêts du FMI remontant aux années 1980 a montré, aux yeux de la plupart des chercheurs, que la mise en œuvre de ces trois types de politiques a plutôt porté atteinte au bien-être général de la population, car la hausse du chômage dans les secteurs prioritaires (santé et éducation) a entraîné une détérioration du niveau de vie de citoyens déjà pauvres. Le résultat pourrait être gravement ressenti par tous les secteurs de l'économie et pourrait aggraver certaines situations car la conditionnalité imposée ne pouvait pas toujours fonctionner correctement. » ([Niyonkuru, 2016](#))

4.2.3.1.3 Banque Mondiale

« Avec 189 pays membres, un personnel issu de plus de 170 pays et des bureaux dans plus de 130 endroits, le Groupe de la Banque mondiale est un partenariat mondial unique : cinq institutions œuvrant pour des solutions durables qui réduisent la pauvreté et construisent une prospérité partagée dans les pays en développement. » ([Site web de la Banque Mondiale](#))

4.2.3.1.4 Banques régionales de développement

[Selon le SPF Finances \(2022\)](#), ce sont des institutions financières multinationales établies par un ensemble de pays d'une région dans le but de contribuer au développement et au progrès social de leurs Etats membres, via la promotion des investissements à capitaux publics et privés. Elles disposent d'un volet concessionnel fournissant un financement à des conditions favorables aux nations pour lesquelles l'accès aux ressources ordinaires en capital est trop onéreux.

[L'OCDE \(2020\)](#) recense parmi ces banques régionales de développement la Banque de Développement africaine, la Banque de Développement asiatique, la Banque de Développement interaméricaine, l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB), la Central American Bank for Economic Integration (CABEI), la Caribbean Development Bank (CarDB), le Council of Europe Development Bank (CEB), l'European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), l'Islamic Development Bank (IsDB) et la North American Development Bank (NADB).

Nous nous contentons de mentionner leur existence et ne chercherons pas à décrire davantage celles-ci au sein de ce mémoire.

4.2.3.1.5 Organisation des Nations unies

A. Vue d'ensemble

L'Organisation des Nations unies est une organisation internationale comprenant actuellement 193 États membres. Elle a été établie le 24 octobre 1945 suite à la ratification le 26 juin 1945 par 51 États de la Charte des Nations unies. Elle succède à la Société des Nations ([Site web des Nations Unies](#)).

Les missions premières de l'organisation sont la sécurité internationale et le maintien de la paix. Pour les mener à bien, elle soutient la fourniture de l'aide humanitaire, la garantie du droit international, le développement durable et la protection des droits de l'homme. Elle dispose de pouvoirs spécifiques comme l'intervention militaire et la mise en place de sanctions internationales.

B. Sous-branches de l'ONU

Parmi les programmes des Nations unies contribuant au développement, il est par exemple celles-ci :

- Les Casques Bleus des Nations Unies : « Les Casques bleus sont des civils, des militaires et des policiers qui travaillent ensemble. Leurs rôles et responsabilités évoluent à mesure que les missions de maintien de la paix deviennent plus complexes et multidimensionnelles. Simple contrôle du respect des cessez-le-feu à l'origine, les opérations de maintien de la paix ont évolué pour comprendre la protection des civils, le désarmement des ex-combattants, la défense des droits fondamentaux, la promotion de l'état de droit, le soutien aux élections libres et justes, la lutte contre les mines terrestres et bien plus encore. » ([Site web des Nations Unies](#))
- Le PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement : « Présent dans quelque 170 pays et territoires, le PNUD contribue à éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités et l'exclusion, et bâtir une meilleure résilience afin que les pays poursuivent leurs progrès. En tant qu'agence principale des Nations Unies pour le développement, le PNUD joue un rôle essentiel en accompagnant les pays dans la réalisation des Objectifs de développement durable. » ([Site web du PNUD, 12 août 2022](#))
- L'UNICEF – United Nations International Children's Emergency Fund : « L'UNICEF travaille dans 190 pays et territoires pour sauver des vies d'enfants. Pour défendre leurs droits. Pour les aider à réaliser leur potentiel. » ([Site web de l'UNICEF France, 12 août 2022](#)).
- L'UNU-WIDER - United Nations University World Institute for Development Economics Research : « Le programme de travail 2019-23 de l'UNU-WIDER se concentre sur les défis de développement interdépendants de la transformation des économies, des États et des sociétés et les cartographie par rapport aux ODD 5, 8, 10, 16, 17. En mobilisant les preuves de recherche pour l'action à travers les processus en cours à l'ONU et dans ses États membres, l'institut continue de travailler avec les parties prenantes pour renforcer les capacités de recherche, d'analyse technique et politique, et faciliter l'échange d'expériences et de connaissances vers des solutions de développement audacieuses et collaboratives pour les pays et les régions du monde entier. » ([Site web d'UNU-WIDER, 12 août 2022](#)).

C. Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU (2000)

Parmi les initiatives les plus marquantes de ces dernières années de l'ONU en matière de développement, nous pouvons retrouver les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Selon le [CNCD 11-11 \(2022\)](#), Il s'agit d'un accord signé par 193 Etats membres de l'ONU et 23 organisations internationales visant à atteindre ces 8 objectifs d'ici 2015 :

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim ;
2. Assurer l'éducation primaire pour tous ;
3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes ;
4. Réduire la mortalité infantile ;
5. Améliorer la santé maternelle ;
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies ;
7. Assurer un environnement durable ;
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

D. Objectifs du Développement Durable de l'ONU (2015)

Les Objectifs de développement durable (ODD) prennent la suite des OMD. [Selon Unicef France \(2015\)](#), ils consistent en un ensemble de dix-sept objectifs établis (divisés en 169 cibles) à atteindre à l'horizon 2030 par les États membres de Nations Unies et rassemblés dans un Agenda 2030 communs à tous les pays engagés. Cet Agenda 2030 a été approuvé par l'ONU en septembre 2015, pour un coût de 2500 milliards de dollars sur quinze ans, après deux ans de négociations incluant la société civile et 193 gouvernements.

Ces objectifs consistent en les points suivants :

1. Éradication de la pauvreté ;
2. Lutte contre la faim ;
3. Accès à la santé ;
4. Accès à une éducation de qualité ;
5. Égalité entre les sexes ;
6. Accès à l'eau salubre et à l'assainissement ;
7. Recours aux énergies renouvelables ;
8. Accès à des emplois décents ;
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation ;
10. Réduction des inégalités ;
11. Villes et communautés durables ;
12. Consommation et production responsables ;
13. Lutte contre le changement climatique ;
14. Vie aquatique ;
15. Vie terrestre ;
16. Justice et paix ;
17. Partenariats pour la réalisation des objectifs.

4.2.3.1.6 Exemples non exhaustifs d'autres institutions internationales

L'ensemble forme un paquet certes hétéroclite mais non négligeable :

FAO – Food and Agriculture Organisation (Rome) actions dans les pays développés : « établie en 1945, la FAO est une organisation intergouvernementale des Nations unies. Elle constitue un forum neutre permettant à 194 pays membres, deux membres associés et une organisation membre — l'Union européenne— de négocier des accords et de débattre de mesures stratégiques. Présente dans plus de 130 pays, elle a son siège à Rome (Italie). Elle constitue une source de connaissances et d'informations pour aider les pays en développement et les pays en transition à se moderniser, à améliorer leurs pratiques dans le domaine de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche et à garantir une bonne alimentation à tous. » ([Site web de la Commission européenne, 12 août 2022](#))

ICRISAT - Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides : « il s'agit d'une organisation internationale à but non lucratif qui entreprend des recherches scientifiques pour le développement. » ([Site web de l'ICRISAT, 12 août 2022](#))

IFPRI – International Food Policy Research Institute : « cet institut propose des solutions politiques fondées sur la recherche pour réduire durablement la pauvreté et mettre fin à la faim et à la malnutrition dans les pays en développement. Fondé en 1975, l'IFPRI compte actuellement plus de 600 employés travaillant dans plus de 50 pays. C'est un centre de recherche du CGIAR, un partenariat mondial engagé dans la recherche agricole pour le développement. » ([Site web de l'IFPRI, 12 août 2022](#))

ILRI – International Livestock Research Institute : « l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI) œuvre à l'amélioration des conditions de vie grâce à l'élevage dans les pays en développement. L'ILRI est co-animé par le Kenya et l'Éthiopie, possède 14 bureaux en Asie et en Afrique, emploie quelque 700 personnes et dispose d'un budget de fonctionnement annuel d'environ 80 millions USD. L'ILRI est un centre de recherche du CGIAR, un partenariat de recherche mondial pour un avenir sûr sur le plan alimentaire. La science du CGIAR est consacrée à la réduction de la pauvreté, au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'amélioration des ressources naturelles et des services écosystémiques. Ses recherches sont menées par 15 centres du CGIAR en étroite collaboration avec des centaines de partenaires, dont des instituts de recherche nationaux et régionaux, des organisations de la société civile, des universités, des organisations de développement et le secteur privé. » ([Site web de l'ILRI, 12 août 2022](#))

UE - Union européenne. [Selon Lagan \(2014\)](#), la Commission européenne a promis de fournir aux pays africains un soutien budgétaire pour faciliter l'éradication de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies. En outre, les responsables de l'Union européenne déclarent que l'aide budgétaire moderne de réduction de la pauvreté "s'aligne sur les normes de l'Organisation de coopération et de développement économiques en matière d'appropriation nationale". En particulier, ils semblent avoir tiré les leçons des réformes d'ajustement structurel liées au consensus de Washington (années 80 - 90) et assurent aux bénéficiaires que cette modalité d'aide ne sera pas utilisée pour contraindre les États africains à appliquer des mesures de libéralisation de deuxième génération.

4.2.3.2 Donateurs multilatéraux émergents

Selon Alonso (2018) : « L'éventail des acteurs multilatéraux s'est également élargi au cours de la dernière décennie :

- Les nouveaux fonds verticaux ont vu le jour pour encourager les partenariats public-privé au niveau international et canaliser les ressources vers certains objectifs spécialisés de manière plus opérationnelle (notamment dans les domaines de la santé et de l'environnement). Certaines de ces initiatives (comme le Fonds mondial et GAVI) ont démontré une capacité non seulement à gérer un grand volume de ressources, mais aussi à appliquer des initiatives innovantes.
- Les nouvelles banques régionales de développement (BRD, telles que la Banque asiatique de développement des infrastructures ou la Nouvelle banque de développement) ont été créées par des pays en développement, avec des projections prometteuses, aux côtés de banques multilatérales déjà existantes issues d'économies émergentes qui ont renforcé leurs activités, telles que la CAF, la Banque latino-américaine de développement ou la Banque islamique de développement.) La courbe croissante de ces institutions montre non seulement le nouvel équilibre du pouvoir au niveau international, mais aussi la frustration des puissances économiques émergentes du Sud face à l'incapacité des BDR plus traditionnelles à apporter le changement (Bhattacharya et Kharas, 2016 ; Prizzon et al., 2017). »

4.2.3.3 Comparaison des avantages et inconvénients entre aide privée, bilatérale et multilatérale

Aide privée	Aide bilatérale	Aide multilatérale (FMI et autres institutions internationales)
Avantages		
<p>Elles sont bien informées des besoins sur le terrain et atteignent des zones rurales et régions éloignées où elles peuvent compenser son manque de présence du gouvernement et participer à la création d'emplois ;</p> <p>Elles ont tendance à être adaptables et flexibles, innovantes, bien équipées, financées et dotées en personnel ;</p> <p>La plupart de leurs activités sont rentables car elles engagent des stagiaires et des volontaires qui n'ont pas besoin de beaucoup d'argent.</p>	<p>Les décaissements bilatéraux permettent à l'État donateur d'avoir un contrôle total sur le don d'aide (Apodaca, 2022).</p>	<p>L'utilisation des forums multilatéraux est moins chère, elle disperse les responsabilités et elle est souvent considérée comme moins politiquement biaisée (Apodaca, 2022).</p>

Transferts de fonds		
Parfois conditionnels, mais bien moins fortement que pour l'aide multilatérale au vu du moindre pouvoir de négociation	Parfois conditionnels et finissant souvent dans la poche des gouvernements corrompus (cf. Section 6).	Théoriquement conditionnels, mais il reste à déterminer si certaines institutions comme le FMI font réellement face à la capture de l'aide par les élites ou bien laissent passer celles-ci.
S'il est des niveaux faibles ou moyens de qualité institutionnelle dans les pays bénéficiaires		
L'aide reste ciblée et efficace	L'aide bilatérale aurait peu d'impact sur la croissance, au contraire de l'aide multilatérale Jeffrey (2015) .	L'aide multilatérale aura un impact sur la croissance Jeffrey (2015) .

4.3 Bénéficiaires

Une littérature croissante en science politique étudie l'importance des puissances émergentes en tant qu'acteurs clés du développement. Cependant, ces études ont presque toutes considéré le phénomène du point de vue des donateurs.

[Zeitz \(2015\)](#) s'efforce d'y remédier en s'appuyant sur la théorie du marchandage et de la négociation de l'aide au Ghana entre 2001 et 2002. Il identifie grâce à ça trois variables clés qui affectent la capacité du gouvernement bénéficiaire à obtenir des résultats de négociation conformes à ses objectifs :

1. Le déclin du besoin d'aide étrangère, d'autres sources de revenus offrant des options extérieures ;
2. L'évolution du discours sur les relations entre donateurs et bénéficiaires ;
3. L'arrivée de donateurs non traditionnels en tant que tierce partie dans le cadre des négociations. C'est sans doute la variable qui, des trois, a le plus grand impact sur l'augmentation de l'influence du gouvernement, quoique de manière indirecte, car cela semble avoir amené les donateurs traditionnels à modérer leur position de négociation unilatéralement, ceux-ci anticipant leur perte d'influence dans une arène de développement plus encombrée.

[Zeitz \(2015\)](#), dans le cas du Ghana, constate que ces trois facteurs semblent avoir indirectement augmenté le pouvoir de négociation du gouvernement vis-à-vis des donateurs.

4.4 Les initiatives locales

4.4.1 Exemple du NEPAD

Face à l'incapacité des programmes d'ajustement structurel à redresser les économies des PVD de nombreuses initiatives locales ont émergé. Parmi elles, il est le cas du Nepad en Afrique. [Toute la section ici se basera sur Niyonkuru \(2016\)](#) :

A. Historique

« Dans son propre discours pour faire face à ses propres difficultés de développement, plusieurs interventions locales ou étrangères ont été menées pour trouver des moyens d'atténuer le retard du continent. Le plan d'action de Lagos du début des années 1980 et les efforts continentaux conjoints qui ont suivi ont déclenché une série d'actions dans le domaine de la coopération économique et de l'intégration politique. Le Programme prioritaire africain pour le redressement économique de 1985, le Programme d'action du Caire de 1995, le Programme des Nations unies pour l'accélération du redressement et du développement de l'Afrique (UNPAARD) de 1986, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) de 1989, la Charte de l'OUA pour la participation populaire au développement d'Arusha en 1990, le Nouvel agenda des Nations unies pour le développement en Afrique de 1991, le Traité d'Abuja de l'OUA pour l'intégration et le développement de l'Afrique de 1991 où la Communauté économique africaine (CEA) a été lancée la même année ; L'accord sur le marché commun africain et, finalement, la création de l'Union africaine et de nombreuses autres commissions d'une importance capitale. Ils ont posé des fondations qui étaient des tentatives initiales de repenser les moyens de rendre les économies africaines plus dynamiques, indépendantes et prospères. Aucune de ces tentatives n'a véritablement fait la différence et la pauvreté est restée endémique et en forte croissance, même si des changements positifs relatifs ont été observés dans certains pays. » ([Niyonkuru, 2016](#))

B. Un nouvel engagement pour l'Afrique

« Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est apparu comme un nouvel engagement bien pensé et conçu pour jeter des bases solides en vue du renouvellement de la condition africaine, dont les projets étaient soutenus par les efforts des gouvernements, les comités économiques régionaux (CER), les institutions multilatérales de développement, les principaux départements des Nations unies et de nombreuses agences de développement. Inspiré par les conditions africaines, il a été préparé, possédé, conçu, développé, adopté et mis en œuvre par les dirigeants africains et le rôle de la communauté internationale s'est limité à des activités de soutien et de financement. Le NEPAD et sa principale composante, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), devaient compléter les initiatives africaines antérieures en reconnaissant les domaines où l'aide était la plus nécessaire et en redéfinissant ce qui semblait être une priorité pour la plupart des pays : Les priorités sectorielles consistaient à combler les lacunes de l'Afrique en matière d'infrastructures en réduisant la fracture dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'assainissement de l'eau et en adoptant des initiatives de développement des ressources humaines. Les piliers du NEPAD étaient d'éradiquer la pauvreté, de mettre les pays africains sur la voie de la croissance durable, de mettre fin à la marginalisation du continent africain dans le processus de mondialisation, d'intégrer le continent dans l'économie mondiale et d'accélérer le rôle des femmes dans le développement. Dans tout cela, il a anticipé l'aide des gouvernements nationaux pour atteindre les Objectifs de développement du millénaire dans la plupart des pays africains, ce qui a été salué par le G8, soutenu par l'UA et ses parties prenantes dans le développement. Le MAEP était ses moyens et outils bien pensés pour favoriser la bonne gouvernance et tout ce qui pouvait créer un environnement propice à l'implantation réussie des projets du NEPAD. L'équipe mise en place devait examiner les formulaires et formuler des plans d'action à l'intention de la mission d'appui aux pays et, jusqu'à présent, le Rwanda, le Ghana, l'île Maurice et le Kenya ont pu être évalués à cette fin. » ([Niyonkuru, 2016](#))

C. Incapacité du NEPAD à atteindre ses objectifs

Selon Niyonkuru (2016) : « Bien que beaucoup ait été fait dans le cadre du NEPAD, l'ampleur des problèmes à résoudre n'a pas permis de combler les lacunes et a mené l'initiative vers un échec :

- Faute de dénominateur commun, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) n'a pas pu exploiter les bases de données statistiques des pays où il a été mis en place.
- Il s'agissait d'une initiative volontaire qui n'avait pas de sanctions formulées ni de mesures punitives pour faire respecter les normes établies, ce qui faisait que ses missions, malgré quelques réalisations louables, ne pouvaient pas fonctionner dans les pays où aucun environnement politique et économique favorable n'était possible et où les dirigeants nationaux comprenaient différemment ses fonctions. »

4.4.2 Exemple des transferts de cash (TC) en Amérique latine

Selon Scarlato & d'Agostino (2016), bien que les pays d'Amérique latine, où les TC sont nés de débats politiques internes, ont déployé des efforts considérables en faveur de politiques sociales solidaires, ils sont loin d'avoir atteint un système de protection sociale complet.

SECTION 5 – COORDINATION ENTRE DONATEURS

Nous nous emploierons dans cette section à présenter sommairement la situation d'échec en matière de coordination de l'aide puis à analyser les problèmes les plus difficiles à résoudre dans les tentatives de coordination ou d'harmonisation des efforts d'aide. Nous présenterons aussi un exemple de coordination imparfaite, en l'occurrence, l'Union européenne.

5.1 Paysage actuel : manquements en matière de coordination

Si l'émergence de nouveaux acteurs dans la coopération au développement a apporté de nouvelles ressources et capacités à la politique de coopération au développement (Alonso, 2018), c'est au prix d'un manque de coordination entre les acteurs et d'une complexité accrue du système dans son ensemble (Addison et al., 2015 ; Alonso, 2018 ; Scarlato & d'Agostino, 2016, dans le cadre des pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu). En outre, bien que de nombreuses initiatives de coordination de l'aide au niveau mondial et national visent l'efficacité de l'aide, les bailleurs de fonds semblent ne pas être scientifiquement convaincus de s'engager dans l'harmonisation et l'alignement de l'aide (Nijam, 2013). La coordination de l'aide est trop rare (Bourguignon & Platteau, 2013), et les initiatives existantes en la matière n'ont pas nécessairement donné de résultats en termes de travail conjoint ou de spécialisation des donateurs (Olivé & Pérez, 2016) et s'avèrent non viables, tant d'un point de vue politique que financier (Scarlato & d'Agostino, 2016).

Ce constat d'échec est un thème constant qui figure en bonne place dans les débats et les déclarations d'intention de la communauté des donateurs. La Déclaration de Paris (2005) et le Programme d'action d'Accra (2008) ont ainsi mentionné la coordination de l'aide comme l'un des principaux mécanismes permettant de renforcer l'efficacité de l'aide (Sraieb, 2016) et les agendas politiques de l'OCDE et de l'UE sur l'harmonisation et la coordination ont donné lieu à différentes nouvelles initiatives de coordination, tant au niveau du siège que sur le terrain (Olivé & Pérez, 2016). Les donateurs engagés dans ces initiatives se sont engagés à coordonner, simplifier les procédures et partager les informations afin de prévenir la duplication de l'aide (principe d'harmonisation) (Addison et al., 2015 ; Sraieb, 2016) et de faire des efforts pour que leurs activités soient aussi rentables que possible (Sraieb, 2016).

Malencontreusement, ces nouveaux agendas n'ont pas empêché l'affaiblissement de la coordination de l'aide depuis la Déclaration de Paris de 2005 (résultats de la régression de Nunnenkamp et al., 2015). Thiele et al. (2010), mentionnés par Sraieb (2016), attestent que la duplication de l'aide demeure persistante.

5.2 Avantages de la coordination

Selon Bourguignon & Platteau (2013), la coordination de l'aide est un objectif très souhaitable, notamment parce qu'elle peut :

- Réduire les coûts de fourniture et de suivi de l'aide (effet des coûts de transaction)
- Améliorer le ciblage des pauvres (effet de gouvernance). Ce dernier effet est obtenu par une discipline plus efficace des gouvernements centraux ou locaux et des agences dans les pays hôtes.

Selon Bourguignon & Platteau (2015), cette coordination peut contribuer à améliorer l'efficacité des mécanismes de contrôle et de sanction, notamment grâce à l'exploitation des économies d'échelle et à la large circulation des informations sur les comportements frauduleux dans l'utilisation des fonds d'aide.

5.3 Influence des donateurs entre eux

Bourguignon & Platteau (2015) affirment que si un donateur particulier considère les actions des autres donateurs comme acquises, alors les décisions relatives à l'allocation de l'aide et aux dépenses de suivi dépendent du budget total de l'aide. Les petits pays donateurs devraient par conséquent concentrer leur effort d'aide sur un nombre restreint de pays (voir Bourguignon & Platteau, 2015, pour une analyse approfondie). À cet égard, il est possible de noter que, dans la mesure de la performance de l'aide proposée par Roodman (2012) :

- La dispersion sur un grand nombre de projets correspond à un indicateur de la faible qualité de l'effort d'aide ;
- La concentration correspond à l'interprétation inverse.

5.4 Raisons du manque de coordination dans l'allocation de l'aide

Selon Olivié & Pérez (2016), les principaux obstacles à la coordination comprennent :

- Les procédures administratives distinctes entre les pays (telles celles entre les différents membres de l'UE) pouvant parfois s'avérer désordonnées à l'échelle d'un pays (comme dans certains États membres) ;
- Le manque de préparation à la coordination des autorités récipiendaires de l'aide (peut-être par manque de volonté politique) ;
- La résistance des principaux donateurs (à abandonner ou à partager des programmes d'aide phares), en raison de la primauté des intérêts nationaux du donateur bilatéral. Par exemple, les donateurs de l'UE s'accrochent à leur agenda bilatéral en raison de la perception qu'une approche plus européenne et multilatérale du développement pourrait entraver la poursuite de ces intérêts nationaux.

Selon Bourguignon & Platteau (2013), il est aussi :

- Les coûts politiques de coordination (longueur et difficulté des négociations qui vont tenter de coordonner l'aide lorsqu'ils décident du niveau ou de l'intensité des efforts de coordination de l'aide qu'ils souhaitent appliquer). Ces auteurs observent cela dans leur étude de cas au Mali.
- L'absence d'un mécanisme de décision centralisé : les pays donateurs ne coordonneront pas automatiquement leur aide s'ils ne s'attendent pas à ce que d'autres pays, ou suffisamment d'autres pays, se joignent à un groupe de coordination.

5.5 Problèmes causés par le manque de coordination

Le manque de coordination entraîne :

Pour les pays partenaires, des charges administratives plus élevées sans compter la perte d'opportunité pour les pays bénéficiaires (détériorant les capacités d'absorptions et la qualité des bureaucraties saturées par l'afflux massif de l'aide) (Olivié & Pérez, 2016).

Pour les donateurs, la restriction de l'efficacité des mécanismes de contrôle et de sanction : cela empêche les économies d'échelle et la plus large circulation des informations sur les comportements frauduleux dans l'utilisation de l'aide (Bourguignon & Platteau, 2015 ; Olivié & Pérez, 2016).

Cela conduit à son tour à :

- L'apparition de problèmes de parasitisme (phénomène des « development brokers »), par l'absence de recoupage d'informations entre donateurs ;
- L'apparition d'une structure du style « dilemme du prisonnier ». Les bénéficiaires feront passer d'abord leurs intérêts propres plutôt que leurs intérêts communs ;
- Le phénomène des "chouchous de l'aide" (ou « aid darling ») et des "orphelins de l'aide" (Bourguignon & Platteau, 2015) ;
- L'imprédictibilité des flux d'aide et l'affaiblissement de la comptabilité qui, indirectement, rendent plus difficile pour les pays bénéficiaires de gérer les flux de la coopération au développement reçue (Alonso, 2018 ; Olivié & Pérez, 2016) ;

Le résultat final est :

- Un gaspillage des maigres ressources financières et affaiblit l'efficacité de l'aide en matière d'impact sur la croissance (Olivié & Pérez, 2016) ;

Selon Nijam (2013), même si l'aide est harmonisée au niveau mondial et alignée au niveau national, elle peut échouer si les opérateurs de l'aide ne sont pas adéquatement harmonisés et alignés au niveau de la mise en œuvre.

Ces études semblent toutes empiriquement indiquer qu'au lieu de coordonner des aides bilatérales, il vaut mieux faire confiance aux institutions multilatérales.

5.6 Exemple d'une coordination imparfaite : l'Union européenne

Selon Galvez (2012) : « La politique de développement est l'un des principaux instruments dont dispose l'Union européenne pour faire entendre sa voix sur la scène internationale. En effet, l'aide publique au développement (APD) provenant de l'UE représente plus de la moitié du total des dépenses d'aide dans le monde. Cependant, l'UE a du mal à être considérée comme un acteur mondial influent et est engagée dans un processus d'adaptation de ses structures et de ses politiques dans le but de faire entendre la voix forte que sa puissance économique et politique devrait lui apporter. Dans le domaine de la politique de développement, les principaux défis auxquels l'UE est confrontée sont au nombre de trois :

1. La politique de développement étant une compétence partagée, l'APD européenne trouve son origine dans les 27 États membres plus les institutions européennes. Cela fait de la politique européenne de développement un domaine très fragmenté et difficile à coordonner.
2. L'UE doit faire face à un environnement de développement en mutation, en raison de l'essor des économies émergentes et de l'apparition de nouveaux défis mondiaux tels que le changement climatique et la sécurité alimentaire.
3. La crise financière et économique actuelle provoque une vague de rigueur budgétaire dans l'ensemble de l'Union qui affecte sérieusement les budgets, et les dépenses de développement subissent de sérieuses coupes. »

SECTION 6 – ALLOCATION DE L’AIDE

Nous discuterons ici sur les processus décisionnels en matière d’allocation de l’aide et des conséquences qu’ils peuvent avoir.

6.1 Conditionnalités

6.1.1 Justification de la conditionnalité

« Face à des problèmes de corruption en tous genres (par exemple « l’égarement » du 2/3 des subventions du Global Fund against Aids, Tuberculosis and Malaria et les faibles résultats des programmes basés sur les communautés et approches participatives menés par des ONG) est graduellement venue, au moins pour les pays les plus pauvres et mal gouvernés, la nécessité de mettre en place des conditionnalités. Ces dernières consistent par exemple en la réintroduction dans l’Union européenne du concept de déboursements basés sur les résultats dans ses programmes de soutien budgétaire (la part de l’aide est variable, est relâchée en tranches successives basées sur les performances du pays), et le lancement par la Banque Mondiale de nouveaux instruments de prêt basés sur les résultats, le soi-disant "Program-for-Results" » (Gaspart & Platteau, 2013).

Selon Niyonkuru (2016) : « Le but avoué est d’assurer l’efficacité de la résolution des problèmes pour lesquels l’aide était destinée. Cette aide peut être retenue, supprimée ou annulée en cas d’infraction ou de non-respect de la conditionnalité, qui sont considérés comme des facteurs sine qua non pour que l’aide produise des résultats. Parmi celles-ci, la bonne gouvernance et l’État de droit ont été identifiés comme des terrains fertiles où l’aide pourrait produire de bons fruits, tout simplement parce qu’un environnement politique favorable peut encourager la responsabilité, formuler de bonnes politiques qui permettent la transparence et la pratique des droits de l’homme, le respect des fondements juridiques de l’État, des constitutions et d’autres préceptes de gouvernance politique. »

L’auteur estime qu’un bon niveau institutionnel peut offrir un bon environnement pour les affaires, faciliter les investissements et protéger les intérêts des personnes et de leurs biens.

6.1.2 Conditionnalités ex-ante

Selon Niyonkuru (2016), cette conditionnalité a été considérée comme un substitut des actifs collatéraux, les donateurs s’assurant de l’existence d’une politique économique claire et saine qui permettra à l’aide de porter ses fruits. D’autres analystes y voient une protection contre les risques moraux.

Effets positifs pour les bénéficiaires

Niyonkuru (2016) mentionne que selon Rodrik D. (1996), une aide extérieure bien utilisée pourrait améliorer les politiques économiques nationales en induisant un flux constant de revenus dans le temps.

Effets négatifs pour les bénéficiaires

« Il peut être frustrant que les pays donateurs envoient leurs propres experts pour contrôler l'utilisation et l'utilité de l'aide afin d'encourager les responsables de la mise en œuvre à adhérer à l'accord préétabli. Bien que cela puisse être un moyen de s'assurer d'être remboursé, c'est aussi un moyen d'imposer une politique économique aux pays, que beaucoup qualifient de moyen impérialiste de garder la main sur la gestion des affaires des autres nations pour leur propre bénéfice. » [Niyonkuru \(2016\)](#).

[Selon Langan \(2014\)](#) : « ces réalités de ces relations néocoloniales, par ailleurs, soulignent le paradoxe de l'appui budgétaire à la "réduction de la pauvreté", dans la mesure où la libéralisation régressive ferme les véritables voies de la réduction de la pauvreté. En effet, la promotion d'une libéralisation prématurée facilite la désindustrialisation dans des secteurs tels que la volaille et le textile, ou encore des formes prédatrices d'investissement direct étranger dans des secteurs tels que les phosphates. Ce mécanisme peut s'illustrer, par exemple, avec cette influence (néo-)coloniale collective qui semble s'exercer de l'intérieur de forums tels que le MDDBS (Multi-Donor Budget Support) au Ghana, où les donateurs de l'UE, entre autres, cherchent à ancrer les normes des donateurs en matière de libéralisation du marché. »

6.1.3 Conditionnalités ex-post

A. Vue d'ensemble

L'introduction de la bonne gouvernance dans l'agenda de la croissance économique et du développement au cours des deux dernières décennies, ainsi que l'échec de la conditionnalité de l'aide à produire des résultats positifs en matière de croissance, ont motivé la sélectivité ex-post au lieu de la conditionnalité ex-ante comme nouvelle approche de l'allocation de l'aide ([In'Airat, 2014](#)).

[Selon Guillaumont et al. \(2020\)](#), l'évolution vers une conditionnalité réellement basée sur les résultats et les performances peut renforcer l'appropriation par les responsables dans les pays des politiques mises en œuvre. Elle rendrait ainsi l'appui budgétaire plus efficace pour une réduction durable de la pauvreté.

B. Ces conditionnalités auront différents niveaux d'efficacité selon le type de communauté

Les points qui suivent se basent sur [Niyonkuru \(2016\)](#) :

Effet négatif pour les bénéficiaires :

Si les organisations locales n'existent pas ou qu'elles sont dominées par de fortes élites menées par leurs intérêts particuliers (ce qui est une situation plus fréquente qu'actuellement supposée par les promoteurs du CBD), les approches top-down appliquées jusqu'ici par les agences donatrices rencontrent des problèmes de capture par les élites.

Notons ici que la corruption ne se confine pas dans le haut de la structure socio-politique mais se diffuse dans l'entièreté de la chaîne verticale patron-client qui forme une pyramide de pouvoir dans les pays pauvres.

Effet positif pour les bénéficiaires :

Si l'on a des communautés avec des organisations bien établies où les pauvres sont suffisamment autonomisés, l'approche participative repose sur des bases sûres.

6.1.4 Comparaison des avantages des conditionnalités ex-ante et ex-post

Selon Kenny & Savedoff (2013), nous pouvons classer ces conditionnalités de la sorte :

Conditionnalités ex-ante (= programmes traditionnels qui contrôlent et suivent l'achat et la fourniture d'intrants et d'activités)	Conditionnalités ex-post (= programmes axés sur les résultats en termes de leur fonctionnement supposé)
Fonctionnement dans la pratique	
<p>Les exigences en matière d'information des modalités d'entrée sont + élevées, car elles nécessitent des informations sur les prix, les quantités d'intrants et l'efficacité de l'application.</p> <p>Qui veut frauder réduira l'efficacité du programme en forçant les prix à augmenter et en réduisant les livraisons.</p> <p>Les agents honnêtes d'un programme basé sur les intrants sont confrontés à des coûts de transaction identiques ou supérieurs à ceux des agents malhonnêtes. Après tout, les agents honnêtes doivent faire leur travail (obtenir des résultats) et se conformer honnêtement à toutes les exigences en matière de rapports et d'audits. Les agents malhonnêtes n'ont pas à faire leur travail et peuvent inventer des rapports et des factures.</p> <p>Ironiquement, l'approche du suivi des intrants conduit à des stratégies qui sapent l'efficacité de l'aide étrangère au lieu de l'améliorer : lorsque des scandales éclatent à propos d'une utilisation inappropriée de l'aide étrangère, les agences adoptent un ensemble standard de mesures qui renforcent le contrôle du financement dans la chaîne des intrants - ce qui implique des contrôles financiers accrus, des règles de passation des marchés rigides et des enquêtes judiciaires.</p>	<p>Les exigences en matière d'information des modalités d'entrée sont + faibles, car elles ne requièrent que des informations sur les résultats.</p> <p>Qui veut frauder améliorera l'efficacité en générant plus de résultats, pour que davantage de fonds d'aide détournables soient déboursés.</p> <p>Les agents honnêtes sont confrontés à des coûts moins élevés que les agents malhonnêtes. Les agents honnêtes peuvent se concentrer sur leur travail - et générer des résultats qui déclenchent les déboursements. Ce sont les malhonnêtes qui doivent trouver un moyen d'atteindre les résultats et, en outre, trouver des moyens de détourner les fonds.</p> <p>Si les résultats sont sous-évalués, les personnes qui souhaitent frauder le programme ne sont pas incitées à participer.</p> <p>Si les résultats ou les produits sont surévalués, ceux qui souhaitent détourner les fonds d'un programme ne peuvent le faire qu'en générant des résultats. Toute réduction des résultats ou des produits interrompt le flux des fonds d'aide dont les individus peuvent extraire des ressources pour leur enrichissement personnel.</p>

Vulnérabilité face à la corruption	
Plus vulnérables à la corruption en raison des coûts d'échec élevés et de la faible expérience en matière de contrôle des fonds détournés	Moins vulnérables à la corruption car elles limitent la capacité des agents malhonnêtes à détourner des fonds (sauf si ces agents améliorent d'abord l'efficacité et les résultats) et les coûts d'échec sont moindres.
Les stratégies de contrôle de la corruption appliquées aux modalités d'aide basées sur les intrants sont souvent inefficaces et non éprouvées malgré leur utilisation répandue.	Les mécanismes utilisés pour mesurer les résultats (ou les produits) dans le cadre des modalités axées sur les résultats réduisent nécessairement la possibilité de corruption.
Conditions dans lesquelles l'approche serait plus appropriée	
Lorsqu'il est possible de mesurer directement un résultat ou un produit étroitement lié à ce résultat, la modalité basée sur les résultats est la plus appropriée. Ce n'est que dans les cas où il est possible de mesurer les intrants mais difficile de mesurer les extrants que les avantages d'une des intrants commencent à se matérialiser.	Lorsque les intrants sont également difficiles à mesurer, les approches basées sur les résultats sont à nouveau l'option préférée.

Le facteur critique dans le choix des modalités de l'aide est de reconnaître que les coûts de l'échec (= les bénéfices abandonnés d'un programme qui a été fraudé) sont les véritables coûts de la corruption. Une fois que l'attention est portée sur la question de savoir si le programme obtient des résultats ou non, il est non seulement d'améliorer l'efficacité du programme, mais aussi de limiter l'impact de la corruption sur le développement.

6.2 Ciblage par les donateurs

6.2.1 Quels sont les critères sur lesquels se basent le ciblage ?

Selon Svenson (2000) et Bourguignon & Platteau (2015)

- Les besoins des bénéficiaires

Selon In'Airat (2014) :

- Le PIB initial par habitant → Les résultats indiquent clairement que les pays les plus pauvres reçoivent des montants plus élevés d'aide extérieure par habitant.
- La taille de la population → Avec l'augmentation de celle-ci, l'aide par habitant tend à diminuer.
- La qualité de la gouvernance → Il est évident que si les pays ont une bonne gouvernance, ils bénéficient d'une aide préférentielle de la part des donateurs.
- L'appropriation du projet d'aide par les bénéficiaires

Il est néanmoins à souligner qu'il est un risque de multi-colinéarité au sein de ces variables, ce qui nécessitera des études complémentaires !

Selon Rabehajaina et al. (2022), pour ce qui est de l'aide allouée par la France et le Royaume-Uni à leurs anciennes colonies :

- Les niveaux de corruption dans le pays d'origine ;
- Les intérêts économiques propres des pays donateurs. Selon Svensson (2000) et Bourguignon & Platteau (2015), ceux-ci consisteraient en un compromis besoin-gouvernance.

Selon Kenny & Savedoff (2013) :

- La facilité de mesurer les intrants et extrants de chaque projet dans lequel on investit (le ciblage se fait par secteur autant que par pays ; il y a des secteurs où il sera plus facile de voir si l'aide est effectivement arrivée à destination, par exemple si on achète des médicaments pour des hôpitaux).

6.2.2 Dilemme entre efficacité de l'aide au développement et subvention des populations les plus défavorisées

Quelles que soient les faiblesses et les inefficacités du côté des donateurs, il est un critère d'efficacité encore plus important du côté des bénéficiaires de la relation d'aide :

Sachant que les populations qui auraient le plus besoin d'aide se trouvent davantage dans les pays avec une mauvaise gouvernance, l'allocation de l'aide serait plus susceptible de perdre en efficacité si on veut les atteindre.

Par conséquent, tous les donateurs d'aide, qu'il s'agisse d'agences officielles ou d'ONG, sont confrontés à ce dilemme fondamental à deux choix (Addison et al., 2015 ; Bourguignon & Platteau, 2015 ; Riddell, 2014) :

A. Premier choix des donateurs : privilégier l'efficacité au détriment de l'atteinte des populations nécessiteuses

C'est un choix qui s'observe chez un nombre non négligeable de donateurs, quelle que soit la rhétorique de leurs engagements envers les objectifs de développement mondiaux (à savoir sortir les populations pauvres de la pauvreté). Il est deux possibilités en ce cas :

1. Les donateurs ciblent les pays « plus riches », avec moins de problèmes et meilleure gouvernance parce qu'ils privilégient la sécurité qu'offre un régime avec système parlementaire solide capable de contrôler les finances publiques et les fonctionnaires ; où la presse est libre et la société civile dynamique ; où les droits des minorités sont protégés et l'État de droit respecté ; où il existe un secteur privé dynamique, payant des salaires minimums et défendant les droits fondamentaux du travail et de l'emploi ; et où des organismes de réglementation solides sont capables de s'attaquer efficacement aux abus de marché des riches et des puissants.

L'argument selon lequel l'aide n'est efficace que dans un bon environnement politique est simple et séduisant, mais il ne permettra pas d'allouer l'aide là où elle est la plus nécessaire ou la plus efficace (ReCom, 2014).

Heureusement, selon Addison et al. (2015), l'aide bilatérale semble toutefois devoir s'éloigner des PRI, du moins en tant que source d'aide au secteur social, et s'attelle davantage à accroître les bénéfices de la croissance économique pour les pauvres, en particulier les plus pauvres qui sont souvent déconnectés des liens avec le processus de croissance.

2. Les donateurs ciblent les « plus riches » des pays pauvres :

Selon Briggs (2021) :

- Vu qu'une géographie difficile et des projets à risque élevé et difficiles à mettre en œuvre empêchent les TTL d'accomplir un maximum de projets possible en un minimum de temps pour satisfaire leurs bailleurs de fonds (quête de rente des agences donatrices) ;
- Et que l'aide est concentrée sur les grandes villes ;

Les capitales reçoivent plus d'aide que leur activité économique ou leur population ne devraient leur permettre d'en recevoir. L'aide aux projets de la BM cible les parties les plus riches des pays au lieu d'être favorable aux pauvres. Cette constatation est valable dans le temps et dans toutes les régions du monde, bien que l'Afrique subsaharienne présente un biais particulièrement fort en faveur des riches dans l'allocation de l'aide infranationale.

Selon Briggs (2021), les modifications apportées aux structures d'incitation de la BM, en rendant moins importante la facilité de mise en œuvre des projets, peuvent encourager l'aide à circuler vers les régions les plus pauvres des pays.

B. Second choix des donateurs : atteindre les populations nécessiteuses, quitte à perdre en efficacité

C'est aux yeux de Bourguignon & Platteau (2015) le choix le plus judicieux. Notons, tout d'abord, que ces auteurs recommandent d'ailleurs d'augmenter l'offre d'aide pour atteindre un plus grand nombre de pauvres de façon rentable, même si ces gens vivent dans un pays mal gouverné. Notons, ensuite, toujours selon eux, que si le donateur peut influencer le résultat de la gouvernance nationale, mais seulement en appliquant un traitement disciplinaire uniforme aux pays bénéficiaires, les trois résultats suivants peuvent se produire :

- Seul le pays le plus pauvre est éligible (s'il n'est pas trop mal gouverné et si l'autre pays est trop riche en termes relatifs) gouverné et que l'autre pays est trop riche en termes relatifs) ;
- Seul le pays le plus riche est éligible (s'il n'est pas trop riche et que l'autre pays est trop mal gouverné) ;
- Le pays le plus pauvre et le pays le plus riche reçoivent tous deux une aide (dans les autres cas).

6.2.3 Modalités de l'aide

L'ensemble de ce point 6.2.2 s'écrit en se basant sur Riddell (2014).

A. Déboursements politisés

Une première approche a consisté à assortir l'aide accordée de conditions, du type "nous vous donnerons de l'aide si vous faites telle ou telle chose".

Outre l'altruisme pur, les intérêts stratégiques ont en effet toujours été pertinents :

À l'époque de la guerre froide, l'aide était utilisée comme un instrument pour acheter l'allégeance. Plus récemment, l'aide s'est essentiellement concentrée sur les préoccupations sécuritaires, marquées notamment par l'événement décisif de septembre 2001 ([Bandyopadhyay et al., 2013](#)).

Cet intérêt économique propre est d'autant plus marqué en le cas des trois principaux donateurs traditionnels (USA, France, Royaume-Uni) depuis que des donateurs émergents tels que la Chine prennent leur essor [Rabehajaina et al. \(2022\)](#).

[Selon Apodaca \(2022\)](#), cette manière d'effectuer des déboursements se produit rarement dans l'aide multilatérale et ne couvre pas les plus gros montants de l'aide. Par contre elle est fréquente sous la forme de montants peu élevés versés ponctuellement.

Problème de cette approche de l'aide :

« Cette perspective était importante pendant la guerre froide, mais elle est aujourd'hui de retour dans le monde de l'après 11 septembre, ce qui suscite des inquiétudes quant au fait qu'une attention moindre serait accordée à la garantie que l'aide fournie est utilisée aux fins de développement prévues. Le problème ici est que si le soutien politique du bénéficiaire était si important qu'il dominait complètement la relation, alors la question de savoir si l'aide "fonctionne" dans le sens du développement deviendrait une considération très secondaire. » ([Riddell, 2014](#))

[Selon Apodaca \(2022\)](#), en effet, l'aide peut être retirée pour créer des difficultés économiques ou déstabiliser un régime inamical ou idéologiquement antagoniste, ou bien, à l'inverse, fournie pour soutenir et récompenser un régime amical ou complaisant.

B. Déboursements « paternalistes »

« Via l'agence d'aide veillant à ce que l'aide soit la plus efficace possible du point de vue du développement, la communauté des donneurs d'aide (tant les donateurs officiels que les ONG) a toujours cherché à s'assurer que l'aide fournie était utilisée aux fins prévues, tout d'abord en veillant à ce que les dépenses d'aide soient comptabilisées de manière ouverte et transparente. Et cela passe souvent en allant plus loin que le simple contrôle de l'impact de leur aide sur le développement, en assortissant l'aide de conditions supplémentaires, le plus souvent en exigeant des bénéficiaires qu'ils poursuivent le développement que les donateurs pensent qu'ils devraient poursuivre plutôt que de leur permettre de développer et de mettre en œuvre leurs propres politiques (nationales). » ([Riddell, 2014](#))

[Selon Niyonkuru, \(2016\)](#), les donateurs estiment que :

- D'une part, l'inefficacité de l'aide étrangère à éradiquer la pauvreté est considérée comme inhérente à sa nature ;
- D'autre part, comme le résultat de sa gestion et de son utilisation par les bénéficiaires.

Problème de cette approche de l'aide :

« L'expérience tend à suggérer que ce type de conditionnalité a été relativement inefficace : même si les bénéficiaires ont accepté de telles conditions à court terme, ils ont généralement été moins rigoureux dans le déploiement des politiques qu'ils considéraient comme nuisibles au fil du temps. En général, comme les donateurs ont continué à fournir une aide même lorsque ces conditions n'ont pas été respectées, les bénéficiaires les ont souvent respectées pour la forme. Certaines études indépendantes ont suggéré que ces approches des pays bénéficiaires pourraient bien avoir été correctes, car un certain nombre de conditions clés des donateurs se sont avérées ne pas avoir été bénéfiques à la croissance et au développement du bénéficiaire. » (Riddell, 2014)

C. Déboursements « Projets du donateur »

« Au-delà de la question générale de la conditionnalité, une autre façon apparemment attrayante d'essayer de faire en sorte que l'aide fonctionne mieux dans les environnements difficiles serait que les donateurs cherchent à s'assurer que ce sont eux, et non les bénéficiaires, qui contrôlent et gèrent l'aide. Il est plus facile d'y parvenir si l'aide est regroupée en projets distincts gérés ou étroitement surveillés par les agences donatrices : en d'autres termes, il s'agit de ne pas donner l'aide aux autres, mais de la conserver le plus longtemps possible.

L'une des approches adoptées par les donateurs pour améliorer l'efficacité de l'aide a consisté à canaliser l'aide vers des initiatives qui relient les apports d'aide à des résultats simples, clairs et tangibles qui améliorent matériellement et directement la vie d'un maximum de pauvres aussi rapidement que possible - en distribuant des moustiquaires et des médicaments antirétroviraux, en vaccinant les enfants et les populations à risque, etc. - et en propageant les initiatives qui fonctionnent dans un endroit à d'autres par une reproduction rapide.

Cette approche implique que les donateurs fournissent une aide dans le cadre de projets distincts ou une aide sectorielle aux activités dont les avantages sont immédiatement visibles, comme l'augmentation du nombre de places dans les écoles, l'extension des programmes de vaccination, l'amélioration de l'accès à l'eau potable, etc. en donnant une haute priorité à l'apprentissage de ce qui fonctionne et en utilisant ces connaissances pour élaborer des manuels sur "le fonctionnement de l'aide dans ce secteur" et de les appliquer à de nouveaux pays et à de nouvelles communautés afin de faire profiter encore plus de pauvres des succès de l'aide.

Comme nous le verrons plus en détail ci-dessous, c'est le type d'approche que les donateurs ont adopté de plus en plus ces dernières années, en partie sous l'impulsion de la manière dont ils ont cherché à interpréter leur engagement à contribuer à la "réalisation" des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : fournir davantage d'aide ciblée directement sur les pauvres, qui produira rapidement des résultats tangibles. » (Riddell, 2014)

Problème de cette approche de l'aide :

Selon Riddell (2014) : « Ce type d'approche de l'aide ignore un certain nombre de caractéristiques fondamentales de notre compréhension (en évolution) du développement durable, et risque non seulement de retarder mais aussi de saper le processus de développement même que l'aide est censée soutenir. En bref, la pensée actuelle suggère ce qui suit :

- La meilleure façon de comprendre le développement et la réduction de la pauvreté n'est pas de les considérer comme un simple ensemble de processus linéaires dont la trajectoire future est relativement facile à prévoir et assez prévisible, mais plutôt, en partie, comme un ensemble de processus non linéaires, certains imprévisibles, avec l'ensemble du processus émergeant de l'interaction complexe des forces culturelles, économiques, sociales, institutionnelles et politiques, ainsi que d'une série de facteurs externes.
- Pour que les processus de développement soient durables, il faut qu'ils soient pris en charge par les pays et qu'ils s'appuient donc sur des approches issues des débats internes pour produire des politiques et des processus enracinés dans le pays plutôt que des politiques et des processus externes ou imposés.
- En outre, étant donné que le résultat de l'interaction entre le développement axé sur le marché et les processus politiques dominants est susceptible de creuser les inégalités, si l'objectif est de réduire plus rapidement la pauvreté, il faudra des politiques explicites pour réduire les inégalités, ainsi que l'application judicieuse d'interventions impliquant l'engagement et la participation de représentants des populations pauvres et plus marginalisés, et l'introduction de politiques qui ciblent directement ceux qui risquent d'être exclus des grandes stratégies nationales. »

D. Déboursement avec co-construction

Selon Riddel (2014) : « De manière réaliste, une certaine forme de conditionnalité des donateurs continuera à être une composante essentielle de la relation d'aide. Les faits suggèrent que le type de conditionnalité des donateurs le plus susceptible de contribuer à un meilleur fonctionnement de l'aide est celui qui se base sur ces principes (qui ont d'ailleurs inspiré la Déclaration de Paris de 2005) » :

- Utiliser l'aide pour contribuer à approfondir l'appropriation des politiques de développement par les pays ;
- Utiliser l'aide pour aider à soutenir et à renforcer les institutions ;
- Aligner plus étroitement l'aide sur les priorités nationales ;
- Canaliser l'aide vers et à travers les institutions et agences locales ;
- Utiliser l'aide pour renforcer la capacité du pays à superviser, gérer et coordonner l'aide et les activités des donateurs.

Ces principes s'inscrivent dans une logique de confiance vis-à-vis des capacités propres des pays bénéficiaires.

Problèmes de cette approche de l'aide :

Selon Riddel (2014) :

Si la Déclaration de Paris invite à suivre ces lignes de conduite, elle ne fournit pas pour autant la moindre indication aux donateurs sur la manière avec laquelle ils peuvent contribuer au processus ou sur la manière dont leur implication accrue dans cette question critique peut être contrôlée.

Par ailleurs, les donateurs ne respectent même pas ces engagements. Il existe un certain nombre de raisons liées entre elles amenant à cette situation d'attrition de l'aide. **Nous en discuterons dans le sous point-suivant**

6.2.4 Volatilité de l'aide

A. Facteurs d'attrition de l'aide

Selon Riddell (2014), il est le problème que les donateurs n'ont jamais accepté une approche de l'aide qui leur fait perdre le contrôle de "leur aide". Canaliser davantage d'aide vers des activités conjointes avec d'autres donateurs ou vers des activités dont les bénéficiaires sont moins faciles à identifier ou dont les résultats sont incertains rend plus difficile pour les donateurs d'attribuer des résultats spécifiques à leurs propres apports d'aide. Il est donc difficile de convaincre le public des pays donateurs que leur propre aide est efficace ou qu'il vaut la peine de fournir une aide qui ne fera que s'ajouter à une réserve de fonds dont d'autres décideront de l'utilisation.

Dang et al. (2013) constatent que les crises bancaires dans les pays donateurs sont associées à un effet à long terme de baisse supplémentaire substantielle des flux d'aide, au-delà de tout effet lié au revenu, du moins en partie en raison des coûts budgétaires élevés de la crise et du surendettement dans les périodes post-crise. Selon Riddell (2014) il est déjà difficile de convaincre un public sceptique que les budgets d'aide doivent être maintenus - il est encore plus difficile de soutenir l'augmentation des budgets d'aide tout en canalisant l'aide vers des activités dont les bénéficiaires ne peuvent être perçus rapidement ou facilement. Cela amène à une situation de restructuration des programmes d'aide caractérisée :

- Par l'absence d'utilisation de l'aide pour contribuer à la lutte contre les inégalités croissantes.
- Par les approches à court terme de l'aide visant des avantages tangibles immédiats. Malheureusement :
 - o Ces avantages peuvent pourtant s'éroder sur le long terme en raison du coût de ces interventions ;
 - o Ces interventions avec vision à court terme pourraient aussi minimiser voire ignorer certains processus de développement ne présentant aucun avantage à court terme et pouvant en produire à long terme ;
 - o Selon Andrew Natsios (2010), mentionné par Riddell (2014), ces approches compromettent le potentiel de transformation de l'aide. « L'accent mis par les OMD sur la fourniture de services publics par tous les moyens nécessaires a eu raison de la création des institutions locales qui seront nécessaires pour fournir ces services lorsque les OMD seront oubliés. (...) Les entrepreneurs extérieurs, les ONG et les agences de l'ONU pourraient veiller à ce que ces tâches soient accomplies par leurs propres moyens, mais cela aurait un avantage beaucoup plus limité en termes de développement. »

Mueller (2021) montre que lorsqu'il y a des troubles sociaux locaux dans une préfecture chinoise, les contrats pour les projets d'aide chinoise sont attribués aux grandes entreprises publiques de la préfecture, et l'emploi dans ces entreprises augmente. Les liens entre ces entreprises et d'autres pays signifient que la réponse de la Chine aux troubles intérieurs affecte l'attribution de projets d'aide chinois aux pays bénéficiaires.

Selon Svedberg (2018), une forte diminution temporaire de l'aide à la Tanzanie en 2014 (après un scandale de corruption présumé) et des déficits d'aide importants au Rwanda en 2004, 2008 et 2012 suggèrent que les déficits d'aide d'une seule année sont le principal facteur contribuant à la volatilité des flux d'aide de la Suède à ces six pays partenaires. L'étude constate également que l'APP de l'aide totale est légèrement plus volatile que l'APD.

B. Niveau de réduction de l'aide

Pour [Dang et al. \(2013\)](#) : « Selon les estimations, les flux d'aide en provenance des pays touchés par la crise chutent de 28 % ou plus (par rapport au scénario contrefactuel) et n'atteignent leur niveau le plus bas qu'une décennie environ après la crise bancaire. En outre, les résultats de leur article confirment que les revenus des pays donateurs sont solidement liés aux flux d'aide par habitant, avec une élasticité d'environ 3. Étant donné que de nombreux pays donateurs, qui fournissent ensemble deux tiers de l'aide, ont été durement touchés par la récession mondiale, ces données historiques indiquent que l'aide globale pourrait diminuer de manière significative (encore une fois, par rapport au contrefactuel) dans les années à venir.

En cas de crise les donateurs sembleraient davantage réagir aux difficultés budgétaires soit en réduisant leur propre aide, soit en se coordonnant avec d'autres donateurs pour maintenir les niveaux d'aide. Leurs estimations suggèrent un effet plus important sur l'aide au secteur non social que sur l'aide à la santé, à l'éducation et à des fins humanitaires, peut-être en raison de la plus grande volonté des électeurs de soutenir ces besoins plus immédiats en période de rigueur budgétaire.

Les donateurs réduisent leur aide lorsqu'ils sont confrontés à des chocs idiosyncratiques (sous la forme d'une crise bancaire propre à un pays) mais pas lorsqu'ils sont confrontés à des chocs communs (sous la forme de crises multinationales). Plus généralement, les dons d'aide semblent être positivement corrélés aux dons des autres donateurs, en contrôlant les tendances en matière de revenu et de temps. En revanche, il y a peu de preuves en faveur de l'hypothèse selon laquelle les grands pays donateurs fournissent un montant disproportionné d'aide étrangère en raison d'une plus grande incitation au parasitisme de la part des petits pays donateurs. »

Pour [Riddell \(2014\)](#), selon une étude récente, les effets sur la volatilité et l'imprévisibilité de l'aide "sont importants et significatifs". Des analyses ont suggéré que l'effet combiné de la volatilité et du manque de prévisibilité des flux d'aide entraîne une réduction effective de la valeur totale de l'aide étrangère de 8 à 20 %, et que les avantages de la réduction de la volatilité seule équivaldraient à une augmentation d'environ 15 % de l'ensemble de l'aide programmable.

C. Problèmes liés à la volatilité de l'aide

Selon [Svedberg \(2018\)](#) & [Boateng et al. \(2021\)](#), il existe des preuves significatives que la volatilité de l'aide diminue son efficacité et entrave la croissance économique. [Selon Svedberg \(2018\)](#), des accords tels que la Décélération de Paris sur l'efficacité de l'aide de 2005 appellent donc les partenaires du développement à rendre l'aide moins volatile et plus prévisible. Un problème est que certains efforts préconisés dans la Déclaration de Paris ne sont pas cohérents avec la réduction de la volatilité de l'aide. Dans les cas où des compromis apparaissent, la réduction de la volatilité ne semble pas être une priorité.

Selon [Aldashev & Verardi \(2012\)](#) : « un doublement de la volatilité de l'aide entraîne une chute de deux tiers de la croissance du PIB d'un pays bénéficiaire type. Cet effet opère principalement à travers l'augmentation des conflits violents et le déplacement de la production de l'économie vers des secteurs moins avancés. »

Ils ont établi un effet causal important, négatif et statistiquement significatif de la volatilité de l'aide sur la croissance économique des pays bénéficiaires. Cet effet moyen cache une hétérogénéité substantielle entre les pays. En particulier, l'effet négatif de la volatilité provient presque entièrement des pays où le fractionnement de l'aide est élevé. Ils ont également étudié les mécanismes à l'origine de cet effet. Le mal que la volatilité de l'aide génère semble opérer à la fois par des canaux économiques et institutionnels.

Une plus grande volatilité de l'aide :

- Augmente la dépendance de l'économie en développement au secteur minéral
- Déprime l'emploi masculin plus qu'elle n'affecte l'emploi féminin.
- Conduit à l'éclatement de conflits violents, comme l'atteste un nombre plus élevé de morts au combat.

Dans l'ensemble, ces résultats semblent confirmer les prédictions vérifiables issues des modèles théoriques (Arellano et al. 2009, Agenor et Aizenman 2010, Svensson 2000, et Nielsen et al. 2011).

SECTION 7 – ANALYSE DES COMPORTEMENTS DES BÉNÉFICIAIRES DEVANT L'AIDE

Dans cette section, nous étudierons les différents effets de l'allocation de l'aide mais du côté des bénéficiaires cette fois.

7.1 Financement indirect par les bénéficiaires de projets non soutenus par les donateurs

La question de la fongibilité peut faire obstacle à l'objectif que poursuit le gouvernement donateur en allouant l'aide étrangère. Si les préférences du gouvernement bénéficiaire sont différentes de celles du donateur, le bénéficiaire peut souvent détourner l'aide et l'utiliser à d'autres fins. Un gouvernement bénéficiaire peut réaffecter son budget après avoir déterminé le montant de l'aide qu'il est censé recevoir. Le gouvernement bénéficiaire réorientera ses ressources vers des domaines qu'il juge prioritaires et qui ne peuvent être financés de l'extérieur, par exemple les projets militaires ou de prestige. ([Apodaca, 2022](#))

7.2 Corruption – capture par les élites locales

A. Vue d'ensemble

Selon [Ravallion \(2014\)](#), l'aide extérieure qui est ostensiblement destinée aux pauvres, mais qui passe par un gouvernement qui ne partage pas cet objectif, peut être contrecarrée et cela s'est parfois produit. Dans certaines conditions, l'aide peut même aggraver la situation, bien que ces conditions soient liées aux préférences sociales des dirigeants et aux contraintes qu'ils subissent sont difficiles à vérifier de manière crédible ou à généraliser, même si elles sont vérifiables dans des cas spécifiques.

Selon [Bourguignon & Platteau \(2015\)](#), des déboursements d'aide trop massifs à travers les communautés amènent à deux effets pervers :

- Les chefs locaux tirent une légitimité accrue de par les interactions avec le monde extérieur non par celles avec leur propre peuple.
- Quête de rente : les leaders issus d'une élite éduquée restreinte à même d'attirer de l'argent de l'étranger sont favorisés. Les négociations avec les membres des communautés pour les contributions matérielles et le soutien peuvent être contournées par les chefs indigènes, ce qui corrompt clairement le processus de développement institutionnel local et empêche la constitution d'organisations autonomes et un véritable développement de la société civile.

Il est un remarquable parallèle entre les effets de la générosité de l'aide et l'abondance des ressources naturelles. En effet, les 2 situations ne produisent pas les effets positifs escomptés parce que la manne financière qu'ils génèrent donne naissance à beaucoup d'activités de recherche de rente.

B. Classification des différents coûts de la corruption

La corruption est souvent définie comme "l'abus d'une fonction publique pour un gain personnel" (Bardhan 1997) ou "l'abus d'un pouvoir confié pour un gain privé" (Transparency International 2001). En nous basant sur les travaux de [Kenny & Savedoff \(2013\)](#), nous distinguons ces formes de coûts générés par la corruption :

1. Problème des fonds détournés : Les fonds détournés sont peut-être la manière la plus évidente dont les gens pensent aux coûts de la corruption dans l'aide étrangère. Les fonds détournés sont simplement le montant d'argent qui est retiré d'un programme par le biais, par exemple, de vols ou de pots-de-vin.
2. Coûts associés à l'absence de bénéfices : Les coûts d'échec ne sont pas comptabilisés lorsque la corruption est mesurée en termes de fonds détournés. En fait, le montant des fonds détournés sous-estime généralement l'impact de la corruption, car il ne tient pas compte du coût important lié au fait de ne pas atteindre le résultat escompté du projet. Même un petit détournement de fonds d'un programme peut complètement ruiner son impact s'il sape un élément critique ; par exemple, lorsque le fait de ne pas renforcer le béton provoque l'effondrement d'un bâtiment ou d'un pont.
3. Les coûts directs de la prévention et de la détection de la corruption sont assez faciles à conceptualiser. Ils comprennent le temps du personnel et les dépenses associées nécessaires pour documenter les flux financiers, la réception des fonds et la livraison des biens et services. Ils comprennent également les dépenses liées aux audits internes et externes, au maintien de canaux pour les griefs et les plaintes, et aux enquêtes sur les allégations de malversation. Ces coûts sont couverts par les budgets administratifs des organismes de financement ou intégrés aux programmes en tant que frais généraux administratifs.
4. Les coûts d'efficacité surviennent lorsqu'un mécanisme conçu pour prévenir ou détecter la corruption introduit un changement dans la conception du programme qui réduit sa rentabilité ou une procédure rigide qui rend difficile l'adaptation d'un programme à de nouvelles informations ou à des conditions changeantes. Les coûts d'efficacité sont essentiellement invisibles. La seule façon de mesurer ou de révéler les coûts d'efficacité est de comparer la conception et la mise en œuvre de programmes similaires répondant à des contrôles fiduciaires différents.
5. Les coûts dynamiques apparaissent lorsque l'existence de l'aide déforme les normes sociales nationales ou le développement institutionnel d'une manière qui facilite la corruption et sape la responsabilité. Par exemple, si la fraude commise au détriment des programmes d'aide reste impunie, elle peut saper les normes sociales qui découragent de tels abus dans d'autres sphères d'activité. La perspective de s'enrichir grâce aux programmes d'aide peut également fausser les institutions locales lorsque les responsables conçoivent intentionnellement des programmes qui facilitent la corruption en réduisant la transparence et en affaiblissant les mécanismes de contrôle. La possibilité de détourner les fonds des programmes d'aide peut également avoir des effets dynamiques lorsque des individus locaux mettent leurs efforts à construire des sociétés fictives élaborées ou des ateliers fictifs (Berkman 2008).

C. Quand la corruption fait plus de bien que le programme officiel

Selon [Kenny & Savedoff \(2013\)](#) : « Il est possible d'imaginer des cas où la corruption se produit mais ne nuit pas aux résultats et, dans de tels cas, un programme axé sur les résultats débourserait des fonds. Ce détournement ne serait pas découvert, ce qui est très troublant pour des raisons morales évidentes. En fait, l'omniprésence du suivi des entrées et des contrôles fiduciaires dans l'administration publique démontre que les politiques adoptent régulièrement des approches qui fournissent des garanties de probité juridique (indépendamment des résultats) plutôt que des approches qui garantissent l'obtention de résultats (indépendamment de la probité juridique). Cependant, dans le cas de l'aide étrangère, il y a plusieurs raisons pour lesquelles cette préférence révélée devrait avoir moins d'influence. Premièrement, l'aide étrangère est une transaction entre un gouvernement et un autre. Si les gouvernements bénéficiaires doivent rendre des comptes à leurs citoyens en démontrant que les fonds sont utilisés comme prévu, il est moins évident de comprendre pourquoi des exigences supplémentaires (et souvent inefficaces) en matière de rapports par les bailleurs de fonds devraient s'ajouter à ces procédures nationales, d'autant plus que les bailleurs de fonds déclarent régulièrement que leur objectif premier est d'obtenir des résultats. Deuxièmement, les exigences de suivi des apports de ceux qui financent les programmes d'aide doivent être efficaces si l'on veut qu'elles répondent à la demande de probité juridique. Dans la pratique, les preuves de cette efficacité font défaut.

Enfin, il est important d'être explicite sur la moralité tout aussi troublante de l'enquête et de l'investigation sur la corruption et de la punir sans tenir compte de son impact sur les objectifs prévus du programme (c'est-à-dire générer des avantages). Ainsi, un programme dans lequel des individus détournent des fonds en produisant des routes, des services de santé ou des raccordements d'eau plus efficacement que prévu peut être considéré comme moralement préférable dans certains cadres (par exemple, les vues conséquentialistes) qu'un programme dans lequel les bénéfices ne se matérialisent pas même si moins de fonds ont été détournés. Les populations qui récompensent les politiciens ouvertement corrompus en les réélisant après avoir obtenu des résultats, heureusement ou non, démontrent que ce point de vue n'est pas rare. »

D. À quel point les aides au développement influenceraient-elles la corruption ?

Parmi les auteurs qui ne trouvent pas de preuves que les élites locales s'approprient les ressources des projets, nous pouvons mettre [Voors et al. \(2018\)](#). Ceux-ci trouvent d'ailleurs, dans le cadre d'une étude entre 2000 et 2012 dans 56 villages ruraux entourant le Parc National de la forêt humide du Gola, que ces élites sont de meilleurs gestionnaires des projets de développement. L'amélioration des performances covarie avec un indicateur du pouvoir du chef local.

La plupart des autres auteurs semblent dénoncer que l'aide favoriserait la capture par les élites :

[Andersen et al. \(2020\)](#) remarquent que les versements d'aide aux pays fortement dépendants de l'aide coïncident avec une forte augmentation des dépôts bancaires dans les centres financiers offshore connus pour le secret bancaire et la gestion des richesses privées, mais pas dans les autres centres financiers. Les estimations ne sont pas confondues par des chocs contemporains tels que les conflits civils, les catastrophes naturelles et les crises financières, et sont robustes à l'instrumentation avec des engagements d'aide redéterminés. Le taux de fuite implicite est d'environ 7,5 % dans la moyenne des échantillons et tend à augmenter avec le ratio de l'aide au PIB. Les résultats sont cohérents avec la capture de l'aide dans les pays les plus dépendants de l'aide.

Selon Bourguignon & Platteau (2015), une plus grande taille de projet inciterait le dirigeant

- Soit à relâcher son effort appliqué au projet ;
- Soit à augmenter son détournement de l'argent de l'aide compromis besoin-gouvernance.

Par conséquent, au niveau micro-économétrique, cela diminue l'efficacité de l'aide.

Selon Gaspart et Platteau (2013), dans un schéma d'aide à 3 acteurs, si la taille du projet est liée positivement au coût de l'argent de l'aide et s'il existe des rendements d'échelle croissants de l'activité d'aide, une plus grande disponibilité de l'aide peut être préjudiciable aux pauvres (le montant de l'argent qui leur parvient diminue).

Isaksson & Kotsadam (2018) montrent que :

- Dans les projets chinois actifs, les aides amèneraient à davantage de corruption tout en n'ayant aucun impact observable sur l'activité économique locale à court terme ;
- Dans les projets de la Banque mondiale, il n'y a pas de preuve cohérente que les aides alimenteraient la corruption locale alors qu'au contraire elles stimuleraient l'activité économique locale.

E. Propositions de solutions pour lutter contre la capture par les élites

La capture par les élites locales apparaît comme un reflet ou un résultat au niveau central, une dure réalité que trop de discours dans la société civile tendent à obscurcir.

Selon Angus Deaton (*The Great Escape*, 2013), il vaut mieux retirer l'aide pour les pays dotés d'institutions politiques et juridiques fragiles - les "mauvais gouvernements".

Ravallion (2014) **préconise l'exact contraire** : si la lutte contre la pauvreté dans ces pays ne sera jamais facile, un engagement international moindre pourrait bien aggraver la situation. Il faut plutôt examiner la dynamique du développement institutionnel en présence d'un seuil de qualité institutionnelle afin de comprendre pourquoi certains pays se retrouvent avec de mauvaises institutions.

Selon Rocha Menocal et al. (2015), sont efficaces les mesures anti-corruption suivantes :

- Tous les types de corruption ne sont pas les mêmes, il faut donc apporter des réponses différentes en fonction du contexte (une taille unique ne convient pas à tous).
- Les mesures anti-corruption sont plus efficaces lorsque d'autres facteurs contextuels les soutiennent et lorsqu'elles sont intégrées dans un ensemble plus large de réformes institutionnelles.
- Les réformes de la gestion des finances publiques sont efficaces pour réduire la corruption.
- Dans les bonnes circonstances, les institutions supérieures de contrôle, les mécanismes de responsabilité sociale et la société civile organisée peuvent être efficaces pour réduire la corruption.

Selon Bourguignon & Platteau (2015), dans le cadre d'une relation à 2 agents (donateurs – bénéficiaires) :

Si la quantité d'aide disponible est élevée, l'efficacité de l'aide diminue pour ces deux raisons :

- L'effet de la taille du projet ou du programme, où les élites locales reçoivent une plus grande quantité de ressources externes au nom de leurs électeurs. C'est un mécanisme à l'œuvre dans les études de Gaspart-Platteau et de Wahhaj.
- L'effet de sélection, où l'organisme donateurs dispose d'une aide plus abondante à répartir entre des pays bénéficiaires potentiels aux caractéristiques différentes. C'est un mécanisme au cœur de l'approche de Bourguignon-Platteau mais qui se retrouve également dans ceux d'Azam-Laffont et Wahhaj

Si le fonds d'aide est plutôt faible ;

- Si la gouvernance du pays pauvre est trop faible par rapport à celle du pays riche, et que les coûts de surveillance et de punition sont élevés ;

Le donateur risque de concentrer son aide exclusivement sur le pays le plus riche et le mieux gouverné.

- Si les contraintes de participation des deux types de dirigeant (bon ou mauvais) sont vraiment contraignantes, et que les coûts de surveillance et de punition sont négligeables ;

Le pays le plus pauvre ne peut jamais être exclu du programme d'aide tandis que le riche s'il est trop riche le sera.

Selon Gaspart & Platteau (2013), dans leur modèle théorique de jeu à 3 agents (donateurs, bénéficiaires, élite locale servant d'intermédiaire) :

Une manière réaliste de s'attaquer à ce genre de problème est pour les agences donatrices de suivre des procédures de déboursement séquentielles et conditionnelles en guise de substitut pour le manque de pouvoir des pauvres dans les communautés-cibles. Ces procédures peuvent être interprétées à la fois :

- Comme le déboursement d'argent en tranches successives
- Comme une implémentation du projet principal de développement communautaire suivi d'un paiement conditionnel d'un bonus au chef local.

Remarquons que quand le coût d'accès à l'argent du développement est élevé (autrement dit, quand l'offre de l'aide du CBD est plutôt rare), ce qui fait que les agences donatrices se trouvent elles-mêmes dans la position de monopoles locaux, une telle solution pourrait récolter des résultats prometteurs dans le sens où la part s'accumulant pour les pauvres à l'équilibre sera suffisamment large.

7.3 Appropriation par les bénéficiaires des projets de l'aide

A. Importance de l'appropriation

Selon Rabinowitz (2015), il ressort de la littérature qu'un certain nombre d'approches de l'appropriation et de la participation sont reconnues comme étant essentielles pour renforcer la durabilité et l'efficacité des interventions de développement, en particulier lorsque les communautés sont responsabilisées et soutenues pour jouer leur rôle efficacement. Cela peut se faire de la sorte :

- En améliorant le ciblage des programmes de développement sur les personnes les plus démunies ;
- En renforçant la société civile, en particulier lorsque les programmes établissent des liens solides avec les structures locales de responsabilité et de gouvernance, adoptent des approches contextuelles, patientes et flexibles pour la mise en œuvre des programmes et traitent avec soin des questions telles que le partage des coûts et la mise en concurrence.

B. Manque d'appropriation

Selon Hickey et al. (2014), l' "appropriation" reste faible dans de nombreux pays dépendants de l'aide et les processus de décision politique sont dominés par les donateurs, non seulement en raison de la politique de l'offre d'aide, mais aussi de la politique de la demande, en particulier lorsque les bénéficiaires dépendent de l'aide pour fournir des services publics et que toute réduction de l'aide pourrait réduire la légitimité politique du gouvernement (de Renzio et al. 2008). Cette situation est particulièrement problématique lorsque les politiques sont plus conformes aux demandes intérieures mais ne sont pas soutenues par les donateurs, ce qui entraîne une réduction de l'aide. Un certain nombre d'études du programme GEG s'attardent sur les différentes dynamiques politiques qui ont permis aux donateurs de s'intégrer au gouvernement, comme au Ghana (Whitfield 2006), ou de ne pas le faire, comme en Éthiopie (Furtado et Smith 2007), et comment ce facteur, ainsi que d'autres facteurs tels que l'idéologie, la taille et l'histoire du bénéficiaire ont une influence sur les capacités et les stratégies de négociation des gouvernements bénéficiaires.

Selon Riddell (2014), d'ailleurs : « En 2010, seulement 2 des pays bénéficiaires de l'aide (soit moins de 5%) avaient mis en place leur propre stratégie de développement durable, contre zéro en 2005. Dans 30% des pays, il n'y avait pas d'appropriation locale et rien n'avait été fait pendant la période intérimaire pour encourager et soutenir l'appropriation locale. En outre, aucun indicateur n'a été convenu pour suivre cette dimension (essentielle) de la relation d'aide, et il y a peu de preuves que les donateurs travaillent activement ensemble pour renforcer la capacité des bénéficiaires à coordonner efficacement les efforts d'aide des donateurs. »

Selon Rabinowitz (2015), celles-ci s'appliquent à la fois aux donateurs et aux acteurs des pays en développement. Pour les donateurs, un certain nombre de contraintes semblent les plus pertinentes.

- Tout d'abord, il existe une aversion pour le risque qui sape les efforts visant à transférer le contrôle aux acteurs des pays en développement.
- Deuxièmement, les donateurs résistent à l'idée de transférer le contrôle des programmes d'aide aux bénéficiaires.
- Troisièmement, les délais courts et les attentes de résultats rapides des donateurs des donateurs affaiblissent les incitations en faveur d'approches à plus long terme, plus transformatrices, qui peuvent plus ambitieuses en matière d'appropriation et de participation. Il est également vrai que, trop souvent, les donateurs Il arrive également que les donateurs ne parviennent pas à travailler de manière flexible et adaptée au contexte.

Au niveau national, il est clair que les questions de gouvernance et de responsabilité posent des défis majeurs à la promotion de l'appropriation à tous les niveaux de la société. Les donateurs ont été confrontés à des difficultés pour étendre la fourniture de l'aide par l'intermédiaire des gouvernements (ex. soutien budgétaire) en raison de problèmes tels que la corruption, la faible responsabilité, les pratiques antidémocratiques et les problèmes de droits de l'homme.

Au niveau local, les programmes participatifs ont trop souvent eu du mal à reconnaître et à traiter les structures complexes de pouvoir, de contrôle et de patronage qui entretiennent la pauvreté et la marginalisation.

C. Conditions préalables à la poursuite de l'appropriation

[Selon Rabinowitz \(2015\)](#) : « La connaissance du contexte est peut-être la condition préalable la plus importante pour poursuivre efficacement l'appropriation et la participation. Si les donateurs ne comprennent pas le contexte politique, social et culturel local, leur capacité à traverser ce contexte, à chercher des points d'entrée pour obtenir des changements et à relever les défis auxquels sont confrontés les plus marginalisés est sérieusement compromise. Le manque d'attention portée au renforcement de cette capacité et à son application aux interventions de développement a sans doute conduit à ce que les programmes de développement participatif soient trop souvent capturés par les élites locales et éteints dans leurs ambitions politiques. »

7.4 Effets de l'aide sur la gouvernance des pays bénéficiaires

Effet négatif

[Selon Bourguignon & Platteau \(2015\)](#), si les pays riches disposent de plus d'argent pour soutenir les pays pauvres, les gouvernements des premiers décideront vraisemblablement d'abaisser le seuil de bonne gouvernance qui rend les pays pauvres éligibles à l'aide au développement.

[Selon Riddell \(2014\)](#), une succession d'études récentes - dont beaucoup ont été commandées par la communauté des donateurs et émergent de la de la communauté de recherche sur l'aide - mettent en évidence les différents types de problèmes qui se sont posés :

- Une étude récente de la Banque mondiale soutient que lorsque les donateurs s'appuient sur leurs propres systèmes pour fournir l'aide, cela a pour effet de saper les systèmes des pays bénéficiaires.
- Les recherches de l'Overseas Development Institute, basé à Londres, suggèrent que tant que les pays bénéficiaires n'ont pas acquis un leadership en matière de développement, l'aide tend à avoir "des effets pervers assez marqués". L'un de ces effets délétères concerne le renforcement des institutions, dont les progrès globaux, conclut l'institut, ont été entravés par l'adoption par les donateurs d'une approche "en silo" et par les preuves largement répandues que les donateurs continuent à recruter des fonctionnaires pour mettre en œuvre leurs projets, ce qui sape les capacités nationales, notamment dans les contextes où elles sont particulièrement faibles.
- De même, lorsque les donateurs ont concentré leur aide sur la résolution des problèmes entravant le développement à long terme, les résultats ont été décevants : les initiatives de réforme institutionnelle n'ont généralement pas résolu les problèmes et les ont souvent aggravés.

Effet positif

Jones & Tarp (2015) et Dzhumashev & Hailemariam (2021) observent que l'aide étrangère a un effet positif significatif sur la qualité des institutions économiques dans les pays bénéficiaires. Selon Dzhumashev & Hailemariam (2021), ce résultat serait robuste face à des spécifications et échantillons alternatifs. Dzhumashev & Hailemariam (2021), affirment quant à eux que cet effet net global est principalement dû à la contribution positive d'afflux plus stables d'aide à la gouvernance et que les données ne soutiennent pas l'idée que l'aide a eu un effet négatif systématique sur les institutions politiques.

SECTION 8 – EFFICACITÉ DE L'AIDE ÉTRANGÈRE

Dans cette section, nous évaluerons, par rubriques, l'efficacité réelle des aides sur le développement.

8.0 Canaux macroéconomiques de l'efficacité de l'aide

Pour avoir une vue d'ensemble de la contribution de l'aide à la réduction de la pauvreté selon les études transversales, nous devons examiner les principaux canaux par lesquels l'aide peut influencer le niveau de pauvreté.

Selon [Guillaumont & Wagner \(2014\)](#), trois principaux canaux macroéconomiques de l'efficacité de l'aide pour la réduction de la pauvreté, chacun avec ses propres décalages, peuvent être distingués :

- Le premier canal, traditionnel, va de l'aide à la croissance et de la croissance à la réduction de la pauvreté. Ces deux relations ont fait l'objet de débats, la première étant identifiée à "l'efficacité de l'aide", la seconde, à liée à l'élasticité de la pauvreté par rapport au revenu.
- Le deuxième canal est celui de l'aide au volume et à la composition des dépenses publiques sociales, notamment en matière d'éducation et de santé, et de ces dépenses aux indicateurs de pauvreté correspondants. Cet impact de l'aide peut résulter de son montant total ou de son affectation aux dépenses sociales, bien qu'il rencontre un problème de fongibilité. De plus, les différents types de dépenses publiques susceptibles d'être influencées par l'aide ont des effets différents sur la réduction de la pauvreté. Ainsi, il est donc nécessaire de démêler les leçons tirées de la littérature sur la façon dont l'aide peut influencer le niveau de pauvreté par le biais de la structure des dépenses publiques. Une attention particulière doit être accordée aux types de conditionnalité attachée à l'aide accordée sous forme de soutien budgétaire.
- Le troisième canal, moins exploré dans la littérature, est lié à l'effet de stabilisation macroéconomique de l'aide, qui agit principalement au niveau macroéconomique et qui est donc mieux appréhendé par les études transnationales, comme nous l'avons suggéré dans plusieurs travaux antérieurs.

Selon [Mahembe et Odhiambo \(2017\)](#), nous pouvons aussi ajouter un quatrième canal dans lequel l'aide étrangère affecte la pauvreté via le financement des infrastructures et d'autres initiatives de développement.

À titre personnel, nous rajouterons un cinquième canal : l'aide à la protection de l'environnement.

8.1 Premier canal – croissance économique

8.1.1 Aide étrangère et croissance

A. Situation en matière de recherche sur le lien entre l'aide et la croissance

Selon [Riddell \(2014\)](#), un certain nombre des premières études traitant de la question de la relation entre l'aide et la pauvreté ont critiqué toute tentative d'établir un lien de causalité clair entre les apports d'aide et la réalisation des OMD. Il y aurait selon elles :

- Un manque de clarté conceptuelle quant à la relation entre les OMD dans leur ensemble et les objectifs, cibles et indicateurs individuels. L'aide n'est pas la seule variable dont il faut tenir compte influençant les résultats du développement.
- Peu de tentatives ont été faites pour évaluer avec précision le montant de l'aide qui serait nécessaire pour atteindre l'objectif de pauvreté ou les autres cibles des OMD, que ce soit globalement ou au niveau des pays. Selon Riddell (2014), « En mars 2007, le directeur de la Division des statistiques des Nations unies a reconnu la gravité de ces problèmes, notant que seuls 17 des 163 pays en développement disposaient de données tendanciennes permettant d'évaluer les progrès réalisés pour moins de la moitié des indicateurs des OMD. Tout le reste était effectivement basé sur des suppositions. »

B. Synthèse des relations de causalité reprises dans les études

B.1 Liens positifs entre aide - flux économiques – croissance - réduction de la pauvreté (majorité des auteurs selon Riddell (2014))

	Causes -----> Effets			
Alvi et Senbeta (2012), cités par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour un échantillon de 79 pays en développement sur la période 1981-2004	L'aide	Après avoir contrôlé le revenu moyen et la distribution des revenus		Réduit la pauvreté
Alvi et Senbeta (2012), cités par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour un échantillon de 79 pays en développement sur la période 1981-2004	L'aide multilatérale et les subventions			Réduisent la pauvreté
Arndt et al. (2010), cité par la ReCom (2014)		Un flux d'aide au niveau de 10 pour cent du PIB par an	Génère une augmentation de plus d'un pour cent du taux de croissance annuel par habitant.	
Arndt et al. (2015), cité par Mahembe & Odhiambo (2019)	L'aide		Stimule la croissance	Ce qui réduit la pauvreté, augmente l'investissement,

Arvin et Barillas (2002), cités par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour des données annuelles de 1975 à 1998 provenant d'un échantillon de 118 pays bénéficiaires de l'aide	L'aide, pour les sous-échantillons			A permis de réduire la pauvreté en l'Asie de l'Est et le Pacifique
Bahmani-Oskooee et Oyolola (2009), cité par Mahembe & Odhiambo (2019)	L'aide			Réduit la pauvreté
Boateng et al. (2021) ; Guillaumont & Wagner (2014)	L'engagement de l'aide		Amène à la croissance	
Burnside et Dollar, cité par Niyonkuru (2016)	L'aide dans les pays en développement qui ont adopté de bonnes politiques fiscales, monétaires et commerciales		Stimule la croissance	
Burnside et Dollar, cité par Niyonkuru (2016)	L'aide	Si elle est canalisée par des systèmes économiques bien établis permettant sa meilleure utilisation.	Stimule la croissance	
Burnside et Dollar (2000, 2004), Sachs (2005), Rajan et Subramanian (2008), Clemens, Radelet, Bhavnani, et Bazzi (2011) et Arndt et al. (2010, 2015), cités par Mahembe & Odhiambo (2019)	En général, l'augmentation de l'aide étrangère		A eu un impact positif sur l'investissement et la croissance. Toutefois, l'ampleur de cet impact a varié selon les pays, régions, le niveau de l'aide versée et les politiques des pays bénéficiaires, entre autres facteurs.	

Clunies-Ross et al. (2009) ; Rosenstein-Rodan (1943), cités par Mahembe & Odhiambo (2019)	Une grande poussée	Est nécessaire pour se libérer des contraintes du "piège du bas niveau"	Et lance ainsi la croissance économique	
Collier et Dollar (2001 ; 2002) ; Banque mondiale: Assessing Aid (1998), cités par Mahembe & Odhiambo (2019)	L'aide étrangère dite « efficace » au regard de la pauvreté	Car il est une bonne qualité de la politique économique	Conduit à la croissance économique	Et à la réduction de la pauvreté (10 millions d'extrêmement pauvres en moins chaque année avec l'aide « simple », 19 millions avec l'aide « efficace »)
Guillaumont & Wagner (2014)	L'engagement de l'aide			Amène une réduction de la pauvreté, d'autant plus que les pays sont plus vulnérables aux chocs externes. L'aide est plus efficace dans les pays pauvres et vulnérables.
Jeffrey Sachs (2008), cité par Riddell (2014)	L'aide	Stimule l'investissement économique	Ce qui aboutit à une tendance à la hausse de la croissance et du développement	
Kaya, Kaya et Gunter (2013), cités par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour des données croisées sur quatre ans pour un panel de 46 pays en développement bénéficiaires de l'aide au cours de la période 1980-2003	L'aide agricole Une augmentation de 1 % de l'aide agricole réduit le ratio de pauvreté de 0,2% dans les pays bénéficiaires de l'aide.		Par le biais de la croissance L'élasticité de la croissance du ratio de pauvreté par tête varie de 1,7 à 3,5 en fonction de différentes spécifications.	Est efficace pour réduire la pauvreté directement et indirectement

Khan et al. (2022)	Les envois de fonds, l'aide étrangère		Ainsi que la croissance économique,	Mènent à une réduction des niveaux de pauvreté de la région MENA
Kosack (2003), cité par Mahembe & Odhiambo (2019)	L'aide	Si elle est dépensée pour les personnes pauvres défavorisées		A un effet indirect sur la pauvreté
Lensink et White (2000), cités par Mahembe & Odhiambo (2019)	L'aide étrangère		Stimule la croissance mais aussi d'autres canaux	Qui réduisent la pauvreté
Lipton, Teye et Cassen, cités par Niyonkuru (2016)	L'aide		Même si elle n'entraîne pas de croissance	Contribue à la réduction de la pauvreté
Lipton, Teye et Cassen, cités par Niyonkuru (2016)	L'aide	Peut augmenter les flux financiers		Sans pour autant bénéficier directement aux personnes dans le besoin
Mosley et al. (2004), cité par Mahembe & Odhiambo (2019).	L'aide est moins efficace	Que les bonnes politiques et la répartition des revenus et du PIB/hab		Pour réduire la pauvreté
Mosley et Suleiman (2007), cité par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour des données de panel couvrant tous les pays en développement, et quatre études de cas de pays africains fortement dépendants de l'aide	L'aide étrangère	Si elle est stable et composée des bons éléments		Joue un rôle dans la réduction de la pauvreté
Niyonkuru, (2016)	L'aide	Qui soutient les budgets nationaux ou est utilisée pour des investissements publics (= projets liés aux ODD)		A un impact important sur la réduction de la pauvreté

Niyonkuru (2016)	L'aide	Si canalisée par des systèmes économiques bien établis avec bonnes politiques fiscales, monétaires et commerciales permettant sa meilleure utilisation	Conduit à la croissance	
Niyonkuru (2016)	L'aide	Si les politiques proposées émanent de dirigeants politiques qui sont les mêmes exécutants		Réduit probablement la pauvreté
Niyonkuru (2016)	Les divers types d'intervention des organisations non gouvernementales et des sociétés civiles dans leurs services sociaux (santé, éducation et mobilisation des masses, éducation, préservation des droits de l'homme, etc.)	En raison de nombreux obstacles de la part des donateurs et des gouvernements bénéficiaires Et en raison de leurs stratégies non macroéconomiquement durables		N'ont pas prouvé leur capacité à conduire les nations africaines vers la croissance macroéconomique
Nwaogu & Ryan (2015)			La croissance d'un pays dépend de la croissance de ses pays voisins	
Nwaogu & Ryan (2015)	L'aide	Peut augmenter les flux financiers		
Nwaogu & Ryan (2015)	L'aide			Contribue à la réduction de la pauvreté

Pettinger (2017), cité par Riddel (2014)			Les pays connaissant une croissance économique	Sont susceptibles de : De réduire leur taux de pauvreté ; De diminuer leur ratio dette/PIB ; D'augmenter la prestation de services des gouvernements ; De diminuer le chômage.
Ravallion (2014)	L'aide		A contribué à promouvoir la croissance économique en moyenne sur le long terme	
Ravallion (2014)	L'aide			A plus réduit la pauvreté dans le monde qu'elle n'en a créée
Rosenstein- Rodan, (1943) ; Nurske, (1953) ; Lewis (1954), cités par Mahembe & Odhiambo (2019)	L'aide étrangère		fournit le capital nécessaire pour propulser les pays en développement vers une croissance économique autonome	
Shleifer (2009, p. 381) ; Harrod (1939 ; 1948), Domar (1946), Chenery & Bruno (1962), Chenery & Strout (1966), et Thirlwall & Hussain (1982), cités par Mahembe & Odhiambo (2019)			La croissance économique	Et initie un cycle vertueux dans lequel l'investissement génère des revenus et augmente ainsi le rendement économique de nouveaux investissements
Tefera et al. (2020)	L'aide	Via les flux vers les secteurs productifs/ économiques	A un impact positif sur la croissance	

B.2 Liens négatifs entre aide - flux économiques – croissance - réduction de la pauvreté (la plupart des auteurs selon Niyonkuru (2016))

	Causes -----> Effets			
Alvi et Senbeta (2012), cités par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour un échantillon de 79 pays en développement sur la période 1981-2004	L'aide bilatérale et les prêts			Ne réduisent pas la pauvreté
Angus Deaton dans son livre "The Great Escape" (2013) ; Boateng et al. (2021) ; Tekin (2012)	Le décaissement de l'aide étrangère		Ne favorise pas la croissance en moyenne sur le long terme.	
Arvin et Barillas (2002), cités par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour des données annuelles de 1975 à 1998 provenant d'un échantillon de 118 pays bénéficiaires de l'aide	L'aide, pour les sous-échantillons			A eu un impact négatif sur la pauvreté dans les pays à faible revenu
Bibi et al. (2021)	L'aide étrangère à court terme		A un impact négatif sur la croissance économique du Pakistan	
Bibi et al. (2021)	L'aide étrangère à long terme		N'a pas d'impact sur la croissance du Pakistan	
Niyonkuru (2016)	Les prêts et les subventions accordés pour accélérer les programmes de réduction de la pauvreté et conduire ces pays au statut de pays à revenu intermédiaire			Ont montré peu d'aptitude à réduire la pauvreté.

La plupart des universitaires, selon Niyonkuru (2016)	L'aide étrangère	Sauf si elle soutient des projets en cours appartenant à l'État, négociés et mis en œuvre sans condition.	Est une entrave et intrusion dans la mesure où ses impacts positifs restent non mesurés	Qui affaiblit plutôt la faible capacité de l'État à tenir ses promesses
---	------------------	---	---	---

B.3 Absence de liens entre aide - flux économiques – croissance - réduction de la pauvreté

Arvin et Barillas (2002), cités par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour des données annuelles de 1975 à 1998 provenant d'un échantillon de 118 pays bénéficiaires de l'aide	L'aide, pour l'ensemble de l'échantillon			N'a pas affecté la pauvreté et vice-versa
Chong, Grandstein et Calderon (2009) cités par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour la période 1971-2002	L'aide étrangère			N'a pas de relation statistique robuste avec la réduction de la pauvreté et l'inégalité des revenus
Fiodendji et al. (2013)		Un environnement macroéconomique stable et une meilleure qualité institutionnelle	Sont des conditions sine qua non pour une contribution efficace de l'aide à la croissance	

B.4 Critique du postulat de départ des études B1, B2 & B3 : insuffisance du lien entre l'aide et la croissance pour expliquer toute la réduction de la pauvreté

Selon [Mahembe & Odhiambo \(2019\)](#), ce lien entre l'aide et la croissance pose deux problèmes majeurs :

- Premièrement, il n'aborde pas directement l'objectif premier de l'allocation de l'aide, qui est la réduction de la pauvreté.
- Le deuxième problème est son hypothèse implicite selon laquelle l'aide affecte la pauvreté par le biais de la croissance (Burnside et Dollar, 2000 ; Collier et Dollar, 2001, 2002 ; White, 2015). Bien que cela puisse être correct, car des améliorations durables des résultats sociaux nécessitent des taux de croissance élevés et durables, il y a cependant eu une interprétation étroite selon laquelle si l'aide favorise la croissance économique, cela implique une réduction de la pauvreté. Cette interprétation n'est pas satisfaisante, car l'aide peut affecter la pauvreté directement ou par d'autres canaux.

Or pour [Mahembe et Odhiambo \(2017\)](#), les canaux par lesquels l'aide étrangère affecte la pauvreté incluent aussi :

- Les dépenses publiques en faveur des pauvres (telles que l'éducation, la santé et d'autres programmes sociaux) ;
- L'effet de stabilisation macroéconomique ;
- Le financement des infrastructures et d'autres initiatives de développement.

B.5 Liens entre d'autres paramètres distincts de l'axe aide - croissance - réduction de la pauvreté

	Causes -----> Effets			
Bahmani-Oskooee et Oyolola (2009), cités par Mahembe & Odhiambo (2019) . Pour 49 pays en développement sur la période 1981-2002		L'inégalité		Nuit à la réduction de la pauvreté
Mosley et Suleiman (2007), cité par Mahembe & Odhiambo (2019) . Pour des données de panel couvrant tous les PVD, et 4 études de cas de pays africains fort dépendants de l'aide		Les dépenses militaires		Ont un impact négatif sur la réduction de la pauvreté

Niyonkuru (2016)		La cohérence entre les plans d'action des donateurs et les objectifs que le pays souhaite atteindre (car les deux peuvent être conditionnés par des facteurs différents)	Favorise la croissance	
ReCom (2014)	L'aide	Peut servir de catalyseur pour stimuler d'autres flux financiers		
Zakari & Khan (2021)	La qualité institutionnelle et les investissements chinois en Afrique	Favorisent la consommation d'énergie	Qui elle-même encourage la croissance	

B.6 Résumé

Selon Riddell (2014), « à première vue, ce mélange de conclusions pourrait laisser penser que ces études n'ont apporté que très peu de lumière sur la question, mais ce serait une conclusion erronée, car la plupart des études, en particulier celles qui ont isolé les types d'aide les plus susceptibles de contribuer à la croissance et celles qui ont porté sur des horizons temporels suffisamment longs, ont suggéré que l'aide a apporté une contribution positive à la croissance. Ce résultat positif a été largement confirmé par un certain nombre d'études récentes. Toutefois, ces études ont également suggéré que, bien que très majoritairement positif, l'impact de l'aide sur la croissance a été comparativement faible : une contribution soutenue de l'aide d'environ 10% du produit intérieur brut (PIB) augmente les niveaux de PIB d'environ 1%. Une étude récente a conclu que si l'effet de l'aide sur la croissance a été marginal et parfois négatif à court terme (cinq ans ou moins), à plus long terme (30 ans), il a été - presque sans exception - plus important (plus de 1%) et positif. »

Toujours selon Riddell (2014),	Selon Mahembe & Odhiambo (2019),
<p>Il est difficile de savoir totalement si l'aide a contribué à atteindre les OMD et à réduire davantage la pauvreté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les progrès faits en matière de pauvreté sont essentiellement dus à la réduction de la pauvreté réalisée en Chine au début du Millénaire. Les données ne permettent pas de vérifier l'efficacité des OMD en dehors de ce pays. 	<p>Bien que l'impact de l'aide sur la pauvreté produise des résultats non concluants et contradictoires, la majorité des articles étudiés ont trouvé des preuves significatives de l'efficacité de l'aide étrangère sur la réduction de la pauvreté. Cela signifie qu'en général, l'aide étrangère réduit la pauvreté, quel que soit le type de mesure de la pauvreté utilisé.</p>

<p>- La plupart des données ne permettent pas d'étayer si l'augmentation de l'aide fournie a réellement eu un impact sur l'OMD, et quand elles le font, elles semblent signifier que l'aide n'a apporté au mieux qu'une contribution minimale aux résultats du développement.</p>	<p>Parmi les études qui ont montré que l'aide étrangère était efficace pour réduire la pauvreté, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) la démocratie renforce l'efficacité de l'aide ; (ii) l'aide ciblée sur les dépenses publiques en faveur des pauvres, comme l'agriculture, l'éducation, la santé et d'autres services sociaux, est efficace ; (iii) l'aide versée aux secteurs de production, aux infrastructures et au développement économique est plus efficace pour réduire la pauvreté.
---	--

C. Raisons avancées du manque d'efficacité de l'aide sur la croissance

Selon Niyonkuru (2016), ces raisons sont les suivantes :

- Les conditionnalités attachées à certains des renforts économiques contactés (par le FMI et la BM) pour faire face à la crise économique à laquelle les pays peuvent être confrontés, ont été plutôt perçues comme nuisibles aux citoyens vulnérables en raison de leurs mesures d'austérité strictes.
- Les programmes sous forme de programmes imposés élaborés dans les hauts lieux, avec peu ou pas de recherche a priori pour déterminer les besoins réels des bénéficiaires. C'est souvent le cas dans les projets de développement rural. L'aide tombe toujours sur des terrains non préparés, et que les donateurs ne se soucient pas de la situation avant le don, mais beaucoup de la période après le don.
- L'aide s'inscrit dans des programmes et des politiques erronés et médiocres dus aux situations économiques et politiques mondiales actuelles où de nouvelles mesures (santé, sécurité et environnement) doivent être imposées aux nations pour le bien général.
- Les mécanismes de suivi des donateurs trop insuffisants ou inexistantes pour éviter le dilemme du principal agent.
- L'aide résout des problèmes existants et ne parvient pas à creuser en profondeur et à s'attaquer aux problèmes de base.
 - o D'une part, l'impact positif des conditionnalités ne peut être bon que lorsque l'aide est destinée à s'attaquer à un problème réel auquel la société est confrontée.
 - o D'autre part, la non-adhésion à la conditionnalité peut entraver la performance de l'aide, en particulier lorsqu'elle vise à réduire la pauvreté.

Selon le ReCom (2014) :

- Le manque de prévisibilité, ainsi que la prolifération et la fragmentation de l'aide réduit son impact ;
- Les situations de vulnérabilité, fragilité ou de conflit peuvent réduire l'impact de l'aide ;

Raisons invoquées par les néolibéraux (Burnside et Dollar, cités par Niyonkuru (2016)) :

- Se préoccuper de la fourniture de services sociaux. Selon les doctrines néolibérales, « le gouvernement qui se préoccupe uniquement de la fourniture de services sociaux (éducation, santé, logement...) risque de ne pas atteindre l'objectif fixé, car ces services restent improductifs et ne sont que de simples dépenses publiques. »

8.1.2 Aide étrangère et revenus

Effets positifs de l'aide sur les revenus

	Causes -----> Effets		
Hirano et Otsubo (2014), cité par Mahembe & Odhiambo (2019)	L'aide économique (dépenses de transport, d'énergie et de communication et d'infrastructures financières)	Favorise la croissance	Ce qui permet d'augmenter le revenu des pauvres.
Khan et al. (2022)	Les transferts de fonds et l'aide étrangère		Augmentent le revenu par habitant et la part de revenu dans les pays membres de MENA. En outre, une augmentation de la part de revenu revenant au quintile le plus bas est observée malgré la croissance négative du revenu, ce qui indique qu'en moyenne, le revenu a augmenté plus rapidement pour les pauvres que pour les ménages non pauvres.

8.1.3 Aide étrangère et emploi

A. Introduction

D'après le ReCom (2014) : « La question de l'aide et de l'emploi a pris de plus en plus d'importance car il est désormais largement reconnu à la fois que les emplois sont la voie pour sortir de la pauvreté et que c'est le secteur privé qui devra générer les emplois. La communauté des donateurs est toutefois confrontée à un défi : comment répondre au défi lancé par le panel de haut niveau des Nations Unies, qui a demandé un "saut quantifiable" pour "améliorer les moyens de subsistance", et devenir plus ambitieux dans l'utilisation de l'aide pour la transformation structurelle - en utilisant les idées de la nouvelle politique industrielle pour utiliser l'aide dans une stratégie plus concertée de la création d'emplois. En termes simples, la transformation structurelle est le déplacement de la main-d'œuvre d'un travail à faible productivité (notamment l'agriculture de subsistance) vers des emplois à plus forte productivité, en particulier dans le secteur manufacturier. Ce processus est clairement décrit dans la conférence annuelle 2011 de WIDER par Justin Yifu Lin (Lin 2011).

Selon le Comité d'aide au développement de l'OCDE (Delponte 2009), " il n'y a que peu ou pas de matériel d'évaluation disponible sur l'impact sur l'emploi des interventions passées, bien que les donateurs s'accordent à dire que c'est un domaine dans lequel des progrès doivent être réalisés". La réunion des résultats du ReCom a donc souligné qu'il est essentiel de fixer un objectif clair pour les travaux dans ce domaine, de définir des cibles spécifiques et d'utiliser des instruments réalistes pour atteindre les objectifs fixés.

Page et Söderbom (2012) affirment que le classement Doing Business de la Banque mondiale n'est pas un outil bien conçu pour identifier les contraintes contraignantes à la croissance des entreprises ; et l'analyse de ReCom montre que la majorité des défis actuels sont en fait des problèmes généraux de développement plutôt que des problèmes du marché du travail. »

B. Causes du niveau élevé d'emplois vulnérables

Le ReCom (2014) souligne que ces facteurs clés expliquent pourquoi il est autant d'emplois précaires :

- La mauvaise qualité et la vulnérabilité des emplois dans le secteur informel ;
- Les contraintes liées au capital humain, au capital financier, aux infrastructures et aux données sur les résultats de l'emploi ;
- Le déficit d'infrastructures.

8.1.4 Aide étrangère et commerce

Effets positifs

	Causes -----> Effets		
Ghimire (2013)	L'aide au commerce (AAC)	A un impact positif sur la hausse des exportations globales dans les pays bénéficiaires de l'aide	
Ghimire (2013)	L'aide au commerce désagrégée (sector-wise disaggregated aid-for-trade - SAFT) pour l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services	Est efficace pour augmenter les exportations sectorielles correspondantes	
Ghimire (2013)	Les initiatives d'aide au commerce (= aide ciblée)	Ont un impact favorable sur la réduction de la variabilité des exportations	Ce qui amène la croissance
Ghimire et al. (2016)	L'AAC	A un impact positif sur les performances à l'exportation	
Hühne et al. (2014)	L'AAC pour les pays à revenu intermédiaire, dont la plupart sont probablement moins dépendants de l'aide pour surmonter les problèmes d'approvisionnement.	Augmente les exportations des bénéficiaires vers les donateurs ainsi que les importations des bénéficiaires en provenance des donateurs.	

	Un doublement de l'AAC	<p>Le premier effet tend à dominer le second, ce qui contredit le point de vue sceptique selon lequel les donateurs accordent l'aide au commerce principalement pour promouvoir leurs propres intérêts en matière d'exportation, ce qui corrobore Helble et al. (2012), cités par Hühne et al. (2014) !</p> <p>Serait associé à une augmentation de 10 pour cent des exportations des bénéficiaires. Ces résultats sont conformes aux conclusions similaires de Cali et TeVelde (2011) et Helble et al. (2012).</p> <p>L'aide ne semble pas bénéficier autant aux plus nécessiteux !</p>	
Hühne et al. (2014)	L'AAC dans les pays d'Asie de l'Est et d'Amérique latine	<p>Est plus efficace dans la promotion des exportations</p> <p>L'aide ne semble pas bénéficier autant aux plus nécessiteux !</p>	

Effets négatifs

	Causes -----> Effets		
Ghimire (2013) et Ghimire et al. (2016)	L'aide ciblée	Présente des rendements décroissants	Donc l'aide au commerce joue un rôle limité dans le développement des capacités commerciales
Hühne et al. (2014)	L'AAC pour le groupe des pays à faible revenu	N'a pas des effets significativement positifs sur les exportations des bénéficiaires	

		L'aide ne semble pas bénéficier autant aux plus nécessiteux !	
Hühne et al. (2014)	L'AAC dans les économies fermées et des pays d'Afrique subsaharienne	Est moins efficace dans la promotion des exportations L'aide ne semble pas bénéficier autant aux plus nécessiteux !	
Tekin (2012). Dans un panel de PMA africains.	L'aide étrangère	Est non liée à l'ouverture au commerce	Et non liée à la croissance économique

Le moins que l'on puisse constater, c'est que l'aide au commerce, s'il est possible qu'elle favorise la croissance d'un pays et par là la réduction de la pauvreté, il n'en demeure pas moins qu'elle a en toutes circonstances le défaut de davantage viser des populations moins nécessiteuses au détriment de celles qui en ont réellement besoin.

8.2 Deuxième canal – dépenses publiques en faveur des pauvres (éducation, santé et autres programmes sociaux)

A. Vue d'ensemble

Selon Riddell (2014), il n'est pas facile de trouver des preuves solides de la contribution de l'aide aux programmes aux résultats du développement, en grande partie à cause de la **rareté des études rigoureuses qui examinent la relation entre les apports de l'aide aux programmes et les résultats plus larges.**

« Les donateurs ont fait des progrès considérables dans le soutien aux secteurs sociaux des pays bénéficiaires. La politique sociale n'est plus considérée comme la face cachée de la politique d'aide. L'arrivée des nouveaux donateurs, en particulier des nouveaux philanthropes, a contribué à l'innovation politique considérable que l'on observe actuellement tant dans les PFR que dans les PRI. La coopération Sud-Sud est un élément de plus en plus présente dans le paysage de l'aide et permet d'apporter une expertise précieuse sur les politique sociale, en s'inspirant des réussites, notamment dans les domaines de la protection sociale et de la prestation de soins de santé de base » Addison et al. (2015).

B. Problèmes critiques en matière de politique sociale

Selon Scarlato & d'Agostino (2016), nous pouvons recenser :

- La viabilité financière ;
- La capacité administrative ;
- La fourniture de services sociaux ;
- L'attention portée à l'autonomisation des pauvres - également par le biais de transferts sociaux liés aux travaux publics, aux services auxiliaires et à la formation ;
- Les mesures spécifiques pour améliorer l'emploi et l'égalité des sexes sur le marché du travail.

Selon Riddell (2014), nous pouvons aussi ajouter ce problème-ci :

- L'incapacité des dépenses de développement humain à atteindre les pauvres, ce qui correspond à une conclusion similaire à celle tirée par certaines des évaluations les plus rigoureuses des programmes de microfinance, dont un certain nombre ont souligné les difficultés à atteindre les plus pauvres. La plupart des études sur l'impact des projets de microfinance suggèrent un mélange de résultats, certains réussis, d'autres non, et certains nuisibles (encourageant un plus grand endettement), le contexte global influençant profondément ce que le résultat est susceptible d'être. Dans la plupart des cas, les revenus supplémentaires générés ne seront probablement pas suffisants pour permettre aux pauvres de "sortir" de la pauvreté. Une revue récente de la littérature conclut qu'il existe très peu de preuves que les interventions de microcrédit se traduisent par une augmentation à long terme de la consommation ou des revenus, ou de leur capacité à transformer la vie des pauvres.

Ces mesures pourraient favoriser l'évolution vers programmes de protection sociale inspirés par une vision à long terme de la réduction de la pauvreté qui met l'accent sur l'amélioration du capital humain.

C. Effet de l'aide en matière de politique sociale

L'aide produit des effets positifs

	Causes -----> Effets			
Arndt et al. (2015), cité par Mahembe & Odhiambo (2019)	L'aide		Stimule la croissance	Ce qui augmente la scolarisation, augmente l'espérance de vie et réduit la mortalité infantile
Hirano et Otsubo (2014), cité par Mahembe & Odhiambo (2019)	L'aide sociale (dépenses d'éducation, de santé et d'eau et d'assainissement)			Profite significativement et directement aux plus pauvres de la société
Kosack (2003), cité par Mahembe & Odhiambo (2019)	L'aide	Si elle est dépensée pour les personnes pauvres défavorisées		A un effet indirect sur le bien-être
Kosack (2003), cité par Mahembe & Odhiambo (2019)	L'aide	Seulement dans les structures démocratiques et non les structures autocratiques		Peut augmenter le bien-être
Gomanee et al. (2005a), cités par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour un échantillon de 104 pays pour la période 1980-2000.	L'aide		Via la croissance	Affecte indirectement le bien-être

Gomanee et al. (2005a), cités par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour un échantillon de 104 pays pour la période 1980-2000.	L'aide			Améliore directement les indicateurs de bien-être (IDH et mortalité infantile), et l'impact est plus important dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu intermédiaire
Gomanee et al. (2005b) cités par Mahembe & Odhiambo (2019).	L'aide	Par le biais des dépenses publiques		Peut avoir un impact sur le bien-être, et cet effet est plus important dans les pays dont le bien-être est plus faible (pays plus pauvres).
Masud et Yontcheva (2005), cités par Mahembe & Odhiambo (2019).	L'aide des ONG, significativement plus que l'aide bilatérale			A réduit la mortalité infantile
Mosley et al. (2004), cité par Mahembe & Odhiambo (2019).	L'aide			Sur la composition des dépenses publiques
Mosley et Suleiman (2007), cité par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour des données de panel couvrant tous les pays en développement, et quatre études de cas de pays africains fortement dépendants de l'aide	L'aide	Si elle est utilisée pour des dépenses en faveur des pauvres, telles que l'agriculture, l'éducation et les infrastructures		Est plus efficace pour réduire la pauvreté

L'aide n'a pas d'effet

	Causes -----> Effets			
Boone (1996), cité par Mahembe & Odhiambo (2019)	L'aide	Via l'investissement	Et donc la croissance	N'a pas d'impact significatif sur les indicateurs de pauvreté (mortalité infantile et taux de scolarisation primaire).
Gomanee et al. (2005a), cités par Mahembe & Odhiambo (2019). Pour un échantillon de 104 pays pour la période 1980-2000.	L'aide	Menée par les biais du PPE (Pro-poor Public Expenditure)		Ne semble pas avoir d'impact positif sur le bien-être
Masud et Yontcheva (2005), cités par Mahembe & Odhiambo (2019).	L'aide des ONG, et l'aide bilatérale			Ne semblent pas avoir d'impact significatifs sur l'analphabétisme

L'aide produit des effets négatifs

	Causes -----> Effets			
Mosley et al. (2004), cité par Mahembe & Odhiambo (2019).	L'aide			Influe sur la corruption, l'inégalité
Niyonkuru (2016)	Certains des renforts économiques	En raison de conditionnalités (FMI & BM)		N'ont permis de mesurer aucune hausse du bien-être de la population

8.2.1 Éducation

Effets positifs

Riddell A. & Niño-Zarazúa, (2015) montrent la contribution positive de l'aide à l'éducation dans les pays bénéficiaires de l'aide, dont le résultat le plus tangible est la contribution de l'aide à l'augmentation des inscriptions, notamment dans l'éducation de base.

Effets négatifs

Riddell A. & Niño-Zarazúa, 2015 soulignent qu'inversement, les agences de développement qui se concentrent uniquement sur l'impact démontrable à court terme peuvent contribuer, sans le vouloir, à miner l'impact à long terme sur les systèmes d'éducation et sur l'approfondissement de leur développement, au progrès desquels ils essaient de contribuer.

8.2.2 Autonomie des femmes

Baliamoune-Lutz (2013) constate :

- Que l'autocratie exerce une influence négative sur l'autonomisation politique des femmes.
- Que des taux de fécondité plus élevés chez les adolescentes sont associés à une plus faible proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux.

Pour Beath et al. (2013), dans des sociétés avec une discrimination des genres répandue, des programmes de développement avec des quotas sont une façon d'améliorer le statut social, politique et économique des femmes.

Effets positifs de l'aide au développement pour l'égalité des femmes

Même dans un contexte hautement conservateur tel l'Afghanistan, l'aide améliore des résultats spécifiques à la participation des femmes dans certaines activités :

- Politiques (Baliamoune-Lutz, 2013 ; Beath et al. (2013))
- Sociales (Beath et al., 2013)
- Économiques (incluant la mobilité et la génération de revenus) (Beath et al., 2013)

Absence d'impact

Selon Beath et al. (2013), les aides ne produisent pas de changement dans des rôles plus considérés comme propres aux femmes telles que

- Ceux liés à la prise de décision pour la famille ;
- Celles dans l'attitude vis-à-vis du rôle général des femmes dans la société.

8.2.3 Autres thématiques à aborder au sein de politique sociale

Dans le cadre de ce mémoire, nous n'avons malheureusement pas trouvé d'informations sur d'autres thématiques liées aux politiques sociales dans les pays du Sud, telles le développement des syndicats, l'accès au logement et les questions de droits de l'homme. Un élargissement de la recherche sur ces questions pourrait s'avérer pertinent.

8.3 Troisième canal - Effet de stabilisation macroéconomique

Pour cette thématique, qui est un domaine fort peu exploré dans la littérature, nous ne disposons malheureusement que d'assez peu d'informations.

Selon Niyonkuru (2016), les conditionnalités attachées à certains des renforts économiques contactés (par le FMI et la BM) pour faire face à la crise économique à laquelle les pays peuvent être confrontés ont pu stabiliser l'économie.

Guillaumont & Wagner (2014) pensent que, dans une large mesure, l'effet de l'aide sur la croissance économique, et la contribution de la croissance à la réduction de la pauvreté, sont liés à leurs impacts stabilisateurs. En rendant la croissance moins volatile, l'aide accélère la croissance et la rend plus favorable aux pauvres. Ils suggèrent également, mais en se basant sur des résultats plus limités, que ce double effet stabilisateur sur la pauvreté peut être complété par un troisième, étant donné que les dépenses publiques sont influencées par l'instabilité macroéconomique.

8.4 Quatrième canal - Financement des infrastructures et d'autres initiatives de développement

8.4.1 Infrastructures

A. Vue d'ensemble

Selon Alonso (2018) : « Un autre domaine de travail qui a gagné en profondeur est lié à la promotion et à la gestion des infrastructures durables dans les pays en développement (Miyamoto et Chiofalo, 2015 et 2016). Le rôle de l'APD dans ce domaine est mineur, alors que d'autres instruments de financement du développement semblent plus appropriés pour mobiliser l'ampleur des ressources nécessaires. Les banques multilatérales de développement sont très actives dans ce domaine, tout comme les institutions spécialisées dans la mobilisation de ressources mixtes et la conception de partenariats public-privé. L'essentiel du financement que ces institutions canalisent dépasse largement le cadre de l'APD, mais pourrait jouer un rôle crucial dans la coopération au développement à l'appui du nouveau programme 2030. »

Selon Donaubauber et al. (2016) : « L'aide publique au développement (APD) et les investissements directs étrangers (IDE) sont largement perçus comme des moyens alternatifs de compléter l'épargne nationale et de promouvoir le développement économique dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Cependant, les complémentarités possibles de l'aide et de l'IDE ont reçu une attention limitée jusqu'à présent. Le débat reste ouvert sur la question de savoir si l'aide pourrait rendre les pays bénéficiaires plus attrayants pour les IDE en éliminant les goulets d'étranglement spécifiques qui empêchent l'augmentation des flux d'IDE. »

En particulier, ils relèvent l'hypothèse que l'aide spécifiquement ciblée sur l'infrastructure économique aide les pays en développement à attirer des flux d'IDE plus importants en améliorant leur dotation en infrastructures de transport, de communication, d'énergie et de finance.

Ces mêmes auteurs trouvent des preuves solides et robustes que :

- L'aide aux infrastructures est efficace pour améliorer la dotation en infrastructures des pays bénéficiaires.
- Les autres aides ne sont pas efficaces pour améliorer les infrastructures.

L'infrastructure s'avère être un déterminant important de l'attractivité des pays en développement pour les IDE. Par conséquent, seule l'aide ciblée favorise indirectement les IDE par le canal des infrastructures. En outre, l'aide aux infrastructures a des effets directs sur les IDE. Il semble que les investisseurs étrangers anticipent les effets à long terme de l'aide sur la dotation du pays en infrastructures et s'attendent à ce que les infrastructures financées par l'aide leur soient particulièrement utiles.

B. Effets positifs du financement des infrastructures

[Bluhm et al. \(2020\)](#) constatent que les projets de développement chinois en général, et les projets de transport chinois en particulier, réduisent les inégalités économiques au sein des régions et entre elles. Ces résultats sont notamment suggérés lorsque les investissements chinois dans les "infrastructures de connexion" produisent des retombées économiques positives qui aplanissent la distribution spatiale de l'activité économique. Dans la mesure où la Chine aide les pays en développement à échapper à des équilibres spatiaux inefficaces dans lesquels la majeure partie de l'activité économique se concentre dans un petit nombre de centres urbains et s'éloigne des villes et villages ruraux, il s'agit d'un résultat méritoire.

8.4.2 Promotion de l'innovation et de la coopération dans les domaines de la science et de la technologie

[Selon Alonso \(2018\)](#) : « Au-delà du financement, ce domaine comprend des mécanismes instrumentaux visant à faciliter l'échange d'expériences et de connaissances, la mise en réseau d'équipes internationales, la mobilité des chercheurs et la mise en œuvre conjointe de capacités pour des projets communs. Toutes ces initiatives ne conduisent pas à une mobilisation de ressources pouvant être comptabilisées comme de l'APD, mais toutes pourraient s'avérer utiles pour le nouveau programme de développement.

Une ligne de ce dernier domaine - la révolution dite Dev-Tech - a été particulièrement transformatrice, car les nouvelles technologies élargissent les possibilités de réponses innovantes aux défis actuels du développement. Le Dev-Tech est associé à l'utilisation de big data, de téléphones mobiles, de cartes à puce et d'applications d'imagerie par satellite, entre autres, employés dans l'intérêt de l'élaboration de solutions axées sur le développement. Tirer pleinement parti de ces nouvelles possibilités représente un défi de taille pour les agences de développement, qui doivent modifier radicalement les capacités du personnel et amener les responsables à accorder une attention stratégique accrue aux possibilités (et aux risques) de la technologie du développement.

En outre, les nouvelles technologies ont ouvert la voie à des relations plus directes et plus exigeantes entre les acteurs du développement, ce qui devrait améliorer les niveaux de transparence et l'efficacité des interventions. Par exemple, les bailleurs de fonds sont désormais en mesure de choisir les initiatives qu'ils souhaitent soutenir et de transférer de l'argent directement aux projets choisis (par le biais de sites Internet tels que globalgiving ou kiva).

Les nouvelles technologies permettent également aux bénéficiaires de suivre les activités et d'évaluer les résultats (via, par exemple, un téléphone portable), ce qui favorise également l'efficacité des interventions. »

8.5 Cinquième canal : financement de la protection de l'environnement

[Selon Alonso \(2018\)](#) : « On peut observer un élargissement des mécanismes de financement public lié à l'agenda de la durabilité environnementale (Shine et Campillo, 2016 ; Drutschinin et Ockenden, 2015). Les engagements internationaux ont en ce cas-ci été couplés à la création de nouveaux fonds ou facilités financières dans des domaines tels que le changement climatique, l'eau et l'assainissement, la préservation des écosystèmes fragiles et la protection de la couche d'ozone et de la biodiversité. Un large éventail de "financements environnementaux" a été créé, qui ne relève que très partiellement de l'APD, mais qui s'inscrit largement dans les paramètres de la coopération au développement. L'émergence de ce domaine, aussi important soit-il, comporte le risque d'absorber une partie des ressources que les donateurs avaient auparavant consacrées à d'autres composantes de l'APD (Michaelowa et Michaleowa, 2005). Cependant, l'APD a augmenté ces dernières années à des taux similaires à ceux des fonds climatiques, de sorte qu'un tel processus d'éviction ne semble pas avoir eu lieu. »

SECTION 9 - PERSPECTIVES

Dans cette section, nous soulignerons d'abord les points sur lesquels notre mémoire a été lacunaire, ensuite les domaines sur lesquels les économistes devraient plancher pour étoffer la littérature en matière d'aide au développement et enfin les recommandations politiques qu'il conviendrait de suivre pour améliorer l'efficacité de la distribution de l'aide.

9.1 Lacunes au sein de ce mémoire

Page 11 : Pour ce qui est des décaissements des aides au projet et des aides au programme, nous ne disposons de données qu'entre 1973 et 2001. Toute information en dehors de cette période serait la bienvenue.

Page 14 : Au vu des débats entre économistes, la définition du TOSSD a peut-être changé depuis 2018. Une mise à jour de cette définition, si besoin est, serait pertinente. Par ailleurs, il serait également pertinent de voir quelle est l'idée derrière la création d'un instrument de mesure dont la composition prête autant à confusion. Hormis perdre les bénéficiaires et les petits donateurs particuliers, quel serait l'agenda de l'OCDE derrière cela ?

Page 42 : Il est le débat quant à savoir si les donateurs du BRICS ne profiteraient pas de l'aide qu'ils accordent pour obtenir des pays bénéficiaires de leur aide des avantages commerciaux par rapport aux pays du CAD.

- Selon [Asmus et al. \(2017\)](#), les BRICS n'auraient pas des motifs altruistes et viseraient à augmenter leurs exportations vers le pays bénéficiaire ;
- Pour [Hühne et al. \(2014\)](#), ce ne serait pas la recherche d'avantages commerciaux qui guiderait leurs choix ;
- [Scoones et al. \(2016\)](#) estiment qu'il manque de données pour pouvoir en délibérer.

De plus amples recherches sur la question pourraient mériter considération.

Pages 50 à 52 : Nous vous invitons à lire [Asmus \(2017\)](#) pour avoir davantage de descriptions sur le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud

Pages 54 : Si quelqu'un un jour veut se lancer sur les impacts des aides au développement dus aux banques régionales, nous serions curieux de le lire.

Page 58 : Même remarque pour les nouveaux fonds verticaux et les nouvelles banques régionales de développement.

Page 69 : Il convient d'explorer l'endogénéité au sein des variables explicative du ciblage de l'aide de chez [In'Airat \(2014\)](#), à savoir :

- Le PIB initial par habitant ;
- La taille de la population ;
- La qualité de la gouvernance ;
- L'appropriation du projet d'aide par les bénéficiaires

Page 105 : Dans le cadre de ce mémoire, nous n'avons malheureusement pas trouvé d'informations sur d'autres thématiques liées aux politiques sociales dans les pays du Sud, telles le développement des syndicats, l'accès au logement et les questions de droits de l'homme. Un élargissement de la recherche sur ces questions pourrait s'avérer pertinent.

Suppléments : Nous vous invitons à lire [Tosun et al. \(2020\)](#) parce qu'ils présentent dans leur article un certain nombre de paramètres que nous n'avons pas utilisés dans ce mémoire pour évaluer l'efficacité de l'aide. Ils pourraient être pertinents à prendre en compte dans toute recherche ultérieure. Attention cependant à la potentielle endogénéité de ceux-ci :

- Les rendements décroissants ;
- Le dilemme du Prisonnier ;
- Le partage d'informations ;
- La capacité d'absorption ;
- L'épargne et les investissements ;
- Les incitants ;
- La propriété ;
- Le syndrome du Zaïre ;
- L'addiction à l'aide étrangère ;
- La maladie hollandaise ;
- Le piège à pauvreté ;
- Le fardeau de la dette...

9.2 Lacunes dans la recherche

La littérature sur l'aide au développement présente des manques sur les points qui suivent :

9.2.1 De manière générale

Il est trop peu d'informations fiables, cohérentes et solides sur les projets d'aide dans la littérature empirique pour pouvoir tirer des enseignements sur l'efficacité de l'aide étrangère sur la réduction de la pauvreté ([Mahembe & Odhiambo, 2019](#)). La rareté des recherches est due en grande partie au manque de données - ou même à l'opacité des données par les interventions de développement, ce qui, ironiquement, fournit des munitions aux critiques de l'aide [Pedrosa-Garcia \(2017\)](#).

[Selon Quibria \(2014\)](#), il est une disjonction entre la recherche et la pratique. Les chercheurs (statisticiens) et la communauté des praticiens (politiciens) de l'aide étrangère semblent habiter deux univers distincts. Or une politique d'aide efficace nécessite des connaissances spécifiques à chaque pays, qui ne peuvent être obtenues que par études approfondies sur les pays, qui permettent de saisir la saveur et la texture de chaque pays - en particulier ses institutions et de la politique (Deaton 2013) - des nuances qui se perdent dans la manipulation mécanique des données.

9.2.2 En matière d'indicateurs de la pauvreté

Il n'y a pas encore d'études utilisant les mesures multidimensionnelles de la pauvreté développées récemment, telles que comme l'IPH, l'IPM et l'IPM-1, pour évaluer l'efficacité de l'aide étrangère. ([Mahembe et Odhiambo \(2019\)](#))

9.2.3 En matière de lutte contre la corruption

Lorsque des scandales éclatent à propos d'une utilisation inappropriée de l'aide étrangère, les agences adoptent un ensemble standard de mesures qui renforcent le contrôle du financement dans la chaîne des intrants - ce qui implique des contrôles financiers accrus, des règles de passation des marchés rigides et des enquêtes judiciaires (Kenny & Savedoff, 2013).

Si nous savons que ces mécanismes sont introduits sans tenir compte de leur impact sur la capacité des programmes à atteindre leurs objectifs, nous ne disposons que de peu d'éléments pour démontrer que ces mesures réduisent le détournement de fonds.

9.2.4 En matière de croissance

Selon Quibria (2014) : « En tant qu'outil, les régressions de la croissance entre les pays se sont avérées trop grossières pour saisir les mécanismes et processus complexes qui sous-tendent l'efficacité de l'aide. De même, les ERC ont leurs propres défauts. Ils se concentrent exclusivement sur l'impact moyen. Ils ne fournissent que peu ou pas de lumière sur la causalité et manquent également de validité externe. Toutes ces raisons font des ERC une base analytique peu fiable pour la formulation de stratégies et de politiques solides au niveau macroéconomique. »

Selon Tefera & Odhiambo (2020) dans les études sur le lien entre l'aide et la croissance, il est un grand problème d'endogénéité de l'aide.

Selon Khan et al. (2022)

- Il reste beaucoup à apprendre sur la façon dont l'aide, la politique et la croissance sont liées ;
- Il conviendrait d'étudier les aspects futurs des relations entre pauvreté, inégalité et croissance pour la région MENA.

9.2.5 En matière de BRICS

Il est peu de connaissances sur les effets de l'aide des BRICS sur le développement. La littérature sur cette question reste largement anecdotique, principalement en raison du manque de données complètes et bien structurées :

Selon Asmus et al. (2017) :

- Pour ce qui est de la Russie, il n'y a pas de système national de suivi et d'évaluation de l'APD.
- Pour ce qui est des initiatives brésiliennes et chinoises, elles restent souvent très fragmentaires et isolées en dehors de quelques accords de coopération trilatéraux officiels. Tant les gouvernements africains que les donateurs occidentaux ne parviennent pas à en tirer des enseignements.
- Pour ce qui est de la Chine, ces questions-là devraient être explorées :
 - o Quels sont les bénéfices que la Chine tire de son programme d'aide ?
 - o La Chine réussit-elle à acheter le soutien de la politique étrangère dans des forums internationaux tels que le Conseil de sécurité des Nations unies ?
 - o Les entreprises chinoises bénéficient-elles des efforts d'aide de leur gouvernement ?
 - o L'engagement en matière d'aide a-t-il des conséquences distributives au sein de la communauté des affaires chinoise ?
 - o Quels sont les effets de l'aide de la Chine sur la manière dont les donateurs établis fournissent leur aide ?
 - o Dans quelle mesure l'aide chinoise entrave-t-elle l'efficacité de l'aide occidentale en ce qui concerne les résultats du développement et la capacité de l'Occident à acheter le soutien politique des pays en développement ?
 - o Quels sont les types d'aide chinoise qui sont efficaces ?
 - o Quelles sont les conditions qui facilitent ces aides ?

9.2.6 Autres inconnues

Pedrosa-Garcia (2017) recense ces domaines inexplorés ou mal compris :

- L'interaction des donateurs avec le gouvernement bénéficiaire ;
- La coordination des donateurs ;
- La prise de décision du pays bénéficiaire en ce qui concerne la fongibilité de l'aide ;
- Les incitations fournies par les nouveaux types d'aide (notamment celle de la Chine) ;
- Les méthodes innovantes de fourniture de l'aide (par exemple, le paiement à la livraison) ;
- Les types de biens publics que les ménages trouvent utiles pour améliorer leur niveau de vie (qui dépendent fortement du contexte local).

Guillaumont & Wagner (2014), pour leur part, relève :

- L'effet de stabilisation macroéconomique

Ghimire et al., (2016) signalent :

- Les rendements décroissants de l'aide au commerce, qui nécessiteraient une analyse plus approfondie de la quantité d'aide optimale pour cet objectif.

9.2.7 Domaines d'intérêt où la recherche évolue

« Dans le cas de la Chine et de l'Inde certaines initiatives de recherche ont été lancées pour suivre et géoréférencer les projets d'aide individuels. Rendre ces données compatibles avec les normes de l'OCDE facilitera les études comparatives sur l'allocation et les effets de l'aide des BRICS ainsi que sur la coordination et la concurrence entre les pays des BRICS avec d'autres activités d'aide bilatérale et multilatérale. » Asmus et al. (2017)

« De futures recherches pourraient fournir des informations supplémentaires sur l'amélioration du ciblage de l'aide au commerce par les pays donateurs lorsque des séries chronologiques suffisamment longues couvrant la période postérieure à 2005 seront disponibles. » [Hühne et al. \(2014\)](#)

[Selon Pedrosa-Garcia \(2017\)](#), la recherche sur l'aide étrangère a évolué au fil des ans.

« À partir des approches macroéconomiques empiriques traditionnelles (dont les régressions de la croissance de l'aide), la recherche s'est recentrée sur des questions microéconomiques », notamment :

- Les inefficacités institutionnelles ;
- Les goulets d'étranglement sectoriels/les mécanismes permettant de cesser de voir l'aide comme une boîte noire.

« Cette tendance est positive, dans la mesure où elle peut déboucher sur des conseils politiques utiles qui améliorent la manière dont l'aide est fournie dans un contexte spécifique ; l'accent mis ces dernières années sur les ERC en est un exemple, même s'il faut en reconnaître les limites. »

9.3 Recommandations pour la recherche scientifique

Si l'on veut mieux comprendre et améliorer l'aide, des efforts bien plus importants doivent être consentis en termes de collecte et de partage des données ([Pedrosa-Garcia, 2017](#)).

[Selon Scarlato & d'Agostino \(2016\)](#), sponsoriser la production de données fiables et d'études d'évaluation d'impact pour évaluer l'efficacité des mesures de protection sociale, en termes de réduction de la pauvreté et de résultats de développement, pourrait s'avérer crucial - non seulement pour leur raison d'être technocratique, mais aussi pour aider à déclencher un processus politique visant à mettre en place des systèmes de protection sociale appropriés au niveau national.

Un nombre croissant de voix académiques (rejointes récemment par certaines agences d'aide) a récemment suggéré que moins d'attention devrait être accordée aux études qui examinent les relations entre l'aide et la croissance d'un pays à l'autre et, en particulier, à celles qui tentent de tirer des conclusions fermes sur la contribution de l'aide aux changements de la croissance globale ([Riddell, 2014](#)).

[Mahembe & Odhiambo \(2019\)](#) conseillent de réaliser de nouvelles études sur la pauvreté, surtout :

- Sur l'impact de l'aide étrangère sur la pauvreté à l'aide des différentes mesures de la pauvreté, y compris les mesures multidimensionnelles de la pauvreté récemment développées ;
- Sur les canaux par lesquels l'aide étrangère affecte la pauvreté.

[Selon Khan et al. \(2022\)](#), le défi des décideurs politiques est de déterminer les méthodologies permettant d'accélérer la croissance tout en préservant au maximum les avantages distributifs obtenus par les pauvres au cours des 30 dernières années dans la région MENA.

[Selon Jeffrey \(2015\)](#) : « Il est nécessaire de poursuivre les recherches sur l'aide étrangère, mais au lieu de se focaliser sur les caractéristiques des pays - comme c'est souvent le cas dans la littérature - de nouvelles recherches devraient être menées pour analyser l'impact des pratiques des donateurs. Après tout, lorsqu'on essaie de sortir les populations de la pauvreté et de stimuler la croissance dans les pays en développement, il y a de nombreux facteurs qui peuvent déterminer l'efficacité de l'aide :

- La quantité d'argent donnée ;
- L'environnement dans lequel l'argent sera utilisé ;
- La qualité de l'aide.

Si l'aide est liée à des méthodes de dépenses spécifiques qui ne stimulent pas la croissance, ou si l'aide est fournie par une organisation qui se soucie davantage de ses propres gains politiques plutôt que des gains en termes de développement, alors la qualité de l'aide est faible. »

Ce sont les considérations qui sont absentes de la recherche actuelle sur l'aide étrangère et, bien que [Jeffrey \(2015\)](#) ait tenté de répondre à cette question, en ce qui concerne les donateurs bilatéraux et multilatéraux, davantage doit être fait pour brosser un tableau plus clair des pratiques des donateurs et de leur impact sur l'efficacité de l'aide.

9.4 Recommandations pour une distribution efficace de l'aide

Pour ce point 9.4, nous reprendrons des extraits choisis de [Riddell \(2014\)](#), en raison de la clarté et de l'exhaustivité de son point de vue sur la question :

9.4.1 Contexte

« Le secteur de l'aide n'est pas à court de suggestions sur ce qu'il convient de faire pour améliorer le fonctionnement de l'aide ; on pourrait même dire qu'il en a déjà trop et que toute autre suggestion irait à l'encontre du but recherché. Au niveau des projets et des programmes d'aide, les évaluations sont généralement tenues de formuler des recommandations visant à améliorer l'efficacité de l'aide, tandis que, comme nous l'avons vu, tant la Déclaration de Paris que les différentes études entreprises pour analyser les inefficacités au sein du système d'aide et à travers celui-ci, de manière explicite ou non, proposent des changements qui, s'ils étaient mis en œuvre, permettraient à l'aide de mieux fonctionner.

Bien que l'octroi de l'aide soit confronté à certaines questions clés non résolues, telles que la détermination de la meilleure façon d'allouer l'aide plus efficacement afin de maximiser son impact sur la réduction de la pauvreté, ce ne sont pas les solutions techniques qui font le plus défaut. Ainsi, nous savons que l'octroi de l'aide nécessite moins de donateurs officiels, qui gèrent moins de projets et fournissent des services plus rationalisés. moins de projets et d'un système de distribution plus rationnel, en réduisant le nombre de ceux qui gèrent tant de bureaucraties similaires. Nous savons que l'aide doit être mieux harmonisée et mieux alignée sur les systèmes et processus des pays bénéficiaires, et qu'il faut accorder une plus grande priorité au renforcement des institutions locales pour permettre à ceux des pays bénéficiaires de devenir davantage capables de déterminer les priorités de l'aide et de coordonner les dépenses d'aide.

Comme le suggère la discussion précédente, le principal problème réside peut-être dans la volonté politique des donateurs de changer les pratiques actuelles et la réticence des donateurs individuels à sacrifier plus que ce qu'ils ont déjà de la liberté dont ils jouissent actuellement pour décider de l'allocation et du déploiement de leurs propres fonds d'aide. Ce qui fait surtout défaut, c'est le domaine de l'économie politique et de la politique réelle : il ne s'agit pas tant de faire en sorte que les donateurs décident de ce qu'ils doivent faire, mais qu'ils comprennent la complexité du contexte dans lequel ils apportent leur aide et collaborent pour contribuer à un changement efficace. »

9.4.2 Propositions pour améliorer la distribution de l'aide

Dans l'article de Riddell (2014), il était 9 suggestions pour améliorer l'allocation de l'aide. Nous en présentons seulement 8, l'une d'entre elles étant quelque peu redondante. La plupart n'ont pas fait l'objet d'une attention particulière dans la littérature, bien que peu d'entre elles soient originales :

- « Approfondir la connaissance des contextes locaux :
Un ingrédient clé pour fournir une aide efficace est la connaissance approfondie du contexte local, une question d'une importance fondamentale si l'aide doit contribuer efficacement au développement de l'expertise et de l'appropriation locales. Cependant, les politiques de recrutement de la plupart des donateurs officiels (et de certaines ONG) se sont de plus en plus appuyées sur des affectations à court terme du personnel, dont le travail est souvent axé sur les questions de gestion et d'administration de l'aide. Afin d'améliorer, d'approfondir et d'étendre leurs connaissances dans des domaines complexes, les donateurs doivent revoir leur approche du recrutement, en remplaçant ou en complétant la norme actuelle des contrats à court terme dans le pays, dominée par les administrateurs de l'aide et les chefs de projet, par des contrats à plus long terme pour le personnel technique plus qualifié - en considérant les contrats de trois à cinq ans comme la norme. Ces contrats doivent s'appliquer aux gestionnaires de l'aide dans les pays et au personnel technique à court terme (local et externe), notamment ceux qui comprennent à quoi la propriété d'un pays et la coordination par les bénéficiaires pourrait ressembler et qui pourraient apprécier ce que l'approche transformationnelle de l'aide tente de faire.

- Veiller à ce que les utilisations à court terme de l'aide passent à des objectifs de développement à long terme :
Les performances et l'évaluation des activités du personnel chargé de l'aide des donateurs doivent être moins axées sur les méthodes actuelles de gestion du cycle des projets et de fourniture des résultats de l'aide. Elles doivent être bien plus liées aux progrès réalisés en matière de développement durable et se concentrer davantage sur le développement (avec d'autres donateurs - et sur la base de discussions avec les principales parties prenantes des pays bénéficiaires) de moyens d'utiliser l'aide de manière plus transformationnelle. Dans un avenir prévisible, les projets discrets visant à produire des avantages à court terme continueront à faire partie des portefeuilles globaux des donateurs. Les méthodes d'appréciation, de suivi et d'évaluation de ces projets doivent explicitement inclure deux éléments liés.
 - o Premièrement, le développement initial et l'évaluation des projets doivent explicitement être entrepris dans le cadre de la Déclaration de Paris, en veillant notamment à ce que les nouveaux projets sont cohérents et alignés sur les objectifs de développement à long terme du pays bénéficiaire, et suffisamment harmonisés avec ceux des autres donateurs et qu'ils ne sapent pas le développement des capacités locales. Actuellement, ce n'est pas le cas.
 - o Deuxièmement, ces facteurs plus larges doivent faire partie intégrante du suivi et de l'évaluation réguliers. En outre, au niveau du soutien aux projets, en particulier dans les pays les plus pauvres (à faible revenu), de plus en plus d'éléments indiquent que les donateurs doivent accorder une (plus grande) priorité à l'implication des bénéficiaires, tant dans la conception que dans le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des projets axés sur la pauvreté, en veillant à inclure les groupes les plus marginaux, et à encourager le développement de réseaux, souvent considérés comme un facteur important d'impact sur le développement durable.

La Déclaration de Paris ayant été signée par un nombre croissant d'ONG et de fondations privées, ces changements s'appliqueraient également aux donateurs officiels et non officiels.

- Lier plus étroitement l'ensemble de l'aide aux objectifs et processus généraux des pays en développement :

Les programmes d'aide des différents donateurs doivent être élaborés non pas de manière isolée mais dans le cadre de l'effort global d'aide au niveau national. Cet effort doit à son tour être davantage et même de plus en plus façonné par la recherche de la meilleure façon pour l'aide de contribuer efficacement à l'extension et à l'appropriation par le pays d'une stratégie de développement durable et axée sur la pauvreté, qui permette aux bénéficiaires de devenir les coordinateurs efficaces des donateurs et de leurs programmes d'aide. Il est clair que cela nécessitera une connaissance locale approfondie, y compris une connaissance de la nature du pouvoir politique et de la manière dont les processus politiques et économiques interagissent, ce qui, à son tour, fournit le contexte nécessaire aux discussions sur la façon de s'engager dans le soutien institutionnel et le renforcement des capacités. Dans le cadre de ce processus, les donateurs doivent donner la priorité au soutien des initiatives qui aideront à favoriser une plus large appropriation des plans et politiques de développement. Ce que cela signifiera dans la pratique variera clairement d'un pays à l'autre et devra, en partie, être basé sur les donateurs eux-mêmes qui développeraient une connaissance plus approfondie et plus étendue de l'économie politique des pays auxquels ils apportent leur aide que ce qui est usuel actuellement. Une façon d'y parvenir serait de fournir un financement à long terme pour aider au développement de groupes de réflexion forts, indépendants et ancrés localement, en particulier dans les domaines de la gouvernance et de l'économie politique. En plus d'aider à développer et à élargir le débat national sur les questions centrales de la politique de développement, cela réduira également le besoin de compter sur l'utilisation de d'économistes politiques recrutés à l'extérieur, ainsi que d'une expertise locale le plus souvent recrutée pour des missions de courte durée qui, de manière tout à fait compréhensible, ont tendance à confirmer ou à faire entendre ce que les donateurs veulent entendre.

- Tirer des enseignements - passer de la rhétorique à la réalité :

Les évaluations sont potentiellement un moyen important non seulement d'évaluer l'impact des interventions d'aide, mais aussi de tirer des leçons pour améliorer l'aide. S'il est largement reconnu que les évaluations de bonne qualité doivent inclure des recommandations spécifiques et des leçons apprises, ce n'est que récemment qu'il a été formellement convenu au sein de la communauté des donateurs de l'OCDE/CAD que la qualité des évaluations devrait être déterminée non seulement en termes de rapport écrit, mais aussi par rapport à l'utilisation éventuelle et à la manière dont ces rapports sont utilisés. Beaucoup, sinon la plupart des grandes agences officielles de développement intègrent les "enseignements tirés" à la fois dans les évaluations et dans les documents d'évaluation des projets, mais c'est souvent la mise en œuvre qui fait défaut et le fossé entre la théorie et la pratique reste important. Aujourd'hui, dans de nombreuses agences, les enseignements tirés de la recherche et de l'évaluation ne sont pas intégrés dans l'élaboration des futurs projets et programmes d'aide, et de nombreuses recommandations sont régulièrement ignorées ou non mises en œuvre. Pour que l'aide fonctionne mieux, chaque agence donatrice doit s'attaquer à ces échecs et à ces faiblesses. Ainsi, les donateurs devraient systématiquement établir un système (formalisé) pour mettre en œuvre les conclusions des évaluations et des recherches liées, en expliquant clairement comment ils ont l'intention de répondre aux recommandations formulées ou, dans les cas où ils ne sont pas d'accord, pourquoi, en fournissant un plan d'action convenu et contrôlable qu'ils mettront en œuvre et ensuite rendre compte officiellement des progrès accomplis.

- Repenser les moyens de communiquer sur l'aide :
Les donateurs doivent repenser la manière dont ils communiquent avec le grand public sur le rôle et l'objectif de l'aide et sur les attentes créées. D'autant plus qu'ils travaillent plus étroitement avec d'autres donateurs et bénéficiaires, ils doivent développer des moyens différents, plus systématiques et proactifs de communiquer les raisons pour lesquelles ils travaillent maintenant de ces nouvelles façons et les résultats des évaluations à des publics clés sur ce que l'on peut attendre des évaluations en ce qui concerne la contribution spécifique de l'aide des différents donateurs aux résultats du développement. Ils doivent expliquer pourquoi l'aide doit être canalisée vers des initiatives dont les résultats peuvent prendre du temps à se manifester et peuvent même être incertains, fournir des preuves de leur efficacité et des exemples de la façon dont les leçons sont tirées lorsque les résultats diffèrent de ceux escomptés. Pour ce faire, ils devront encourager l'usage de divers modèles de théories du changement et regarder les moyens de se concentrer sur les résultats intermédiaires auxquels ils contribuent, ainsi que les donateurs, pour évaluer et expliquer l'apport de chacun aux résultats et processus de développement.

- Repenser la manière d'aider les pauvres dans les pays à revenu intermédiaire :
Un nouveau défi est apparu suite au passage de pays contenant un grand nombre de personnes très pauvres du groupe des pays à faible revenu à celui des pays à revenu intermédiaire : près des 3/4 des personnes les plus pauvres du monde se trouvent désormais dans des pays à revenu intermédiaire. Cependant, jusqu'à présent, cela n'a fait que très peu de différence dans la manière dont les donateurs déploient leur aide (principalement par le biais de projets) ; les approches restent presque identiques aux projets qu'ils encouragent dans les pays les plus pauvres. La différence cruciale entre les pays les plus pauvres et les pays à revenu intermédiaire est que ces derniers ne souffrent pas d'un manque de fonds : ils disposent des ressources nécessaires pour répondre aux besoins des plus pauvres ; c'est la manière avec laquelle ils allouent les fonds et les ressources humaines et les choix qu'ils font qui entraînent la perpétuation de l'extrême pauvreté. Ce que les donateurs doivent faire - et qu'ils n'ont pas réussi à faire jusqu'ici - c'est de faciliter, dans chacun de ces pays, la compréhension de comment et pourquoi l'extrême pauvreté persiste, afin que les processus de décision et les priorités puissent être modifiés pour donner aux groupes pauvres et marginalisés de participer à ces processus et de leur permettre d'accéder aux services et aux opportunités dont leurs concitoyens non pauvres peuvent manifestement bénéficier.

- Réduire la volatilité de l'aide au niveau des pays :
Nous savons que l'aide doit être fournie dans un délai plus long et plus sûr afin de réduire son imprévisibilité et sa volatilité. De même, les donateurs doivent respecter les engagements qu'ils prennent en matière d'aide et honorer les promesses répétées qu'ils font (et que beaucoup ne tiennent pas) de fournir davantage d'aide. À court terme, en particulier dans les pays (généralement la majorité) qui ne sont pas confrontés à des problèmes politiques immédiats, une façon de réduire l'écart entre le discours des donateurs et la réalité de l'octroi de l'aide serait que les six ou sept plus grands donateurs des pays bénéficiaires conviennent avec le bénéficiaire du montant total combiné de l'aide que les bénéficiaires seraient en mesure de dépenser et que les donateurs conviennent qu'ils seraient en mesure de fournir sur, disons, une période initiale de trois à cinq ans. Une fois l'accord conclu, ces donateurs s'engageraient à fournir l'aide qu'ils ont convenu de donner, en exerçant si nécessaire une pression par les pairs sur tout donateur récalcitrant menaçant de réduire son aide, et finalement en s'engageant chacun à contribuer à combler tout manque à gagner si l'un des leurs renonce à la promesse initiale faite. Les donateurs européens ayant récemment accepté de fournir une aide par le biais d'un système de programmation conjointe dans un cadre commun, ils pourraient être à l'avant-garde de l'adoption d'une telle approche.

- Donner la priorité à l'aide au renforcement des capacités locales des bénéficiaires afin de mieux coordonner l'aide :

Tout en confirmant son importance, la Déclaration de Paris n'a pas réussi à développer aucun indicateur pour encourager les efforts visant à aider à construire et à étendre les capacités locales pour permettre aux pays bénéficiaires de superviser et de coordonner efficacement l'ensemble des efforts d'aide, et de coordonner l'ensemble des efforts d'aide et de veiller à ce que les plans des différents donateurs soutiennent les processus nationaux et y soient suffisamment intégrés. L'une des façons dont les donateurs pourraient commencer à le faire serait de financer (conjointement) des études qui établiraient un plan et un calendrier pour ce qui doit être fait de part et d'autre, en sollicitant la contribution du donateur et du bénéficiaire (y compris les ONG et la société civile plus largement). Un plan d'action pourrait alors être convenu avec l'assurance que des fonds suffisants seront disponibles pour mettre en œuvre l'approche convenue. »

Cette dernière recommandation consistant en l'incitation à l'appropriation nationale et à la participation locale est partagée par [Rabinowitz \(2015\)](#).

[Niyonkuru \(2016\)](#) propose de ne pas s'axer uniquement sur les aides intérieures, ce qui importe d'autant plus au vu des problèmes potentiels de volatilité de l'aide des donateurs. À ses yeux, **il s'agit d'accroître aussi les capacités des gouvernements locaux** à mettre en place :

- Des stratégies rigoureuses de collecte des recettes nationales ;
- Des réformes fiscales ;
- Des réformes institutionnelles fortes
- La lutte contre la corruption et toutes les conditions qui conduisent à l'évasion des recettes et des fonds publics.

Il ne s'agit pas pour autant de refuser l'aide étrangère en tant que telle, car elle peut se montrer utile en étant injectée dans l'investissement public à court et à long terme du gouvernement (infrastructures) et le capital humain (éducation et santé) qui est à même de créer des conditions favorables pour les industries et les investisseurs étrangers.

SECTION 10 : CONCLUSIONS

Si les données en matière de coopération au développement sont parfois très lacunaires, il nous est possible de tirer ces conclusions. Les thématiques abordées dans ce mémoire étant vastes et quelque peu hétéroclites, nous structurerons le tout en présentant par rubriques les éléments essentiels à retenir de ce mémoire.

10.1 Sur les initiatives locales des PVD

Certaines initiatives locales comme le NEPAD en Afrique et les transferts de cash en Amérique latine semblent peiner à atteindre leurs objectifs en matière de réduction de la pauvreté.

10.2 Constats sur les donateurs

10.2.1 ONG

Les ONG sont souvent bien informées des besoins sur le terrain et aptes à atteindre des zones rurales et régions éloignées où elles peuvent compenser le manque de présence du gouvernement et participer à la création d'emplois. Elles ont tendance à être adaptables et flexibles, innovantes, bien équipées, financées et dotées en personnel, et la plupart de leurs activités sont rentables car elles engagent des stagiaires et des volontaires qui n'ont pas besoin de beaucoup d'argent. Mais si elles ont un impact plutôt concluant sur le terrain, elles présentent aussi ces défauts :

- La durée de vie des ONG dépend de la capacité des donateurs à fournir des fonds, ce qui fait qu'elles servent leur cahier de charges parfois au détriment des intérêts des destinataires de l'aide
- Il est souvent un manque de synchronisation des services des différentes ONG
- Leur mauvais suivi et manque de supervision peut parfois rendre la visibilité de leurs activités inaccessible
- Les ONG ont parfois un accès limité à certaines zones clés

10.2.2 Les BRICS

À l'exception de la Russie, les BRICS se distinguent des donateurs occidentaux par leur principe de non-ingérence et de non-conditionnalité des aides. Si la quantité d'aide qu'ils offrent est plus faible que celle des donateurs traditionnels, les BRICS ont néanmoins l'avantage d'améliorer le pouvoir de négociation des pays bénéficiaires en élargissant les options dont ils disposent en matière d'aide internationale. Ils ont, cependant, aussi ces défauts :

- Leur manque de transparence ;
- Leur préoccupation limitée (en termes de budget) de l'appropriation par les bénéficiaires ;
- Leur tendance à utiliser différents types d'"aide liée", en contradiction avec leurs discours de « relations plus équilibrées et horizontales entre les partenaires »

On sait peu de choses sur les effets de l'aide des BRICS sur le développement. La littérature sur cette question reste largement anecdotique, principalement en raison du manque de données complètes et bien structurées.

En le cas plus particulier de la Chine, son aide financière, pour les aspects négatifs, semble ne pas permettre l'appropriation par les populations locales, être sujette au détournement par les élites locales, aggraver la corruption dans certains pays tout en sapant les efforts de la BM pour lutter contre cette corruption, réduire la participation syndicale, aggraver le fardeau de la dette et ne pas avoir un impact robuste sur la croissance. Pour les aspects positifs, son financement peut contribuer à réduire les inégalités spatiales et aider au développement des infrastructures. Ceci dit, nous ne disposons pas de suffisamment de données pour conclure avec certitude sur les dommages environnementaux que la Chine pourrait engendrer.

10.2.3 Le FMI

Les prêts du FMI ont tendance à porter atteinte au bien-être général de la population, car la hausse du chômage dans les secteurs prioritaires (santé et éducation) a entraîné une détérioration du niveau de vie de citoyens déjà pauvres. Ceci dit, si les fonds sont injectés dans des projets d'investissement à long terme qui renforçaient la création d'emplois et l'emploi dans les secteurs informels, il est démontré que de petits succès peuvent être remportés.

Tout ceci rejoint le constat que lorsque les donateurs s'appuient sur leurs propres systèmes pour fournir l'aide, cela a pour effet de saper les systèmes des pays bénéficiaires. De même, lorsque les donateurs ont concentré leur aide sur la résolution des problèmes entravant le développement à long terme, les résultats ont été décevants : les initiatives de réforme institutionnelle n'ont généralement pas résolu les problèmes et les ont souvent aggravés.

10.3 Coordination des donateurs

Les principaux obstacles à la coordination comprennent :

- Les procédures administratives distinctes entre les pays pouvant parfois s'avérer désordonnées à l'échelle d'un pays ;
- Le manque de préparation à la coordination des autorités récipiendaires de l'aide ;
- La résistance des principaux donateurs (à abandonner ou à partager des programmes d'aide phares), en raison de la primauté des intérêts nationaux du donateur bilatéral.
- Les coûts politiques de la coordination (longueur et difficulté des négociations qui vont tenter de coordonner l'aide lorsqu'ils décident du niveau ou de l'intensité des efforts de coordination de l'aide qu'ils souhaitent appliquer)
- L'absence d'un mécanisme de décision centralisé : les pays donateurs ne coordonneront pas automatiquement leur aide s'ils ne s'attendent pas à ce que d'autres pays, ou suffisamment d'autres pays, se joignent à un groupe de coordination.

Le manque de coordination entraîne :

Pour les pays partenaires, des charges administratives plus élevées sans compter la perte d'opportunité pour les pays bénéficiaires (détériorant les capacités d'absorptions et la qualité des bureaucraties saturées par l'afflux massif de l'aide).

Pour les donateurs, la restriction de l'efficacité des mécanismes de contrôle et de sanction : cela empêche les économies d'échelle et la plus large circulation des informations sur les comportements frauduleux dans l'utilisation de l'aide.

Cela conduit à son tour à :

- L'apparition de problèmes de parasitisme (phénomène des « development brokers »), par l'absence de recoupage d'informations entre donateurs ;
- L'apparition d'une structure du style « dilemme du prisonnier ». Les bénéficiaires feront passer d'abord leurs intérêts propres plutôt que leurs intérêts communs ;
- Le phénomène des "chouchous de l'aide" (ou « aid darling ») et des "orphelins de l'aide";
- L'imprédictibilité des flux d'aide et l'affaiblissement de la comptabilité qui, indirectement, rendent plus difficile pour les pays bénéficiaires de gérer les flux de la coopération au développement reçue ;

Le résultat final est :

- Un gaspillage des maigres ressources financières et affaiblit l'efficacité de l'aide en matière d'impact sur la croissance ;

Ces études semblent toutes empiriquement indiquer qu'au lieu de coordonner des aides bilatérales, il vaut mieux faire confiance aux institutions multilatérales.

10.4 Formats de décaissement d'aide à privilégier

Si les décaissements bilatéraux permettent à l'État donateur d'avoir un contrôle total sur le don d'aide, l'utilisation des forums multilatéraux reste préférable car elle est moins chère, elle disperse les responsabilités des donateurs et elle est souvent considérée comme moins politiquement biaisée. En outre, l'aide multilatérale semble plus bénéfique aux populations des PVD que l'aide bilatérale : elle impacte davantage la croissance et semble moins résistante face aux tentatives de captage par les élites des pays bénéficiaires de l'aide.

Pour ce qui est des aides au projet et des aides au programme, nous pouvons conclure que l'aide au projet reste préférable à l'aide au programme parce qu'elle est plus transparente et attire des leaders opportunistes détournant moins l'argent de l'aide.

Les déboursements avec co-construction des projets avec les pays bénéficiaires semblent être ceux les plus bénéfiques pour les populations locales. Seulement, il est deux défauts à ce type de déboursement :

- Les donateurs n'ont jamais accepté une approche de l'aide qui leur fait perdre le contrôle de « leur aide ».
- Les crises de récession chez les pays donateurs, qui amènent des coupes nettes dans les dépenses publiques et des restructurations et réorientations des aides vers des activités dont les bénéficiaires se perçoivent plus rapidement et facilement.

10.5 Critères sur lesquels se basent le ciblage de l'aide

- Les besoins des bénéficiaires
- Le PIB initial par habitant → Les résultats indiquent clairement que les pays les plus pauvres reçoivent des montants plus élevés d'aide extérieure par habitant.
- La taille de la population → Avec l'augmentation de celle-ci, l'aide par habitant tend à diminuer.
- La qualité de la gouvernance → Il est évident que si les pays ont une bonne gouvernance, ils bénéficient d'une aide préférentielle de la part des donateurs.
- L'appropriation du projet d'aide par les bénéficiaires
- Les niveaux de corruption dans le pays d'origine ;
- Les intérêts économiques propres des pays donateurs.
- La facilité de mesurer les intrants et extrants de chaque projet dans lequel on investit (le ciblage se fait par secteur autant que par pays ; il y a des secteurs où il sera plus facile de voir si l'aide est effectivement arrivée à destination, par exemple si on achète des médicaments pour des hôpitaux).

Pour ce qui est du ciblage, il est préférable, pour réellement aider les populations dans le besoin, de chercher avant toute chose à atteindre les populations nécessiteuses plutôt que veiller à tout prix à l'efficacité de la distribution de l'aide en adressant des subsides à des pays avec moins de problèmes et une meilleure gouvernance.

10.6 Capture par les élites

10.6.1 Principal impact de la capture par les élites

Le facteur critique dans le choix des modalités de l'aide est de reconnaître que les coûts de l'échec (= les bénéfices abandonnés d'un programme qui a été fraudé) sont les véritables coûts de la corruption. Une fois que l'attention est portée sur la question de savoir si le programme obtient des résultats ou non, il est non seulement d'améliorer l'efficacité du programme, mais aussi de limiter l'impact de la corruption sur le développement.

10.6.2 Comment limiter les effets néfastes de la capture par les élites

- Tous les types de corruption ne sont pas les mêmes, il faut donc apporter des réponses différentes en fonction du contexte (une taille unique ne convient pas à tous). Certaines fois le détournement des fonds de l'aide peut aboutir à des résultats en matière de développement meilleurs que ceux suivant des objectifs planifiés en amont par les donateurs.
- Les mesures anti-corruption sont plus efficaces lorsque d'autres facteurs contextuels les soutiennent et lorsqu'elles sont intégrées dans un ensemble plus large de réformes institutionnelles.
- Les réformes de la gestion des finances publiques sont efficaces pour réduire la corruption (facteurs internes au gouvernement).
- Dans les bonnes circonstances, les institutions supérieures de contrôle, les mécanismes de responsabilité sociale et la société civile organisée peuvent être efficaces pour réduire la corruption (facteurs externes au gouvernement).

10.7 Conditionnalités

10.7.1 Conditionnalités ex-ante vs ex-post

Pour ce qui est des conditionnalités, si elles permettent toutes deux d'assurer un flux de revenu dans le temps, il semble préférable qu'elles soient de type ex-post. Ces dernières en effet ont ces avantages :

- Leurs exigences en matière d'information des modalités d'entrée sont plus faibles, car elles ne requièrent que des informations sur les résultats.
- Leur mécanisme de fonctionnement réduit nécessairement la corruption

Il n'y a que quand l'on dispose des données sur les intrants et qu'il est difficile de mesurer les extrants que l'emploi de conditionnalités ex-ante pourraient devenir pertinentes.

10.7.2 Impact du montant de l'aide

- Si les fonds d'aide sont plutôt faibles/versées par petites tranches/que les coûts de mise en œuvre des projets sont plus élevés :
 - Et que les contraintes de participation des deux types de dirigeants forts (altruistes ou guidés par leur intérêt particulier) sont vraiment contraignantes ;
 - Et que les coûts de surveillance et de punition sont négligeables ;

Alors les pays les plus pauvres, ou les populations les plus pauvres au sein d'un pays ne pourront jamais être exclus du programme d'aide tandis que les riches s'ils sont trop riches le seront.

- Si les déboursements d'aide sont trop massifs, cela aboutira à ces effets pervers : une plus grande taille de projet inciterait le dirigeant
 - Soit à relâcher son effort appliqué au projet ;
 - Soit à augmenter son détournement de l'argent de l'aide (il entrerait dans une logique de rente) compromis besoin-gouvernance.

Tout en tirant une légitimité accrue de par les interactions avec le monde extérieur non par celles avec leur propre peuple

Ce qui serait préjudiciable aux pauvres.

10.8 Volatilité de l'aide

S'il est des troubles sociaux locaux ou des crises économiques ou bancaires dans le pays donateur ou s'il est un scandale de corruption présumé dans le pays bénéficiaire, l'aide au développement risque d'être significativement réduite, ce risque, chez le bénéficiaire de l'aide, d'augmenter la dépendance de l'économie en développement au secteur minéral, de déprimer l'emploi masculin (plus que l'emploi féminin) et d'aboutir à l'éclatement de conflits violents.

10.9 Appropriation des projets d'aide

Si les donateurs ne comprennent pas le contexte politique, social et culturel local, leur capacité à traverser ce contexte, à chercher des points d'entrée pour obtenir des changements et à relever les défis auxquels sont confrontés les plus marginalisés est sérieusement compromise. Il est plus que nécessaire que les locaux parviennent à développer des structures de gouvernance les rendant à même de gérer leur propre développement, y compris après le départ des fournisseurs d'aide.

10.10 Efficacité de l'aide

A Facteurs impactant l'efficacité de l'aide

- La démocratie ;
- L'aide ciblée sur les dépenses publiques en faveur des pauvres, comme l'agriculture, l'éducation, la santé et d'autres services sociaux, est efficace ;
- L'aide versée aux secteurs de production, aux infrastructures et au développement économique est plus efficace pour réduire la pauvreté.

B Impacts de l'aide

- L'aide étrangère a un effet positif significatif sur la qualité des institutions économiques dans les pays bénéficiaires.
- La plupart des études ont suggéré que l'aide a apporté une contribution positive à la croissance mais l'impact de l'aide sur la croissance semble relativement faible.
- Les études semblent dire que les aides ont un faible impact sur la diminution de la pauvreté mais il semble qu'elles soient souvent non concluantes
- L'aide au commerce semble avoir un impact positif sur le développement du commerce, mais ne semble pas cibler les plus nécessiteux
- L'aide semble produire des effets positifs en matière de bien-être des bénéficiaires et, à court terme, d'éducation (augmentation des inscriptions dans l'éducation de base) dans les pays bénéficiaires de l'aide. Pour l'éducation, il convient d'étudier s'i les aides n'ont pas d'externalités négatives à long terme
- L'aide améliore des résultats spécifiques à la participation des femmes dans les activités politiques, sociales et économiques (incluant la mobilité et la génération de revenus), même dans un contexte hautement conservateur tel l'Afghanistan.
- Les dépenses pour la santé et d'autres programmes sociaux sembleraient diminuer la pauvreté.
- Les projets de développement (chinois en particulier) des infrastructures et des transports réduisent les inégalités économiques au sein des régions et entre elles.
- Les effets de l'aide sur la stabilisation macroéconomique et de protection de l'environnement restent méconnus.

C. Propositions pour renforcer l'efficacité de l'aide

Du côté des donateurs :

- Approfondir la connaissance des contextes locaux
- Veiller à ce que les utilisations à court terme de l'aide passent à des objectifs de développement à long terme.
- Lier plus étroitement l'ensemble de l'aide aux objectifs et processus généraux des pays en développement
- Repenser les moyens de communiquer sur l'aide
- Tirer des enseignements - passer de la rhétorique à la réalité
- Repenser la manière d'aider les pauvres dans les pays à revenu intermédiaire
- Réduire la volatilité de l'aide au niveau des pays
- Donner la priorité à l'aide au renforcement des capacités locales des bénéficiaires afin de mieux coordonner l'aide

Du côté des bénéficiaires :

- Des stratégies rigoureuses de collecte des recettes nationales ;
- Des réformes fiscales ;
- Des réformes institutionnelles fortes
- La lutte contre la corruption et toutes les conditions qui conduisent à l'évasion des recettes et des fonds publics.

BIBLIOGRAPHIE

Figures

Figure 1. Composition sectorielle de l'aide étrangère, déboursement net total (1967-2016), prix constants de 2016. Source : [OECD \(2017\)](#), [DAC statistics](#)

Figure 2. La nouvelle composition de la coopération au développement (en milliards de dollars) ; réalisation de l'auteur basée sur l'Institut Hudson et le CAD (OCDE). Source : [Alonso \(2018\)](#)

Figure 3. Financement externe total du secteur public dans les pays en voie de développement (Engagements, en milliards de \$, prix de 2019). Source : [OECD/DAC – CRS and World Bank DRS](#).

Figure 4. Composition des flux financiers par groupes de revenu (2015). Source : [Alonso \(2018\)](#) qui lui-même la reprend du CAD (OCDE)

Figure 5. Aides au développement reçues au Brésil entre 1973 et 2001 (millions de USD). Source : réalisation personnelle sur EXCEL, à partir des données fournies pour Ouattara (2005).

Figure 6. Aides au développement reçues à Haïti entre 1973 et 2001 (millions de USD). Source : réalisation personnelle sur EXCEL, à partir des données fournies pour Ouattara (2005).

Figure 7. Aides au développement reçues en Inde entre 1973 et 2001 (millions de USD). Source : réalisation personnelle sur EXCEL, à partir des données fournies pour Ouattara (2005).

Figure 8. Aides au développement reçues au Mali entre 1973 et 2001 (millions de USD). Source : réalisation personnelle sur EXCEL, à partir des données fournies pour Ouattara (2005).

Figure 9. Evolution de l'APD (ODA sur le graphe) et autres sources officielles de financement. Source : [Alonso \(2018\)](#)

Figure 10. APD totale et APD des principaux donateurs entre 1960 et 2013. Source : [Prieto Valero \(2020\)](#)

Figure 11. L'extrême pauvreté dans le monde. Source : estimations Banque mondiale – © Observatoire des inégalités

Figure 12. Où vivent les 20% les plus pauvres ? Source : analyse d'Oxfam à partir de données compilées par Development Initiatives (DI), s'appuyant sur des données de PovcalNet (Banque mondiale) et de Fund for Peace. Pour plus d'informations sur les calculs DI, voir <http://data.devinit.org/#!/data/methodology/>

Figure 13. engagements officiels en matière d'aide au développement du CAD, 1970-2014. Source : [Bermeo \(2017\)](#)

Figure 14. Décaissements bruts annuels moyens d'aide publique au développement (APD) de l'ensemble des pays du G7 et des BRICS sur la période 2010-2014, en millions de dollars américains. Source : [Asmus et al. \(2017\)](#), qui lui-même se base sur les données 2017 de l'OCDE

Figure 15. Carte de l'aide étrangère chinoise dans les PVD entre 2005 et 2015. Source : [Mueller \(2022\)](#)

Figure 16. Les cartes ci-dessus montrent la répartition de l'aide russe (2011-2015) par pays bénéficiaire. Sources : [Asmus et al. \(2018\)](#). Données de la CIA et du CAD-OCDE.

Figure 17. APD russe, en millions de US\$. Source : [Banque Mondiale \(2022\)](#)

Articles

Addison, Tony, Niño-Zarazúa, Miguel and Tarp, Finn, (2015), Aid, Social Policy, and Development, No wp-2015-061, WIDER Working Paper Series, World Institute for Development Economic Research (UNU-WIDER). (Consulté le 27 juillet 2022)

Aldashev, Gani ; Verardi, Vincenzo (January 9, 2012) ; Is Aid Volatility Harmful? ; University of Namur (FUNDP) and ECARES, (Consulté le 12 août 2022)

Alkire, Abina & Santos, Maria Emma (2010); Acute Multidimensional Poverty: A New Index for Developing Countries ; OPHI Working Paper No 38 ; Oxford Department of International Development (Consulté le 10 août 2022).

Alonso, José Antonio (2018). Development Cooperation to Ensure that none be Left Behind. *Journal of Globalization and Development*, 9(2), -. doi:10.1515/jgd-2018-0014 (Consulté le 6 août 2022)

Andersen, Jorgen Juel; Johannesen, Niels; Rijkers, Bob. 2020. Elite Capture of Foreign Aid : Evidence from Offshore Bank Accounts. Policy Research Working Paper;No. 9150. World Bank, Washington, DC. (Consulté le 24 juillet 2022)

Apodaca, C. Foreign Aid as Foreign Policy Tool. *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. Retrieved 26 Jul. 2022. (Consulté le 03 août 2022)

Asmus, Gerda & Fuchs, Andreas & Müller, Angelika. (2017). BRICS and Foreign Aid. *SSRN Electronic Journal*. 10.2139/ssrn.3027620. (Consulté le 04 août 2022)

Asmus, Gerda & Fuchs, Andreas & Müller, Angelika. (2018). Russia's foreign aid re-emerges, Working Paper BRICS and foreign aid, Aiddata A Research Lab at William & Mary (Consulté le 19 août 2022).

Balioune-Lutz, Mina. The Effectiveness Of Foreign Aid To Women's Equality Organizations In The Mena: Does Aid Promote Women's Political Participation?, WIDER Working Paper 2013/074 Helsinki: UNU-WIDER, 2013. (Consulté le 15 juillet 2022)

Bandyopadhyay, Subhayu and Vermann, E. Katarina (2013), Donor motives for foreign aid, *Review*, 95, (July), 327-336 (Consulté le 14 juillet 2022)

Beath, Andrew, Fotini Christia, and Ruben Enikolopov. "Empowering Women through Development Aid: Evidence from a Field Experiment in Afghanistan." *American Political Science Review* 107, no. 03 (August 24, 2013): 540-557. Version: Final published version (Consulté le 3 août 2022)

Bermeo, Sarah. (2017). Aid Allocation and Targeted Development in an Increasingly Connected World. *International Organization*. 71. 735-766. 10.1017/S0020818317000315. (Consulté le 5 août 2022)

Bibi, H., Amin, A., & Alam, D. (2021). Empirical Analysis of the Macroeconomic impact of Foreign Aid on Pakistan Economy (1972-2014). *Journal of Accounting and Finance in Emerging Economies*, 7(3), 587-596. (Consulté le 18 juillet 2022)

Bluhm, Richard and Fuchs, Andreas and Fuchs, Andreas and Strange, Austin and Dreher, Axel and Parks, Bradley and Tierney, Michael ; Connective Financing - Chinese Infrastructure Projects and the Diffusion of Economic Activity in Developing Countries (2020). CESifo Working Paper No. 8344. (Consulté le 14 juillet 2022)

Boateng, Elliot; Agbola, Frank W.; Mahmood, Amir; (2021). Foreign aid volatility and economic growth in Sub-Saharan Africa: Does institutional quality matter? . *Economic Modelling*. doi:10.1016/j.econmod.2020.12.032 (Consulté le 29 juillet 2022)

Bourguignon, François; Platteau, Jean-Philippe (2013) : The hard challenge of aid co-ordination, WIDER Working Paper, No. 2013/073, ISBN 978-92-9230-650-2, The United Nations University World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER), Helsinki (Consulté le 4 juillet 2022)

Bourguignon, François; Platteau, Jean-Philippe (2015). Does Aid Availability Affect Effectiveness in Reducing Poverty? A Review Article. *World Development*, S0305750X1500145X-. doi:10.1016/j.worlddev.2015.06.003 (Consulté le 5 juillet 2022)

Briggs, Ryan C, Why Does Aid Not Target the Poorest?, *International Studies Quarterly*, Volume 65, Issue 3, September 2021, Pages 739–752. (Consulté le 2 août 2022)

CNCD-11-11-11, Objectifs du Millénaire pour le Développement, dernière visite le 19 août 2022 sur <https://www.cncd.be/+/-Objectifs-du-Millenaire-pour-le-609-+>

Commission européenne, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, dernière visite le 12 août 2022 sur https://agriculture.ec.europa.eu/international/international-cooperation/international-organisations/fao_fr

Dang, Hai-Anh; Knack, Stephen; Rogers, F. Halsey (2013). International aid and financial crises in donor countries. *European Journal of Political Economy*, 32, 232–250. (Consulté le 30 juin 2022)

Donaubauer, Julian; Meyer, Birgit; Nunnenkamp, Peter (2016). Aid, Infrastructure, and FDI: Assessing the Transmission Channel with a New Index of Infrastructure. *World Development*, 78, 230–245. (Consulté le 5 août 2022)

Dzhumashev, Ratbek ; Hailemariam, Abebe; (2021). Foreign aid and the quality of economic institutions . *European Journal of Political Economy*, Volume 68, 102001, ISSN 0176-2680 -. doi:10.1016/j.ejpoleco.2021.102001 (Consulté le 12 juillet 2022)

Fiodendji, Daniel Komlan; Evlo, Kodjo. Threshold Effects in the Foreign Aid-Economic Growth Relationship: The Role of Institutional Quality and Macroeconomic Policy Environment, *Modern Economy*, Vol.4 No.11, 2013 (Consulté le 10 juillet 2022)

Gaspart, Frédéric & Platteau, Jean-Philippe | (July 2013) Is Cheap Aid Money Good for the Poor ?, Centre for Research on the Economics of Development (CRED), University of Namur, Belgium. (Consulté le 28 juin 2022)

Galvez, Elena. (2012). European Development Aid: How to Be More Effective Without Spending More?. (Consulté le 18 juillet 2022)

Ghimire, Shanka Prasad, Foreign Aid Effectiveness: Three Essays on Aid-For-Trade and Export Performance of Developing Countries (2013). Open Access PhD Thesis, Western Michigan University. 204. (Consulté le 15 juillet 2022)

Ghimire, Shankar & Mukherjee, Debasri & Alvi, E.. (2016). Aid-for-Trade and export performance of developing countries ; Applied Econometrics and International Development, 2016, vol. 16, issue 1, 23-34 (Consulté le 4 août 2022)

Guillaumont, Patrick; Wagner, Laurent (2014). Aid Effectiveness for Poverty Reduction: Lessons from Cross-country Analyses, with a Special Focus on Vulnerable Countries. *Revue d'économie du développement*, 22(HS01), 217-. doi:10.3917/edd.hs01.0217 (Consulté le 3 août 2022)

Hickey, Sam ; Sen, Kunal ; and Bukenya, Badru ; The Politics of Inclusive Development: Interrogating the Evidence, 2014, ISBN-13: 9780198722564, Published to Oxford Scholarship Online: January 2015 (Consulté le 4 août 2022)

Hühne, Philipp, Meyer, Birgit & Nunnenkamp, Peter (2014) Who Benefits from Aid for Trade? Comparing the Effects on Recipient versus Donor Exports, *The Journal of Development Studies*, 50:9, 1275-1288 (Consulté le 21 juillet 2022)

ICRISAT, Overview, dernière visite le 12 août 2022 sur <https://www.icrisat.org/overview-1-2/>

ILRI, About us, dernière visite le 12 août 2022 sur <https://www.ilri.org/about-us>

In'Airat, Mohammad. Aid allocation, selectivity, and the quality of governance. *Journal of Economics, Finance and Administrative Science* [online]. 2014, vol.19, n.36, pp.63-68. ISSN 2077-1886. (Consulté le 3 août 2022)

Isaksson, Ann-Sofie; Kotsadam, Andreas (2018) ; Chinese aid and local corruption. *Journal of Public Economics*, Volume 159, Pages 146-159 ISSN 0047-2727, (Consulté le 2 août 2022)

Jones, Sam; Tarp, Finn (2015). Does foreign aid harm political institutions?. *Journal of Development Economics*, S030438781500111X-. doi:10.1016/j.jdeveco.2015.09.004 (Consulté le 31 juillet 2022)

Kenny, Charles & Savedoff, William. (2013). Can Results-Based Payments Reduce Corruption?. *SSRN Electronic Journal*. 10.2139/ssrn.2366990. (Consulté le 14 juillet 2022)

Khan R, Zeeshan, Haque MI, Gupta N, Tausif MR, Kaushik I (2022) How foreign aid and remittances affect poverty in MENA countries? *PLoS ONE* 17(1): e0261510. (Consulté le 3 août 2022)

IFPRI, About IFPRI, dernière visite le 12 août 2022 sur <https://www.ifpri.org/about>

Janjua, Pervez Zamurad ; Muhammad, Malik ; Usman Muhammad, Impact of Project and Programme Aid on Economic Growth: A Cross Country Analysis, *The Pakistan Development Review*, Vol. 57, No. 2 (2018), pp. 145-174, Pakistan Institute of Development Economics, Islamabad Stable

Jeffrey, Scott B. (2015) Is All Foreign Aid the Same? : An Empirical Comparison of the Effect of Multilateral and Bilateral Aid on Growth, *Undergraduate Economic Review*: Vol. 12 : Iss. 1 , Article 3. (Consulté le 10 juillet 2022)

Langan, Mark. (2014) ; Budget Support and Africa-European Union Relations: Free Market Reform and Neo-Colonialism?, *European Journal of International Relations*, 21. 10.1177/1354066113516813. (Consulté le 20 juillet 2022)

Mahembe, E., & Odhiambo, N. M. (2017). On the link between foreign aid and poverty reduction in developing countries. *Revista Galega De Economía*, 26(2), 113–132. (Consulté le 6 août 2022)

Mahembe, Edmore & Odhiambo, Prof Nicholas M. | (2019) Foreign aid and poverty reduction: A review of international literature, *Cogent Social Sciences*, 5:1, 1625741, DOI: 10.1080/23311886.2019.1625741 (Consulté le 6 août 2022)

Mueller, Joris ; 17 April 2022, China's Foreign Aid: Political Determinants and Economic Effects, Working Paper, Northwestern University, Department of Economics. (Consulté le 31 juillet 2022)

Nations Unies Maintien de la Paix, Nos Casques bleus, dernière visite le 12 août 2022 sur <https://peacekeeping.un.org/fr/our-peacekeepers>

Nijam, H.M., 6-Jul-2013, Effectiveness of aid coordination initiatives; an aid operators' perspective, *Proceedings of the Third International Symposium 2013*, pp. 60-67, South Eastern University of Sri Lanka. (Consulté le 2 août 2022)

Niyonkuru, F (2016). Failure of Foreign Aid in Developing Countries: A Quest for Alternatives. *Business and Economics Journal*, 7(3), -. doi:10.4172/2151-6219.1000231 (Consulté le 30 juillet 2022)

Nwaogu, Uwaoma G.; Ryan, Michael J. (2015). FDI, Foreign Aid, Remittance and Economic Growth in Developing Countries. *Review of Development Economics*, 19(1), 100–115. (Consulté le 15 juillet 2022)

OCDE (2022) ; Aid (ODA) disbursements to countries and regions [DAC2a], dernière visite le 18 août 2022 sur <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TABLE2A#>

Olivié, I.; Perez, A. (2016). Why dont donor countries coordinate their aid? A case study of European donors in Morocco. *Progress in Development Studies*, 16(1), 52–64. (Consulté le 13 juillet 2022)

Oxfam, Le rôle de l'aide dans le monde post-2015, dernière visite le 26 juillet sur <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/619839/bp-accountability-and-ownership-140916-fr.pdf;jsessionid=73C63AFE6C53D9D2A3E23CFFE3CAFEF4?sequence=14>

Ouattara, Bazoumana (January 2005), A New Database on Project Aid and Programme Aid Disbursements and a Re-examination of the Aid- Savings Nexus, *Economics Discussion Paper EDP-0501* (Consulté le 14 août 2022)

Pedrosa-Garcia, Jose Antonio, 2017. Trends and Features of Research on Foreign Aid: A Literature Review, MPRA Paper 82134, University Library of Munich, Germany. (Consulté le 26 juillet 2022)

PNUD, À propos, dernière visite le 12 août 2022 sur <https://www.undp.org/fr>

Prieto Valero, Carlos. (2020). Foreign Aid: Pros, Cons and Ideas to Improve the Results in the World. 17. 13-28. (Consulté le 11 août 2022)

Quibria, M.G. (2014) ; Aid effectiveness: research, policy and unresolved issues, *Development Studies Research. An Open Access Journal*, 1:1, 75-87, DOI: 10.1080/21665095.2014.922890 (Consulté le 7 août 2022)

Rabinowitz, Gideon (2015). The Power of Ownership Transforming US Assistance, Literature Review on aid ownership and participation, Save the Children, Oxfam. Available on this link: <https://www.powerofownership.org/wp-content/uploads/2017/06/ODI-Literature-Review-aid-ownership-and-participation-formated-for-web.pdf> (Consulté le 18 juillet 2022)

Rabehajaina, N., Assoe, K., & Sedzro, K. (2022). Determinants of Large Shifts in Official Development Aid Allocation by Major Countries. *Theoretical Economics Letters*, 12, 172-194. (Consulté le 3 août 2022)

Ravallion, Martin (2014). On the Role of Aid in The Great Escape, *Review of Income and Wealth*, Series 60, Number 4, December 2014. doi:10.1111/roiw.12136 (Consulté le 25 juillet 2022)

ReCom, 2014. “Position Paper : Aid, Growth and Employment”, UNU World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER) Katajanokanlaituri 6 B, Helsinki, Finland (Consulté le 18 juillet 2022)

Riddell, Roger C. | (February 2014) “Does Foreign Aid Really Work?”, Background paper to keynote address to the Australasian Aid and International Development Workshop, Canberra February 2014”, Oxford Policy Management, Oxford UK. (Consulté le 18 juillet 2022)

Riddell, Abby & Niño-Zarazúa, Miguel. (2015). The effectiveness of foreign aid to education: What can be learned?. *International Journal of Educational Development*. 48. 10.1016/j.ijedudev.2015.11.013. (Consulté le 13 juillet 2022)

Rocha Menocal, A., et al. (2015). Why corruption matters: understanding causes, effects and how to address them. Evidence Paper. London: DFID.

Scarlato, Margherita & d'Agostino, Giorgio. (2016). The political economy of cash transfers A comparative analysis of Latin American and sub-Saharan African experiences ; Bonn: German Development Institute (Consulté le 2 août 2022)

Scoones, Ian; Amanor, Kojo; Favareto, Arilson; Qi, Gubo (2016). A New Politics of Development Cooperation? Chinese and Brazilian Engagements in African Agriculture. *World Development*, 81, 1–12. doi:10.1016/j.worlddev.2015.11.020 (Consulté le 1er août 2022)

SPF Finances (2022), Banques régionales de développement, dernière visite le 18 août 2022 sur https://finances.belgium.be/fr/QFIE/th%C3%A8mes/institutions_financi%C3%A8res_internationales_et_soci%C3%A9t%C3%A9_des_nations/banques_r%C3%A9gionales_de_d%C3%A9veloppement

Sraieb, Mohamed. (2016). What is Behind Foreign Aid Ineffectiveness?, *Reflets et perspectives de la vie économique*. LV. 61-73. 10.3917/rpve.552.0061. (Consulté le 19 juillet 2022)

Svensson, Jakob (2000), Foreign aid and rent-seeking, *Journal of International Economics*, Volume 51, Issue 2, 2000, Pages 437-461, ISSN 0022-1996 (Consulté le 18 août 2022)

Svedberg, Matilda (2018), Volatility in Swedish Aid -The case of six long-term partner countries, EBA Working Paper, April 2018, Expert Group for Aid Studies, Sweden. (Consulté le 14 juillet 2022)

Tefera, Mamo and Odhiambo, Nicholas, (2020), On the Link between Foreign Aid and Growth in Developing Countries, *Acta Universitatis Danubius. OEconomica*, issue 16(6), p. 314-332. (Consulté le 2 août 2022)

Tekin, Rifat Baris (2012). Development aid, Openness to Trade and Economic Growth in Least Developed Countries: Bootstrap Panel Granger Causality Analysis. *Procedia - Social and Behavioral Sciences*, 62, 716–721. doi:10.1016/j.sbspro.2012.09.121 (Consulté le 12 juillet 2022)

Tosun, Ertan; Kirikkaleli, Dervis; Safakli, Okan Veli (2020). An Isolated Island Economy Analysis on the Effectiveness of Foreign Aid: TRNC. *SAGE Open*, 10(2), 215824402092437–. doi:10.1177/2158244020924376 (Consulté le 24 juillet 2022)

UNICEF France (2015), 15 minutes pour comprendre... les Objectifs de Développement Durable (ODD) ; dernière visite le 10 août sur https://www.unicef.fr/sites/default/files/fiche_thematique_odd.pdf

UNICEF France, Ce que nous faisons, dernière visite le 12 août 2022 sur <https://www.unicef.org/fr/ce-que-nous-faisons>

United Nations Development Program, Jan. 2021 ; Brief on White Paper on China's International Development Cooperation in the New Era, United Nations (Consulté le 24 juillet 2022)

UNU-WIDER, Our Work, dernière visite le 12 août 2022 sur <https://www.wider.unu.edu/our-work>

Voors, M., Turley, T., Bulte, E., Kontoleon, A., & List, J. A. (2018). Chief for a day: Elite capture and management performance in a field experiment in Sierra Leone. *Management Science*, 64(12), 5855-5876. DOI: 10.1287/mnsc.2017.2866 (Consulté le 21 juillet 2022)

World Bank, Who we are, dernière visite le 13 août 2022 sur <https://www.worldbank.org/en/who-we-are>

World Bank, Russia and World Bank : International Development Assistance, dernière visite le 12 août 2022 sur <https://www.worldbank.org/en/country/russia/brief/international-development>

Zakari, Abdulrasheed & Khan, Irfan (2021): Boosting economic growth through energy in Africa: the role of Chinese investment and institutional quality, *Journal of Chinese Economic and Business Studies*, DOI: 10.1080/14765284.2021.1968709 (Consulté le 25 juillet 2022)

Zaytsev, Y.K. (2021). Russia's Approach to Official Development Assistance and Its Contribution to the SDGs. In: , et al. *The Palgrave Handbook of Development Cooperation for Achieving the 2030 Agenda*. Palgrave Macmillan, Cham. (Consulté le 1 août 2022)

Zeitz, Alexandra Olivia (2015) : The changing international political economy of development assistance: The Ghanaian case, GEG Working Paper, No. 104, University of Oxford, Global Economic Governance Programme (GEG), Oxford. (Consulté le 23 juillet 2022)

Annexes

Annexe 1 : Table 1 PJAD (millions of US) 1973-1990 (Ouattara, 2005)

Country	1973 1990	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Afghanistan	24.63 68.89	18.66	46.78	51.90	51.62	53.38	69.21		8.31		-1.66	-5.73	1.36	-8.53	10.36	16.51	63.63
Albania																	
Algeria	38.21 155.50	59.61	108.59	62.51	49.00	52.05	21.57	85.52	87.50	75.16	43.07	71.77	125.42	43.83	138.52	103.36	61.50
Angola	0.08 198.09			8.07	15.40	14.83	18.17	21.10	21.64	30.89	36.58	49.64	53.44	78.58	94.20	110.58	107.84
Argentina	32.92 52.82	23.85	13.45	14.48	9.98	8.55	13.71	-14.26	13.66	2.96	19.16	20.35	7.28	23.03	25.39	71.27	79.20
Armenia																	
Aruba														38.66 27.69	17.15	14.86	22.32
Azerbaijan																	
Bahamas	0.00					0.02		0.17		1.05	0.19		-0.09		0.18	3.41	2.21
Bahrain										90.17							
Bangladesh	165.13 1493.36	139.69	316.98	255.35	340.00	453.81	678.47	839.39	612.37	879.47	717.26	662.35	731.89	863.07	1302.83	1094.74	1404.25
Barbados	3.71 0.50	2.32	1.54	4.35	3.69	8.55	8.63	11.20	14.99	10.30	8.04	6.64	4.43	2.03	3.51	0.62	0.22
Belize	3.39 17.59	4.89	7.01	9.94	7.32	16.39	18.94	12.25	9.31	3.89	11.51	2.45	6.17	12.04	12.03	12.01	12.91
Benin	15.41 139.24	14.65	32.87	34.38	35.20	44.01	63.30	62.64	55.29	51.14	58.68	46.53	62.17	83.75	82.57	99.28	98.37
Bhutan	0.32 23.23	0.08	0.20	0.43	0.83	0.92	0.97	2.34	2.39	5.08	5.82	9.14	13.75	29.38	32.07	23.96	22.58

Bolivia	17.00 367.34	46.86	40.53	45.68	67.77	114.16	114.29	96.72	89.21	46.40	108.65	98.96	72.35	95.34	118.48	244.43	339.22
Botswana	28.48 87.04	25.04	37.55	32.16	29.27	45.98	56.45	54.73	48.94	56.78	55.66	57.80	56.17	55.35	87.90	77.83	99.34
Brazil	61.34 10.06	115.00	122.66	70.90	36.11	56.83	42.62	2.66	153.53	131.96	28.03	69.05	46.62	65.11	165.21	70.09	67.42
Brunei																	
Burkina Faso	11.54 192.06	35.09	53.79	44.86	70.00	99.99	110.69	120.74	125.75	131.07	106.07	101.12	114.64	145.03	150.34	131.42	159.84
Burundi	10.94 160.34	19.69	24.98	21.54	21.80	43.98	54.80	71.54	74.94	75.13	92.20	89.51	91.77	51.58	121.61	75.02	143.38
Cambodia	0.33 22.55	0.38						116.43				3.28			5.98		12.78
Cameroon	30.12 229.09	26.53	62.58	86.09	131.55	126.41	212.01	178.88	115.08	146.42	68.94	115.85	78.47	78.10	111.00	93.21	209.30
Cape Verde			3.88 82.76	11.06	10.28	19.37	12.40	20.15	29.27	17.79	27.05	34.17	29.03	46.39	49.94	53.42	25.16
Central African Rep.	13.50 139.61	21.73	37.32	19.91	24.04	26.59	50.33	41.01	67.58	57.23	60.64	86.48	67.40	57.84	124.25	87.65	76.68
Chad	5.64 249.30	23.71	44.04	39.48	53.93	84.82	35.19	12.93	42.75	40.55	60.70	61.28	88.76	96.49	139.82	166.87	165.05
Chile	1.17 29.15	2.63	6.84	-11.43	-14.03	-15.24	-28.13	-9.47	-8.31	-26.89	-7.14	-10.52	1.15	-7.46	-26.60	-5.96	11.67
China							3.55 1699.95	17.90	243.62	335.28	492.19	579.73	808.06	902.41	1069.62	1587.33	1721.31
Colombia	101.60 9.54	68.28	44.56	45.37	15.84	36.62	17.50	43.68	54.84	53.07	43.52	46.77	20.45	8.97	-1.38	-11.60	-4.97
Comoros	9.03 21.12	13.90	14.66		9.51	11.69	13.50	33.24	33.14	27.58	26.89	29.75	23.23	25.37	27.61	27.77	24.01
Congo - Rep.	10.28 63.43	22.17	32.31	37.40	23.01	51.96	55.56	54.97	50.28	59.62	75.83	62.32	37.93	37.78	43.68	48.14	54.13
Congo Dem.Rep. (Zaire)	49.67 589.31	75.08	46.74	58.28	62.46	112.59	184.23	195.54	144.41	192.65	173.50	169.50	174.03	235.04	340.21	320.92	460.91
Costa Rica	14.56 99.04	14.93	15.34	14.60	14.18	39.99	44.80	50.24	37.34	37.39	45.22	28.15	95.94	32.89	53.26	39.43	33.26

Cote d'Ivoire	26.94 155.37	29.99	45.42	38.45	44.64	69.21	74.33	104.16	60.87	79.07	70.98	43.34	64.14	87.52	92.67	236.14	52.48
Croatia																	
Cuba	1.20 42.56	11.09	12.39	32.98	36.83	40.72	3.29	27.58	10.45	11.78	7.88	7.11	12.47	11.09	25.28	0.62	45.69
Cyprus	0.49 18.72	1.72		18.15	31.89		19.13	30.65	25.39	15.09	8.90	5.75	27.16	28.23	27.56	21.60	24.49
Djibouti	9.90 144.76	15.36	23.27	14.06	31.05	67.49	3.61	36.55	26.89	22.26	32.55	66.45	49.41	48.92	65.62	50.84	40.27
Dominica	0.09 10.39	2.95	7.30	3.85	3.52	1.98	0.65	11.18	11.87	15.00	7.19	12.93	14.30	9.74	10.85	14.42	20.66
Dominican Republic	14.77 54.06	15.70	26.30	28.46	26.10	41.45	63.20	79.13	67.72	71.61	79.66	100.81	140.13	53.59	50.42	40.68	62.39
Ecuador	22.48 92.69	30.38	50.40	57.57	39.86	25.94	47.87	18.10	28.27	23.10	31.91	94.38	80.63	77.99	132.70	105.19	91.98
Egypt	439.89 2286.47	377.50	542.19	804.94	881.83	1222.59	552.78	723.22	648.14	585.02	561.01	398.84	556.85	629.02	768.03	701.71	613.14
El Salvador	17.23 94.07	22.19	29.94	22.56	36.50	46.52	46.55	83.04	106.14	155.13	226.35	169.30	159.48	111.06	177.37	166.78	138.64
Equatorial Guinea	0.00 38.34						0.43		5.67	7.59	6.81	8.16	10.89	6.14	44.18	30.25	29.16
Eritrea																	
Ethiopia	30.28 560.15	60.08	92.37	99.27	78.72	105.87	118.34	125.95	153.11	126.76	251.55	207.48	366.89	285.60	377.85	573.65	490.31
Country	1973 1990	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Fiji	6.60 14.26	4.78	9.81	1.15	11.56	12.12	16.56	14.88	19.79	14.11	14.58	10.70	15.27	16.19	12.65	11.69	12.81
French Polynesia	30.43 95.66	21.56	35.54	39.71	-0.08	33.70	42.64	60.00	43.10	46.42	47.49	57.64	36.64		64.81	56.20	43.11
Gabon	25.86 96.51	11.55	40.67	10.15	3.25	5.82	12.32	18.26	15.52	32.30	39.66	45.62	29.13	45.42	42.17	30.83	20.83
Gambia	2.97 59.14	5.01	5.14	6.22	15.66	24.34	24.37	37.55	48.12	29.43	24.80	32.68	19.37	47.26	54.06	44.46	45.39
Georgia																	

Ghana	13.29 407.69	15.57	88.31	33.16	55.96	5.61	80.44	124.44	62.42	68.05	56.21	156.64	107.51	173.97	213.10	416.35	424.53
Grenada	0.05 9.51	1.39	2.29	2.00	3.03	2.10	1.83	2.39	4.64	4.68	5.63	17.52	11.39	11.15	11.15	14.97	8.31
Guatemala	16.96 68.90	16.08	27.49	53.01	42.39	55.31	32.54	30.43	53.49	45.97	48.20	34.39	40.95	33.89	90.23	63.37	110.41
Guinea	0.04 228.90	5.24	15.11	0.05	14.59	46.80	38.96	58.36	68.96	87.63	45.78	94.72	75.55	71.71	171.38	159.28	262.90
Guinea-Bissau			15.10 103.94	14.29	27.28	28.09	36.21	27.83	33.32	43.71	42.35	30.67	25.42	25.78	62.00	58.29	63.96
Guyana	5.17 78.96	8.42	5.51	12.84	9.07	21.76	14.22	24.98	44.97	30.46	25.39	14.86	22.96	17.37	12.36	14.41	18.69
Haiti	1.12 84.50	6.78	43.96	40.77	67.46	58.14	55.91	41.94	55.65	75.39	88.37	82.41	81.68	70.91	96.40	61.41	110.95
Honduras	7.03 159.53	17.61	32.22	28.69	41.33	75.38	78.07	80.50	77.58	82.04	101.15	169.89	105.44	128.30	122.33	148.14	108.12
India	472.62 988.55	635.13	921.91	906.60	642.24	900.28	994.80	1875.95	1589.37	1317.06	1419.48	1353.18	1273.11	1549.65	1335.77	1433.76	1244.33
Indonesia	359.33 1055.78	486.81	439.20	344.17	311.09	415.41	492.56	675.40	739.73	657.32	460.68	444.85	362.29	392.89	822.10	796.35	1064.78
Iran	-17.49	-8.77		-21.98	14.05			10.76						1.20			7.77
Iraq	7.48 47.43		60.60		72.32	51.44	15.86		3.38	-1.79		-6.25	16.23				-7.90
Israel	87.41 98.02	53.58	372.64	59.33	109.30	208.37	109.70	112.67	39.30	102.50	51.05	113.33	41.89	69.37	90.43	221.81	198.97
Jamaica	9.53 127.97	17.39	11.43	10.51	14.26	28.59	69.12	30.52	37.46	76.70	139.70	90.46	128.86	99.91	69.10	97.79	106.65
Jordan	76.48 170.19	162.90	315.20	409.66	304.55	388.22	1158.87	929.24	869.52	768.08	748.39	658.68	295.25	248.16	245.83	261.32	190.32
Kenya	34.95 880.52	63.80	68.32	70.16	86.33	164.03	229.57	218.23	245.97	250.84	221.94	226.98	243.27	246.70	372.14	534.79	810.70
Kiribati	3.91 12.28	3.41	3.42	1.31	3.43	6.82	4.19	7.83	5.54	5.89	8.22	5.46	6.16	7.82	1.79	5.01	8.57
Korea	108.15 -48.44	145.84	227.52	95.03	134.37	108.49	20.79	43.96	75.21	3.27	-21.76	-66.42	-42.73	-61.90	-55.83	-62.60	-22.74
Kyrgyz Rep.																	

Lebanon	0.05 128.19	11.75		49.81	9.74	7.73	155.13	378.31	79.71	64.76	20.82	38.17	24.99	24.22	61.27	37.60	
Lesotho	8.53 95.78	8.96	15.69	18.17	26.32	34.64	39.48	49.00	59.82	51.28	56.91	55.94	59.33	41.84	60.07	56.18	86.95
Liberia	0.53 38.08	4.79	8.38	16.03	21.18	26.55	61.61	44.48	33.70	45.94	35.18	57.83	24.30	29.22	26.59	16.11	12.95
Libya	0.23																0.04
Madagascar	29.40 309.17	34.86	51.63	33.47	35.05	65.91	90.66	165.60	149.13	138.19	122.35	89.09	136.05	206.09	153.32	117.71	218.30
Malawi	15.21 325.81	27.04	47.51	37.84	61.74	74.49	102.32	83.01	97.10	83.94	81.54	88.83	59.43	107.39	177.37	143.53	264.67
Malaysia	25.89 343.78	45.40	74.13	40.74	44.10	48.74	67.83	80.90	70.82	77.91	123.24	243.01	135.57	90.94	258.46	-19.77	28.61
Maldives				1.26 13.85	1.54	6.41	4.13	15.99	7.29	1.86	6.88	1.79	2.39	9.18	9.33	19.51	17.09
Mali	35.43 305.57	36.93	108.89	62.61	85.22	108.09	117.53	179.69	148.96	151.21	141.91	209.46	267.94	236.21	200.11	229.95	275.90
Malta	2.23	0.65	6.45		13.28		45.11	10.43	27.28	6.54	2.03	6.50	0.23	3.34			-8.38
Marshall Islands																	
Mauritania	11.11 173.39	47.21	33.18	161.61	83.90	160.36	111.04	118.33	136.34	130.23	97.57	76.51	119.05	126.73	84.24	105.78	190.77
Mauritius	7.97 66.51	5.88	20.06	10.13	12.38	9.71	16.67	20.39	34.54	29.47	23.12	23.00	15.92	37.98	32.39	35.35	38.23
Mayotte					3.96						7.69	7.76	12.95		24.84		27.89
Mexico	51.63 78.74	40.76	39.34	45.12	31.23	-5.23	47.23	11.70	56.45	106.92	68.26	38.82	43.96	116.47	42.00	104.45	28.98
Moldova																	
Mongolia													-0.30 1.30			0.50	0.38
Morocco	13.92 596.40	34.03	168.79	112.22	423.48	244.40	253.56	523.67	699.60	377.84	213.10	171.53	374.59	194.25	146.41	221.26	241.72
Mozambique	0.06 749.85		8.70	21.22	37.74	29.64	51.14	95.34	67.65	115.96	72.63	109.83	101.88	246.59	337.56	614.12	489.44

Myanmar (Burma)	48.93 129.28	45.70	31.35	53.19	76.26	177.49	283.50	275.72	216.06	242.30	255.81	166.76	274.92	259.78	205.24	382.80	144.52
Namibia											0.00 90.31		-0.42	5.17		2.77	29.91
Nepal	18.61 306.92	14.54	20.70	29.61	53.40	44.43	93.17	107.43	127.52	132.22	128.26	126.48	162.34	211.38	236.84	303.74	349.03
Country	1973.00 1990.00	1974.00	1975.00	1976.00	1977.00	1978.00	1979.00	1980.00	1981.00	1982.00	1983.00	1984.00	1985.00	1986.00	1987.00	1988.00	1989.00
Netherlands Antilles	19.12 50.66	25.42	29.41		38.84	43.18		89.63	66.92	58.26	59.50	58.73	59.22	53.18	58.12	44.97	54.81
New Caledonia	52.40 196.20	46.35	28.70	19.10	28.37	41.67	73.05	77.32	49.47	39.91	53.35	27.80	29.16	20.46	71.82	128.62	134.66
Nicaragua	15.96 149.64	39.85	35.18	29.79	31.08	34.80	72.63	161.98	98.61	70.57	78.33	74.53	60.59	93.58	99.53	154.63	184.58
Niger	18.80 220.36	30.89	79.19	92.88	63.96	97.78	116.07	105.81	125.11	180.64	107.35	83.20	163.56	152.79	169.96	219.03	193.34
Nigeria	12.57 111.59	25.66	40.95	22.19	10.68	5.49	-14.42	-11.83	-6.26	-6.26	2.60	-5.84	-7.89	11.64	15.27	45.06	107.00
Oman									225.02 48.28	62.50	53.78	48.51	51.57	55.32	5.29	-8.24	1.89
Pakistan	90.76 680.23	239.59	271.21	494.26	353.47	457.46	547.87	820.24	526.82	515.62	507.04	502.43	473.71	638.50	530.53	850.89	1053.77
Palau																	
Panama	19.59 115.70	20.35	28.26	36.27	31.57	22.53	28.49	36.26	28.40	28.99	26.84	55.41	23.07	24.94	19.84	7.22	5.42
Papua New Guinea	107.72 207.43	88.20	20.88	25.57	22.38	43.99	25.87	35.12	49.55	42.03	64.88	39.70	3.05	16.01	82.35	57.78	292.95
Paraguay	15.92 17.29	28.09	26.47	32.06	37.69	30.17	17.80	9.90	32.06	64.33	30.62	14.28	27.17	37.03	48.89	38.76	59.12
Peru	57.23 126.22	34.63	34.21	37.84	56.10	49.64	102.89	111.01	132.62	97.55	149.72	91.42	168.49	92.40	134.63	94.23	175.55
Philippines	83.57 959.27	112.18	96.75	114.18	82.43	186.47	196.35	212.58	275.42	228.82	241.98	120.26	233.52	223.89	290.01	512.71	510.43
Rwanda	18.83 159.31	19.54	57.91	46.63	52.57	82.05	92.30	97.88	94.73	88.92	79.05	99.08	110.13	134.11	148.93	119.64	132.24
Saudi Arabia	0.00					0.32	4.74	4.01	12.12	31.78	27.55	19.68	9.51	12.51			

Senegal	30.95 353.46	68.13	69.67	61.27	60.12	113.18	174.73	109.65	216.31	149.27	197.36	195.29	153.50	249.43	318.13	287.85	368.89
Seychelles	1.05 21.01	5.05		3.88	5.48	10.29	11.49	12.12	7.42	9.88	6.06	4.35	13.27	14.48	10.98	3.88	8.47
Sierra Leone	6.19 5.08		10.13	4.71	15.21	25.39	26.56	57.71	35.63	42.21	37.83	30.41	31.76	20.86	28.26	47.67	66.28
Singapore	18.37 -29.04	13.48	5.91		6.26	-4.85	-7.20	-3.85	-1.34	-0.40	-5.31	16.88	0.53	2.30	-4.93	-7.60	69.46
Slovenia																	
Solomon Islands	5.58 24.08	6.61	16.51	14.40	9.40	16.65	13.65	30.40	16.69	14.69	17.93	10.83	10.20	18.65	24.15	27.35	30.05
Somalia	26.66 396.72	56.39	61.64	84.55	129.93	142.74	130.28	214.58	133.49	194.27	164.41	191.23	121.31	265.28	372.92	278.07	249.92
South Africa																	
Sri Lanka	21.51 537.27	19.98	78.43	35.27	120.94	173.55	236.03	285.29	288.97	283.99	342.90	306.05	355.59	414.62	336.77	493.25	456.43
St. Lucia	0.09 8.93	6.43	6.60	5.39	3.56	2.76		6.91	9.13	6.40	4.69	4.65	4.77	7.39	8.53	14.71	15.23
Sudan	12.68 534.51	100.18	192.54	200.15	201.55	235.91	409.53	439.68	342.64	342.91	496.75	233.92	401.58	438.54	514.46	615.86	466.28
Suriname	27.53 49.99	43.24	47.37	99.63	85.92	60.85	87.61	76.10	91.94	97.91	-0.62	3.22	7.44	11.79		1.35	1.14
Swaziland	3.44 26.68	8.58	7.26	3.03	19.71	34.14	3.39	26.49	15.59	7.34	14.93	14.20	7.58	11.99	22.86	8.58	3.69
Syria	280.62 639.72	335.37	397.89	355.86	474.96	531.57	1017.77	1648.01	1309.72	940.90	132.73	617.77	421.71	305.28	570.96	145.62	101.82
Tajikistan																	
Tanzania	56.54 872.93	88.32	166.10	166.14	218.63	265.51	402.16	345.23	303.63	425.54	349.38	333.74	278.40	398.16	552.52	531.02	637.81
Thailand	20.13 566.51	30.48	40.31	127.07	77.19	177.59	293.33	310.82	275.77	264.54	285.69	316.92	308.46	300.18	276.26	300.04	449.36
Togo	12.22 115.76	19.59	24.86	25.96	45.05	80.20	79.48	60.94	30.39	45.64	60.99	72.07	77.60	72.88	72.93	63.91	144.04
Tonga	0.76 18.80	1.11		2.63	4.70	5.88	18.10	10.46	11.19	10.68	8.73	9.29	6.31	4.81	10.38	10.13	10.53

Trinidad & Tobago	2.28 13.35	3.53	3.04	2.69	3.19	1.65			-6.63	1.50	0.72	0.78	2.76	15.54	30.82	3.45	0.22
Tunisia	48.05 208.11	83.41	126.47	146.08	174.64	200.01	116.93	147.35	163.27	159.72	73.59	81.25	97.81	123.31	136.74	116.64	98.03
Turkey	29.31 180.89	30.58	31.29	101.51	39.04	73.73	255.49	251.32	224.35	80.04	52.73	141.69	97.11	170.24	247.74	142.77	28.44
Turkmenistan																	
Uganda	9.26 521.42	9.48		13.50		15.12	28.69	22.92	74.66	49.89	90.49	97.27	137.26	98.55	208.47	212.63	265.54
United Arab Emirates	0.51				33.73			0.07	-3.86	0.50	0.28	0.19	0.73		110.03		
Uruguay	1.26 19.96	5.58	5.48			4.44	7.84	0.83	-1.53	-1.34	-5.10	-3.96	-3.65	5.98	0.10	21.37	16.11
Uzbekistan																	
Vanuatu	2.28 27.58	3.82	10.47	16.48	3.30	3.61	5.69	7.33	10.03	6.48	8.64	2.86	8.56	8.58	9.24	14.75	21.75
Venezuela	5.79 53.04								-3.45	-6.79	-9.16		-3.54	-3.65	-4.31	3.66	38.84
Yemen	42.44 264.14	119.22	199.19	390.45	340.20	318.64	287.53	503.34	403.77	475.79	358.47	342.93	291.27	215.27	248.01	171.71	234.65
Zambia	17.86 264.64	22.92	27.79	2.19	25.42	84.09	108.19	187.71	106.45	202.18	94.39	117.62	199.86	202.16	281.05	318.41	219.82
Zimbabwe								55.52 214.74	69.54	120.93	109.42	159.38	113.84	141.45	175.24	132.39	133.07

Annexe 2 : Table 1 (cont'd) PJAD (millions of US) 1991-2001 (Ouattara, 2005)

Country	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Afghanistan	417.16	99.75	130.26	173.60	121.46	123.45	107.90	121.93	63.75	109.14	350.18
Albania	2.48	315.37	259.87	133.93	144.99	173.42	131.23	213.10	385.77	262.91	192.53
Algeria	161.08	73.19	151.41	108.31	203.10	102.90	135.40	258.60	-3.36	84.05	102.79
Angola	212.60	254.59	209.50	313.05	305.80	320.81	274.21	245.95	302.03	198.75	172.66
Argentina	178.25	180.57	145.68	53.75	59.08	49.85	21.57	12.89	9.03	-0.66	85.86
Armenia			50.20	176.44	135.60	100.29	92.81	162.07	134.21	106.58	119.03
Aruba	24.96	26.97	24.60	18.14	25.64	19.40		10.66			
Azerbaijan			71.70	140.29	90.85	78.19	65.55	88.29	137.40	98.96	171.43
Bahamas			0.34	0.10	3.19						
Bahrain				42.57	46.81	78.67	90.04	45.86	1.94	35.63	16.23
Bangladesh	1465.41	1366.06	1010.75	1405.28	957.94	910.19	754.67	928.95	917.11	895.62	709.32
Barbados	-1.13	-2.61	1.72	-2.88	-2.59	2.78	2.54	14.39	-3.81	-0.98	-4.57
Belize	7.04	12.09	14.82	20.16	6.66	9.36	7.17	11.69	41.94	10.06	15.14
Benin	113.71	172.94	194.48	171.14	158.09	179.74	123.69	110.19	129.47	151.74	197.11
Bhutan	43.61	34.55	38.72	47.06	44.77	30.33	45.87	35.96	44.44	31.34	42.06
Bolivia	279.20	447.54	346.10	350.49	420.40	633.19	455.14	425.93	355.36	295.70	451.16
Botswana	76.50	54.65	73.03	40.66	38.72	37.56	80.66	74.58	33.58	12.47	11.26
Brazil	3.67	-430.01	16.51	57.12	33.95	41.38	57.41	98.43	-84.41	45.38	60.23
Brunei				0.29	0.08						
Burkina Faso	166.85	269.71	279.80	221.58	256.58	249.95	252.97	265.53	261.23	229.23	276.44
Burundi	141.02	152.95	144.59	163.29	239.16	67.26	36.79	41.68	51.58	64.75	115.76
Cambodia	32.52	96.56	159.18	183.74	380.10	257.54	211.79	210.23	182.89	269.15	258.21
Cameroon	230.61	224.25	158.56	104.87	225.57	115.03	225.60	364.39	254.06	255.19	267.31
Cape Verde	34.79	70.45	70.72	65.95	67.21	58.81	68.97	53.26	83.70	42.89	24.51

Central African Rep.	77.00	107.06	107.69	84.71	121.75	122.51	60.58	72.26	73.31	37.21	51.22
Chad	141.75	152.83	153.62	105.68	141.94	161.00	108.50	101.47	136.49	90.55	100.35
Chile	39.50	41.03	85.47	63.15	60.05	104.51	50.34	33.95	7.07	-7.19	-0.82
China	1598.35	2590.35	2764.87	2741.69	2962.16	2091.82	1537.67	1911.72	1769.77	1178.92	942.55
Colombia	24.86	114.10	8.44	-6.83	72.98	97.33	115.70	50.54	78.18	4.13	19.60
Comoros	24.58	13.69	12.51	19.79	24.40	21.84	14.84	18.38	9.77	7.56	19.23
Congo - Rep.	77.16	20.18	77.43	49.62	60.95	39.52	239.08	26.49	111.38	10.95	51.90
Congo Dem.Rep. (Zaire)	363.73	132.40	118.25	204.67	137.43	107.16	108.29	83.61	66.43	123.50	167.79
Costa Rica	94.82	37.54	18.53	18.48	-42.66	-69.60	-51.77	-20.23	-31.77	-12.06	-39.57
Cote d'Ivoire	245.45	203.73	200.36	586.31	677.78	711.57	332.76	764.45	328.14	181.99	99.40
Croatia		0.01		22.95	24.98	102.62	21.16	16.85	16.62	35.02	69.03
Cuba	24.23	11.63	15.13	18.84	36.18	36.29	50.30	52.12	40.26	26.26	31.61
Cyprus	22.58	9.55	7.11	15.57	9.32	5.61					
Djibouti	54.55	63.48	88.67	67.10	51.25	31.40	45.07	39.61	42.40	34.08	27.92
Dominica	12.53	7.75	6.82	7.44	5.65	22.19	10.29	0.98	6.13	4.33	15.98
Dominican Republic	16.21	9.25	-47.34	15.37	68.70	49.28	22.57	75.96	133.46	-0.95	32.25
Ecuador	162.11	162.52	139.77	114.04	117.21	154.55	68.46	93.84	64.07	48.63	70.20
Egypt	2887.04	2641.49	1394.54	2047.77	1250.56	1533.68	1089.71	1200.43	810.94	855.99	428.86
El Salvador	97.50	240.37	211.50	115.17	137.46	180.70	144.37	103.37	94.73	94.12	130.73
Equatorial Guinea	23.69	29.52	29.52	14.41	5.43	9.64	11.96	8.51	9.28	13.38	8.02
Eritrea			54.57	84.31	88.81	92.19	86.50	120.73	112.35	145.37	132.76
Ethiopia	267.31	711.23	382.83	672.75	563.79	576.60	401.98	495.47	322.13	498.10	699.06
Fiji	10.11	20.47	25.63	7.25	13.91	12.83	11.35	11.10	6.75	7.21	3.60
French Polynesia	90.17	118.65	111.27	126.91	150.78	106.39	83.54	70.37	54.14		
Gabon	43.01	20.04	34.58	80.58	31.05	15.00	2.98	9.16	12.57	-14.14	-16.53
Gambia	66.53	70.02	53.18	45.84	23.85	19.26	24.75	25.25	20.39	25.47	36.99
Georgia			99.92	170.90	168.22	146.75	136.23	167.89	176.23	78.98	173.61

Ghana	415.63	437.27	482.48	401.56	468.77	524.28	358.29	541.51	407.26	361.78	458.81
Grenada	8.49	7.64	2.29	7.80	5.19	5.67	5.62	1.25	8.71	11.36	9.88
Guatemala	73.32	94.05	107.83	123.25	118.50	114.32	157.75	130.74	185.42	151.54	85.72
Guinea	298.66	341.54	306.44	262.87	297.88	229.58	316.48	243.22	175.85	95.51	192.36
Guinea-Bissau	72.75	58.43	39.35	132.18	71.48	139.95	81.98	45.60	37.85	49.83	43.34
Guyana	58.31	65.14	82.13	56.40	57.70	116.35	213.76	77.16	52.75	85.26	57.99
Haiti	87.20	37.79	68.16	332.15	537.79	243.53	192.85	305.08	116.03	79.57	54.00
Honduras	197.91	291.46	247.18	240.41	304.41	276.75	219.84	249.12	678.17	306.06	425.91
India	1854.74	1940.70	1029.74	1919.86	1301.77	1476.27	1311.52	1292.79	1106.90	1104.72	1281.79
Indonesia	1129.63	1256.89	1382.79	1083.46	847.21	659.45	474.75	558.59	979.30	608.68	1049.28
Iran	36.62	-3.48	27.11	37.82	85.48	66.90	118.92	70.50	76.31	65.88	54.31
Iraq	186.57	26.19	64.79	212.38	293.59	321.95	155.97	92.33	88.32	91.39	112.43
Israel	80.11	2011.24	115.82	1183.28	260.64	118.77					
Jamaica	75.96	47.34	59.90	46.55	36.90	19.76	32.60	-11.85	-25.53	-18.03	11.40
Jordan	35.85	64.90	117.80	139.62	167.80	332.58	317.45	328.76	230.97	355.15	194.95
Kenya	631.97	580.89	532.79	402.93	478.26	312.23	263.55	254.45	165.43	277.49	305.74
Kiribati	9.50	14.69	8.32	5.79	5.10	6.20	7.96	8.51	12.25	8.79	4.17
Korea	-40.54	-121.42	-190.16	-229.67	-86.97	-293.66	-264.39	-91.59	-197.02		
Kyrgyz Rep.			53.21	137.18	228.56	186.27	203.64	195.71	171.57	156.68	135.29
Lebanon	39.64	33.61	60.36	136.76	91.24	134.62	205.97	192.31	134.88	106.73	149.37
Lesotho	74.97	87.19	96.99	64.07	63.82	60.67	58.87	43.39	18.41	25.41	31.37
Liberia	0.06	89.49	99.18	6.25	44.36	141.65	56.39	53.94	54.86	34.21	15.28
Libya	3.96			1.65	1.21	1.68	1.64	1.59	1.34		
Madagascar	280.96	238.04	228.11	170.61	174.18	227.17	426.08	358.39	194.11	199.16	259.90
Malawi	364.68	456.65	308.07	287.37	249.29	287.42	224.46	260.47	294.59	241.54	265.28
Malaysia	161.87	83.25	-30.03	-47.33	-11.73	-556.55	-326.73	127.99	55.43	-36.65	-41.40
Maldives	20.48	26.09	17.72	21.02	44.04	22.29	17.94	17.35	21.34	11.10	15.57

Mali	199.86	237.36	175.22	270.95	302.48	320.37	273.41	208.94	206.73	215.21	227.54
Malta	18.39	2.35	21.92	41.02	7.42	70.24	20.94	9.31	23.34	19.87	0.35
Marshall Islands		5.43	30.31	45.59	35.93	67.28	60.74	46.83	59.82	15.97	27.71
Mauritania	143.73	124.55	171.32	199.22	138.65	214.39	194.68	104.12	169.92	156.43	200.21
Mauritius	46.08	24.78	7.97	-6.76	-1.04	-3.68	19.84	23.50	23.97	4.69	5.83
Mayotte		50.05	55.85		71.55	84.63	62.76	16.46	65.24	47.71	66.35
Mexico	168.58	200.52	306.86	321.19	262.94	154.83	3.55	-66.21	-67.80	-164.58	-45.92
Moldova							21.96	19.79	57.89	64.42	69.01
Mongolia	27.17	70.14	65.66	126.48	147.73	147.12	180.55	127.94	132.01	133.22	142.09
Morocco	842.82	696.48	472.66	368.35	210.49	399.85	228.43	272.58	447.67	209.48	299.41
Mozambique	776.77	1038.98	796.72	692.18	685.88	548.42	704.01	597.21	584.69	495.04	689.57
Myanmar (Burma)	140.36	84.09	71.55	138.06	105.95	8.16	18.05	37.40	40.06	55.58	70.47
Namibia	145.53	79.84	89.25	68.49	117.01	118.98	89.54	122.09	123.81	106.27	60.70
Nepal	331.16	301.31	216.00	303.12	279.50	248.23	268.25	251.40	243.48	278.13	265.40
Netherlands Antilles	81.98	73.56	79.11	37.34	92.47	119.73	109.94	127.79	125.88		
New Caledonia	176.10	222.53	236.62	261.12	270.92	222.96	151.87	145.90	122.09		
Nicaragua	572.38	401.35	194.36	346.74	453.00	803.97	275.06	487.57	534.84	406.28	748.27
Niger	222.11	166.31	133.76	199.25	154.09	137.44	200.99	183.35	105.48	129.86	161.19
Nigeria	165.97	154.58	192.38	112.27	133.13	106.29	96.75	152.37	105.72	104.05	79.24
Oman	-2.01	15.52		73.60	41.40	44.47	46.55	19.25	26.66	30.27	-8.85
Pakistan	1041.44	620.36	661.34	1268.97	622.33	721.03	449.40	916.78	533.46	595.12	796.82
Palau				200.45	140.92	60.64	35.85	86.61	25.18	8.17	15.98
Panama	66.78	20.76	35.44	3.69	-2.92	19.83	21.12	-4.93	-8.85	-6.57	0.05
Papua New Guinea	290.96	254.14	81.95	134.52	158.93	171.36	176.62	248.90	111.34	112.38	69.74
Paraguay	101.13	40.22	71.72	41.24	76.02	35.18	57.58	34.22	26.00	25.47	15.04
Peru	112.42	125.54	274.48	235.76	192.16	203.46	240.15	284.98	222.12	228.52	172.52
Philippines	570.41	950.01	989.51	719.16	502.09	611.53	449.78	392.75	422.98	336.10	347.57
Rwanda	152.90	162.50	247.96	451.67	293.77	336.75	162.85	168.80	260.56	160.56	209.12

Saudi Arabia	0.27			0.01	1.84	2.43	-9.35	1.47	1.85	1.29	1.96
Senegal	427.42	412.45	275.95	284.75	417.03	386.35	251.99	308.36	366.80	288.69	276.16
Seychelles	9.11	7.03	9.64	5.00	3.14	8.67	9.71	18.39	7.95	14.83	9.89
Sierra Leone	69.37	51.18	128.88	181.84	153.85	132.11	85.55	55.77	37.22	101.40	224.44
Singapore	-20.47	-6.94	-3.68	-5.72	-6.46						
Slovenia			7.14	25.91	35.87	67.48	90.65	28.32	20.59	55.28	119.23
Solomon Islands	8.46	23.15	34.68	21.90	19.83	21.06	22.73	24.50	20.12	28.46	39.42
Somalia	143.70	242.56	798.38	490.59	130.40	53.38	54.42	59.63	90.26	73.02	111.78
South Africa			134.75	145.94	161.81	156.59	251.89	303.47	324.37	262.85	206.96
Sri Lanka	670.03	490.48	532.72	487.85	399.05	389.34	229.92	338.68	173.96	193.08	246.64
St. Lucia	18.24	23.35	21.50	12.48	28.75	6.18	21.13	0.59	22.10	1.20	12.79
Sudan	228.23	251.00	296.31	36.67	97.87	118.62	104.11	48.64	136.19	92.99	126.73
Suriname	21.56	12.27	15.03	31.50	32.72	50.19	42.17	33.12	13.86	28.77	2.38
Swaziland	20.99	26.42	24.06	34.35	28.56	7.25	13.83	15.84	13.46	3.67	20.18
Syria	244.27	128.58	197.96	682.30	271.57	145.23	150.25	105.39	183.81	116.35	105.38
Tajikistan				61.80	43.62	84.69	69.73	146.10	91.63	82.79	104.81
Tanzania	747.26	851.66	639.58	626.66	514.94	548.93	524.58	516.23	825.61	689.00	880.23
Thailand	465.60	514.19	345.49	334.38	592.01	599.57	408.26	495.98	692.61	443.11	113.24
Togo	119.64	97.16	58.79	41.61	151.57	85.31	82.78	90.92	41.49	43.79	19.89
Tonga	8.10	7.30	16.75	20.22	22.41	14.30	10.56	9.61	7.58	7.58	7.48
Trinidad & Tobago	-6.40	3.09	-2.02	16.35	2.89	11.20	27.83	10.00	21.47	-6.99	-8.62
Tunisia	146.63	116.45	111.98	14.47	-43.51	19.82	101.58	51.93	147.28	126.52	286.87
Turkey	597.18	89.69	223.13	-15.38	106.97	24.23	-164.64	-105.92	-123.32	189.45	77.83
Turkmenistan				13.28	2.37	12.32	4.54	6.90	8.27	15.53	55.49
Uganda	315.15	476.17	376.38	413.03	546.71	535.10	307.30	410.66	470.11	443.65	630.67
United Arab Emirates				-13.54	-0.93						
Uruguay	25.54	38.32	81.91	42.12	33.42	7.26	8.29	3.65	2.62	2.30	-3.03

Uzbekistan				16.41	51.14	50.77	107.08	122.38	104.29	122.26	92.20
Vanuatu	20.95	14.19	11.60	13.66	23.89	12.43	5.99	18.35	13.15	25.18	10.74
Venezuela	3.25	0.79	7.09	-0.62	8.90	6.55	-20.62	21.47	20.27	40.51	6.04
Yemen	200.43	155.83	200.12	84.79	104.31	184.07	274.26	312.23	323.27	167.90	294.63
Zambia	633.63	538.55	554.72	329.39	1328.00	467.39	474.65	202.11	457.50	585.60	268.89
Zimbabwe	242.24	296.11	226.71	312.40	253.65	235.35	212.74	152.28	148.63	97.37	74.56

Annexe 3 : Table 2 PGAD (millions of US) 1973-1990 (Ouattara, 2005)

Country	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Afghanistan	8.35	9.89	0.21	2.11	8.00	0.40	0.82		0.00		0.00	0.00	0.00	-2.20	5.26	9.15	20.26	0.34
Albania																		
Algeria	20.62	5.35	0.00	1.08	0.46	0.63	0.14	1.76	0.42	0.00	0.00	0.00	3.58	66.09	3.96	0.00	34.21	0.39
Angola	0.00			3.85	13.55	21.58	14.48	15.84	21.28	9.42	13.25	21.82	12.75	24.18	6.89	4.77	13.21	34.96
Argentina	0.00	0.00	0.00	0.00	0.36	0.00	0.04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	52.60	46.56
Armenia																		
Aruba														0.00	0.05	0.07	0.06	0.08
Azerbaijan																		
Bahamas	0.00					0.26		0.00		0.00	0.00		0.00		0.00	0.00		0.00
Bahrain										0.00								
Bangladesh	244.94	354.13	655.40	211.67	398.78	438.22	338.90	282.18	344.92	328.50	151.95	369.92	230.14	406.04	322.39	321.75	189.43	368.16
Barbados	0.00	0.27	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	8.46	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Belize	0.21	0.02	0.00	0.00	0.70	0.47	0.06	0.00	0.00	4.64	0.00	4.72	8.96	3.27	1.25	0.16	2.61	0.00
Benin	0.87	6.25	1.69	0.57	0.28	0.22	1.05	1.84	1.22	1.54	1.94	1.84	2.18	13.04	2.99	13.10	122.99	79.76
Bhutan	0.00	0.00	0.10	0.09	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.05	0.00	0.00
Bolivia	0.89	3.78	0.00	0.00	2.48	1.97	9.74	32.21	43.73	74.91	36.54	40.37	81.59	180.29	110.72	90.83	65.97	71.70
Botswana	0.20	2.16	0.00	0.00	0.23	0.00	6.93	3.83	0.00	1.92	7.47	10.08	3.42	3.57	18.19	7.60	1.96	0.73
Brazil	10.25	9.29	0.05	0.20	0.10	0.41	0.35	0.01	0.20	0.31	0.01	20.63	2.92	14.53	2.38	0.00	0.00	0.15
Brunei																		
Burkina Faso	30.04	42.10	3.33	0.79	2.97	10.31	26.95	18.53	18.98	8.08	12.04	14.92	10.95	39.75	27.09	62.90	15.22	26.50
Burundi	0.28	0.61	0.00	0.02	0.86	0.11	4.62	0.73	2.82	4.66	3.94	7.60	1.91	87.83	21.65	72.20	12.20	44.02

Cambodia	138.47	298.90						6.71				7.04			0.00		0.00	0.07
Cameroon	0.11	2.62	0.01	3.49	0.54	1.81	1.16	1.42	7.05	3.20	0.17	2.98	12.05	47.03	0.15	64.96	137.38	90.27
Cape Verde			3.89	10.85	13.35	10.70	14.80	32.41	9.68	16.43	15.55	12.79	21.54	38.53	10.64	8.90	44.64	7.12
Central African Rep.	0.06	2.14	0.00	0.21	0.60	0.06	0.41	35.84	0.43	1.24	3.09	7.06	2.91	32.04	6.79	64.54	63.34	54.52
Chad	19.66	35.59	0.71	0.14	4.49	11.00	28.99	10.49	0.22	8.78	12.62	33.95	49.25	21.18	12.85	41.45	39.00	6.20
Chile	28.69	2.67	96.76	-2.13	-3.46	-1.42	-31.08	-37.50	-32.03	-11.84	-21.94	-10.34	8.09	-34.68	-2.90	-1.36	0.06	8.30
China							0.00	0.39	164.31	109.26	80.80	116.45	4.82	8.68	32.64	7.91	41.15	0.00
Colombia	25.46	15.82	14.08	0.12	1.54	2.31	0.62	0.13	0.19	0.24	0.80	0.00	0.00	0.00	0.00	-1.63	0.00	1.24
Comoros	0.00	0.00	0.00		0.34	0.00	1.13	3.10	3.44	1.65	1.36	1.91	13.23	7.36	6.31	6.75	3.57	8.42
Congo - Rep.	3.59	0.91	0.50	10.29	0.06	1.21	1.40	0.00	0.00	2.75	0.00	0.00	0.00	30.95	56.19	0.00	0.00	103.28
Congo Dem.Rep. (Zaire)	10.82	11.88	47.77	37.80	90.28	59.30	72.15	64.24	97.55	21.24	22.95	36.13	20.66	47.26	158.72	43.16	120.24	161.95
Costa Rica	2.26	0.17	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.16	4.59	28.68	188.70	163.56	156.63	126.22	127.15	91.31	128.52	57.76
Cote d'Ivoire	0.93	6.59	0.03	15.65	4.39	0.60	3.46	6.41	0.00	1.61	0.00	20.96	9.92	0.12	68.77	124.48	243.28	402.95
Croatia																		
Cuba	0.73	0.00		0.00	0.00	0.00	36.22	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	13.20	0.00	0.00
Cyprus	4.97	8.13		3.38	18.84		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Djibouti	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	18.41	0.61	8.77	7.84	5.74	3.74	5.88	2.40	20.61	1.96	2.73	0.95	5.19
Dominica	0.00	0.04	0.00	0.07	1.10	4.79	7.78	3.81	1.05	0.15	0.55	0.00	0.00	0.00	2.90	0.25	0.00	6.38
Dominican Republic	6.34	1.04	0.00	0.09	3.23	0.93	6.67	29.76	18.02	46.49	3.49	73.19	47.19	13.61	51.07	41.74	44.73	3.92
Ecuador	0.95	2.66	0.00	0.06	0.04	0.01	2.50	0.17	0.66	0.47	2.99	3.64	21.55	16.58	27.39	6.91	12.17	3.58
Egypt	301.28	852.77	1639.08	1167.18	1395.89	1042.25	756.25	505.47	392.04	575.02	394.08	729.55	611.86	526.64	288.68	199.41	219.21	2339.41
El Salvador	0.33	1.85	0.00	0.00	0.09	0.80	3.48	4.02	49.31	48.46	48.32	59.66	150.74	151.83	154.41	140.57	164.48	126.64
Equatorial Guinea	0.00						0.00		0.12	2.28	0.39	0.17	0.29	6.63	1.52	7.69	15.39	9.55
Eritrea																		
Ethiopia	5.84	24.50	6.00	9.74	6.57	7.78	43.29	41.60	28.48	19.84	24.16	73.13	247.84	231.70	101.89	192.54	25.31	205.27

Fiji	0.67	2.24	0.97	11.42	1.75	0.31	3.26	4.35	1.90	0.00	1.63	1.81	0.31	3.52	2.34	6.14	1.74	0.00
French Polynesia	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	20.80	21.80	2.99
Gabon	0.17	0.08	0.00	0.00	0.03	9.94	0.03	0.00	0.00	1.63	0.00	0.04	1.81	0.29	0.11	36.78	79.95	0.00
Gambia	1.49	3.16	0.23	0.41	2.60	4.37	2.46	4.25	6.24	0.74	1.18	5.50	12.26	22.93	29.38	12.79	30.86	15.76
Georgia																		
Ghana	10.08	1.27	11.47	3.40	6.05	70.82	53.04	24.82	40.10	38.11	24.01	32.44	57.41	146.80	153.34	100.63	233.23	93.67
Grenada	0.00	0.02	0.00	0.09	0.00	0.00	0.59	0.00	0.23	0.72	0.82	2.30	2.57	0.00	2.05	1.98	3.87	1.51
Guatemala	1.26	1.99	0.00	0.23	4.29	0.88	18.56	24.05	5.18	3.01	11.86	16.47	17.68	71.60	107.86	117.37	84.79	46.24
Guinea	9.91	13.24	6.20	6.18	2.72	3.19	5.80	12.53	16.30	7.87	6.69	8.58	19.77	71.16	15.07	55.00	59.06	3.39
Guinea-Bissau			1.04	4.25	6.02	15.34	7.56	19.56	19.23	6.21	5.77	12.73	17.41	22.76	23.51	10.71	27.77	3.25
Guyana	0.04	0.18	0.00	0.10	0.01	1.27	14.44	9.63	13.32	2.13	1.37	3.63	0.45	8.55	11.41	6.86	18.37	80.86
Haiti	0.05	0.94	3.58	17.45	6.53	14.15	12.68	30.96	18.40	18.01	13.70	17.61	26.32	58.83	69.40	22.76	20.42	18.03
Honduras	0.37	1.52	10.14	1.48	4.32	3.86	5.93	4.03	12.43	52.07	52.02	71.52	120.90	92.13	68.43	95.35	56.07	196.47
India	259.66	540.52	564.11	432.59	262.36	124.22	248.79	164.47	240.44	153.46	235.71	145.64	140.82	220.17	96.58	184.63	120.63	77.57
Indonesia	198.89	95.63	168.73	238.63	115.22	100.56	84.08	83.04	32.32	22.47	67.66	20.52	35.43	70.58	135.18	484.21	398.87	285.32
Iran	0.00	-0.08		-0.02	1.17			0.00						2.39			0.00	
Iraq	0.00		0.00		0.00	0.00	0.00		0.00	0.00		0.00	0.00				0.00	0.00
Israel	94.77	59.33	89.47	576.72	682.59	685.21	1066.62	765.65	722.18	744.58	1282.38	1129.92	1922.90	1843.90	1115.00	977.39	958.07	1243.14
Jamaica	1.69	0.94	3.77	5.00	9.08	81.23	39.54	78.31	100.72	87.25	22.38	65.21	18.91	47.40	65.33	59.77	117.94	109.78
Jordan	105.27	100.67	96.68	58.25	50.21	28.91	121.70	321.25	167.61	3.64	11.29	0.00	215.82	277.21	275.79	72.19	15.99	649.94
Kenya	15.10	3.90	1.46	22.10	9.54	2.21	18.10	50.37	75.46	117.15	55.06	69.86	69.59	41.95	33.60	122.83	78.72	98.45
Kiribati	0.00	0.00	0.00	0.02	0.08	0.35	1.50	5.89	5.32	4.20	4.16	2.78	1.02	0.60	8.67	1.72	0.66	0.51
Korea	157.62	89.32	0.14	101.18	78.79	28.75	82.14	61.04	223.25	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Kyrgyz Rep.																		
Lebanon	5.90	105.45			48.87	184.63	73.64	62.82	51.81	70.22	8.07	1.64	11.26	1.86	33.15	24.30	37.57	92.13
Lesotho	0.71	5.38	5.75	0.02	0.07	0.09	5.55	13.33	10.97	7.39	15.98	10.31	2.67	5.63	7.33	5.03	3.20	1.38

Liberia	0.02	0.26		0.00	0.16	5.56	0.00	29.68	50.77	39.75	56.47	44.16	37.04	36.13	20.27	9.47	11.34	55.02
Libya	10.20																	0.02
Madagascar	1.50	4.45	0.07	0.50	0.41	0.17	9.76	13.41	38.65	61.64	23.37	26.05	9.50	43.50	118.42	111.77	66.05	5.55
Malawi	2.96	0.07	0.00	8.06	0.08	0.06	9.43	23.87	2.37	0.00	0.02	53.55	18.67	42.74	43.35	131.83	53.93	67.06
Malaysia	0.53	0.10	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	22.44	2.71	0.00	7.50	0.00	0.00	0.00	0.00	1.83	0.09
Maldives				0.78	0.08	0.35	0.22	2.67	2.97	0.00	0.31	0.25	2.00	2.69	1.23	1.69	1.05	1.54
Mali	22.78	61.75	10.55	2.91	1.48	18.73	26.17	10.73	18.37	4.10	19.34	49.68	47.14	41.98	73.18	114.30	87.30	82.68
Malta	23.01	18.89	23.92		15.49		0.70	2.73	19.49	9.82	36.25	0.00	13.70	0.00				0.00
Marshall Islands																		
Mauritania	11.94	37.76	23.60	22.61	72.73	59.20	31.56	28.76	39.62	23.06	45.84	65.92	51.76	59.13	62.97	30.56	15.50	13.74
Mauritius	1.30	14.11	2.52	0.75	4.08	26.36	5.95	2.09	14.70	10.00	8.90	2.56	2.08	4.50	6.96	4.92	3.72	2.45
Mayotte					0.14						0.00	0.00	0.00		0.00		0.00	
Mexico	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.04	27.76	1.75	52.88	77.70	48.29	0.00	3.53	0.02
Moldova																		
Mongolia													0.00			0.00	0.00	0.00
Morocco	31.53	32.31	0.00	26.10	65.81	90.32	114.23	252.65	226.56	308.92	88.10	77.63	296.44	65.44	135.12	84.78	55.10	270.43
Mozambique	0.00		7.66	41.42	30.26	48.50	61.35	35.99	29.74	42.08	94.41	102.14	147.49	104.88	256.49	213.19	230.57	160.92
Myanmar (Burma)	13.73	9.55	11.80	0.75	11.38	78.54	49.25	1.95	28.72	34.84	7.86	64.44	23.98	88.09	91.87	0.00	0.00	0.00
Namibia											0.00		0.00	1.94		0.00	0.00	1.39
Nepal	4.10	3.70	0.00	0.17	0.65	1.74	5.57	5.20	0.38	4.43	4.09	2.06	1.30	11.61	31.44	7.03	50.39	13.52
Netherlands Antilles	0.27	0.00	0.00		0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	0.18	0.15	0.17	0.00	0.20	0.14	0.30	0.21
New Caledonia	0.00	0.17	0.00	0.00	4.36	0.23	0.19	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Nicaragua	11.61	2.09	0.00	0.00	0.05	0.00	23.80	39.52	21.48	27.07	17.35	15.64	21.17	22.41	2.21	9.91	6.76	109.99
Niger	38.14	81.42	32.12	7.95	2.28	20.31	10.92	2.22	9.02	8.58	6.71	15.61	64.21	67.22	98.90	60.82	24.93	75.55
Nigeria	20.16	7.37	0.00	0.06	0.48	0.02	-0.31	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	9.43	169.40	52.91

Oman									0.00	62.50	10.76	12.13	17.19	19.01	2.65	-5.15	0.95	0.00
Pakistan	178.89	184.86	360.66	492.68	205.03	146.17	116.88	242.90	136.34	253.66	76.62	77.22	124.42	57.37	54.18	235.51	87.31	130.54
Palau																		
Panama	1.01	0.38	0.00	0.00	0.00	0.00	0.85	0.90	1.24	1.65	7.99	1.96	30.93	6.51	0.00	0.00	0.00	0.00
Papua New Guinea	0.00	66.18	211.94	173.57	225.17	243.10	249.20	277.42	272.91	256.90	254.59	265.49	233.62	222.40	209.16	275.50	0.00	161.15
Paraguay	0.95	0.43	0.00	0.18	0.09	0.21	0.00	0.00	0.00	0.00	0.69	14.80	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.05
Peru	12.31	17.31	5.79	0.63	1.99	48.50	45.39	28.30	35.60	25.86	76.38	150.34	68.82	89.28	46.38	55.43	23.52	147.43
Philippines	115.12	16.80	47.75	34.27	56.02	12.38	16.94	23.05	24.21	9.80	6.92	144.23	120.78	581.19	311.63	123.62	125.04	74.68
Rwanda	0.81	3.69	1.44	0.27	2.11	0.44	5.06	2.90	5.68	5.08	16.49	15.53	8.61	7.76	9.89	41.82	15.21	41.80
Saudi Arabia	0.00					0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00				
Senegal	12.08	29.13	7.66	0.56	5.47	20.09	33.50	30.83	63.53	32.87	24.91	54.92	43.07	207.93	216.39	182.70	209.49	289.42
Seychelles	5.25	1.58		1.01	2.41	1.40	7.96	1.63	2.67	1.27	2.02	4.40	4.13	6.50	3.61	7.18	2.23	4.67
Sierra Leone	2.50			0.03	0.64	1.69	12.05	11.81	2.74	18.68	8.22	8.83	10.95	40.90	9.99	21.84	4.44	28.16

Singapore	0.12	0.03				0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
Slovenia																			
Solomon Islands	2.16	1.01	0.00	0.00	1.13	1.67	4.17	2.61	1.60	1.71	0.23	0.00	1.40	0.97	18.27	11.01	0.00	2.20	
Somalia	9.34	12.25	70.71	1.82	42.86	32.27	57.82	125.83	137.96	175.88	65.10	51.46	100.34	83.91	69.48	36.07	51.18	3.05	
South Africa																			
Sri Lanka	24.50	44.10	48.57	96.10	41.52	116.43	40.26	46.91	42.69	85.43	72.15	103.34	57.80	61.49	64.33	34.80	64.22	88.20	
St. Lucia	0.00	0.10	0.00	0.04	0.00	0.00		0.02	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
Sudan	5.62	55.82	44.25	4.62	49.33	57.94	207.84	80.45	157.66	277.89	337.31	263.03	523.20	345.25	235.91	166.19	98.89	103.56	
Suriname	1.07	0.40	0.00	0.12	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		14.81	43.10	0.00	
Swaziland	2.42	0.15	0.00	1.56	0.00	0.00	33.91	0.89	0.00	0.10	0.42	0.05	0.00	0.00	0.00	0.39	0.00	0.00	
Syria	15.30	251.61	270.25	155.07	337.04	181.70	743.94	26.54	165.06	0.00	660.50	7.10	172.55	404.11	90.03	17.53	0.00	12.37	
Tajikistan																			
Tanzania	2.52	25.54	69.12	24.77	41.35	52.59	48.26	160.49	222.33	77.03	69.36	81.83	64.34	104.68	160.43	274.76	78.11	92.12	
Thailand	0.00	1.20	4.30	0.00	3.71	0.01	11.21	4.38	18.14	2.71	15.16	4.51	6.81	9.14	0.43	0.29	1.74	0.36	
Togo	0.29	4.12	0.00	0.02	0.25	0.42	5.16	1.13	2.18	1.27	23.22	6.78	3.85	55.69	4.13	91.66	9.78	84.65	
Tonga	0.00	0.08		0.25	0.16	0.22	2.31	0.99	0.46	0.05	0.56	0.11	0.82	3.11	3.31	1.03	2.73	0.13	
Trinidad & Tobago	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1.84	0.00
Tunisia	47.89	38.99	12.54	15.72	17.04	37.73	26.93	11.27	16.94	11.29	80.63	41.60	10.56	32.66	51.95	117.07	102.19	84.49	
Turkey	37.02	5.44	6.03	3.03	30.29	71.35	293.38	663.82	467.48	535.66	271.62	72.81	57.03	133.14	38.32	19.83	4.80	890.01	
Turkmenistan																			
Uganda	1.09	0.02		0.35		8.14	1.39	69.62	27.33	53.41	12.58	33.16	6.10	43.80	34.65	108.94	98.91	55.65	
United Arab Emirates	0.00				0.00			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		0.00				
Uruguay	12.49	0.40	0.00			0.00	0.00	0.00	0.00	-3.92	0.00	0.00	0.00	10.19	1.13	0.00	0.00	8.24	
Uzbekistan																			
Vanuatu	3.81	6.27	0.00	0.00	8.97	12.57	10.28	11.95	3.18	3.40	2.25	8.51	0.89	0.17	26.25	7.11	0.00	0.00	
Venezuela	0.00								0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
Yemen	3.91	40.39	12.93	12.22	29.54	12.62	9.44	6.47	20.71	0.00	0.00	11.53	31.43	22.50	80.19	10.41	26.40	34.23	

Zambia	1.93	6.32	24.69	20.78	41.30	48.41	97.75	43.44	47.98	40.19	48.71	53.18	47.54	151.56	42.21	39.17	26.95	87.15
Zimbabwe								38.41	67.83	52.61	47.84	91.46	69.82	18.92	30.37	47.23	34.77	21.90

Annexe 4 : Table 2 (cont'd) PGAD (millions of USD) 1991-2001 (Ouattara, 2005)

Country	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Afghanistan	0.00	0.00	0.00	0.00	44.92	2.47	91.43	5.30	53.92	11.24	32.21
Albania	325.67	76.53	12.17	3.54	3.98	0.00	0.32	21.79	32.97	0.12	14.39
Algeria	64.08	223.59	74.62	214.80	8.00	75.56	4.55	28.90	-0.02	1.98	1.82
Angola	10.19	2.61	13.19	67.48	39.55	38.88	23.57	37.32	27.91	56.15	32.91
Argentina	19.90	0.00	0.00	13.11	0.00	0.00	5.97	0.00	0.00	0.00	0.00
Armenia			46.86	0.05	43.64	108.18	58.70	6.70	19.16	15.11	5.51
Aruba	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		0.00			
Azerbaijan			0.00	3.02	0.22	0.14	102.91	0.06	9.83	10.08	12.52
Bahamas			0.00	0.00	0.00						
Bahrain				0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Bangladesh	160.57	145.18	70.23	52.58	41.74	48.97	22.93	25.67	128.61	63.27	102.13
Barbados	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Belize	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Benin	94.39	42.04	37.36	32.81	60.94	42.12	19.58	28.40	16.97	18.76	13.77
Bhutan	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Bolivia	70.65	49.10	28.54	28.45	81.04	3.34	45.92	17.44	21.23	29.02	45.55
Botswana	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Brazil	0.01	-3.10	0.18	0.30	0.06	0.15	0.21	0.00	-0.14	0.03	0.00
Brunei				0.00	0.00						
Burkina Faso	152.43	27.05	50.95	100.86	111.86	52.85	20.49	43.82	57.45	29.77	28.71
Burundi	45.29	78.74	15.25	99.71	4.25	13.81	0.77	12.93	1.65	12.77	3.89
Cambodia	8.19	2.21	22.36	26.49	33.20	14.59	0.67	6.25	0.31	26.94	28.62

Cameroon	165.09	357.99	264.97	524.55	94.66	179.84	178.42	27.68	83.35	31.01	24.44
Cape Verde	36.53	3.39	4.14	18.08	9.70	20.64	8.40	40.72	22.13	21.55	33.78
Central African Rep.	43.08	19.32	14.02	40.73	0.00	2.97	4.37	21.51	6.37	16.50	3.23
Chad	57.62	18.56	0.36	58.08	31.41	80.72	72.76	21.98	11.19	8.31	49.80
Chile	2.45	0.16	0.66	0.70	0.53	2.48	0.30	0.00	0.00	0.00	0.00
China	0.00	8.97	6.76	0.00	5.38	18.19	49.15	23.89	55.00	13.15	1.82
Colombia	0.78	30.96	0.02	0.00	0.00	0.00	4.45	1.45	0.00	0.00	0.00
Comoros	22.02	15.55	19.25	4.79	2.75	0.27	0.34	5.86	1.72	2.79	0.00
Congo - Rep.	10.52	45.20	0.37	275.08	23.10	350.54	0.25	9.40	9.52	3.08	2.86
Congo Dem.Rep. (Zaire)	2.58	49.53	3.42	2.89	3.06	0.68	0.22	1.40	7.59	5.87	10.64
Costa Rica	0.00	16.39	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-0.68	0.00	0.00
Cote d'Ivoire	248.58	423.14	439.54	893.17	412.63	143.80	13.59	107.72	35.31	96.45	17.85
Croatia		0.00		79.41	8.38	1.82	1.22	0.00	0.00	0.00	0.00
Cuba	0.00	0.00	16.08	15.88	4.81	3.81	0.15	12.10	3.52	2.68	0.11
Cyprus		0.00				0.00					
Djibouti	10.37	5.44	1.68	11.04	8.14	24.46	9.33	12.45	3.41	13.66	2.10
Dominica	2.12	2.66	0.00	5.77	15.86	15.43	0.00	13.32	0.00	7.57	1.12
Dominican Republic	1.81	3.22	-4.62	0.14	0.00	0.00	0.23	0.48	14.55	0.00	0.10
Ecuador	0.18	1.60	11.96	7.86	0.08	0.04	0.65	1.22	10.83	12.61	7.50
Egypt	1380.22	134.19	25.83	47.87	20.03	30.70	322.28	280.21	0.55	0.04	93.30
El Salvador	77.53	3.95	26.13	10.10	29.47	13.05	14.75	13.46	18.55	0.52	14.24
Equatorial Guinea	5.27	8.58	2.35	2.31	10.91	10.16	0.00	0.31	0.79	0.00	0.36
Eritrea			4.89	41.26	17.47	4.75	0.00	15.69	15.18	8.36	115.44
Ethiopia	623.86	281.58	540.41	275.75	155.18	41.11	25.13	46.24	212.48	67.72	239.87
Fiji	1.07	3.56	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
French Polynesia	0.00	2.54	0.00	0.00	8.52	0.00	0.00	0.00	0.00		
Gabon	66.10	0.47	18.03	57.47	66.74	69.04	0.05	0.38	0.00	0.00	-2.18

Gambia	9.41	13.51	6.11	0.00	0.00	0.00	0.00	2.00	0.97	13.90	2.44
Georgia			9.52	2.16	4.32	117.68	87.18	14.64	27.28	7.57	10.14
Ghana	384.58	75.71	44.38	58.87	74.13	30.56	27.27	56.23	90.63	121.64	78.10
Grenada	4.24	1.55	1.76	7.08	1.84	2.84	0.00	1.59	0.00	0.49	0.00
Guatemala	40.70	20.06	12.56	29.99	0.01	0.00	5.28	12.46	24.22	24.60	17.33
Guinea	9.02	31.41	19.83	30.88	47.20	1.31	15.44	66.99	8.22	6.44	26.99
Guinea-Bissau	13.47	1.40	10.30	2.97	0.53	0.34	2.03	18.65	2.02	17.61	0.00
Guyana	59.38	13.83	14.50	10.98	12.36	8.19	36.48	8.38	12.07	4.42	23.21
Haiti	27.06	23.94	4.32	211.62	76.07	32.62	23.27	6.32	44.87	37.57	17.56
Honduras	28.44	0.00	4.63	0.00	16.15	2.35	0.27	1.63	66.21	20.03	26.16
India	552.66	53.67	42.41	16.86	0.00	11.71	2.53	3.83	87.12	71.08	87.23
Indonesia	298.81	396.71	211.17	113.41	50.04	52.15	0.21	416.53	901.23	700.50	45.39
Iran	7.69	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Iraq	270.76	58.43	38.21	5.06	0.00	0.00	51.99	0.00	0.00	0.00	0.00
Israel	1634.26	0.17	1100.23	0.00	0.00	2026.50					
Jamaica	44.15	35.38	0.94	25.18	20.32	0.73	2.53	-1.06	-30.39	-3.56	5.91
Jordan	841.93	237.05	63.44	102.31	212.52	29.16	75.81	19.76	43.41	76.87	103.33
Kenya	66.57	24.21	117.85	83.26	35.17	92.16	4.17	8.96	5.16	96.87	9.35
Kiribati	0.11	2.10	0.79	0.08	2.32	0.13	0.25	0.43	0.06	0.00	0.00
Korea	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-106.10	-14.36		
Kyrgyz Rep.			50.83	25.06	27.64	1.67	9.87	1.10	69.27	20.53	11.00
Lebanon	58.73	0.17	0.00	0.00	1.60	0.21	0.00	0.00	0.25	34.38	28.43
Lesotho	8.38	13.44	7.73	16.68	13.10	12.28	3.82	0.00	0.38	0.00	9.08
Liberia	146.13	6.22	1.08	46.53	63.38	21.50	4.82	0.31	19.31	9.77	6.57

Libya						0.00	0.00	0.00	0.00		
Madagascar	92.60	37.13	35.41	13.78	3.23	12.20	296.70	27.81	71.93	37.29	13.09
Malawi	42.44	19.81	83.21	119.27	98.31	117.35	26.99	94.59	71.61	94.07	51.72
Malaysia	0.00	0.04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-0.03
Maldives	3.47	1.10	1.61	0.80	3.80	1.16	0.00	0.65	1.05	0.53	4.01
Mali	136.11	67.80	57.94	58.38	106.61	50.12	30.87	30.73	39.41	24.45	31.14
Malta	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	10.54	0.00	0.00	0.00
Marshall Islands		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	37.94	43.58
Mauritania	28.49	24.19	100.24	24.33	42.61	10.82	1.47	24.60	12.37	22.80	26.38
Mauritius	0.96	0.21	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Mayotte		0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	39.00	0.00	6.61	0.00
Mexico	20.21	2.92	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-0.01
Moldova							27.54	2.30	3.85	14.53	9.00
Mongolia	25.59	31.41	23.08	4.69	6.60	2.32	16.45	17.27	25.53	23.17	3.65
Morocco	198.15	52.12	36.48	60.66	18.80	0.91	20.74	29.30	0.95	17.27	5.78
Mozambique	157.24	229.45	157.92	269.39	144.79	149.92	81.63	292.91	64.33	208.35	78.96
Myanmar (Burma)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.24	1.82	0.00	0.00
Namibia	2.23	1.95	0.07	0.52	0.00	1.75	0.93	0.61	0.48	0.00	0.00
Nepal	5.58	6.45	2.80	4.36	11.02	1.28	1.10	11.99	0.70	3.18	0.04
Netherlands Antilles	0.00	0.00	0.00	0.00	5.04	0.00	0.00	0.00	0.00		
New Caledonia	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		
Nicaragua	148.59	109.76	9.70	120.93	68.19	10.39	25.74	19.90	44.27	38.85	40.11
Niger	41.76	68.77	86.63	75.88	11.60	29.34	59.66	35.93	26.27	33.12	36.41
Nigeria	0.97	8.74	0.00	0.00	0.00	0.00	20.49	0.00	2.98	0.72	0.59
Oman	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Pakistan	12.40	72.85	71.42	156.30	20.24	6.96	17.19	17.21	100.00	25.64	1048.93
Palau				0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	26.72	13.75
Panama	0.00	108.29	0.00	0.00	-0.19	0.00	0.26	0.00	0.00	0.00	0.00
Papua New Guinea	54.04	133.23	159.79	117.40	123.35	88.87	59.81	1.35	0.84	19.28	0.00
Paraguay	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Peru	376.04	169.16	172.53	2.26	54.16	0.89	12.00	36.84	19.31	18.26	55.78
Philippines	156.07	299.67	46.39	11.42	7.24	11.59	0.07	9.33	17.73	15.13	21.84
Rwanda	113.09	95.50	20.61	157.79	311.34	39.21	9.03	120.08	53.00	105.27	24.14
Saudi Arabia	0.00			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Senegal	40.04	62.31	48.84	195.83	63.60	22.75	16.96	59.73	42.38	10.99	1.53
Seychelles	3.92	0.00	0.00	0.00	1.02	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Sierra Leone	7.66	55.90	50.22	67.48	28.11	21.11	15.86	38.15	24.12	58.40	76.82
Singapore		0.00									
Slovenia			0.00	3.49	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Solomon Islands	9.78	2.62	0.44	0.55	1.90	0.22	0.54	0.59	1.22	18.94	0.54
Somalia	1.26	359.61	10.08	0.65	15.44	1.51	0.00	4.64	0.26	11.72	5.28
South Africa			0.29	0.22	12.79	0.39	0.76	0.00	4.16	0.00	0.17

Sri Lanka	88.35	19.79	15.37	15.32	40.73	0.64	7.35	5.83	3.06	5.09	6.43
St. Lucia	0.00	0.00	0.00	7.90	14.76	27.41	0.00	0.97	0.00	5.42	0.00
Sudan	469.14	174.73	47.85	290.85	67.92	35.67	1.91	134.58	74.27	99.47	14.66
Suriname	0.00	8.12	11.34	2.18	5.06	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	16.15
Swaziland	0.00	0.48	0.00	0.00	1.46	0.00	0.02	0.00	3.90	0.04	0.01
Syria	104.20	0.00	0.00	0.00	5.22	0.00	0.00	0.00	0.88	0.00	2.14
Tajikistan				0.86	9.94	4.24	7.58	4.17	21.06	44.36	35.00
Tanzania	124.46	255.45	74.91	130.21	97.47	74.41	201.98	293.54	15.79	180.38	198.67
Thailand	0.18	0.21	0.01	0.00	0.00	0.00	0.08	8.37	125.10	0.14	0.28
Togo	24.31	72.41	1.30	61.08	8.69	42.36	15.62	10.15	3.19	2.76	2.39
Tonga	0.57	2.77	0.18	1.01	0.10	0.24	0.08	1.05	0.00	0.03	0.00
Trinidad & Tobago	0.00	0.00	-1.43	0.00	17.09	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Tunisia	119.55	175.32	11.98	7.57	-7.64	0.94	0.15	4.66	8.72	0.17	0.00
Turkey	868.83	0.00	7.69	0.00	1.42	1.39	-11.23	0.00	0.00	50.34	0.00
Turkmenistan				7.91	12.84	0.00	0.00	0.00	2.34	4.26	0.00
Uganda	244.85	130.43	111.89	217.93	140.74	9.45	355.46	111.31	10.52	244.48	12.68
United Arab Emirates				0.00	0.00						
Uruguay	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Uzbekistan				1.44	4.85	1.62	1.12	0.00	5.37	24.30	14.41
Vanuatu	8.30	0.43	0.26	0.42	0.22	0.55	1.14	0.21	0.00	0.00	1.11
Venezuela	0.00	0.00	1.24	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	9.12	0.00
Yemen	4.49	4.14	30.08	28.29	0.00	3.34	17.12	0.06	85.16	46.08	74.44
Zambia	121.30	353.40	152.06	253.87	541.81	0.44	2.57	50.08	73.68	101.12	6.09
Zimbabwe	37.30	304.83	115.31	132.86	105.60	27.30	11.54	10.86	10.00	4.13	5.35

MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES

Sur les paradigmes contemporains concernant l'aide au développement et son efficacité - Synthèse et perspectives

Melvyn Kuetgens

RÉSUMÉ

Ce mémoire bibliographique, après disposition d'un cadre théorique, disserte d'abord sur comment et à quel point les différents fournisseurs de l'aide au développement et les différentes modalités d'allocation de celle-ci ont un impact sur les populations qui en bénéficient, en matière de d'appropriation locale des projets, de corruption, de gouvernance et d'atténuation de la pauvreté. Il formule ensuite des recommandations sur quelles seraient les initiatives à mettre en avant pour rendre l'aide étrangère plus bénéfique pour ses récipiendaires et quelles seraient les pistes de recherche à suivre dans les temps à venir pour compléter les analyses fournies ici. Il fait, à la toute fin, un récapitulatif des éléments les plus essentiels tirés de ces analyses.

ABSTRACT

After providing a theoretical framework, this paper first discusses how and to which extent the different providers of development assistance and the different ways in which it is allocated have an impact on the populations that benefit from it, in terms of local ownership of projects, corruption, governance and poverty alleviation. It then makes recommendations on what initiatives should be put forward to make foreign aid more beneficial to its recipients and what avenues of research should be explored in the future to complement the analyses provided here. At the end, there is a summary of the most important elements of these analyses.

MOTS-CLÉS

- Aide étrangère au développement
- Appropriation locale des projets d'aide
- Captation par les élites
- Coordination entre les donateurs
- Donateurs traditionnels et émergents
- Efficacité de l'aide étrangère
- Gouvernance des pays bénéficiaires de l'aide
- Initiatives locales de développement
- Littérature théorique et empirique
- Lutte contre la pauvreté
- Pays en développement
- Politiques d'allocation de l'aide

Université catholique de Louvain

Faculté des bioingénieurs

Croix du Sud, 2bte L7.05.01, 1348 Louvain-La-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/agro